

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

Question du Travail à Domicile

EN ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT JURIDIQUE

Présentée et soutenue le Mercredi 15 Janvier 1908, à 1 heure

PAR

F. ROUFF

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { *MM. PERREAU, professeur*
TRUCHY, agrégé

PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflet, et 12, Rue Toullier

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

Question du Travail à Domicile

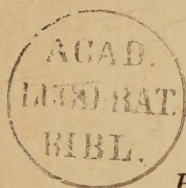
EN ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 15 Janvier 1908, à 1 heure

PAR

F. ROUFF



Président : M. JAY, professeur

Suffragants { *MM. PERREAU, professeur*
TRUCHY, agrégé

PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

—
1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA

QUESTION DU TRAVAIL A DOMICILE

En Allemagne

INTRODUCTION

Avant d'entreprendre l'étude qui va suivre, il convient d'en délimiter tout d'abord l'objet précis, afin que l'on n'y cherche pas ce qui en est éliminé à dessein.

Il ne s'agit pas ici d'examiner le développement historique du travail à domicile, pas plus que l'évolution des idées au sujet de sa nature et de sa place dans la vie économique.

D'autre part, les conditions dans lesquelles il s'exerce ont déjà été l'objet de nombreuses recherches, particulièrement en Allemagne, où depuis assez longtemps ce sujet a été abondamment étudié.

Les avantages certains du travail à domicile pour l'em-

ployeur, ses avantages discutables, même au point de vue de la famille, pour l'ouvrier ; d'autre part, les terribles inconvénients qu'il a au point de vue des salaires, de la durée du travail, de l'emploi des enfants, de la santé, non seulement de l'ouvrier, mais de la société entière, au point de vue aussi de la situation de toute la classe des travailleurs, tout cela est maintenant connu. Ce qu'il faut à présent, c'est appliquer des remèdes à tous ces maux. Pour pouvoir guérir, il fallait bien connaître le mal. M. le professeur Sombart disait en 1891 (1) : « Avant de réglementer le travail à domicile, il faut savoir dans quelles conditions il s'exerce, une enquête est indispensable. » Maintenant ces conditions ont été étudiées. Les recherches historiques de M. Schmoller et de ses élèves, l'étude des conditions du travail dans l'industrie à domicile qu'ils ont faite, l'enquête méthodique par région poursuivie par le « Verein für Sozialpolitik », ainsi que beaucoup d'autres travaux particuliers, les ont mises en pleine lumière. La grève de la confection à Berlin, en 1896, le congrès pour la protection des ouvriers à domicile, de 1904, l'exposition des produits fabriqués par l'ouvrier dans sa maison, qui eut lieu à Berlin, de janvier à mars 1906, ont instruit et ému non seulement les intéressés et les spécialistes, mais l'opinion publique tout entière. Actuellement, chacun sait et chacun réclame une solution. Et c'est précisément le but unique de ce travail d'étudier les moyens proposés pour résoudre « la question du travail à domicile ».

1. *Archiv für Soziale Gesetzgebung*, t. IV : die Hausindustrie in Deutschland.

Mais, dira-t-on, pourquoi l'étudier plus spécialement en Allemagne ? Des Etats, en Australie ou en Amérique, l'ont déjà résolue. Pourquoi ne pas prendre simplement comme modèle ce qui existe là-bas ? Parce que, comme le dit M. Schwiedland, « les mesures à prendre dépendent de la situation politique et industrielle des Etats. On comprend aisément que les Etats de l'Amérique du Nord ont pu plus facilement entreprendre de réglementer l'industrie de la confection que l'empire allemand qui y voit souvent une industrie d'exportation ». Mais qu'a donc fait jusqu'à présent l'Allemagne, qui puisse être proposé en exemple ? Pas grand chose, il est vrai, et « le pays de la réforme sociale », comme disent les Allemands, le pays des assurances ouvrières, a jusqu'à ce jour presque complètement oublié le travailleur à domicile. Malheureusement, cette triste négligence peut être constatée également en France (1). Dans les deux pays, soumis d'une façon générale aux mêmes conditions économiques, luttant tous les deux sur le marché international, les conditions où s'exerce le travail à domicile, les avantages qui en résultent pour les uns, la misère et les inconvénients qui en sont la conséquence

1. La loi française du 2 novembre 1892 sur le travail industriel des enfants de moins de dix-huit ans et des femmes, et celle du 12 juin 1893 (11 juillet 1903) sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, s'appliquent bien en principe au travail à domicile, sauf aux ateliers de famille, mais en fait, à cause de cette exception, l'ensemble du travail à domicile échappe à toute réglementation. (Voir le rapport de M. Fagnot sur la réglementation du travail en chambre présenté à l'association nationale française pour la protection légale des travailleurs.)

pour les autres, sont les mêmes ; et dans les deux pays, jusqu'à ce jour, rien ou presque rien n'a été fait. C'est précisément parce que l'Allemagne n'est presque pas plus avancée sur ce point que la France qu'il est intéressant de voir ce qu'on propose d'y faire. Ce qui est possible là-bas l'est également ici.

Il faut dire aussi qu'à la suite des enquêtes, des congrès, des expositions, il s'est formé en Allemagne un fort courant d'opinion et une littérature considérable relative au travail à domicile. De plus, certaines réformes sociales, telles que les assurances obligatoires, qu'en France on voudrait obtenir, sont là-bas un fait acquis, ce qui permet aux ouvriers qui en profitent de diriger leurs efforts vers l'amélioration du travail à domicile, non seulement dans un but de solidarité, mais aussi pour que ces lois qu'ils n'ont plus besoin de réclamer puissent produire à leur égard tous les effets bienfaisants qu'ils en attendent. Enfin, si l'Allemagne n'a presque rien fait pour les travailleurs à domicile jusqu'à ce jour, elle s'en est cependant préoccupée et elle leur étend le bénéfice de certaines lois, dans des cas exceptionnels il est vrai et dans une mesure en pratique très restreinte. Mais ce sont pourtant là des bases à des revendications précises et les premiers échelons d'une réglementation protectrice qu'il suffirait d'étendre pour la rendre vraiment efficace.

Toutes ces raisons expliquent l'intérêt que peut avoir à un point de vue général aussi bien qu'au point de vue particulier de la France, l'étude de la « question du travail à domicile en Allemagne ».

D'après ce qui précède, cette étude se divise naturellement en deux parties : 1^o l'état actuel de la question, les solutions acquises ; 2^o les solutions proposées.

Sur le premier point nous étudierons :

- a) Les lois se rapportant au travail à domicile ;
- b) L'organisation des ouvriers à domicile ; les résultats obtenus.

La seconde partie se divisera :

- a) Avis des économistes ;
- b) Avis des ouvriers ;
- c) Congrès de Berlin de 1904 ;
- d) Mouvement législatif ;
- e) Avis des patrons.

Il convient aussi de donner quelques explications au sujet de la terminologie qui sera employée dans cette étude.

En français nous n'avons qu'une seule expression pour désigner l'ouvrier qui ne travaille ni à l'atelier ni à la fabrique : l'ouvrier à domicile. En allemand, au contraire, cet ouvrier s'appelle :

1^o Der Heimarbeiter (ouvrier à domicile) ;

2^o Der hausindustrielle Gehilfe (aide industriel à domicile) ;

3^o Der Hausgewerbetreibende, ou Hausindustrielle (personne exerçant un métier à la maison).

A chacune de ces appellations correspond une idée particulière, encore que très difficile à saisir en pratique. Comme pour l'examen de la situation légale actuelle de l'ouvrier à domicile, la distinction entre ces différentes catégories es

très importante, et comme, d'autre part, la traduction française des noms allemands ne fait pas bien apercevoir les différences de fond qu'ils expriment, les noms allemands ont été conservés dans le cours de cette étude chaque fois qu'il importait de bien préciser l'idée à exprimer.

De même, en ce qui concerne les personnes desquelles l'ouvrier à domicile tient son travail, à côté de l'entrepreneur (Unternehmer) et du sous-entrepreneur (Unterunternehmer), on trouve des agents dont les noms allemands sont d'une traduction difficile. Par exemple : Zwischenmeister (qui pourrait au besoin se traduire par le mot français peu précis de « intermédiaire », mais qui correspond plutôt à ce qu'on appelle « l'embaucheur ») ou Verleger (c'est-à-dire l'éditeur des marchandises, celui qui se charge de les faire établir et de les fournir aux marchands). Dans ce cas encore, les expressions allemandes ont été conservées, lorsque cela était nécessaire pour la clarté et la précision.

PREMIÈRE PARTIE

Etat actuel de la question et les solutions acquises

CHAPITRE PREMIER

RÉGLEMENTATION LÉGALE DU TRAVAIL A DOMICILE

Les dispositions légales qui visent le travail à domicile ne sont pas nombreuses. Elles ont en outre présenté et elles présentent toujours des difficultés pratiques d'application, et les interprétations qu'il a été nécessaire d'en donner en ont encore restreint la portée.

A examiner les lois, on peut croire tout d'abord que quelque chose a été fait, ou du moins qu'il est possible de faire quelque chose en les prenant pour base. A voir les faits, on trouve qu'il n'y a pour ainsi dire rien.

Nous examinerons donc d'abord les lois telles qu'elles sont, et après, leur importance pratique et les usages qui ont été faits des permissions qu'elles donnent.

§ 1 — *Le travail à domicile dans la loi*

La réglementation légale du travail à domicile repose sur la distinction entre trois catégories d'ouvriers qui ne travaillent ni à l'usine ni à l'atelier.

1° *Hausindustrielle Gehilfen* (littéralement : aides industriels à domicile). Ce sont, d'après la définition qu'en donne le bulletin du travail de l'Empire (*Reichsarbeitsblatt*, 4^e année, n° 4, p. 328) des personnes non indépendantes qui travaillent contre traitement ou salaire dans les locaux d'industriels à domicile ;

2° *Heimarbeiter*, ouvriers à domicile non indépendants, travaillant chez eux ;

3° Enfin, *Hausgewerbetreibende*, personnes indépendantes travaillant chez elles.

Les situations de ces trois catégories d'ouvriers sont différentes. Nous allons les examiner chacune en particulier et essayer de définir exactement quelles sont les personnes comprises dans chacune d'elles.

1° *Hausindustrielle Gehilfen*. — Ce premier groupe se distingue facilement des deux autres. Les ouvriers qui le composent sont soumis aux dispositions générales du code industriel (*Gewerbeordnung*, 21 juin 1869). Ce code ne connaît pas l'expression « Hausindustrielle ». Mais ces personnes, travaillant dans des exploitations industrielles pour le compte de patrons, ne sont pas dans une situation différente de celle des autres ouvriers. Le fait que leur patron

est un industriel à domicile ne modifie en rien leur situation. Cette façon de voir ne rencontre aucune objection. Donc toutes les prescriptions relatives à la liberté du contrat de travail, au repos du dimanche, à l'emploi des adolescents, aux produits fabriqués, à l'interdiction du paiement en nature, aux écoles professionnelles, à l'hygiène et à la morale, les dispositions réglant les rapports des ouvriers et des patrons, tout cela s'applique aussi au personnel auxiliaire des industriels à domicile travaillant contre salaire et en vertu d'un contrat de travail.

De plus, les paragraphes 135-139 b du Code industriel contiennent des dispositions sur l'emploi des enfants, des adolescents et des femmes dans les fabriques, qui sont également applicables aux ateliers où se trouvent habituellement des moteurs mécaniques (§. 134-3^o). Les ateliers à domicile où il y a des moteurs mécaniques sont donc soumis à ces dispositions pourvu cependant qu'il ne s'agisse pas d'ateliers où ne travaillent que des membres de la famille du patron.

La loi prévoit la possibilité d'étendre ces mesures à d'autres ateliers, ne contenant pas de moteurs, par ordonnance impériale, avec l'assentiment du Bundesrat. En fait, l'ordonnance du 31 mai 1897, modifiée par l'avis du 17 février 1904, fit usage de cette faculté, et ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'elle fut rendue surtout en vue de l'exploitation industrielle à domicile. Elle vise les ateliers de confection en gros d'habits d'hommes, de femmes et d'enfants, les ateliers de confection en gros de linge blanc ou de couleur

enfin les ateliers de garnitures de chapeaux de femmes et d'enfants. Mais elle ne s'applique pas aux ateliers de famille où ne travaillent qu'accidentellement des personnes étrangères, ni à ceux où on ne fait que par exception de la confection d'habits et de linge.

L'ordonnance de 1897 interdit complètement d'employer des enfants de moins de treize ans et réglemeute d'une façon précise, conformément à la législation générale (§§ 135-139 b) (1) le maximum de temps de travail, les repos, le repos du dimanche, etc., pour les enfants de plus de treize ans, les adolescents, les ouvrières et les femmes en couche. Avant d'employer des personnes de ces catégories, le patron doit faire une déclaration à la police et afficher, dans la chambre où elles travaillent, un tableau contenant l'indication des heures de commencement et de fin du travail, les heures de

1. Législation générale : Interdiction du travail des enfants fréquentant l'école ; de treize à quatorze ans ils ne doivent travailler que six heures par jour, y compris une heure et demie d'interruption ; ceux âgés de quatorze à seize ans, dix heures au maximum, y compris une heure et demie d'interruption. Interdiction du travail de nuit (8 h. 1/2 du soir à 5 h. 1/2 du matin). Repos du dimanche. Interdiction du travail de nuit des femmes (8 h. 1/2 du soir, 5 h. 1/2 du matin). Durée maxima du travail : onze heures par jour, dix heures les veilles de jours fériés. Interruption du travail : une heure à une heure et demie. Si elles ont des devoirs domestiques, elles peuvent quitter l'atelier une demi-heure plus tôt. Protection des femmes accouchées : quatre semaines. Affichage des heures de travail, obligation pour les patrons d'en informer la police locale. Heures supplémentaires : ouvrières au-dessus de seize ans, treize heures par jour pendant soixante jours et jusqu'à 10 heures du soir. Tenue d'un registre de déclarations obligatoire. Exceptions en cas d'accidents et de force majeure. Après six heures de travail, une heure de repos.

repos et un extrait en caractères lisibles des prescriptions de ce décret.

Il faut remarquer que ces dispositions ne s'appliquent qu'aux ateliers où on fabrique en gros, sans tenir compte de l'importance de l'atelier lui-même, de sorte que beaucoup d'ateliers très importants échappent aux prescriptions précédentes parce qu'on y travaille non pas pour les marchands mais pour une clientèle propre. D'après la loi, tout atelier où l'on travaille pour les marchands est soumis à la réglementation s'il emploie des ouvriers étrangers, ne fût-ce qu'un seul. Or M. Jaffé nous apprend qu'en pratique dans l'Allemagne de l'ouest, y sont seules soumises les exploitations les plus importantes, pas celles qui n'emploient qu'un ou deux ouvriers. En outre, d'après le rapport de l'inspecteur badois, peu d'entreprises tombent sous le coup de la réglementation parce que généralement on n'y fabrique les objets confectionnés que dans la morte-saison, comme travail exceptionnel. De plus, M^{lle} Hélène Simon, dans son enquête sur l'industrie de la broderie à Berlin (1), fait remarquer qu'il s'agit en réalité dans toute cette industrie à domicile comme dans la confection d'un travail non contrôlé, et que par conséquent les dispositions précédentes ne sont pas appliquées.

Une loi du 30 juin 1900 (§ 114 du Code) autorise le Bundesrat à prescrire pour certaines industries l'établissement de

1. *Hausindustrie und Heimarbeit in Deutschland und Oesterreich*, t. II, p. 596.

livrets de salaires et de feuilles de travail sur lesquels doivent être inscrits : la nature et l'étendue du travail ; en cas de travail aux pièces, le nombre de pièces, les salaires et les conditions auxquelles sont fournis les instruments. En se basant sur cette loi, le Bundesrat a prescrit, le 9 décembre 1902, l'établissement à partir du 1^{er} avril 1903, de livrets de salaires pour les ouvriers travaillant dans les ateliers de confection d'habits ou de linge. D'après sa décision, il faut inscrire dans ces livrets non seulement le montant des salaires réellement payés, mais aussi les conditions dans lesquelles sont accordés aux ouvriers la nourriture et le logement, si cette nourriture et ce logement leur sont donnés comme salaire ou comme partie de leur salaire.

La situation des « hausindustrielle Gehilfen » est donc très nette et d'une manière générale ne se distingue pas de celle de tous les ouvriers industriels.

Celle des deux autres groupes, au contraire, est plus difficile à établir clairement. La distinction entre eux repose sur ce que les uns sont indépendants et que les autres ne le sont pas. Mais en pratique, il est souvent très délicat de se prononcer. D'après des décisions répétées de l'Office impérial d'assurance, le critérium à considérer est le « degré d'indépendance personnelle de celui qui travaille chez lui, par rapport au degré d'indépendance de ceux qui travaillent dans la fabrique de l'employeur ». Par indépendance personnelle, ajoute l'Administration, il faut entendre le fait que l'industriel à domicile peut organiser lui-même le travail comme il l'entend quant au début, à la fin, à l'ordre et à

l'étendue, et employer, s'il le veut, des ouvriers étrangers (hausindustrielle Gehilfen).

Même avec cette définition, il sera très difficile de savoir si une personne doit être considérée comme indépendante ou non.

Etant donné que dans le langage technique le mot « Heimarbeiter » désigne les ouvriers à domicile non indépendants, voyons quelle est leur situation.

2° *Heimarbeiter*. — Le Code industriel ne connaît pas plus le mot de « Heimarbeiter » qu'il ne connaît celui de « hausindustrielle Gehilfen ». Il n'emploie que deux termes : ouvriers industriels (industrielle Gehilfen) et personnes exerçant leurs métiers chez elles (Hausgewerbetreibende). Nous avons vu que l'on assimile sans difficulté les hausindustrielle Gehilfen aux ouvriers industriels en général. Dans laquelle des deux catégories dont parle le règlement faut-il faire entrer les « Heimarbeiter » ?

Leur situation n'est pas claire et donne lieu même en droit à des difficultés. Ainsi le Tribunal industriel de Berlin a décidé, dans deux cas, que ces ouvriers à domicile devaient être regardés comme des salariés non indépendants, c'est-à-dire comme des ouvriers industriels au sens légal du mot : ces jugements furent cassés en appel, la Cour considérant que ces personnes étaient des « Hausgewerbetreibende » indépendants.

Ce point est d'une grande importance à établir, car dans le premier cas ils sont soumis à la réglementation générale, dans le second ils ne le sont pas.

3^o *Hausgewerbetreibende*. — En effet, les personnes de ce groupe étant des personnes indépendantes ne sont pas soumises aux règles applicables aux ouvriers travaillant sous le contrôle d'un patron. Cependant, comme elles travaillent généralement non pas pour le public, mais pour des maisons plus importantes, le Code industriel s'en occupe dans deux cas. Le paragraphe 119 interdit le paiement en nature dans les rapports entre les patrons et les personnes qui travaillent pour eux en dehors de leurs ateliers, même quand ces personnes fournissent la matière première ou les produits demi-ouvrés, c'est-à-dire quand elles sont des « Hausgewerbetreibende » indépendants.

La disposition du paragraphe 125, d'après laquelle un patron qui incite un ouvrier à quitter un autre patron ou qui emploie des ouvriers qui ont rompu le contrat de travail, doit répondre personnellement du dommage causé au patron lésé, s'applique également aux personnes de cette catégorie.

Nous verrons dans le paragraphe 2 l'importance pratique de ces dispositions du règlement.

Il faut signaler en outre une décision du Conseil pour la statistique des travailleurs, d'après laquelle tous les ouvriers de la confection sont soumis aux dispositions relatives aux livres de salaires et aux feuilles de travail, même les « Hausgewerbetreibende » dans leurs rapports avec les entrepreneurs et les intermédiaires, et ces derniers dans leurs rapports avec les entrepreneurs. Il n'y a d'exception que pour les ouvriers qui travaillent au temps dans les ateliers et fabriques et pour les gros intermédiaires qui reçoivent les

pièces non préparées et qui sont en réalité des entrepreneurs.

Il n'existe en Allemagne qu'une seule loi s'appliquant à toute l'industrie à domicile et à toutes les sortes de travail à domicile. C'est la loi du 30 mars 1903 concernant le travail des enfants. Aucun enfant ne doit travailler les dimanches et jours de fête. Les enfants ne peuvent être employés à domicile qu'à partir de douze ans s'ils travaillent pour le compte d'un étranger, et à partir de dix ans s'ils aident seulement leurs parents.

A part les dispositions concernant l'âge des enfants la loi de 1903 défend en outre de les faire travailler entre 8 heures du soir et 8 heures du matin. Ils doivent avoir un repos d'une heure après la classe de l'après-midi, et un repos de deux heures au moins à midi. Cette loi ne s'applique pas aux ateliers où se trouve un moteur mécanique, dans lesquels le travail des enfants est interdit selon la règle générale.

Il faut remarquer que par cette loi les enfants qui travaillent à domicile sont moins bien protégés que ceux qui travaillent à la fabrique, puisque ceux-ci ne peuvent être admis que lorsqu'ils ont rempli leurs devoirs scolaires, c'est-à-dire à partir de quatorze ans généralement ; en aucun cas, ils ne peuvent y entrer avant treize ans, et de treize à quatorze ans ils ne peuvent travailler que six heures par jour.

Ils sont également moins bien protégés que les enfants employés dans les autres ateliers, qui ne peuvent travailler que trois heures par jour, quatre heures pendant les vacances. Cette limitation n'existe pas pour le travail à la maison.

Aussi, pendant les vacances, la seule limitation du travail des enfants, c'est l'obligation du repos de deux heures au milieu de la journée, ce qui fait dire à M. Wilbrandt que la meilleure protection des enfants, c'est l'école. De plus, l'enfant qui travaille chez un patron doit avoir une carte de travail qui peut être retirée par la police, si elle le juge à propos. Le patron qui veut employer un enfant doit en outre faire une déclaration écrite. Rien de cela quand l'enfant travaille chez ses parents, même si c'est pour le compte d'un étranger.

Cependant, la loi du 30 mars 1903 autorise encore des exceptions. D'après le paragraphe 14, n° 2, le Bundesrat peut, lorsqu'il s'agit de certains métiers, lever l'interdiction d'employer des enfants au-dessous de dix ans, pourvu qu'ils soient occupés à des travaux faciles et correspondant à leur âge. Par des décisions du 17 décembre 1903, du 11 juillet 1904, du 20 décembre 1905, le Bundesrat a dressé la liste des métiers dans lesquels le père peut employer ses enfants au-dessous de dix ans, à condition qu'ils aient neuf ans accomplis (huit ans primitivement), et qu'ils soient employés à certains travaux énumérés. Ainsi, dans l'industrie du jouet ; dans les ateliers de tissage, les enfants au-dessous de dix ans peuvent être employés aux bobines.

Cette loisur le travail des enfants, si imparfaite qu'elle soit, pourrait avoir des résultats bienfaisants si elle était appliquée. Malheureusement, elle est sans grand effet parce que le contrôle nécessaire manque et est souvent impossible. En Saxe, par exemple, où le travail des enfants est très déve-

loppé, les patrons et les parents mêmes leurs défendent d'avouer qu'ils travaillent. L'inspectrice de Dresde écrit dans son rapport : « Il faut renoncer à poursuivre les infractions à la loi sur le travail des enfants. Ce qu'il faut, c'est prévenir les violations en agissant sur les parents. » De plus, dans la loi même, comme le dit M. Wilbrandt, « la disposition qui autorise les parents à faire travailler chez eux leurs enfants à partir de dix ans permet de tourner facilement la réglementation : les parents prennent la commande à la place de l'enfant, y travaillent un peu, et de la sorte les enfants, qui travaillent en réalité pour un étranger et qui, par conséquent, ne devraient être employés qu'à partir de douze ans, peuvent cependant être employés à partir de dix ans. Et les parents agissent ainsi parce qu'ils ont besoin du travail de leurs enfants pour vivre ! Le principal intérêt de cette loi, c'est qu'elle fut la première à étendre la protection légale aux travailleurs à domicile ».

Il existe encore une réglementation s'appliquant aux trois catégories d'ouvriers à domicile (exception faite pour les ateliers de famille) mais spéciale à l'industrie du cigare. Elle date du 9 mai 1888, mais fut renouvelée le 8 juillet 1893, le 24 avril 1903 et le 9 avril 1905, jusqu'au 1^{er} mai 1907 (1). Ces décrets fixent les conditions que doivent remplir les chambres de travail pour la situation, la hauteur, la construction. Ils interdisent de s'en servir comme chambres à

1. *Hausindustrie und Heimarbeit in Deutschland und Oesterreich*, Jaffé t. III, p. 340. L'ordonnance fut renouvelée en dernier lieu le 21 février 1907.

coucher, d'habitation ou comme cuisines, comme chambres de dépôt ou de séchage. Ils contiennent des prescriptions sur le nettoyage et l'aération : ils ordonnent qu'il y ait pour les hommes et les femmes des water-closets et des vestiaires différents si l'atelier emploie plus de dix ouvriers. Les femmes et les adolescents doivent être en rapports directs de travail avec l'entrepreneur. Celui-ci, d'ailleurs, peut obtenir des dérogations s'il en fait la demande.

A Hambourg, un ancien ouvrier du tabac, M. Hackelberg, que j'ai été voir dans sa demeure éloignée, étroite et remplie d'enfants, où il travaillait autrefois, avant d'être président du syndicat des ouvriers du tabac de la région de Hambourg, m'a montré deux affiches qu'il a conservées par souvenir ou par habitude, comme il a gardé probablement ses instruments de travail. L'une était un extrait de la réglementation de 1893. L'autre contenait les indications concernant la grandeur, la hauteur, le cube d'air de la chambre de travail et le nombre de personnes qui y étaient occupées. « L'inspecteur, me dit-il, vient à peu près une fois par an et doit trouver ce tableau sur la porte. Ce point de la réglementation est observé. Quant aux prescriptions relatives à l'aération deux fois par jour, au nettoyage des chambres de travail, à l'interdiction de s'en servir comme chambres à coucher, etc., elles ne sont appliquées que par ceux qui le veulent bien. »

Cela signifie qu'elles ne le sont pas du tout.

Telles sont les dispositions légales générales concernant l'industrie à domicile.

Mais toute la législation ouvrière allemande n'est pas comprise dans le Code industriel. Des lois spéciales ont établi et organisé les assurances.

Voyons maintenant dans quelle mesure elles s'appliquent à l'ouvrier à domicile.

Assurance-maladie.— D'après la loi du 15 juillet 1883 sont soumises à l'assurance-maladie « les personnes travaillant contre traitement ou salaire à des métiers ou des exploitations industrielles ». Cette formule comprend naturellement les « hausindustrielle Gehilfen ».

D'après ce texte, les membres de la famille des « Gewerbetreibende » ne sont soumis à l'assurance que s'ils travaillent en vertu d'un contrat et contre traitement ou salaire.

Les ouvriers à domicile non indépendants (Heimarbeiter) pouvaient, d'après les dispositions primitives de la loi, être soumis à l'assurance obligatoire, par décision des autorités locales en tant que personnes travaillant pour des patrons en dehors de leurs ateliers. D'après la nouvelle loi d'assurance du 1^{er} avril 1892, les « Heimarbeiter » doivent être assimilés aux ouvriers travaillant à la fabrique et soumis à l'assurance, pourvu qu'ils soient réellement des « Heimarbeiter » et non des « Hausgewerbetreibende » indépendants.

Ces derniers, en effet, ne sont pas soumis d'une façon générale à l'assurance. Cependant la loi du 15 juillet 1883 donnait déjà aux autorités locales la faculté d'étendre l'assurance obligatoire contre les maladies aux « Hausgewerbetreibende » indépendants travaillant dans leurs propres ateliers sur la commande et au compte d'autres industriels à la

fabrication de produits, même, d'après la loi de 1892, s'ils fournissent la matière première, et pour le temps pendant lequel ils travaillent pour leur propre compte.

La loi du 1^{er} avril 1892 dit en outre que le règlement local doit décider dans quelle mesure s'appliqueront les prescriptions concernant la déclaration et le paiement des cotisations. Le règlement peut aussi disposer : 1^o que pour les ouvriers à domicile assurés et ceux qu'ils emploient, les cotisations et secours seront établis en prenant pour base les salaires locaux des manœuvres ; 2^o que les personnes qui font travailler des « Hausgewerbetreibende » soumis à l'assurance doivent payer la part des cotisations des personnes employées par ces derniers.

D'après la nouvelle loi du 30 juin 1900, le Bundesrat a reçu aussi le pouvoir d'étendre l'assurance obligatoire aux « Hausgewerbetreibende » (§ 2, n^o 4) soit dans tout l'Empire, pour toutes les industries, soit dans une circonscription limitée, soit pour certaines industries seulement.

Nous verrons dans le paragraphe 2 dans quelle mesure les autorités locales et le Bundesrat firent usage de la faculté qui leur a été accordée.

Cette législation concernant l'assurance-maladie est assez claire en elle-même. Cependant une complication vient de ce que les « Hausgewerbetreibende » ne travaillent pas seulement pour une seule personne. De plus, il subsiste toujours la difficulté de faire la distinction et la délimitation pratiques et exactes entre les « Hausgewerbetreibende » et les « Heim-

arbeiter ». Cette difficulté se retrouve dans l'application de la loi d'assurance invalidité et vieillesse.

Assurance invalidité et vieillesse. — Sont soumis à cette assurance, comme à l'assurance-maladie, les « hausindustrielle Gehilfen » s'ils sont âgés de seize ans au moins. Le paragraphe 1 de la loi du 22 juin 1889 dit, en effet, que sont soumis à l'assurance invalidité et vieillesse les personnes travaillant contre traitement ou salaire, comme ouvriers, aides, compagnons, apprentis ou domestiques. Les enfants et parents du patron pour être compris dans l'assurance doivent recevoir un salaire. Le fait qu'ils sont entretenus gratuitement ne suffit pas.

Pour les « Heimarbeiter », ils sont aussi soumis à l'assurance.

Dans un commentaire de la loi, MM. von Landmann et Rasp disent en effet : « Doivent être regardés comme salariés soumis à l'assurance les personnes employées à fabriquer des produits par d'autres industriels en dehors de leurs ateliers contre salaire, même si elles travaillent aux pièces, d'une façon intermittente, ou si elles fournissent les outils ou les matières accessoires. » Dans le langage légal de l'office impérial d'assurance on trouve aussi la distinction d'une importance décisive entre les « Heimarbeiter » et les « Hausgewerbetreibende ».

L'assurance peut être étendue à ces derniers par décision du Bundesrat (§ 2, n° 2) même pour le temps pendant lequel ils travaillent pour leur propre compte. Le Bundesrat peut décider aussi que les industriels sur l'ordre et pour le

compte desquels travaillent les « Hausgewerbetreibende » seront tenus, vis-à-vis des ouvriers, compagnons et apprentis de ces derniers, des obligations incombant aux employeurs. C'est lui qui fixe le montant de la cotisation. Si le Bundesrat n'use pas de ce pouvoir, les « Hausgewerbetreibende » peuvent, d'après le paragraphe 14, s'assurer eux-mêmes, pourvu qu'ils n'aient pas encore quarante ans accomplis et ne soient pas encore incapables de travailler d'une façon durable. Mais ils doivent alors payer une cotisation supplémentaire, sauf s'ils n'emploient pas d'une façon régulière plus d'un ouvrier et s'ils ont déjà été soumis pendant cinq ans à l'assurance obligatoire.

Assurance accidents. — Déjà, d'après la loi du 6 juillet 1884, cette assurance s'applique aux « hausindustrielle Gehilfen » travaillant dans des ateliers où se trouve un moteur, et où sont employées régulièrement plus de dix personnes. La loi du 30 juin 1900, paragraphe 5, a étendu cette assurance à d'autres ouvriers à domicile non indépendants. Elle s'applique aussi aux « Hausgewerbetreibende », même s'ils fournissent des matières premières, quand le syndicat compétent (et non plus ici le Bundesrat ni les autorités locales) en a décidé ainsi.

Il faut mentionner encore une loi qui s'occupe de l'industrie à domicile. C'est la loi du 29 juillet 1890 sur les tribunaux industriels (Gewerbegericht, ce que nous appelons les conseils de Prud'hommes). Il ne s'agit pas là, à proprement parler, de dispositions protectrices, mais il est intéressant de voir dans quelle mesure cette loi qui concerne l'industrie en général s'applique aux ouvriers à domicile.

Le tribunal industriel connaît, en principe, des conflits entre patrons et ouvriers. Par ouvrier, il faut entendre les compagnons, aides, ouvriers de fabrique, apprentis, et tous ceux qui gagnent moins de 2.000 marks par an. Sont soumises aussi à cette loi les personnes travaillant pour des patrons déterminés en dehors des ateliers de ceux-ci (c'est-à-dire les « Heimarbeiter » et les « Hausgewerbetreibende ») lorsqu'elles reçoivent les matières premières ou les produits demi-ouvrés. Ici donc le critérium n'est plus le même que pour les lois précédentes. « Heimarbeiter » et « Hausgewerbetreibende » sont également soumis à la loi. On s'est demandé alors pourquoi la loi se servait de deux expressions et l'on a dit que la première était le terme général et que la seconde désignait les « Heimarbeiter » indépendants. Mais il faut admettre que les deux mots ont ici le même sens. Le seul fait que considère la loi pour connaître le degré d'indépendance de l'ouvrier à domicile, c'est qu'il fournit ou qu'il ne fournit pas la matière première ou les produits demi-ouvrés. Donc, en principe les différends entre patrons de l'industrie à domicile et leurs ouvriers sont soumis au tribunal industriel. Quant aux différends entre les « Hausgewerbetreibende » et ceux qui les emploient, pour savoir s'ils lui sont soumis il faut se poser la question : qui fournit la matière première et les produits demi-ouvrés ? Si c'est le « Hausgewerbetreibende », le tribunal industriel n'est pas compétent, sauf cependant si les autorités locales en ont décidé autrement.

Le fait intéressant à constater dans cette loi, c'est que les ouvriers à domicile sont en principe soumis au même régime

que les autres et qu'il n'y a d'exception que pour une catégorie spéciale parmi des ouvriers qui sont en général tous exclus des dispositions protectrices.

Parmi toutes les lois que nous venons de voir, aucune, si ce n'est celle du 30 mars 1903 sur le travail des enfants, ne réglemente d'une façon quelconque la durée du travail à domicile. Dans un seul cas cependant cette durée se trouve limitée par suite de circonstances qui ne sont pas particulières à l'Allemagne, dans l'industrie à domicile où l'on emploie la force électrique. C'est ainsi qu'à Crefeld — comme cela existe d'ailleurs en France, dans la région de Lyon — la location de la force n'est valable que pour onze heures par jour. La municipalité doit tenir la main à ce que ce temps ne soit pas dépassé. C'est bien une réglementation et un contrôle du travail à domicile. Mais ce n'est qu'une bien faible partie du travail à domicile qui se fait à l'aide de la force électrique. En tous cas, cette réglementation ne vient pas de la loi.

§ 2. — *Importance pratique des dispositions légales.*

Nous avons vu que le Bundesrat avait, par son ordonnance du 31 mai 1897, modifiée le 17 février 1904, étendu aux ateliers de confection en gros d'habits et de linge et aux ateliers de garniture de chapeaux de femmes et d'enfants les paragraphes 135-139 b du Code industriel(1). Nous avons vu éga-

1. V. p. 13.

lement que par ordonnance du 9 décembre 1902 il avait prescrit l'établissement de livrets de salaire pour les ouvriers des ateliers de confection d'habits et de linge (1).

Nous avons signalé ces dispositions parce qu'elles concernent les « hausindustrielle Gehilfen » comme les autres ouvriers, desquels, d'une façon générale, ils ne se distinguent pas. Laissons-les donc de côté sans y insister davantage et voyons l'importance pratique des dispositions légales concernant les véritables ouvriers à domicile.

Leur importance pourrait être considérable s'il n'y avait pas à la base de toutes les lois cette distinction que Rudolf Meerwarth, dans son enquête, qualifie de casuistique, entre les « Heimarbeiter » et les « Hausgewerbetreibende ». A cause d'elle la situation légale de l'industrie à domicile en Allemagne offre, sous bien des rapports, des obscurités, et l'application des mesures protectrices est rendue presque impossible. Le but poursuivi par la législation ne peut être atteint parce que la loi est faite de telle sorte qu'on ne sait pas d'une façon précise à qui elle s'applique.

En réalité, son application dépend uniquement de la bonne volonté des patrons. Quoi de plus facile, en effet, pour eux, que de se retrancher derrière l'équivoque de « l'indépendance personnelle » pour s'y soustraire. Par indépendance personnelle faut-il entendre simplement, comme le dit l'office impérial d'assurance, le fait que l'ouvrier a le droit de décider lui-même l'heure du commencement et

1. V. p. 16.

de la fin du travail, l'ordre et l'étendue de ce travail, qu'il peut se faire aider par des ouvriers étrangers ? En admettant que ce critérium suffise à distinguer nettement les deux catégories, comment savoir si les dispositions légales sont réellement appliquées à ceux que vise cette définition ? L'administration ne peut connaître le nom et l'adresse du « Heimarbeiter » que si le patron les lui donne. Il se gardera bien de le faire s'il a l'intention d'échapper à la loi. L'ouvrier isolé pourra-t-il, d'autre part, l'avertir ? Il ne le pourrait qu'au risque de perdre son travail. D'ailleurs comment imaginer qu'un ouvrier travaillant chez lui soit soumis à certaines heures fixes de travail et de repos, quel contremaître le surveille ? Comment l'empêcher d'employer des aides ? S'il faut s'en rapporter à ces faits pour juger le degré d'indépendance des ouvriers à domicile, ils sont tous indépendants et aucun ne peut être soumis à la loi. Celle-ci ne s'applique qu'aux « hausindustrielle Gehilfen » parce qu'ils sont assimilés aux autres ouvriers, mais elle est sans portée vis-à-vis des véritables ouvriers à domicile, les « Heimarbeiter » et « Hausgewerbetreibende » parce qu'ils sont indépendants au sens officiel du mot. Cette conséquence de la définition officielle suffit à montrer qu'elle ne peut pas servir de base d'appréciation et la difficulté reste toujours la même : comment reconnaître qu'un ouvrier à domicile est indépendant ou non ? En réalité, il n'y a pas de réponse à cette question parce que, s'il est, d'une part, toujours indépendant pour l'organisation de son travail, il ne l'est jamais au regard de celui qui lui donne son travail. Qu'il organise sa journée

comme il l'entend, qu'il emploie des aides s'il le veut, cela ne change en rien sa situation vis-à-vis de l'industriel à qui il livre ses produits, et de qui il dépend. Il est patron, oui, vis-à-vis de ses ouvriers s'il en emploie, et il est soumis à leur égard aux charges qui pèsent sur tous les patrons. Mais, quelle que soit la façon dont il travaille chez lui, il est, par sa situation sociale et industrielle, dans la dépendance de celui pour qui il travaille, et il doit, en cette qualité, bénéficier des dispositions protectrices. La loi le reconnaît elle-même, d'ailleurs, dans un cas, quand elle interdit à son égard aussi le paiement en nature. L'erreur consiste à ne le considérer que sous un seul de ses aspects ; il est à la fois patron et ouvrier. Seulement sa situation légale varie suivant qu'il fait usage ou non de la liberté, qu'il a toujours en fait, d'organiser son travail comme il l'entend. S'il n'en use pas, il perd son côté « patron ». La loi allemande l'appelle « Heim-arbeiter » et le protège. S'il en use, elle l'appelle « Haus-gewerbetreibende », elle le considère comme indépendant, le soumet à la réglementation protectrice vis-à-vis de ses ouvriers et le laisse, à une exception près, désarmé en face de son patron à lui.

Cette distinction injuste établie par le code général se retrouve dans les lois d'assurances. Mais là du moins il existe, dans une certaine mesure, un correctif, puisque le Bundesrat ou les autorités locales ou les associations professionnelles peuvent décider que la loi s'appliquera également aux « Hausgewerbetreibende ».

Voyons comment il a été, jusqu'à présent, fait usage de ce droit.

Pour l'assurance-maladie, c'est la loi du 30 juin 1900 qui a donné au Bundesrat le pouvoir de l'étendre aux « Hausgewerbetreibende ». Usant de ce droit, le Bundesrat chargea une de ses commissions d'établir un projet. Celui-ci fut publié au mois de mai 1902. Il repoussait l'opinion d'après laquelle on devait exclure de l'assurance les personnes occupées d'une manière restreinte ou accidentelle dans l'industrie à domicile, afin de ne pas leur imposer une charge nouvelle ni les pousser à la simulation, afin aussi de ne pas compromettre le bon fonctionnement des caisses d'assurance. Il étendait l'assurance à tous les « Hausgewerbetreibende » sans distinction.

Malheureusement, ce pas en avant fait par le Bundesrat en 1902 fut arrêté par l'opposition des caisses d'assurances elles-mêmes, guidées par des intérêts égoïstes, peu soucieuses de mettre un terme à l'injustice de la situation actuelle et aux nombreux différends auxquels elle donne lieu entre les caisses et les assurés. M. Friedrich Kleeis, dans un article intitulé : L'assurance-maladie obligatoire pour les « Hausgewerbetreibende » (1), fait ressortir l'inconséquence de cette conduite et montre combien elle est injuste. Il s'élève contre l'objection principale des caisses d'assurances d'après laquelle la charge des « Hausgewerbetreibende » leur serait d'un poids trop lourd. « C'est précisément, dit-il, le but des assurances-maladie de venir en aide aux pauvres malades et de faire supporter les frais à ceux qui le peuvent et qui sont

1. *Neue Zeit*, n 17, 1906.

bien portants. » D'ailleurs, pour répondre à cette objection, M. Kleeis renvoie avec raison au paragraphe 22 de la loi qui permet aux caisses locales de percevoir des divers corps de métier des cotisations différentes, plus ou moins fortes selon que les dangers de maladie y sont plus ou moins grands. M. Schwiedland dit de même que si la législation est de la sorte spécialisée, elle peut d'autant mieux s'appliquer à l'industrie à domicile. Certes, il existe une difficulté résultant de ce que les ouvriers à domicile peuvent toujours, sans rien dire, changer de patron, ce qui rend malaisé le calcul de ce que celui-ci doit payer. Mais dans certains endroits déjà le problème a été résolu en faisant payer par quinzaine et d'avance les cotisations, de sorte que si dans l'intervalle l'ouvrier change de patron, le nouvel employeur n'a rien à payer. « Si, comme on le prétend, dit encore M. Kleeis, les cotisations devaient peser trop lourdement sur les « Hausgewerbetreibende », ce serait, au contraire, une raison de plus pour étendre l'assurance à cette catégorie d'ouvriers, car cela prouverait qu'ils ont encore plus besoin d'assistance que leurs camarades qui en bénéficient actuellement. » Et il conclut en disant que l'extension de l'assurance maladie obligatoire aux « Hausgewerbetreibende » est réclamée par la justice et qu'aucune objection ne peut excuser la situation actuelle qui prive des bienfaits de la loi des travailleurs qui ont particulièrement besoin d'assistance.

Quoi qu'il en soit, le Bundesrat n'a pas fait usage du droit que lui a donné la loi du 30 juin 1900. Voyons du moins dans quelle mesure les autorités locales ont usé de celui qu'elles

ont, en vertu des lois du 15 juillet 1883 et du 1^{er} avril 1892.

Les « Hausgewerbetreibende » sont soumis à l'assurance-maladie obligatoire à Berlin depuis le 1^{er} janvier 1902, mais il y a encore une distinction à faire. Certes, le cercle des personnes assurées s'est étendu dans une grande mesure. Mais sont encore exclus de l'assurance les « Hausgewerbetreibende » qui, d'après la législation prussienne du 24 juin 1891, paient la taxe industrielle, c'est-à-dire ceux qui gagnent plus de 1.500 marks par an. Cette disposition, très critiquable en elle-même, a permis en outre de tourner très facilement la loi. Les patrons ont dit aux ouvriers qui devaient être assurés qu'ils ne les emploieraient plus, de sorte que beaucoup payèrent la taxe industrielle pour échapper à l'assurance-maladie et en éviter la dépense à l'employeur. Celui-ci, en effet, doit payer 1/3 de la cotisation ; l'ouvrier paie les 2/3, ce qui est beaucoup, même trop, pour ses faibles moyens. En 1899, le comte Posadowsky demandait au Reichstag de ne mettre que la moitié à sa charge, et l'autre moitié à la charge du patron : M. Roesicke fit remarquer qu'il en était ainsi pour l'assurance-invalidité. M. von Heyl, s'appuyant sur ce que l'ouvrier à domicile avait des charges que n'avait pas l'ouvrier de l'usine, demanda que l'on fit peser les 2/3 sur le patron. M. Singer, enfin, voulait que l'on mît l'assurance tout entière à la charge des patrons. Le Bundesrat décida cependant que le travailleur paierait les 2/3 de la cotisation. M. Schwiedland, dans son livre *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung* (1) se demande s'il ne fau-

1. Pages 96 et suiv.

drait pas créer une caisse séparée pour les ouvriers à domicile. C'est une solution à envisager. « La question est difficile, ajoute M. Schwiedland, mais il faut la résoudre. »

L'assurance-maladie a été également étendue aux « Hausgewerbetreibende » à Frankfort-sur-Mein, Cologne, Aix, Altona, Augsbourg, etc. D'après la *Soziale Praxis* (mars 1906, n° 24) 265 communes urbaines ou rurales leur ont, en Prusse, étendu l'assurance-maladie. Parfois, son application soulève des résistances. Ainsi, à Breslau les patrons de la confection ne veulent pas s'y soumettre. Le 12 décembre 1906 une réunion de tous les intéressés eut lieu à la Chambre de commerce, elle ne donna aucun résultat. Comme la décision des autorités communales repose sur la loi, elle est inattaquable. Aussi, le journal *Le Confectionneur* recommande-t-il aux patrons de se soumettre tant bien que mal à l'assurance. Ils peuvent d'ailleurs s'arranger pour éviter certains inconvénients. Ainsi, d'après le paragraphe 3, alinéa 2, le patron est tenu de payer à la caisse d'assurance les cotisations que l'intermédiaire, le « Zwischenmeister » néglige de payer pour les personnes qu'il emploie. Pour se préserver là contre, les patrons n'auront qu'à exiger des « Zwischenmeister » qu'ils constituent un fonds de garantie au moyen de versements hebdomadaires. C'est d'ailleurs le paragraphe 4 qui décide que les patrons devront s'entendre pour que les intermédiaires paient effectivement la part de la cotisation qu'ils doivent supporter, c'est-à-dire le tiers.

On voit qu'avec de la bonne volonté les choses peuvent s'arranger. Aussi les autres communes ne devraient pas redou-

ter d'établir elles aussi l'assurance-maladie pour les ouvriers à domicile.

Cependant l'enquête de M. Rudolph Meewarth sur l'industrie à domicile en Allemagne permet d'observer que des centres industriels très importants laissent les « Hausgewerbetreibende » complètement en dehors de l'assurance. Ainsi, il dit à propos de l'industrie du jouet (1) : « Le paragraphe 2, alinéa 4 de la loi qui autorise les communes à établir, par une disposition locale, l'assurance-maladie obligatoire n'a pas encore été utilisé dans le district de Sonneberg qui est un des centres les plus importants de cette industrie ». Dans la confection, un tiers seulement des « Hausgewerbetreibende » est assuré (2). Dans maints endroits, bien des tisserands à domicile (en Silésie par exemple), bien des travailleurs du tabac, malgré les dangers que présente cette branche pour la santé, ne sont pas assurés. Dans l'industrie des fleurs artificielles, si les ouvrières à domicile sont comprises dans l'assurance à Munich, elles ne le sont pas en Saxe. Dans la broderie, elles le sont également à Munich, mais pas dans le reste de la Bavière, de sorte que les fabricants sont tentés de donner les travaux à faire à la campagne où ils trouvent en outre de la main-d'œuvre très bon marché. Ces situations sont anormales.

Contrairement à ce qui s'est passé pour l'assurance maladie, le Bundesrat a pu faire usage, le 16 décembre 1891, du

1. *Untersuchung über die Hausindustrie in Deutschland*, p. 21.

2. *Eod. loc.*, p. 37.

pouvoir que lui donnait le paragraphe 2 de la loi du 22 juin 1889 d'étendre l'assurance invalidité et vieillesse en l'appliquant aux industriels indépendants travaillant chez eux sur la commande et au compte de fabricants, de commerçants ou d'autres industriels à la préparation et à la fabrication d'articles de tabac, même s'ils fournissent la matière première et pour le temps pendant lequel ils travaillent pour leur compte. Mais s'ils ne travaillent qu'accidentellement pour le compte d'un autre, ils ne sont pas soumis à l'assurance. Il prit la même décision le 1^{er} mars 1894 (modifiée le 9 novembre 1895) vis-à-vis des personnes occupées dans les mêmes conditions au tissage, à la passementerie ou à la broderie à la machine. L'assurance s'étend également aux ouvriers bobineurs, colleurs, apprêteurs, tondeurs, etc. Mais là encore, elle ne s'applique pas aux personnes qui ne travaillent qu'exceptionnellement pour le compte d'autrui, ni à celles qui ne travaillent à domicile qu'accidentellement ou qui, occupées à intervalles réguliers, ne gagnent pas assez de ce fait pour pouvoir supporter le paiement de la cotisation, ni enfin à celles pour qui le tissage à domicile n'est qu'une occupation supplémentaire et qui travaillent régulièrement dans un autre atelier soumis à l'assurance.

Cette mesure prise par le Bundesrat n'a pas donné tous les avantages qu'on était en droit d'en attendre, à cause de l'âge trop élevé qu'il est nécessaire d'atteindre pour en profiter. Cet âge est de soixante-dix ans. De plus, l'organisation de cette assurance est très défectueuse. Le tisserand reçoit du fabricant, en même temps que son salaire, la moitié de

la cotisation d'assurance et doit lui-même tenir la comptabilité des versements et les effectuer. Il néglige souvent de le faire, soit parce qu'il trouve l'assurance inutile, soit à cause de la faiblesse des salaires.

Dans les autres industries à domicile, l'assurance invalidité et vieillesse n'existe pas.

Quant à l'assurance-accidents, elle ne peut être étendue aux « Hausgewerbetreibende », d'après la loi du 30 juin 1900, que par décision des syndicats professionnels. En fait, elle n'existe pas pour eux.

On voit, par ce qui précède, que bien peu d'ouvriers à domicile profitent des lois d'assurance. Ceux mêmes à qui la loi devrait s'appliquer n'y sont pas soumis à cause de la distinction arbitraire entre « Heimarbeiter » et « Hausgewerbetreibende ». D'une façon générale, on peut dire, avec M. Rudolph Meerwarth, que la protection du travail à domicile est bien peu importante. Elle se résume en peu de mots : c'est d'abord le décret relatif aux ateliers de confection de 1897, qui eut surtout une bonne influence sur les ateliers de confection pour hommes, puis l'établissement des livres de paie en 1902 qui obvia à certains inconvénients relatifs au paiement des salaires, ce sont les décrets relatifs à l'industrie du tabac et la loi sur le travail des enfants de 1903, qui ne peut pas être considérée jusqu'à présent comme un remède bien efficace. Au contraire l'établissement de l'assurance obligatoire invalidité et vieillesse dans le tissage à domicile et l'industrie du cigare à domicile fut très bienfaisante, malgré ses imperfections.

Voilà tout ce qu'a fait la législation pour le travailleur à domicile.

Or, il ne faut pas oublier qu'à côté de ces ouvriers isolés se trouve la grande masse des ouvriers en fabrique et en atelier pour qui existent de nombreuses dispositions protectrices. Cette situation produit une double conséquence : c'est d'abord la possibilité pour le patron de ne pas appliquer les lois, ou du moins d'en réduire l'effet au minimum, en enlevant du travail aux ouvriers protégés pour le donner à ceux qui ne le sont pas, ou en donnant aux ouvriers en fabrique, une fois le temps de travail achevé, de l'ouvrage à faire chez eux ; c'est ensuite le développement du travail à domicile à chaque nouvelle loi protectrice dont il est exclu. Ces deux résultats, qui au fond n'en forment qu'un, sont signalés par Rudolph Meerwarth dans les industries du jouet, de la confection, du tabac, des fleurs artificielles. La législation actuelle, non seulement ne protège pas les ouvriers à domicile, mais encore elle aboutit à aggraver leur situation et à en augmenter le nombre, ce qui a une répercussion sur la situation des ouvriers en fabrique. Ceux-ci, du moins, forment un tout, une force. L'organisation est à côté, et même avant la loi qui souvent ne fait que consacrer ses efforts, le moyen le plus sûr pour la classe ouvrière d'arriver à améliorer son sort. Malheureusement, là encore, les ouvriers à domicile, misérables et isolés, ne sont pas à même, comme les ouvriers en fabrique, de faire valoir ensemble leurs revendications ni de former de puissants groupements. Voyons cependant ce qui a été fait dans cette voie.

CHAPITRE II

Organisation des ouvriers à domicile. Les résultats

L'Allemand est organisateur et discipliné. D'où la prospérité des syndicats en Allemagne. Mais lorsqu'il s'agit des ouvriers à domicile, ce penchant naturel se heurte à des circonstances devant lesquelles il disparaît. La misère l'isolement, le sentiment qui les pousse à se considérer les uns les autres comme des concurrents, ont éloigné jusqu'à présent, comme partout ailleurs, cette catégorie de travail, leurs du mouvement ouvrier. Non seulement ils ne s'y mêlent pas de leur propre initiative, mais même il est très difficile de les persuader des avantages qu'ils en retireraient, tout comme leurs camarades de la grande industrie. Cependant, les efforts faits par les ouvriers organisés, poussés par un sentiment de solidarité et aussi par leur intérêt propre, en ont jusqu'à présent amené quelques-uns dans les différents syndicats. D'autre part, des personnes émues par leur condition misérable et désireuses de l'améliorer, sont parvenues à former un syndicat, non pas même d'ouvriers à domicile, mais d'ouvrières à domicile (Gewerkverein der christlichen Heimarbeiterinnen). Nous allons examiner d'abord

l'importance de ce mouvement d'organisation en lui-même. Nous en verrons ensuite les effets.

§ 1. — *Mouvement d'organisation des ouvriers à domicile*

Il est très difficile, pour ne pas dire impossible, d'estimer le nombre des travailleurs à domicile faisant partie des syndicats ouvriers. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'on en trouve. Mais leur nombre, si considérable qu'il puisse être, n'est pas très important par rapport à celui des ouvriers à domicile. Si, dans certaines branches, comme dans la confection à Berlin, il est, d'après ce que me dit M. Sassenbach, membre de la Commission directrice de la Maison des syndicats ouvriers (Gewerkschaftshaus, — Bourse du travail de Berlin), de la moitié des ouvriers à domicile dans ce métier, M. Hubsch, secrétaire du « Textiler Verband » (Union des ouvriers textiles) me dit, au contraire, que les ouvriers à domicile de l'industrie textile étaient particulièrement réfractaires à l'organisation. Il précisa sa pensée en ajoutant que dans toute l'Allemagne mille à peine faisaient partie des groupements. Mais ceci est exceptionnel, aussi bien que la situation des ouvriers du tabac à Hambourg. M. Hackelberg, président de leur syndicat, me donna très aimablement des renseignements à ce sujet, et me dit entre autres que dans cette branche d'industrie le travail à domicile est particulièrement développé à Hambourg. Il n'y a jamais eu beaucoup de travail en fabrique. Mais maintenant, depuis qu'il y a des règlements protecteurs, les patrons

ont émigré à la campagne où ils peuvent trouver de la main-d'œuvre meilleur marché et, sinon tourner plus facilement la loi, du moins se conformer à ses exigences à meilleur compte. Il n'y a presque plus à Hambourg que des ouvriers à domicile. Ils sont environ 3.000 et ce qu'il y a de remarquable, c'est que la grande majorité est organisée et fait partie du « deutscher Tabakarbeiter Verband », (société allemande des travailleurs du tabac) qui a son siège à Brême et qui compte 19.000 membres dans plus de 400 localités. M. Hackelberg insiste sur ce point. C'est en effet un fait presque unique. Mais ce sont là des situations extrêmes. La vérité générale serait plutôt conforme au chiffre que me donna M. Sturling à la caisse d'assurance-maladie des tailleurs, à Hambourg aussi. Il est question ici du nombre des ouvriers à domicile assurés et pas de ceux faisant partie d'organisations, mais la proportion dans les deux cas peut être considérée comme étant sensiblement la même, puisque dans les deux cas il s'agit d'ouvriers à domicile ayant conscience de leur intérêt. Or, sur les 8.000 ouvriers tailleurs à domicile de la ville, seulement 800 environ sont assurés.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en général les syndicats comprennent des ouvriers à domicile et que leur nombre augmente sans cesse. Ainsi, à la suite de l'exposition de Berlin, plusieurs associations d'ouvriers à domicile se sont créées, notamment dans la confection. Ce sont les ouvriers en guipures et dentelles de Neisse et Oppeln, ceux de l'industrie des fleurs aux environs de Pirna, en Saxe, ceux de la confection à Augsbourg. Ce qui est certain aussi c'est que

ceux qui font partie des syndicats rattachés au « Gewerkschaftshaus » ne se contentent pas de payer leur cotisation et de porter le titre de syndiqués ; non, M. Sassenbach me dit au contraire qu'ils viennent nombreux aux réunions et qu'ils y prennent une part active.

En ce qui concerne les syndicats de femmes, les membres du comité d'agitation des femmes (Frauen Agitation Komitee) présidé par M^{lle} Ihrer, voulurent bien me donner quelques renseignements. M^{lle} Ihrer, avec un optimisme peut-être exagéré, mais de bon augure, me dit que bien qu'il ne soit pas possible de savoir le nombre des ouvrières à domicile faisant partie de leur organisation, car elles sont mêlées aux autres, elle est, ainsi que ses collègues, très satisfaite des résultats obtenus. Les progrès ont été, en effet, très rapides. En 1900 le nombre des femmes faisant partie de leur groupement était de 22.800 en chiffre rond. En 1904, il était de 48.600, et en 1905, de 74.400. Mais si ce dernier chiffre représente une augmentation de 225,8 0/0 sur celui de 1900, il n'est pas encore bien élevé. Et dans ce nombre de 74.000, la grande majorité est formée d'ouvrières en fabrique. Et alors, par rapport à la foule des ouvrières à domicile, quelle proportion infime représentent les syndiquées ! Du moins, les femmes organisées, ajoute M^{lle} Ihrer, ont le sentiment de la solidarité, elles comprennent que l'amélioration de leur sort dépend de l'énergie qu'elles montreront dans la lutte qu'elles mènent pour faire triompher leurs revendications. Elles sont animées du même esprit que les syndicats masculins avec lesquels d'ailleurs est unie l'organisation féminine.

Chaque métier y forme un groupe spécial, mais tous les groupes forment un tout, qui a son siège à la « Gewerkschaftshaus » et qui marche avec le mouvement ouvrier général.

Les membres du comité, par qui je fus très aimablement reçu, sont unanimes dans leur confiance en l'avenir. Elles ne doutent pas que les progrès continueront à être aussi rapides qu'ils le furent dans les dernières années. La propagande se fait par des réunions, par des visites à domicile et aussi par la boule de neige. Quand les ouvrières se sont rendu compte des avantages de l'association, elles amènent de nouvelles recrues. Lorsqu'elles sont mariées, si leur mari est un ouvrier syndiqué, c'est lui qui leur fait comprendre l'intérêt qu'elles ont à entrer dans l'association. Beaucoup de membres sont, en effet, des femmes d'ouvriers organisés. Ceux-ci mènent une campagne énergique pour amener les ouvrières et ouvriers à domicile à se solidariser avec eux et à entrer dans les syndicats. Le 11 décembre 1906 une grande manifestation, organisée par le Syndicat des tailleurs hommes et femmes et ouvriers en lingerie, eut lieu à Berlin et aux environs : seize réunions publiques se tinrent le même soir, auxquelles les ouvriers et ouvrières à domicile étaient spécialement invités. L'ordre du jour portait en tête : *En avant pour la protection légale des ouvriers à domicile*. Sans parler pour le moment des vœux qui y furent émis relativement aux lois protectrices, à l'assemblée où je me trouvais on s'occupa beaucoup de l'organisation des travailleurs isolés. La résolution qui y fut votée, ainsi que

dans les autres réunions, se terminait par un appel aux syndiqués et leur faisait un devoir d'amener tous les membres de leur famille travaillant à domicile dans leurs organisations. Et elles étaient nombreuses et elles applaudissaient les femmes que leur mari avaient amenées. Elles ont voté cet ordre du jour, et j'imagine que beaucoup d'entre elles à la suite de cette réunion se sont syndiquées, si toutefois elles ne l'étaient déjà (1).

A côté des organisations ouvrières à tendances social-démocrates (*freie Gewerkschaften*), et qui sont rattachées au « *Gewerkschaftshaus* », il y a, en Allemagne, deux autres sortes de syndicats, sinon concurrents des premiers, du moins à tendances différentes. Ce sont les « *Hirsch-Dunckerschen Gewerkvereine* », et les syndicats chrétiens. Par le nombre de leurs membres, ces deux groupements sont bien moins importants que le précédent. D'après les chiffres donnés par le *Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands* (journal de la commission générale des Syndicats d'Allemagne), n° 31, août 1906, les syndicats social-démocrates comprenaient, à la fin de 1905, 1.344.803 adhérents (1.797.285 en 1906 d'après les chiffres donnés par la *Soziale Praxis*, juin 1907-n° 38) ; les *Hirsch-Dunckersche Gewerkvereine*, 117.097 (118.508 en 1906) ; et les syndicats chrétiens, 188.106 (260.040 à la fin de 1906,

1. Le Syndicat des tailleurs hommes et femmes et ouvriers en lingerie renouvela cette manifestation en novembre 1907. Huit réunions publiques eurent lieu le même soir.

dont 21.646 femmes. *Soz. Praxis*, p. 1.066). Même en tenant compte des 170.000 ouvriers environ appartenant à différentes autres associations, on voit que le grand mouvement se trouve, comme dans les autres pays, dans les syndicats socialistes. Cependant, au point de vue spécial du travail à domicile qui nous occupe, il convient de faire une mention particulière d'un groupement chrétien : le « *Gewerkverein der christlichen Heimarbeiterinnen* » (syndicat des ouvrières chrétiennes à domicile) auquel l'Union des femmes catholiques (*der katolische Frauenbund*) a décidé de se joindre lors de l'assemblée de Munich en ce qui concerne l'organisation des ouvrières à domicile.

Bien que les progrès de ce syndicat aient été très rapides, il ne comprenait, en novembre 1906, que 4.000 membres environ, appartenant aux ouvrières en confection d'habits et de linge et métiers annexes. Ce n'est pas énorme, mais tous ces membres étaient des ouvrières à domicile, et c'est là ce qui nous intéresse, bien que le système qui consiste à faire pour les ouvrières des organisations spéciales puisse ne pas être le meilleur. Quant aux ouvriers à domicile, ils ne sont pas admis dans son sein, parce qu'on considère, dit M^{lle} Gertrud Dyhrenfurth dans un article de la *Soziale Praxis* sur l'organisation des femmes (février 1907, n° 21, p. 540), que le travail à domicile n'est pas fait pour les hommes bien portants. On peut voir par les débuts de ce syndicat combien les ouvrières à domicile sont difficiles à organiser. Ses promoteurs y sont cependant parvenus, ils ont montré le chemin, et quelle que soit l'opinion qu'on peut avoir sur les

idées de ce groupement, sa façon d'agir ou ses vues d'avenir, il faut les féliciter de leur succès difficile et de leur initiative qui pourra servir de modèle sur certains points à d'autres organisations. Celle-ci est l'œuvre de quelques dames du groupe féminin berlinois de la « Conférence religieuse et sociale » (*Kirchlich-soziale Konferenz*) qui, dans le courant de 1899, se déclarèrent prêtes à faire des visites aux ouvrières à domicile. M. Koch, l'un des initiateurs du mouvement, nous donne à ce sujet, dans *die Hausindustrie in Deutschland und Oesterreich*, les détails suivants : « Quand on eût recueilli une centaine d'adresses, on fit des invitations ainsi conçues : Invitation amicale à une réunion intime d'ouvrières à domicile. La forme de cette invitation avait pour but de leur ôter toute défiance, car il était évident que c'était courir à un échec que de vouloir créer une organisation d'ouvrières à domicile. Le désir d'une organisation devait venir d'elles-mêmes. Ces réunions eurent du succès. Peu à peu elles firent des vœux et des propositions. Au bout d'un an, on commença à réclamer la fondation d'une société avec son corollaire le paiement d'une cotisation. Enfin, le 2 octobre 1900 fut créé « le syndicat des ouvrières chrétiennes à domicile d'Allemagne pour la confection du linge et des habits et métiers annexes ». Il comprit d'abord 100 membres payant chacun une cotisation de 30 pfennigs (37 1/2 centimes) par mois. On fit des statuts qui portent en tête 1° ... que la nouvelle société fait partie de l'association générale des syndicats chrétiens et a son siège à Berlin ; — 2° que son but est de poursuivre, sur des bases chrétiennes, l'amélioration de la

situation économique, sociale et morale des membres par tous les moyens légaux ; — que le syndicat s'efforce pour cela : *a)* d'organiser les membres dans l'Empire allemand ; *b)* de créer des organisations d'assistance.

Précisant ce dernier point, les statuts ajoutent qu'il offre à ses adhérents :

a) Une protection légale gratuite dans tous les conflits industriels ;

b) Des renseignements pour tout ce qui concerne le métier et les rapports avec l'administration ;

c) L'aplanissement de toutes les difficultés par son intervention auprès des patrons ou par tout autre moyen ;

d) Des secours d'argent pour les malades ;

e) L'assistance aux femmes en couches ;

f) Des secours en cas de décès ;

g) Des cours gratuits ;

h) Un journal mensuel ;

i) Des conférences mensuelles ;

j) Une diminution de prix pour l'achat de machines à coudre, de charbon, etc. ;

k) Une bibliothèque ;

l) Des occasions de faire des économies.

En outre, le syndicat créa une caisse d'épargne et acheta une maison de campagne où vingt ouvrières à domicile peuvent toujours aller passer quatre semaines. Parlant de l'avenir, M. Schwiedland pense qu'il pourra développer encore son champ d'action, former à côté de la société de produc-

tion une société de consommation qui se chargerait de placer les produits.

Il comprend des groupes locaux (38 en 1906, dont 6 à Berlin), des groupements par district, un comité de direction, une trésorière et une assemblée générale qui a lieu au moins tous les trois ans. « Chaque groupe, me dit M^{lle} Behm, — que je tiens à remercier de l'amabilité avec laquelle elle voulut bien me donner tous les renseignements désirables sur le syndicat —, chaque groupe se réunit une fois par mois. En outre, il y a des réunions communes de plusieurs groupes. Les membres directeurs envoient à tous les groupes le procès-verbal de leurs délibérations, et chaque groupe envoie également le procès-verbal de ses séances au comité directeur. Il y a ainsi une unité et une tendance générale. »

Le syndicat comprend aussi des membres extraordinaires payant une cotisation de 3 marks au moins. D'après M. Koch, les membres extraordinaires ont une double utilité : d'abord ils alimentent la caisse sans y puiser, ensuite ils se chargent de la direction dont ne pourraient pas s'occuper les ouvrières elles-mêmes qui manqueraient de temps et d'habitude. Le journal du syndicat, qui s'appelle *L'Ouvrière à domicile* (die Heimarbeiterin), paraissant une fois par mois, contient des renseignements sur tout ce qui concerne le travail à domicile. En tête de chaque numéro se trouve une pensée religieuse. On y trouve aussi des articles et des poésies à tendances analogues. Mais M^{lle} Behm insista sur ce fait que ces articles et poésies, pas plus que le titre de « Gewerkverein der christlichen Heimarbeiterinnen », pas

plus que les chants par lesquels débutent et se terminent les réunions, ne font du syndicat une association confessionnelle. C'est le but qui est chrétien, voilà tout. La littérature du journal et les chants des réunions ont en vue seulement de leur donner un caractère sentimental qui plaît aux femmes et auquel elles tiennent. Le seul objet qu'il se propose, c'est la réglementation du travail à domicile et l'amélioration des salaires.

Cependant, il ne veut pas unir son action à celle des organisations plus avancées qui poursuivent les mêmes résultats. Au début, il eut quelques rapports avec les social-démocrates, mais il n'en veut plus avoir. « Nous n'envisageons pas les questions sociales ni les moyens d'action comme eux », me dit M^{lle} Behm. C'est justement cet isolement que M. Sassenbach reproche aux syndicats chrétiens, et à celui-cien particulier. Et en effet, quel que soit son succès, quels que soient les avantages particuliers et locaux qu'il obtient, comment pourra-t-il arriver à une amélioration générale du sort de l'ouvrière à domicile sans l'aide d'auxiliaires aussi puissants ? Il comprend 4.000 membres actuellement ; c'est relativement beaucoup quand on songe que tous sont recrutés parmi les ouvrières à domicile et qu'il n'est créé que depuis 1900. Mais en admettant même qu'il arrive à en doubler le nombre, et malgré le dévouement de ses directrices, comment pourra-t-il émouvoir les pouvoirs publics, transformer ses vœux en réalité ? Si son influence peut se faire sentir auprès du gouvernement, si même il obtient de certains industriels quelques avantages

isolés, ce n'est que par la confiance que leur inspirent les personnes qui sont à la tête. Ils satisfont aux désirs de celles-ci, non aux revendications des ouvrières elles-mêmes. Car ces ouvrières, elles, ne revendiquent rien. Elles approuvent ce qu'on fait pour elles. Oui, elles ont appris à se connaître les unes les autres, il s'est créé entre elles — mais entre elles seulement — un sentiment de solidarité, elles ont même, après les premières réunions du début, manifesté un désir, celui de former une association, et elles en forment une à présent ; mais ce qu'elles n'ont pas acquis, c'est la volonté d'agir, l'esprit d'initiative. M^{lle} Behm me dit bien que l'initiative s'est développée chez elles. Mais comment se manifeste-t-elle ? Si aujourd'hui, pour une raison quelconque, les membres extraordinaires cessaient de remplir leurs fonctions, il est certain que le syndicat ne pourrait continuer à vivre.

J'ai pu constater par moi-même ce qu'était une de ses réunions, grâce à l'amabilité de M^{lle} De la Croix qui a bien voulu m'y admettre. J'espère qu'elle ne m'en voudra pas si je me permets de formuler ici quelques critiques. Dans une salle bien close et bien calme, 200 à 250 ouvrières sont réunies, alignées devant de longues tables. Chacune a devant elle une tasse où, plus tard, sera servi du thé. La plupart sont âgées et ont l'air fatigué ; quelques-unes ont un chapeau, mais c'est l'exception ; toutes ont apporté leur carnet, sur lequel on inscrit le paiement de leur cotisation qu'elles effectuent à l'entrée. Je ne reviens pas sur les chants qui commencent et qui clôtureront la séance. Les membres du

bureau rendent compte de ce qui s'est passé depuis la dernière réunion. On expédie les affaires professionnelles. Elles écoutent. M^{lle} De la Croix rapporte certains faits relatifs au travail à domicile, certaines améliorations ou certaines misères ; elles soulignent ces passages de leur approbation ou de leurs murmures. Mais aucune ne prend la parole, et lorsque M^{lle} De la Croix s'arrête, croyant que quelqu'un veut présenter une observation, tout le monde se tait. Puis arrive un délégué du syndicat social-démocrate des tailleurs qui vient les inviter à prendre part à la grande manifestation dont j'ai parlé plus haut, organisée pour le lendemain, et à assister à la réunion qui aura lieu dans leur quartier. Alors le bureau s'agite. Sans vouloir les empêcher de s'y rendre, il les en déconseille et leur recommande surtout, si quelques-unes y vont, de n'y pas prendre la parole. Il y sera bien traité de l'extension des lois protectrices aux ouvriers à domicile, mais ces réunions contradictoires ne sont pas leur affaire, elles n'en ont pas l'habitude. Les ouvrières, elles, ne disent rien. Cela était malheureusement vrai, elles ne connaissent pas la discussion, et elles doivent certainement être très dépayisées dans une réunion où chacun peut parler, contredire et formuler des revendications. Ici, ce sont des élèves qui écoutent leurs professeurs, là c'est le peuple qui pense et qui veut.

Un millier d'ouvriers et d'ouvrières environ, réunis dans une grande salle, des interruptions, des applaudissements, des protestations ; sur l'estrade, à côté du bureau, deux agents qui prennent des notes, enregistrent le nom de chaque ora-

teur et ce qu'il dit : c'est l'assemblée populaire, composée d'hommes et de femmes conscients de ce qu'ils veulent, qui prennent la parole, discutent et émettent des idées. La contradiction est admise. Des « Zwischenmeister », ces intermédiaires si impopulaires entre les entrepreneurs et les ouvriers à domicile, prennent des notes. Certains orateurs ne craignent pas de venir combattre les idées dominantes et applaudies. Alors, cette foule proteste, se remue, s'agite, mais écoute cependant. Sans tenir compte du nombre de ces réunions, de l'ampleur de la manifestation, n'est-il pas évident que cette assemblée publique, où furent émis non pas des désirs, mais des revendications, dont le compte rendu, pris par les agents, sera remis à l'administration, à laquelle fut présenté un ordre du jour voté par acclamation, n'est-il pas évident qu'une telle réunion exerce une influence beaucoup plus grande qu'une assemblée privée de femmes bien intentionnées mais craintives ?

Certes, l'idée de former un groupement exclusivement composé d'ouvrières à domicile peut se défendre parce qu'un tel groupement les effraye moins que les syndicats ouverts à tous. Il peut être un très bon moyen d'organisation, mais il ne peut être que cela, car, comme le dit M. Wilbrandt (*Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*) « il serait naïf de croire qu'une organisation de travailleurs à domicile puisse arriver à quelque chose. Si celle-ci a réussi, dit-il encore, c'est à cause de son caractère chrétien qui correspond à la nature des femmes qui en font partie. Elles prient et elles pleurent ensemble, mais elles reprennent docilement leur façon

de travailler et elles continuent à se laisser exploiter... Ce n'est pas, ajoute-t-il, un reproche adressé à ses directrices. Mais c'est un résultat forcé qui est dans la nature des choses. »

Une organisation de ce genre, pour avoir une utilité, doit être l'intermédiaire entre l'ouvrière à domicile timide à qui elle inspire confiance et l'ensemble de la classe ouvrière organisée. Elle ne doit pas se tenir à l'écart de celle-ci. Pourquoi, quand une grande manifestation contre le travail à domicile se produit, empêcher ses adhérentes de se mêler au mouvement général ? Pourquoi cette crainte de la discussion, cette aversion de tout contact avec les organisations social-démocrates ? Quels avantages ne pourraient pas avoir au contraire les rapports de ces femmes isolées avec des travailleurs organisés, préparés à l'action, sachant ce qu'ils veulent et voulant ce qu'ils désirent consciemment ? Ces réunions des différentes cellules de la classe ouvrière, n'est-ce pas le meilleur moyen de lui donner de l'homogénéité et d'apprendre aux faibles ce que peuvent les plus forts, grâce à une volonté réfléchie et à une organisation solide ?

Tant qu'il restera ainsi à l'écart, le syndicat des ouvrières à domicile ne pourra obtenir que des avantages particuliers et restreints au petit nombre de ses membres. Il est vrai qu'actuellement, c'est déjà un résultat dont il convient de le féliciter et que les autres syndicats s'efforcent aussi d'atteindre, mais au profit d'ouvriers beaucoup plus nombreux. Il est seulement regrettable qu'il ne vise pas plus loin. En attendant que d'autres obtiennent mieux, voyons ce qui a été fait pour le moment par lui et par ces autres.

§ 2. — *Les résultats*

Puisque, comme nous l'avons vu, aucune loi, aucune mesure générale, n'est venue encore couronner les efforts de ceux qui réclament la protection du travail à domicile les résultats sont forcément localisés et ne concernent que certains ouvriers dans certains endroits. Ces résultats ont été rarement obtenus par les travailleurs à domicile abandonnés à leurs seules forces, mais presque toujours ils sont l'œuvre des ouvriers organisés, qui, dans leur intérêt comme dans celui de leurs camarades, ont lutté avec ou sans leur concours.

Le mouvement le plus important auquel aient pris part les ouvriers à domicile, c'est la grève de la confection des habits et du linge, à Berlin en 1896. Cette grève avait en vue l'établissement de tarifs et l'augmentation des salaires. Le 10 février 1896, les ouvriers présentèrent la liste de leurs revendications, qui était assez longue. Mais, sans entrer dans les détails (1), il nous suffit de constater les résultats. Le 19 février, on établit un tarif qui apportait une augmentation de 12 1/2 0/0 sur les salaires payés avant la grève. Il fut appliqué du 25 février jusqu'en juin, en tout soixante-cinq jours. A ce moment, les patrons rompi-

1. Voir pour les détails Hans Grandke (*Hausindustrie und Heimarbeit in Deutschland und Oesterreich* t. II, p. 336).

rent leurs engagements, prétendant qu'il leur était impossible de les tenir. Sur ces entrefaites le bureau central qui avait été chargé d'établir un tarif minimum spécialisé, par un compromis ou un arbitrage, sur les données fournies par les représentants des trois catégories de personnes intéressées (entrepreneurs, intermédiaires — *Zwischenmeister* — et ouvriers) rendit le 14 août sa sentence, qui comprenait des considérants sévères pour les patrons. Il ne put, à cause de leur mauvaise volonté, établir un tarif spécialisé pour chaque branche de travail.

En réalité, la grève ne fut suivie d'aucun effet immédiat. « Les ouvriers, dit Hans Grandke, reconnaissant qu'ils ne pouvaient pas remporter une victoire matérielle, se contentèrent d'une victoire de forme qui se manifesta par l'apposition dans les ateliers de grandes affiches indiquant le tarif. Les salaires furent bien augmentés pour certains travaux. Mais les travaux de la confection sont très changeants et d'une variété extraordinaire, de sorte qu'il est impossible d'établir une comparaison entre les salaires antérieurs et ceux postérieurs à la grève. » — « Cette grève, dit-il plus loin, a prouvé deux choses : d'abord que les patrons confectionneurs ne voulaient rien faire pour aider à l'amélioration du sort de leurs ouvriers ; ensuite qu'il est possible d'établir des tarifs, tout au moins pour les travaux de la confection pour hommes et enfants, car on aurait pu facilement remédier aux inconvénients si les entrepreneurs l'avaient sincèrement voulu. D'ailleurs, dans bien d'autres endroits des tarifs existent. Quant à la confection pour dames, s'il est vrai que

les changements de la mode forceraient à reviser les tarifs assez souvent, cependant là encore il serait possible d'en établir puisque le jour même où le bureau central rendait sa sentence, intervenait entre les confectionneurs pour dames et la commission des salaires des ouvriers et ouvrières un arrangement par lequel était établi un tarif pour la confection des manteaux de dames. »

Si cette grève ne produisit pas de résultats immédiats, elle eut cependant une grande répercussion. M. Zwiedeneck-Sudenhorst, dans son livre *Politique des salaires et théorie des salaires* (1), conclut de ce mouvement ce qui suit : « Puisque les travailleurs n'ont pas la force suffisante pour obtenir des salaires convenables, il faut qu'un autre facteur intervienne, qui équilibre la puissance des patrons et des ouvriers. Ce facteur doit être cherché en première ligne dans l'autorité de l'Etat. »

Or, précisément, le résultat matériel important de cette grève, c'est qu'elle provoqua l'enquête faite par la commission pour la statistique des ouvriers (Kommission für Arbeiterstatistik). Celle-ci recueillit des renseignements auprès des patrons, des intermédiaires (Zwischenmeister), des ouvriers d'ateliers et des ouvriers à domicile, et finalement ses travaux aboutirent à la décision du Bundesrat du 31 mai 1897, portant extension des paragraphes 135, 139 b du Code industriel aux ateliers de confection d'habits et de linge (voir page 13).

1. Zwiedeneck-Sudenhorst : *Lohnpolitik und Lohntheorie*, p. 306.

Cette grève est le mouvement le plus important auquel prirent part des ouvriers et ouvrières à domicile. Mais bien d'autres eurent lieu un peu partout en Allemagne.

Tout d'abord, en ce qui concerne la confection, la publication du syndicat des tailleurs, hommes et femmes faisait savoir qu'à la fin de 1905, 1860 patrons confectionneurs pour hommes, employant 11.360 ouvriers, avaient accepté des tarifs, contre 660 maisons avec 2.500 ouvriers qui n'en avaient pas. Depuis, au printemps 1906, dans 17 endroits, les tarifs furent modifiés, et dans 37 il en fut établi. Il faut citer particulièrement la région du sud-ouest où les anciens tarifs furent améliorés et où beaucoup de nouveaux sont entrés en vigueur. Ainsi les ouvriers à domicile de Francfort, Mayence, Darmstadt, Heidelberg, Spire, Mannheim et Worms ont obtenu, en 1906, un tarif unique pour ces sept villes et valable jusqu'au 31 décembre 1909. A la suite de certaines difficultés, ce tarif fut d'ailleurs modifié le 11 mars 1907.

Ce résultat est dû à une grève à laquelle prirent part, d'après une communication du conseil de Prud'hommes de Francfort-sur-Mein qui solutionna le conflit, mille ouvriers à domicile contre une centaine d'ouvriers d'atelier. A Berlin même, depuis le 1^{er} septembre 1907, 53 maisons de confection employant 375 ouvriers entretiennent avec eux des rapports basés sur des tarifs fixes.

Il s'agit dans tous ces cas de confection pour hommes ou pour enfants. Dans la confection pour dames, M^{lle} Else Luders reconnaît, comme M. Hans Grandke, que

l'établissement de tarifs peut paraître plus difficile. Mais elle ajoute qu'en les spécialisant suivant les différents travaux l'objection ne tient pas debout. « La difficulté, dit-elle, provient plutôt de ce que les ouvrières à domicile sont encore plus réfractaires à l'organisation que les hommes. Mais il n'y a pas d'impossibilité puisqu'il en a été fait. »

Les mêmes difficultés que dans la confection des habits de dames se présentent pour l'établissement de tarifs dans la confection de linge. Mais là encore à la suite d'une agitation dans l'industrie du linge, à Berlin, en automne 1905, une commission fut créée pour l'établissement de tarifs, et en juin 1906, 40 conventions avaient été conclues.

Comme type de convention, on peut citer celle qui fut faite le 28 mars 1904 devant le tribunal industriel, entre la société des patrons tailleurs de Hambourg et le syndicat des tailleurs, hommes et femmes, et professions annexes, section de Hambourg et des environs. Elle fut conclue pour un temps indéterminé. Les parties doivent prévenir de leur intention de la rompre trois mois à l'avance. En cas de désaccord, le tribunal industriel fonctionne comme arbitre. Une commission mixte de dix membres est chargée de la surveillance et de l'exécution du contrat, et de chercher, en cas de besoin, un terrain d'entente avant de faire appel au tribunal industriel. Le salaire minimum est de 50 pfennigs l'heure et 27 marks par semaine. Un tarif minimum des heures supplémentaires est également prévu. Les fournitures sont à la charge du patron, qu'il s'agisse d'ouvriers à l'atelier ou d'ouvriers à domicile. Chaque ouvrier reçoit en

outre un livret de salaires. A la suite de cette convention générale, est annexé un contrat de travail où il est spécifié que les salaires doivent être payés tous les samedis à 6 heures, le travail en retard à la livraison, que la journée de travail est de dix heures, avec deux heures de repos à midi, que pendant la morte-saison les ouvriers à domicile doivent être employés en proportion du travail à faire et celui-ci doit être réparti entre eux aussi également que possible, qu'enfin les ouvriers qui travaillent au temps sont payés les jours de fêtes.

Telles sont les principales dispositions de cette convention à laquelle est joint un tarif détaillé applicable aux ouvriers d'atelier et servant de base au paiement des ouvriers à domicile pour qui les prix établis sont augmentés de 10 pfennigs 0/0. M. Sturling me fit justement observer que les ouvriers à domicile étant payés un prix supérieur le travail à domicile ne subsiste que là où il est nécessaire. Cette situation se retrouve également dans la confection en gros pour dames, pour laquelle il a aussi été fait une convention portant fixation de la journée de travail, un tarif minimum supérieur pour les ouvriers indépendants, un supplément de 50 0/0 pour les heures supplémentaires et des dispositions générales analogues à celles de la convention précédente. En date du 26 mars-23 avril 1906, elle est conclue pour trois ans, jusqu'au 31 mars 1909.

D'après l'enquête du syndicat des tailleurs et professions annexes d'Allemagne, dans d'autres villes encore les ouvriers à domicile reçoivent des salaires plus élevés que leurs

camarades des ateliers. Il en est ainsi à Brême, Lunebourg, Itzehoe, Münster.

Citons encore le mouvement qui se produisit en septembre 1906 parmi les ouvriers en confection de Munich-Gladbach et auquel se mêlèrent les ouvrières à domicile qui réclamaient la création d'un tarif unique comportant des salaires plus élevés. Les patrons refusèrent de discuter avec les représentants ouvriers et décidèrent de constituer une association. Celle-ci établit un tarif qui fut soumis à une assemblée de tailleurs. Les ouvriers le déclarèrent inacceptable et résolurent de faire une contre-proposition. Les choses en sont restées là.

A Munich également, sous l'impulsion des organisations de tailleurs, les patrons se sont entendus pour créer à leurs frais des ateliers à l'usage des ouvriers qui travaillent à domicile. Deux de ces ateliers sont déjà ouverts. Cet exemple fut suivi par les fabricants de gants d'Halberstadt. A Berlin, une grosse maison de confection pour hommes a créé aussi un atelier semblable sur la demande des ouvriers. Il est installé sur les données modernes. On y travaille neuf heures et demie avec un repos d'une heure à midi, et deux repos d'un quart d'heure, un le matin et un le soir. Les salaires sont fixes et à la semaine : 30 marks pour les hommes, 15 marks pour les femmes. Ils sont établis d'accord avec le syndicat des tailleurs. Les résultats de cette organisation sont très satisfaisants.

Quant aux maisons de détail, les plus importantes, qui

fabriquent elles-mêmes, ont formé le projet de s'unir pour créer un grand atelier commun.

En ce qui concerne le syndicat des ouvrières chrétiennes à domicile, il avait, à la fin de 1906, passé des conventions établissant des tarifs avec onze fabriques de parapluies : deux à Königsberg (valables pour trois ans et comportant une augmentation de salaires de 10 à 20 0/0), deux à Dantzig, sept à Breslau. Ce dernier succès est le plus important, d'abord à cause du nombre de maisons avec lesquelles le syndicat a conclu l'accord, et surtout parce qu'il n'a pas été fait de conventions séparées avec chacune, mais une convention unique qui règle les conditions de travail et de salaire dans l'industrie des parapluies à Breslau.

Pour la confection d'habits et de linge, la diversité des travaux, me dit M^{lle} Behm, rend la tâche plus difficile et on n'a pu jusqu'à ce jour obtenir la fixation de tarifs que très rarement et pour des travaux particuliers. Ainsi le 1^{er} septembre 1905, le groupe de Kassel conclut des conventions avec deux maisons de confection de cette ville. Dans l'une, les salaires sont fixés pour onze articles à la pièce ou à la douzaine, dans l'autre pour deux articles seulement. Cependant un résultat important a été récemment atteint. Après l'échec des pourparlers engagés entre l'association des fabricants de l'Allemagne de l'est et les ouvriers (voir p. 61) en septembre 1906, la présidente du syndicat des ouvrières à domicile reprit les négociations en janvier 1907. Il fut alors décidé d'un commun accord de rassembler les matériaux qui serviraient de base à la réglementation des rap-

ports entre les patrons et les ouvrières, surtout relativement aux salaires. Par la suite, les fabricants se montrèrent peu disposés à poursuivre les premiers pourparlers mais le syndicat des ouvrières à domicile s'efforça de vaincre les résistances. Depuis le 15 septembre 1907, il existe une réglementation générale des salaires.

D'ailleurs le syndicat ne s'occupe pas seulement de l'établissement de tarifs. Il organise des réunions, prend l'initiative de pétitions réclamant l'assurance-maladie pour les « Hausgewerbetreibende », là où elle n'existe pas, et il veille à son application là où elle existe. Il surveille aussi les conditions sanitaires des chambres de travail. Il s'efforce de procurer à l'ouvrière à domicile le moyen d'acquérir les connaissances techniques grâce auxquelles elle pourra obtenir une rémunération plus élevée de son travail. Ainsi *La Soziale Praxis* du 9 mai 1907 (n° 32, p. 856) signale que sous l'impulsion du groupe local du « syndicat des ouvrières chrétiennes à domicile », la grande duchesse de Hesse a fait décider l'établissement, dans un bref délai, à Damstadt, de cours de perfectionnement techniques à leur usage. *La Soziale Praxis* ajoute que les patrons aussi se réjouissent de cette innovation, car souvent ils se plaignent de la peine qu'ils ont à trouver des ouvrières habiles.

Dans l'industrie des peaux certains faits sont également à signaler :

Un rapport publié par le *Vorwärts* à l'occasion de l'exposition du travail à domicile à Berlin (janvier-mars 1906) dit que chez les selliers, dans les endroits où l'organisation a tant

soit peu pénétré, la trop grande extension du travail à domicile fut évitée, au moins en ce qui concerne l'industrie d'objets de voyage qui est de création récente. Ainsi, à Berlin, en 1901, il fut conclu une convention qui, pour prévenir l'augmentation du nombre des ouvriers à domicile fabriquant des objets de poche, interdit qu'il s'en établisse de nouveaux. Pour les objets de luxe, on décida que tous les ouvriers seraient payés sur le même pied. Pour les fabriques de fournitures militaires, il en est autrement, car de grandes maisons existaient déjà bien avant la création de l'organisation. Cependant les selliers militaires obtinrent à Berlin, à la suite de la grande grève de 1900, la suppression des intermédiaires (*Zwischenmeistersystem*). Ce fut un premier pas ; il fut en outre convenu que seuls pourraient travailler à domiciles les ouvriers âgés de quarante-cinq ans.

L'inspection du travail de Hesse relève dans cette région plusieurs tarifs avec fixation de salaires minima, englobant le travail à domicile. Quelques-uns sont très importants. Ainsi, à Offenbach, le tarif commun à toute l'industrie intéressait en juin 1905, 2.800 ouvriers, principalement à domicile. Ceux-ci y sont organisés dans la proportion de 70 0/0. Dans le district de Hanau, il s'est passé un fait intéressant moins par le nombre de personnes qu'il concerne que par sa portée. Le district comprend, outre 50 « *Zwischenmeister* », 290 hommes et 150 femmes travaillant à domicile dans l'industrie des peaux ; 280 hommes et 139 femmes font actuellement partie du syndicat « des ouvriers en portefeuilles et objets de peau » (*Verband der Portefeuller und Ledergalanteriear-*

beiter). Dans le courant de 1906, ils soumièrent aux « Zwischenmeister » une convention comportant un tarif spécialisé. Ces derniers élirent une commission. Grâce à l'appui des ouvriers d'ateliers un accord intervint : la durée générale du travail est de cinquante-sept heures par semaine, le tarif est le même pour tous. Les ouvriers à domicile reçoivent les fournitures. Quand ils ne travaillent que pour un seul patron, ils doivent être assurés contre la maladie et l'invalidité par le « Zwischenmeister » comme les ouvriers d'atelier. Les patrons doivent embaucher de préférence les ouvriers syndiqués sans travail. Le tarif est valable jusqu'au 30 juin 1908. Ce qu'il y a d'intéressant, c'est que les contractants sont en grande partie industriels à domicile (Hausindustrie) et ouvriers à domicile (Heimarbeiter).

Les conséquences de cet accord ont été très remarquables. Les « Zwischenmeister », en voyant ces résultats, décidèrent de former également un syndicat pour défendre leurs intérêts menacés par la concurrence qu'ils se faisaient entre eux et dont profitaient les patrons. Mais à eux seuls, ils étaient 50, leur organisation ne pouvait avoir aucune force. Ils pensèrent alors à s'unir à une organisation existante. Ce ne pouvait être à celle des patrons, puisqu'elle était formée par leurs patrons à eux : d'autre part, ils ne voulaient pas indisposer contre eux les ouvriers du milieu desquels ils étaient sortis et qui ne demandaient qu'à les éliminer. Ils résolurent donc d'entrer dans le syndicat ouvrier, par une décision du 1^{er} octobre 1906. Dorénavant, les ouvriers feront part aussitôt à leurs employeurs directs de toute

demande d'augmentation de salaires ou de diminution de la journée de travail. Les « Zwischenmeister », pour ne pas en supporter les conséquences, devront porter les revendications à leurs propres employeurs. Les ouvriers et les « Zwischenmeister » marcheront ainsi toujours ensemble. La cessation de travail peut avoir lieu instantanément, malgré l'obligation au préavis de quinze jours, puisque les ouvriers ne recourront à ce moyen que d'accord avec les « Zwischenmeister ». De plus, les deux parties veilleront à ce que le chômage soit général.

Les patrons, de leur côté, se sont engagés à enrayer le développement du travail à domicile, et dans ce but ils ont consenti à ne pas donner de travail à des « Zwischenmeister » nouveaux.

Si, par suite du manque de commandes, les patrons ne pouvaient pas employer tous les ouvriers, pour éviter le chômage, dans toutes les maisons le temps de travail devrait être réduit également.

L'employeur qui ne se soumettrait pas à ces décisions serait boycotté par les ouvriers ; de plus, ses collègues devraient également boycotter la maison pour laquelle il travaille.

Ces mesures présentent un grand intérêt. Il est regrettable qu'elles ne soient pas généralisées.

Dans l'industrie textile, la tarification semble difficile. Cependant, M. Wilbrandt, dans son livre *Die Weber in der Gegenwart* affirme qu'elle est possible, et il en cite des exemples. Les tisserands à domicile de Barmen, Elberfeld, Krefeld, ont formé un syndicat depuis une dizaine d'années

qui établit tous les ans un minimum de salaires pour les nouveaux modèles. A Glauchau et Meerave (Saxe), ils ont obtenu également le même minimum de salaires que les ouvriers des tissages mécaniques. En août 1906, une grève des tisserands à domicile dans la Moravie du Nord, qui en septembre devint générale à Schœnberg où 1.700 tisserands cessèrent le travail, aboutit malgré des difficultés insolubles en apparence, après deux jours de pourparlers, à l'acceptation par vingt-quatre maisons d'un tarif minimum comportant des augmentations de salaires entre 4 et 18 0/0.

M. Henri Bernheim (1) nous donne quelques renseignements sur l'organisation des travailleurs du bois, fondée le 7 février 1908 dans la vallée de Bernau. En faisant disparaître la concurrence entre les ouvriers pour l'achat de la matière première, elle en a fait diminuer le prix. Une fois les produits fabriqués, c'est le syndicat qui les achète. Si le prix ne paraît pas suffisant à l'ouvrier, il peut en appeler au conseil de surveillance. Mais il ne le fait jamais.

Grâce à cette organisation, les salaires ont augmenté dans la proportion de 1 mark à 2,50 marks.

Dans d'autres endroits encore, les ouvriers se sont entendus en vue d'obtenir de meilleurs prix de leurs produits. Ainsi, à Sonneberg, centre de l'industrie du jouet et dans toute la forêt de Thuringe. Les ouvriers cloutiers à Nonnweiler (district de Trier), les vanniers en Saxe et en Fran-

1. *Hausindustrie und Heimarbeit in Deutschland und Oesterreich*, t. I, p. 376.

conie, poursuivent également de la même manière le même but, et ils ont obtenu des résultats appréciables (1).

A Breslau, les ouvriers fabricants de meubles, à la suite d'une grève en 1897, obtinrent certains avantages relatifs aux salaires.

Citons encore le mouvement des ouvriers en ateliers et à domicile fabricants de souliers de bal, à Berlin, qui aboutit, au mois de novembre 1906, après sept semaines de grève, à l'augmentation de 6 à 8 0/0 des anciens tarifs; — la grève des ouvriers piqueurs à domicile d'une maison de Pirmasens (Bavière rhénane) qui ne voulaient plus travailler à des prix moindres que ceux payés aux ouvriers de fabrique; — le mouvement des ouvriers horlogers de la forêt Noire, auquel prit part le syndicat chrétien aussi bien que le syndicat social-démocrate. Mais tandis que le premier ne réclamait qu'une augmentation de salaires de 10 0/0 et de 50 0/0 pour le travail de nuit et du dimanche, le second allait beaucoup plus loin et demandait la journée de neuf heures et demie, une augmentation de salaires de 10 à 15 0/0, et de 25, 50 et même 100 0/0 pour les heures supplémentaires, une augmentation de 5 à 15 0/0 des salaires aux pièces, l'amélioration des salaires des ouvriers à domicile de façon à entraver ce mode de travail et une augmentation de 25 0/0 pour tous les articles fabriqués à la maison.

1. Voir dans la *Soziale Praxis* du 5 septembre 1907, n° 49, p. 1304 l'article de M. Carl Kostka sur l'organisation des ouvriers fabricants de perles creuses à Gablonz (Bohême). — *Regelung der Arbeitsverhältnisse, in einem böhmischen Hausindustriebezirke.*

Dans l'industrie gantière de Breslau, où sont occupés beaucoup d'ouvriers à domicile, on évita une grève en établissant un tarif unique pour tous les travailleurs.

Les ouvriers à domicile de l'industrie des thermomètres et instruments de verre ont tenu, le 27 janvier 1907, une réunion à Ilmenau, où étaient représentés les ouvriers d'une douzaine de localités. Ils ont voté une résolution par laquelle ils se sont engagés à lutter pour l'organisation. Ils ont également élu une commission chargée d'élaborer un tarif minimum, d'après la comparaison des salaires payés dans les différents endroits.

Enfin signalons encore la convention intervenue dans l'industrie des métaux précieux à Hanau, d'où il est résulté une augmentation de 10 0/0 sur les salaires payés au 1^{er} juillet 1906 pour tous les travaux, même ceux exécutés à domicile. Elle stipule, en outre, que le travail aux pièces doit être abandonné autant que possible et que les prix payés seront communiqués par écrit à l'ouvrier avant qu'il prenne le travail. Pour les nouveaux modèles, il sera établi un salaire minimum à l'heure. Le travail à domicile devra être limité et ne pourra pas être imposé aux ouvriers. Une grève importante eut lieu à Berlin en 1904 parmi les ouvriers de cette industrie, mais elle n'aboutit à aucun résultat.

Quant aux ouvriers du tabac ils sont, comme nous l'avons vu, fortement organisés, surtout à Hambourg où 3.000 ouvriers à domicile font partie du syndicat. Ils n'ont cependant pas encore conclu de conventions relativement aux salaires. Pourtant ils ont obtenu de leurs patrons des améliorations sensibles.

On voit par les faits précédents qu'il se produit un peu partout et dans toutes les branches des mouvements dont les résultats sont d'améliorer le sort des ouvriers à domicile. Mais ces mouvements, comme nous le disons plus haut, sont isolés et ne bénéficient qu'à un petit nombre. Ils ne résolvent pas la question. Ce qu'il faut, c'est une solution générale. Nous allons voir, dans la seconde partie, les différentes mesures proposées pour atteindre ce but.

DEUXIÈME PARTIE

Les solutions proposées

CHAPITRE PREMIER

ECONOMISTES, PROFESSEURS, PHILANTHROPEs

Dans ce premier chapitre il ne s'agit pas, bien entendu, de passer en revue toutes les opinions émises sur la question. L'énumération seule en serait trop longue et forcément incomplète, étant donné le nombre des économistes, philanthropes, professeurs, médecins, etc. qui s'en sont occupés. Les solutions proposées ne peuvent d'ailleurs varier à l'infini, et c'est elles surtout qu'il faut examiner plutôt que l'opinion de chacun. Nous allons essayer de le faire aussi complètement que possible.

Si les solutions sont en nombre limité, cependant leur étude est très complexe. Car les intérêts que met en jeu la question du travail à domicile sont multiples. Le dernier rap-

port de l'inspecteur du travail du Grand-Duché de Bade, M. Bittmann, se termine par ces mots : « L'Etat, à cause de l'obligation qu'il a de veiller au maintien de la force de la nation, le consommateur à cause de sa santé, l'entrepreneur à cause de la concurrence, l'ouvrier en fabrique à cause de la pression exercée sur les salaires, l'ouvrier à domicile à cause de sa condition actuelle d'existence, tout le monde a un intérêt brûlant à la réglementation du travail à domicile. » Oui, mais tout le monde ne se rend pas compte de son véritable intérêt, et bien des entrepreneurs, bien des ouvriers, bien des consommateurs même redoutent de voir introduire une réforme quelconque dans ce mode de travail qui donne aux uns la main-d'œuvre peu coûteuse, aux autres la maigre pitance qu'ils redoutent de perdre, aux autres enfin des produits à bon marché.

Et quand bien même tout le monde serait-il d'accord pour porter secours à des intérêts si divers, le problème ne serait pas pour cela résolu ; bien des moyens différents ont été proposés. Si parmi eux les uns ont une importance que n'ont pas les autres, c'est ceux-là naturellement qui rencontrent le plus d'opposition de la part de la minorité qui croit avoir à souffrir de leur introduction, c'est ceux-là qu'il sera le plus difficile de faire triompher. Et puis, à la question du travail à domicile s'en rattachent bien d'autres. L'inspecteur des logements de Hesse dit dans son rapport de 1905 qu'une réglementation du travail à domicile n'est possible que concurremment avec celle des habitations. La solution de l'un des problèmes ne peut pas être séparée de la solution de

l'autre ; et dans le rapport de l'inspection du travail du même Etat de 1906 on trouve des idées et des considérations analogues. D'autre part, la question du travail des enfants et des femmes, celles de l'apprentissage, de l'hygiène, de l'observation des lois protectrices existantes, etc., sont unies également à la question du travail à domicile. Celle-ci est donc très vaste et très complexe. Mais nous nous efforcerons de la réduire aux limites les plus étroites. Dans ce chapitre, nous ne nous occuperons pas de l'opinion des personnes directement intéressées, des ouvriers et des patrons. Nous examinerons les moyens proposés par l'ensemble des autres personnes, par les économistes en un mot. Sans nous arrêter aux actes isolés de bienfaisance, qui peuvent soulager certaines misères mais non résoudre le problème, nous n'envisagerons que les moyens ayant un caractère non pas charitable, mais social. Nous les classerons en trois catégories : l'influence des consommateurs, l'organisation, la loi. Les moyens de chacune des catégories peuvent se combiner, mais pour la clarté nous les examinerons séparément.

§ 1. — *Influence des consommateurs*

Les consommateurs peuvent être ou bien des particuliers ou bien une administration publique, l'Etat, les villes, les communes. Leur influence ne s'exerce pas de la même façon dans les deux cas.

a) Les particuliers peuvent agir sur les patrons et les

engager à accorder à leurs ouvriers des conditions de travail satisfaisantes en ne consommant pas les produits obtenus d'une façon qu'ils désapprouvent et en faisant de la propagande pour que leur exemple soit suivi, cela non seulement par philanthropie, mais aussi à cause des dangers que les produits fabriqués de la sorte font courir à leur santé. Ils peuvent aussi faciliter l'établissement de mesures favorables aux ouvriers et employés, en renonçant par exemple à faire leurs achats après ou avant une certaine heure, le dimanche, etc. C'est à la diffusion de ces idées que travaille précisément la société d'acheteurs fondée à Berlin en février 1907 et qui a pour présidente la femme du ministre von Bethmann Holweg. Cette société a publié des « listes blanches » où sont mentionnées les maisons de confection qui accordent des conditions de travail satisfaisantes à leurs ouvriers et employés. Elle recommande au public de fréquenter de préférence ces maisons. Les sociétés de ce genre sont en général favorablement accueillies par les économistes. M. Henri Koch (1) parle avec sympathie de la ligue nationale américaine de consommateurs et de la ligue sociale d'acheteurs de Paris. « Elles avertissent, dit-il, l'opinion publique. L'opinion publique sympathique aux ouvriers à domicile éveille la conscience des fabricants et a une influence sur la législation. » C'est également l'avis de M. Wilbrandt. Cependant, M. Koch n'attend pas grand'chose, pour le moment, de ces sociétés qui, « d'après les rapports, n'ont pas une grande influence directe sur les producteurs en faveur des

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, pp. 94 et suiv.

ouvriers à domicile. Pour qu'elles exercent une action, il faut qu'elles se développent beaucoup plus, jusqu'à embrasser toute la clientèle d'un produit déterminé ». Pourtant il ajoute que « les sociétés de consommateurs dans les classes inférieures peuvent donner de bons résultats. La consommation, ici, est plus concentrée, et puis ces classes ont besoin de tant de marchandises qu'elles peuvent avoir une grande influence sur les conditions de production ». M. Francke (1) demande que des marques soient apposées sur les marchandises fabriquées à domicile et fait appel au public pour élever une digue contre les misères de ce genre de travail. M. Kollenschner, dans une brochure intitulée *Heimarbeit*, émet la même idée. M. Francke dit bien qu'il ne faut pas exagérer l'importance de ce moyen, étant donné les habitudes du grand public allemand, mais, ajoute-t-il, même « si le signe indiquant la provenance des souliers fabriqués à domicile reste généralement inaperçu, cela peut être pourtant utile, dans des cas isolés, d'attirer l'attention publique sur des circonstances particulièrement pénibles ».

Au lieu de marquer les objets fabriqués à domicile, on peut au contraire marquer ceux qui ne le sont pas. C'est ce que font les Anglais et les Américains au moyen du label. C'est également ce que préconise M. Schwiedland qui écrit (2) : « Le boycottage des produits fabriqués à domicile

1. V. *Soziale Praxis*, 1906, p. 563, et *Hausindustrie und Heimarbeit in Deutschland und Oesterreich* (*die Hausindustrie in der Schuhmacherei Deutschlands*), p. 50, vol. 4.

2. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, pp. 180 et suivantes.

aurait des conséquences considérables si les consommateurs (le public ou les marchands) décidaient de bannir les objets exécutés dans certaines conditions ou payés moins d'un certain prix. Il faudrait, dans ce but, établir des marques qui devraient être placées sur les marchandises des entrepreneurs ayant des ateliers sains et un outillage moderne. La marque serait une recommandation. » Mais il ajoute que cette mesure ne serait pas à l'avantage des ouvriers à domicile, car elle diminuerait le placement de leurs produits.

En tous cas, il ressort de ces différentes appréciations que les économistes précédents, s'ils reconnaissent l'importance que pourraient avoir les consommateurs, ne comptent pas beaucoup sur eux, à cause, comme le dit M. Francke, des habitudes du public allemand. Il leur paraît difficile de réaliser de vastes sociétés de consommateurs assez puissantes pour avoir une influence sur la production. Même en Angleterre, dit M. Koch, les sociétés autonomes ne sont pas encore arrivées à s'unir.

b) Lorsque le consommateur est une administration publique, son action s'exerce différemment. L'Etat et les corps publics sont souvent les clients de l'industrie à domicile, pour les habillements et les équipements militaires, par exemple. Lorsqu'il se fait une adjudication, ils donnent la commande à celui qui demande le moins cher, c'est-à-dire à celui qui exerce une plus forte pression sur les salaires de l'industrie à domicile. « A l'étranger, dit M. Koch (1),

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 82.

depuis des années, l'Etat ou les communes veillent à ce que les ouvriers qui travaillent pour eux soient bien payés. C'est ce qu'on appelle la clause du minimum de salaire. Cette clause n'est pas développée en Allemagne (on n'en peut en effet citer que quelques exemples : une ordonnance de l'administration du canal impérial de Kiel concernant les travaux d'imprimerie : les ministères du commerce de Prusse et de Saxe doivent prendre des mesures analogues ; — le Landtag bavarois adopta, en 1902, une résolution où il était dit, notamment, que l'adjudication des travaux à forfait n'était autorisée qu'exceptionnellement, que le « Schwitzsystem » — sweatingsystem, système de sueur — était interdit, etc., et le ministre, M. de Feilitzsch, assura que cette résolution serait prise en considération « dans la mesure du possible ». En 1906 il en adopta une autre plus timide mais ayant le même but ; — le nouveau cahier des charges de la ville de Strasbourg règle les conditions de travail des ouvriers que les entrepreneurs font travailler pour elle (1). Ils doivent en outre être engagés de préférence au bureau de placement municipal et être assurés contre la maladie.

« On peut s'étonner de la rareté de la clause du minimum de salaire en Allemagne, continue M. Koch, dans ce pays qui est à la tête de l'Europe pour la question ouvrière. C'est avec raison que le Congrès de Berlin pour la protection des travailleurs à domicile demanda que l'Etat au moins ne parût pas favoriser ce système et ses inconvénients économiques. »

1. V. *Soziale Praxis*, 1906, n. 6, p. 148.

M. Schwiedland dit de même (1) : « Un devoir important et facile à remplir incombe aux corps publics qui commandent des marchandises. Ils n'ont qu'à écarter des adjudications les producteurs dont les marchandises sont fabriquées à domicile. »

M. Kollenscher dit la même chose (2).

Et M. Francke écrit ceci (3) : « L'Etat peut avoir une grande influence dans la question des salaires en bannissant le travail à domicile lorsqu'il passe un marché, ou au moins en obligeant à payer aux ouvriers à domicile qui travaillent pour lui les mêmes salaires qu'aux ouvriers en fabrique. »

Certainement, par ce moyen, l'Etat obligerait ses fournisseurs à abandonner cette forme d'exploitation. Certainement aussi, il jetterait une sorte de discrédit moral sur elle. Mais là se bornerait le résultat ; il serait restreint. Les conditions dans lesquelles sont faites les adjudications restent ignorées du grand public. L'Etat se contenterait d'agir comme un simple particulier qui retire sa clientèle au producteur qui n'a pas sa confiance. Ce n'est pas assez, il peut et doit faire davantage.

En résumé, le consommateur, qu'il soit le public ou l'Etat, peut avoir une influence. Mais le premier ne l'exercera que le jour où d'une part il sera suffisamment convaincu des inconvénients et des dangers qui résultent pour lui de l'em-

1. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 189.

2. *Brochure Heimarbeit*, p. 18.

3. *Soziale Praxis*, 1906, n° 22, p. 563.

ploi des marchandises fabriquées à domicile, où, d'autre part, l'esprit de solidarité sociale sera assez développé pour que, poussé par ces deux mobiles, il ait la volonté et le pouvoir de réagir. Son action, en tous cas, ne peut donc pas se faire sentir d'une façon efficace actuellement. Quant à celle de l'Etat, elle est limitée aux circonstances qui le mettent en rapport avec les producteurs. Dans ces conditions une solution générale et actuelle de la question ne peut pas être attendue de ce côté-là. Deux autres routes sont ouvertes : l'organisation et la loi. Voyons ce que les économistes en attendent.

§ 2. — *L'organisation des ouvriers à domicile*

Nous avons vu, dans la première partie, combien la quantité des ouvriers à domicile organisés était petite en proportion du nombre de personnes comprises sous cette dénomination. Nous avons constaté aussi que jusqu'à présent les résultats obtenus étaient particuliers et limités. Mais il est naturel qu'en présence du grand mouvement ouvrier et de ses effets tant sur les conditions du travail à la fabrique que sur la vie du travailleur en général on ait pensé à utiliser cette arme pour combattre les maux du travail à domicile. Ne serait-elle pas, là aussi, le meilleur moyen d'atteindre le but ? Nous allons voir ce qu'en pensent les économistes et ce qu'ils attendent de l'avenir et du développement de l'organisation parmi les travailleurs qui nous intéressent.

D'une manière générale, ils sont tous d'avis que, sans

même parler des avantages généraux de l'organisation en ce qui concerne l'achat des matières premières, des outils, les connaissances techniques, etc., ce serait le chemin le plus sûr pour arriver à de meilleures conditions d'existence. De l'avis de M. Koch (1), l'organisation est le préliminaire nécessaire à toute amélioration. M. Schwiedland (2), dit, avec M. Brentano : « Le seul moyen pour améliorer leur sort est l'effort des travailleurs eux-mêmes, aussi bien pour obtenir les réglementations protectrices que l'augmentation de leurs salaires. » Plus loin, il ajoute : « L'Etat donnera d'abord ses soins aux forces organisées. Donc pour obtenir plus de l'Etat, il faut d'abord s'organiser, le but est aussi le moyen. Et si la seule force des travailleurs ne pouvait pas obtenir des améliorations des entrepreneurs, elle servira du moins à assurer la réalisation des lois, à réveiller la conscience des couches sociales élevées, enfin à donner au législateur bien intentionné un conseil compétent. » Et M. Schwiedland remarque que M^{lle} Gertrude Dyrenfurth, MM. Wilbrandt, Jean Feig, Brentano, sont aussi d'avis qu'il faut organiser les travailleurs à domicile, et que c'est même l'intérêt de l'Etat, qui, s'ils n'étaient plus isolés, aurait moins à intervenir en leur faveur. « Le groupement des ouvriers, conclut-il, est le meilleur moyen à employer. »

En effet, M. Wilbrandt écrit cette phrase (3) : « Les travailleurs devraient créer une forte organisation » et celle-

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 78.

2. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 109.

3. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*,

ci : « La base de la protection des travailleurs à domicile c'est leur union » ou encore : « Pour arriver à quelque chose il faut une pression décisive des travailleurs ». M^{lle} Dyrenfurth dit aussi (1) : « Pour pouvoir réussir, il faut que les organisations ouvrières aient une force qu'elles n'ont pas encore. » Et M. Brentano qui a rendu le service, dit M^{lle} Dyrenfurth dans une conférence qu'elle fit à Berlin, de montrer la nécessité de l'organisation des travailleurs, estime (2) « qu'il faut avant tout élever l'ouvrier lui-même, développer chez lui l'esprit de solidarité, car le seul moyen susceptible de transformer peu à peu son sort, c'est l'organisation ». Ailleurs, il dit encore (3) : « Une fois les ouvriers à domicile organisés, le premier pas sera fait. L'obstacle à leur élévation, c'est l'isolement, la concurrence qu'ils se font entre eux. » Dans l'étude que M. Jean Feig a faite sur l'industrie du linge à Berlin (4), il examine aussi ce qu'on pourrait attendre d'une organisation meilleure des ouvriers à domicile et souhaite que ceux-ci comprennent les avantages qu'ils retireraient d'une action commune. M. Swiedeneck-Sudendorst (5) constate que dans les cas rares où les travailleurs à domicile d'un métier sont parvenus à s'entendre, il s'est établi des conditions de travail satisfaisantes. Il dit encore que « la coalition des travailleurs a une fonction particulièrement

1. *Die hausindustriellen Arbeiterinnen in der Berliner Konfektion.*

2. Supplément de l'*Allgemeine Zeitung*, 1899, n. 79.

3. *Id.*, n. 84.

4. *H. und H. in D. und OE.*, t. 2, p. 407.

5. *Lohnpolitik und Lohntheorie*, p. 390.

nécessaire dans ce domaine. » Pour M. Sombart aussi (1), « l'organisation est une des forces qui doivent intervenir dans l'amélioration des conditions déplorable d'existence des ouvriers à domicile et l'un des buts que l'on doit s'efforcer d'atteindre ». Dans l'étude que fit M. Jaffé de l'industrie de la confection dans l'Allemagne de l'est, surtout en ce qui concerne le travail à domicile (2), il dit ceci : « Quand une organisation forte existera, elle pourra, sans trop de difficultés, obtenir des résultats », et M. Wilhelm Uhlfelder, dans son étude de l'industrie de l'étain à Nurenberg et Furth (3) écrit que les ouvriers en étain ont sous la main un moyen d'améliorer leur situation ; c'est de s'organiser. Enfin le Dr Schalhorn dit, dans la *Soziale Praxis* (1906, n° 26, p. 688) que l'organisation des ouvriers à domicile est nécessaire.

On peut donc considérer l'avis des économistes comme unanime sur ce point. Il n'est d'ailleurs pas besoin d'y insister. Qu'il s'agisse d'obtenir des avantages des patrons, des lois du législateur, ou d'assurer l'exécution de ces lois, l'utilité et même la nécessité de l'organisation est évidente.

Mais cela ne veut pas dire qu'elle soit réalisable. On s'accorde généralement à reconnaître qu'elle est tout au moins très difficile à cause de la situation même des ouvriers à domicile. Leur misère les rend incapables aussi bien d'un

1. *Archiv. für Soziale Gesetzgebung*, 1891, t. IV p. 104 et *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* t. IV, p. 1158.

2. *H. und H. in D. und OE.*, t. III, p. 175.

3. *H. und. H. in. D. und OE.*, t. I, p. 187.

sacrifice pécuniaire que d'un effort moral ; de plus, leur éparpillement est tel que tout rapprochement entre ces milliers de molécules dispersées semble, au premier abord, impossible, d'autant plus que loin de souhaiter ce rapprochement, la grande majorité le redoute ; ils se regardent les uns les autres comme des ennemis, et ils n'aperçoivent dans leurs camarades de misère que des concurrents qu'ils souhaitent voir disparaître pour pouvoir s'enrichir de leurs maigres dépouilles. Et puis aussi une grande partie des ouvriers à domicile est composée de vieillards, de femmes et d'enfants, changeant souvent de métier, occupés à des industries de mode et de saison. Cela, tous les économistes le constatent, ce qui fait dire à M. Brentano que « l'élévation du sort des ouvriers à domicile est la question social-politique la plus difficile de toutes ». M. Wilbrandt dit même que « l'impossibilité où sont les ouvriers de se coaliser est pour l'entrepreneur le principal mérite de l'industrie à domicile » et M. Sombart « que l'industrie à domicile est le mouton qui endure en silence et fournit le plus de laine ».

Mais si par eux-mêmes les ouvriers à domicile sont réfractaires à l'organisation, ne pourrait-on pas, par différents moyens, arriver à vaincre leur répugnance et à leur faire comprendre pour ainsi dire malgré eux les avantages qu'ils en retireraient ?

Trois facteurs peuvent agir dans ce sens : les ouvriers organisés eux-mêmes, les efforts des classes supérieures, la loi.

a) *Action des ouvriers organisés.* — Il est de l'intérêt

même des ouvriers organisés des fabriques et ateliers d'attirer à eux leurs camarades travaillant à domicile. « Les premiers se plaignant en effet des offres insensées faites sur le marché par les seconds, de la pression sur les salaires qui en résulte et qui rend illusoires les avantages obtenus après un long travail et une lutte chaude. Cette plainte est justifiée, mais au lieu de proscrire l'industrie à domicile, ils devraient plutôt l'organiser. » (H. Koch, *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 95). Oui, mais comment ? « Faut-il, demande M. Schwiedland (1) que les ouvriers de la grande industrie prennent les travailleurs à domicile à la remorque ? Devront-ils formuler pour eux les revendications ou, créer à leur intention une organisation particulière ? » Une fois ce point fixé, toutes les difficultés ne seront pas résolues. Il n'est pas dit que les organisations réussiront à inspirer confiance aux ouvriers à domicile, à les amener à elles, à leur faire partager leurs vues, à les persuader de leur véritable intérêt. Elles n'ont pas eu, jusqu'à présent, d'influence sur eux. Les femmes, même à la fabrique, sont difficiles à organiser et la difficulté, pour elles comme pour les hommes, est d'autant plus grande que leur situation est plus mauvaise. Et puis, pour les grouper, il faudrait que les ouvriers à domicile eussent un programme commun dont on pût réclamer l'exécution, et ils n'en ont pas.

Les ouvriers organisés de leur côté voient dans l'ouvrier à domicile l'obstacle à l'amélioration de leur sort. Parfois

1. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 113.

même, devant l'absence d'esprit de solidarité qu'il montre, ils redoutent jusqu'à son contact. C'est ainsi que M. Robert Pollatschek, dans une étude sur les cordonniers à Trebitsch (1), signale ce fait que le syndicat des cordonniers a exclu les ouvriers à domicile de son sein. Cette façon d'agir est exceptionnelle il est vrai, mais elle laisse deviner les difficultés que leur présence faisait naître.

Les économistes, en général, n'ont pas confiance dans l'action des ouvriers organisés sur leurs camarades travaillant à domicile. Peu d'entre eux la discutent et ceux qui le font disent qu'ils n'en attendent rien. Ils songent alors à d'autres moyens.

b) *Intervention des classes bourgeoises pour l'organisation des ouvriers à domicile.* — Cette intervention est préconisée surtout par M. Koch, l'un des promoteurs du mouvement qui aboutit à la création du syndicat des ouvrières chrétiennes à domicile. Il dit : « Le développement de ce syndicat montre qu'il faut que des personnes appartenant à d'autres milieux s'occupent de l'organisation des ouvriers et ouvrières à domicile qui manquent de temps, d'habitude et d'intérêts. Son rapide accroissement prouve l'utilité des membres extraordinaires. » L'Union catholique des femmes, dans sa première assemblée générale qui se tint à Francfort, recommanda à ses membres comme un de leurs devoirs d'entretenir des rapports personnels avec les ouvrières, d'éveiller et de développer en elles l'esprit de solidarité. M. Koch fait

1. H. und H. in Deutschland und Oesterreich, t. III, p. 432.

appel aux unions confessionnelles d'ouvrières afin qu'elles rendent aptes à l'organisation les ouvrières à domicile qui les fréquentent. M. Schwiedland, parlant du syndicat des ouvrières chrétiennes à domicile, dit que l'action des dames de la bourgeoisie est une action sociale qui n'est pas à dédaigner. Certes aucun moyen pouvant aider à atteindre le but visé ne doit être négligé. Mais il est douteux qu'on aboutisse ainsi à un résultat d'ensemble. En tous cas, cette façon d'agir ne peut pas concerner les ouvriers à domicile de la campagne. Il ne peut être question des rapports personnels de la bourgeoisie avec eux, là surtout où, comme dans les montagnes de la Bavière, les villages sont éloignés les uns des autres et difficilement accessibles. Dans ce cas le bourgmestre ou le maître d'école pourraient seuls avoir une influence salutaire et essayer de créer une organisation. Mais, me dit M. Francke, ils ne le font pas. Il faudrait d'abord les convaincre eux-mêmes. De plus, là où l'intervention bourgeoise est possible, elle a par elle-même un grave défaut, elle est suspecte à la masse de la classe ouvrière, elle a des tendances opposées souvent aux siennes. On peut dire, en un mot, que ce moyen rentre plutôt dans la catégorie des « œuvres charitables » que dans celle des moyens d'action à employer pour organiser la classe ouvrière. La plupart des auteurs, d'ailleurs, peut être à cause de ce caractère, n'envisagent pas la question. Presque tous au contraire, attachent une grande importance à l'intervention de la loi.

c) *Intervention de la loi pour l'organisation des ouvriers à domicile.* — Ici, une observation préliminaire est néces-

saire. Il semble qu'en réclamant l'intervention de la loi pour l'organisation des ouvriers à domicile on fasse une pétition de principe, puisque cette organisation est souhaitée précisément en vue de leur donner une force, une influence politique suffisantes pour attirer l'attention du législateur et faire voter des lois protectrices. Mais il faut remarquer que le but poursuivi en organisant la classe ouvrière est double ; c'est d'abord de lui donner le moyen d'améliorer son sort en agissant non seulement sur les pouvoirs publics, mais aussi sur les patrons ; et c'est encore d'assurer l'exécution des mesures consenties par ceux-ci ou votées par les Chambres. L'organisation permet donc d'espérer d'abord que le législateur serait moins forcé d'intervenir dans les rapports entre employeurs et employés, — il n'aurait à le faire que lorsque les ouvriers même organisés ne parviendraient pas à obtenir par leur seule force les améliorations indispensables ; ensuite, que les lois qu'il serait amené à voter seraient plus facilement et plus sûrement exécutées. En admettant même que le premier résultat ne soit pas atteint, que la loi reste quand même fréquemment nécessaire, le second suffit à expliquer les raisons pour lesquelles le législateur doit intervenir en faveur de l'organisation : il assure par avance l'exécution de ce qu'il décidera. L'organisation est le point de départ, la base solide que la loi, à défaut des initiatives privées, a le devoir d'établir. C'est ce que pensent les économistes en général.

M. Koch, il est vrai, ne voit pas d'un bon œil l'interven-

tion de l'Etat en cette matière. « L'organisation, dit-il (1), est une question d'éducation, mais il ne faut pas que cette éducation soit donnée par l'Etat qui agit par contrainte, elle doit être faite par les classes supérieures de la société. »

M. Schwiedland, moins absolu, tout en admettant l'influence possible de ces dernières, dit que là où manque la capacité d'organisation, il faut soutenir les décisions communes par l'autorité de l'Etat (2). Il dit encore (3) que s'il est très difficile d'organiser les femmes, surtout lorsqu'elles travaillent à domicile, il faut chercher un soutien et ce ne peut être que dans la loi ou dans l'aide des classes supérieures. Il suggère, d'autre part, (4) à l'une comme aux autres, un moyen de faciliter l'organisation des ouvriers à domicile, par la création de bureaux de placement. « Les ouvriers, dit-il, y viendraient, se feraient inscrire sur les listes, ce qui les rendrait plus facilement saisissables ».

En ce qui concerne plus particulièrement le gouvernement, il pourrait également, d'après M. Schwiedland encourager la création de syndicats au moyen de subventions. Il cite par exemple le syndicat des travailleurs à domicile fabricants de perles fausses, créé à Gablonz (Bohême) en novembre 1898, et auquel le gouvernement accorda une subvention de 24.000 couronnes (5).

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 104.

2. *Ziele und Wege*, p. 124 et brochure : *Comment il est possible d'organiser les ouvrières en chambre*.

3. *Ziele und Wege*, p. 118.

4. *Ziele und Wege*, p. 195.

5. *Eod. loc.*, p. 237.

Mais la plupart des économistes, peu confiants dans l'efficacité des interventions privées, et reconnaissant l'impossibilité pour les travailleurs, d'organiser eux-mêmes le travail à domicile, n'espèrent de résultats dans ce sens que de la loi. Ainsi, M. Wilbrandt, avec M. Brentano, n'attend quelque chose que « d'une mesure rendant l'association obligatoire », et celui-ci écrit (*Allgemeine Zeitung. Supplément*, 1899, n° 79) : « N'hésitons pas à organiser là où les initiatives libres sont trop faibles pour le faire ». Et comment s'y prendre ? « Il faudrait que les patrons établissent des listes donnant les noms et les adresses de tout leur personnel. Une fois cela fait, ne pourrait-on pas réunir périodiquement les ouvriers à domicile, les instruire ? Outre l'efficacité de cette organisation pour l'exécution des lois, les ouvriers et ouvrières à domicile réunis s'apercevraient bien vite de la communauté de leurs intérêts, l'esprit de solidarité serait éveillé en eux, et ce serait la base qui permettrait d'entreprendre plus tard les réformes. » M. Brentano dit encore (n° 84, réponse au *Berliner Korrespondenz*) : « L'Etat devrait créer de force des organisations... J'ai demandé que l'Etat organise les ouvriers là où les prescriptions établies en leur faveur ne peuvent pas être exécutées sans l'appui des ouvriers organisés, et là où ils sont trop faibles pour s'organiser eux-mêmes. Ce n'est pas plus exagéré que l'intervention de l'Etat dans d'autres domaines. » M. le Dr Schalhorn dit de même (1) : « L'or-

1. *Soziale Praxis*, 1906, n° 26, p. 688.

ganisation peut être obtenue par l'enregistrement. A son défaut, il n'y aurait que l'organisation obligatoire ». Nous trouvons l'hypothèse de l'organisation forcée envisagée également par M. Jean Feig (1). Mais il n'a pas grande confiance dans cette façon d'agir, car dit-il, « l'efficacité d'une organisation dépend de ce qu'elle vaut en elle-même et non pas seulement du fait qu'elle est une organisation. » Cette remarque est juste, mais il est permis d'espérer qu'une fois la forme extérieure acquise, l'esprit de solidarité effectif s'éveillerait peu à peu. C'est ce que pense M. Francke (*Soziale Praxis*, 1906, n° 22, p. 563). C'est ce que pense aussi M. Schwiedland lorsqu'il écrit (3) : « L'enregistrement des ouvriers à domicile en faciliterait l'organisation, en faisant connaître où ils se trouvent. Par là, ils seraient poussés à s'occuper davantage de leurs intérêts, ils deviendraient plus aptes à diriger eux-mêmes leurs affaires. »

Quoi qu'il en soit, en admettant que la voie de l'organisation soit praticable, une fois ce but atteint tout ne serait pas fini. Il faudrait se servir de cette arme forgée à grand peine. Mais ici le rôle des économistes cesse, ce serait aux ouvriers organisés eux-mêmes à l'utiliser, soit pour combattre directement les différents maux, soit pour créer des sociétés de production, de consommation et de vente de leurs produits, soit pour réclamer des lois, soit pour les faire exécuter. De quel côté se porteraient leurs efforts, quel usage feraient-ils de leur force, nous le verrons plus tard, ou du moins nous

1. *H. und H. in Deutsch. und OE*, t. II, p. 407.

2. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 112.

essaierons de le prévoir, autant que cela est possible, d'après les opinions actuellement en cours parmi eux.

§ 3. — *La loi.*

Pour résumer ce qui précède on peut dire que la plupart des auteurs reconnaissent l'importance qu'aurait l'organisation des ouvriers à domicile, mais aussi qu'ils signalent les difficultés, et même d'après quelques-uns les impossibilités que l'on rencontre dans cette voie. Aussi tous ou presque tous font-ils appel à la loi, les uns pour compléter le mouvement ouvrier, les autres pour le remplacer. M. Brentano, il est vrai, ne croit pas qu'il suffise de quelques paragraphes ni même de punitions sévères pour remédier à la situation. S'il demande l'intervention légale ce n'est que pour qu'elle aide à l'organisation seul moyen d'améliorer le sort des ouvriers à domicile. Mais c'est là une façon de voir exceptionnelle. M. Koch constate que « en présence des difficultés, on demande de plus en plus que l'Etat intervienne » ; et il ajoute : « Le rôle de l'Etat est en effet de protéger les faibles ». Parlant ensuite en son nom, il dit (1) : « Comme le firent remarquer M. de Berlepsch et M. Brentano, les ouvriers doivent eux-mêmes exercer le contrôle au moyen d'une organisation aussi vaste que possible. C'est notre conviction et notre vœu. Mais pour y arriver il faudra encore beaucoup de temps ; aussi, pour le présent, je demeure con-

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 70.

vaincu de la nécessité des lois protectrices des travailleurs à domicile, en faisant remarquer cependant que le point délicat est l'application et le contrôle ». M. Francke (1), après avoir constaté que les lois allemandes actuellement existantes « sont à peine une goutte d'eau sur une pierre brûlante », estime que c'est un dur reproche qu'on peut faire au gouvernement d'être resté jusqu'ici presque sans s'inquiéter de la misère qui se développe dans beaucoup de branches jusqu'à être un danger public. Le même appel à l'Etat se retrouve chez M. Wilbrandt : « L'union des travailleurs à domicile ne peut pas égaler celle des ouvriers en fabrique. Elle doit être remplacée par l'intervention de l'Etat... L'Etat doit chercher à suppléer à l'organisation qui n'aboutit pas dans le travail à domicile ». Et encore : « De jour en jour augmente le nombre des économistes qui deviennent partisans de l'intervention de l'Etat. Le vœu de la commission pour la statistique des travailleurs pour qu'il n'intervienne pas dans les situations malheureuses n'est plus de mise. On a appris, depuis, qu'il n'y a pas d'autre possibilité de protéger efficacement les travailleurs, que par elles-mêmes les associations ouvrières sont sans avenir dans de tels cas, qu'il faut l'intervention de la loi si l'on veut que la misère ne continue pas à ronger la moelle du peuple (2). »

M. Schwiedland dit de même (3), après avoir émis l'avis que l'Etat doit aider à l'organisation des ouvriers à domicile :

1. *Soziale Praxis*, 1906, n° 15, p. 371.

2. *Wilbrandt, Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 110.

3. *Ziele und Wege*, p. 197.

« Mais elles (les organisations d'ouvriers à domicile) n'auront jamais la force de celles des ouvriers en fabrique, jamais elles ne pourront faire triompher les revendications les plus importantes. Leur devoir sera d'informer le législateur. » Et encore (1) : « L'organisation ne suffirait-elle pas sans l'intervention de la loi ? Non. La loi s'applique à toute une industrie, elle est placée sous le contrôle de la publicité, elle s'établit sans beaucoup de perte de temps, sans exaspération, sans guerre. De plus, les ouvriers à domicile sont loin de pouvoir, par leur propre force, au moyen d'une organisation, arriver à l'établissement de tarifs. » Nous trouvons ce qui suit dans le livre *Lohnpolitik und Lohntheorie* de M. Swiedeneck-Sudenhurst : « ... l'Etat doit donc intervenir à deux points de vue : d'abord pour établir des règlements qui remplacent l'action d'une organisation ouvrière... il doit ensuite s'attacher à les perpétuer », et dans une conférence dont nous avons déjà parlé, M^{lle} Dyrenfurth s'exprime ainsi : « Si les travailleurs ne peuvent pas arriver à s'organiser, l'Etat doit intervenir, qu'il établisse une protection sanctionnée par des peines. » M^{lle} Oda Olberg écrit de son côté (2) : « L'action personnelle a eu de bons résultats pour les ouvriers en fabrique, mais pour les travailleurs à domicile, le meilleur moyen reste la législation parce que l'action personnelle, la grève surtout, est toujours douteuse et encore plus quand il s'agit d'une catégorie de travailleurs si bas, si peu organisés. » M. Sombart propose également comme

1. *Eod loc.*, p. 204-205.

2. *Das Elend in der Hausindustrie der Konfektion*, p. 90.

but à la politique moderne relative au travail à domicile, en même temps que l'organisation, l'extension à ce domaine de la protection légale des travailleurs. La *Soziale Praxis* (1906, n° 28, p. 728) cite un article de la *Kreuzzeitung* dans lequel M. de Berlepsch réclame l'intervention de la loi. M. Jaffé, M. Jean Feig, etc. demandent aussi que la loi prenne en mains la cause des ouvriers à domicile.

Cependant on fait parfois à l'intervention de la loi une objection de principe, on conteste à l'Etat le droit d'intervenir dans l'activité privée, et plus particulièrement encore dans la vie de famille, dans les habitations.

Pour répondre à cela, laissons parler M. Koch (1) : « Le travailleur isolé, chez lui, est bien libre, dit-il, mais il peut subir une diminution du droit le plus sacré, du droit à l'existence, s'il prolonge son travail d'une façon exagérée, s'il dépense ses forces outre mesure, si, en un mot il se nuit à lui-même. L'Etat a alors le droit de le protéger, surtout quand il s'agit d'un droit comme celui à l'existence. Même dans les rapports de famille l'Etat doit parfois intervenir. Ainsi, l'enfant a un droit naturel au développement de ses forces. La misère, la stupidité, la cupidité de beaucoup de parents ont découvert dans le travail bon marché des enfants, qui n'est limité à la maison ni par la législation protectrice (2) ni par l'opinion publique, une source pro-

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 70.

2. L'ouvrage de M. Koch, *Die Hausindustrie in Deutschland*, est antérieur à la loi de 1903 sur le travail des enfants. Cette remarque n'infirmes pas d'ailleurs complètement la phrase, car si actuellement la loi existe

ductive de revenus qui est exploitée abondamment, au grand détriment de leur corps et de leur esprit. L'Etat, dans ce cas, a le droit d'intervenir. »

M. Francke, de son côté, cite à l'appui de cette thèse l'obligation à l'instruction et au service militaire que tout le monde reconnaît nécessaire au bien général (1). Et M. Schwiedland dit qu'il ne faut pas s'arrêter à cette objection que l'on a retrouvée chaque fois qu'il s'est agi de réglementer le travail (2).

Enfin, citons les paroles du comte Posadowsky au Reichstag, le 3 février 1906 : « Il n'est pas contestable que les efforts en vue de protéger les ouvriers à domicile se heurteront à beaucoup de résistance. On ne peut pas, dit-on, intervenir dans la vie de famille. Mais on oublie que les lois protectrices du travail en fabrique l'ont transformé dans certaines industries en travail à domicile. Dans ces conditions, si celui-ci ne sert qu'à remplacer celui-là il n'a plus rien de commun avec l'ancien travail à domicile et il ne doit pas être traité comme lui ».

L'intervention de l'état étant ainsi justifiée, il reste à examiner de quelle façon, d'après les économistes, la loi doit intervenir, quelle réglementation elle doit établir.

Une question se pose tout d'abord : les mesures que le

il est permis de supposer qu'elle est appliquée d'une façon très incomplète à cause du manque de contrôle.

1. *Hausindustrie und Heimarbeit in Deutschland und Oesterreich*, t. 4, p. 50.

2. *Soziale Praxis*, 1898, n° 6, p. 134.

législateur prendra devront elles être faites pour toute l'industrie à domicile, ou seulement pour des métiers particuliers, ou pour certaines catégories de travailleurs d'un métier ?

La réponse varie suivant la nature du moyen proposé, suivant la misère que la mesure a en vue de soulager.

M. Schwiedland dit (1) : « Pour l'établissement de la réglementation, il faudrait procéder, comme on a fait pour l'extension de l'assurance contre les accidents, industrie par industrie. » Et ailleurs, parlant de l'établissement des tarifs dans l'industrie à domicile (2) : « La diversité des rapports et les difficultés conduisent à cette conclusion qu'on ne doit admettre aucune solution inflexible et ne pas généraliser trop vite. Ce qui serait un bienfait pour une industrie serait une entrave pour une autre... L'établissement de la réglementation devrait être entreprise en individualisant. » Il admet cependant que certaines mesures pourraient être générales : « En tous cas chaque moyen, qu'il concerne toutes les industries à domicile ou bien une seule, doit être précédé d'un sérieux examen sur les conditions et les bases de l'industrie considérée. »

L'opinion de M. Meerwarth (3) est sensiblement semblable à celle de M. Schwiedland : « ... Pour les interventions à venir de la loi, il faut naturellement distinguer entre les industries, établir des mesures spéciales suivant le métier

1. *Soziale Praxis*, novembre 1898, n° 6, p. 134.

2. *Ziele und Wege*, p. 233.

3. *Untersuchung über die Hausind. in Deutschl.* pp. 72-73.

envisagé. Ainsi une réglementation directe de l'Etat dans le tissage à domicile serait peut-être nuisible ; au contraire, dans l'industrie à domicile du cigare elle serait désirable ». Il est d'avis cependant que certaines mesures doivent être générales, telles l'assurance-maladie et la législation sur les maisons.

M. Francke dit de même (1) que « la réglementation du travail à domicile est pleine de difficultés : il règne dans ce domaine une grande anarchie. Il faudra considérer chaque industrie particulière d'après sa situation économique et sociale, si on veut prendre le mal à la racine ».

Sur ce point, il semble ne pas exister de désaccord. Il est naturel que l'on approprie les mesures aux besoins et aux maux de chaque industrie, pourvu cependant qu'il y ait des lignes essentielles générales, car la spécialisation ne doit pas être l'éparpillement. M. Francke a dit (2) : « Si l'Allemagne entreprend la réglementation du travail à domicile, il nous paraît avant tout nécessaire que les autorités s'entendent sur quelques points de principe.

Le comte Posadowski a dit également, dans un discours au Reichstag, le 11 avril 1907 : « Sur le chemin de la réglementation du travail à domicile, il faut avancer pas à pas, faire des lois spéciales à chaque industrie, mais il faut en outre un règlement général dans la mesure où les disposi-

1. *Soziale Praxis*, 1906, n° 22, p. 563.

2. *Eod. loco*.

tions protectrices de la « Gewerbeordnung » peuvent trouver leur application » (1).

Donc, suivant leur nature, les mesures proposées s'appliqueront à toutes les industries qu'il s'agit de réglementer ou seulement à quelques-unes, ou même à une seule.

Mais la réglementation doit-elle s'appliquer à toutes les sortes de travaux à domicile et les englober toutes, soit par des mesures générales, soit par des mesures spécialisées, ou bien faut-il laisser certaines catégories d'ouvriers ou de métiers en dehors ? Ici il y a désaccord ; la réponse, d'après M. Schwiedland (2) « dépendra de la nécessité du règlement et de la difficulté de l'établir, résultant du grand nombre de personnes auxquelles il devrait s'étendre ».

M. Francke, lui, établit une distinction entre les industries à domicile de la ville et celles de la campagne. S'il souhaite de toutes ses forces qu'on prenne les mesures nécessaires pour mettre un terme aux circonstances malheureuses qui vont avec les premières, il considère, au contraire, « qu'il n'y a pas lieu de soumettre les industries à domicile de la campagne à des limitations qui leur seraient nuisibles... Dans les circonstances actuelles, elles sont souvent très utiles, tant au point de vue économique, qu'au point de vue social et moral » (3). Il dit encore (4) : « A la campagne, les ouvriers

1. Voir l'article de M. Francke dans la *Soziale Praxis*, du 5 septembre 1907, n° 49, p. 1283

2. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 73.

3. *H. und H. in D. und OE.* t. 4, p. 50.

4. *Eod. loco*, p. 49.

à domicile né sont pas malheureux. Ils travaillent généralement aux champs, ont une vache, un porc, etc., et ce qu'ils gagnent ne sert qu'à donner un peu d'aisance au ménage. » Mais cette situation soulève une objection que M. Francke prévoit et à laquelle il répond ainsi : « Il est vrai que les patrons profitent de cette situation pour abaisser encore davantage les salaires, et de plus ce travail fait concurrence au travail en fabrique, ce qui entraîne la baisse des salaires de tous les ouvriers cordonniers. (M. Francke étudie à cet endroit l'industrie à domicile des chaussures). Mais cet inconvénient disparaît quand l'industrie à domicile à la campagne s'appuie sur la fabrique. Alors on ne donne à faire à domicile que ce qui ne peut pas être fait à la machine. Dans ce cas les deux sortes de travaux ne se font pas concurrence, mais se complètent ; les salaires y sont tout à fait indépendants. »

Mais c'est une situation que l'on peut considérer comme exceptionnelle, et M. Francke constate, après avoir dit ce qui précède, que « les rapports ne sont pas partout aussi heureux ». Il me dit lui-même que si pour l'ouvrier de la campagne le travail à domicile n'est qu'une occupation complémentaire, ce n'est vrai qu'au printemps et en été ; en hiver c'est son occupation principale. En tout cas, si le travail à domicile à la campagne ne présente pas pour ceux qui y sont employés les mêmes dangers ni les mêmes inconvénients que le travail à domicile à la ville, si même parfois il leur est utile, il n'en reste pas moins vrai que, sauf des cas exceptionnels, il a une influence mauvaise

sur la condition des autres ouvriers. C'est ce qui fait dire à M. Wilbrandt que « les travailleurs (du tabac) ne seraient vraiment tirés d'affaire que si le travail à domicile — le travail des femmes et la combinaison avec le travail des champs — ne pesait pas sur les salaires » (1).

Quant au point de savoir si le travail à domicile à la campagne est utile au paysan et mérite en cela des égards particuliers, voyons ce qu'en pense M. Sombart.

Il fait tout d'abord remarquer (2) que les anciens théoriciens de l'industrie à domicile la considéraient comme une variété de travail reposant : *a)* sur l'exportation ; *b)* sur la combinaison avec les travaux de la campagne. C'est le point de vue de Roscher en 1850 et de Schmoller en 1869 (*zur Geschichte der deutschen Kleingewerbe*). C'est Karl Marx qui a signalé pour la première fois cette forme de travail comme une forme de la grande production capitaliste moderne. Et c'est la façon dont on l'envisage généralement aujourd'hui, bien que les idées anciennes n'aient été abandonnées que peu à peu. La conception de Schmoller même s'est modifiée dans ce sens. Ces explications une fois données, il constate que l'industrie à domicile se maintient actuellement malgré ses désavantages et il se demande pourquoi (3).

« Est-ce que, dit-il, l'industrie à domicile se maintient encore aujourd'hui parce qu'elle est un complément indispensable aux paysans ou la seule source de revenus des

1. *Arbeiternnenschutz und Heimarbeit*, p. 79.

2. *Archiv für soz. Gesetzgebung*, 1891, t. 4, p. 104.

3. *Eod. loco*, p. 137.

contrées écartées ? » A cette question très claire, il répond aussi nettement : Non. « Très souvent, là où le travail à domicile apparaît, la population abandonne les travaux agricoles, pour lesquels elle devient impropre corporellement. On l'a constaté pour les tisserands de Krefeld et du Schleswig, pour les ouvriers du bois et du jouet dans la Viechtau, etc. D'ailleurs, en réalité, peu d'industries à domicile sont unies aux travaux des champs, mais quand cela existe, ceux-ci reculent devant celles-là. Et puis quand bien même il serait prouvé que l'occupation industrielle des habitants dans certaines contrées est nécessaire, pourquoi faudrait-il que ce fût l'industrie à domicile ? Elle s'est installée en fait dans les contrées écartées, non parce que c'est sa place, mais parce que la fabrique n'y vient pas. La forme du travail à domicile n'est pas imposée par les besoins des ouvriers (sauf quelques exceptions pour les femmes de petits fonctionnaires, veuves, célibataires, etc.). Au fond, la base actuelle du maintien de l'industrie à domicile est dans les besoins de l'entrepreneur qui y trouve de nombreux avantages (élasticité, bon marché, manque d'organisation des ouvriers, non intervention de l'Etat, etc.). Mais ces avantages pour l'entrepreneur ne sont obtenus qu'au prix de sacrifices nécessaires qui consistent pour l'ouvrier des champs à devenir impropre au travail, à ne plus pouvoir faire que les travaux les plus faciles où la femme lui fait concurrence. Cela ne devrait pas être pris en considération si l'intérêt de l'entrepreneur était en même temps celui de la société, mais il n'en est rien. »

Ce passage montre que M. Sombart ne voit pas d'un œil aussi indulgent que M. Francke le travail à domicile à la campagne ; si les inconvénients qu'il y signale sont de nature différente de ceux qu'on veut faire disparaître du travail à domicile des villes, il n'y a cependant pour lui aucune raison de ne pas le réglementer et de faire, dans l'application des mesures protectrices, une exception en sa faveur.

Faut-il en faire une pour les industries produisant des marchandises destinées à l'exportation et pour lesquelles le prix peu élevé est un élément de succès dans la concurrence mondiale ? Non, répond encore M. Sombart (1), « le produit allemand fait à domicile est délaissé pour le produit anglais ou américain fait à l'usine parce qu'il est beaucoup plus régulièrement fabriqué ». Et M. Koch dit aussi (2) : « Une exportation basée sur des salaires indignes ne peut enrichir un pays. » M. Weber fait remarquer (3) que l'exportation repose non pas sur ces marchandises menacées d'augmentation, mais sur les marchandises de qualité moyenne et M. Wilbrandt pose cette simple question (4) : « Faut-il baser l'exportation sur des salaires de famine ou sur les progrès de la technique moderne ? » Et il ajoute : « La réponse n'est pas douteuse. » Plus loin (5) il dit encore « que le fondement de la capacité durable de concurrence et d'exportation réside dans

1. *Archiv für soziale Gesetzgebung*, 1891, t. IV, p. 137.

2. *Die Hausind. in Deutschland*, p. 78.

3. *Soz. Prax.*, 1899, n° 27, p. 721.

4. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 124.

5. *Eod. loco.*, p. 130.

la pensée incorporée dans la machine, dans la force des nerfs et des muscles, la valeur intellectuelle et artistique aussi bien des ouvriers que des patrons ». Dans une conférence, M^{lle} G. Dyrenfurth exprima la même idée en disant : « En ce qui concerne la concurrence internationale, c'est de la santé et de l'intelligence d'un peuple qu'il faut attendre des résultats, plutôt que du bon marché. Pour assurer le succès, il faut prendre des mesures qui permettront aux ouvriers de réparer leurs forces et ne pas compter sur « l'industrie de la sueur » (Schwitzindustrie). »

Quoi qu'il en soit, que la réglementation doive ou ne doive pas, en principe, être appliquée à toutes les sortes de travail à domicile, que les mesures adoptées soient générales ou spécialisées suivant leur nature, il est une chose certaine, un point indiscuté, c'est qu'il faut établir une réglementation. Voyons en quoi elle doit consister.

Les mesures proposées possèdent toutes certains caractères communs : toutes ont en vue d'améliorer le sort des ouvriers à domicile ; de faciliter l'application des lois protectrices des ouvriers en fabrique ; de protéger le consommateur soit contre la mauvaise qualité des produits, soit contre les dangers qu'ils font courir à sa santé ; toutes ont également pour résultat de mettre des obligations nouvelles à la charge des entrepreneurs. Mais tous ces caractères ne se retrouvent pas au même degré dans chaque mesure. Suivant celle qui serait adoptée, l'effet serait plus important sur un point que sur un autre.

Afin d'établir une classification, nous grouperons ensemble celles qui, outre l'amélioration du sort des ouvriers à domicile, visent plus particulièrement l'application des lois générales, celles qui visent plus particulièrement la protection du consommateur, celles enfin qui ne sont réclamées que dans l'intérêt des ouvriers à domicile et qui n'ont d'influence sur le sort des autres travailleurs ou sur la protection du consommateur que, pour ainsi dire, par contre-coup.

Voyons d'abord les mesures qui, en même temps que l'amélioration des conditions d'existence des ouvriers à domicile ont pour but de rendre réellement efficaces et plus facilement applicable la réglementation du travail des ouvriers en fabrique.

*1^o Extension des dispositions du code industriel (1)
et des lois d'assurances aux ouvriers à domicile*

En étendant aux ouvriers à domicile les règles protectrices des ouvriers en fabrique, on remédie d'une part à leur sort misérable et on ôte aux patrons la tentation d'employer les uns pour se soustraire aux charges que leur cause la protection des autres.

Cette mesure, au premier abord, paraît très simple. La loi a jusqu'à ce jour laissé de côté les ouvriers à domicile et

1. Voir, p 14, note, les dispositions du code industriel.

protégé les ouvriers en fabrique. Pour établir l'égalité, il faut appliquer aux premiers les règles posées pour les seconds, supprimer les exceptions, faire disparaître la distinction entre les « Heimarbeiter », assimilés aux ouvriers protégés et les « Hausgewerbetreibende » que la loi met expressément en dehors de la réglementation. Quoi de plus simple, du moins en apparence ? Si cela était réellement, ce serait un grand avantage, car, comme le dit M. Schwiedland, « il faut que les règlements soient simples et faciles à comprendre pour qu'ils aient des chances d'être exécutés ».

Cette mesure rallie dans son principe toutes les opinions. M. l'inspecteur Bittmann dit à ce sujet (1) que la définition légale des trois catégories d'ouvriers à domicile n'est qu'une fiction juridique qui ne correspond pas aux conditions réelles, industrielles et sociales. « Cette classification officielle, dit-il, cause des confusions qui rendent difficile toute réglementation de fond. Peut-être le mieux serait-il d'employer les mots « Heimarbeit » et « Heimarbeiter » comme expressions générales et ceux de « Hausgewerbe », « Hausgewerbetreibende » seulement pour désigner ceux des « Heimarbeiter » qui emploient des ouvriers étrangers. On exprimerait ainsi que les « Hausgewerbetreibende » sont et restent vis-à-vis de l'entrepreneur des « Heimarbeiter ». Et c'est là le point important, la dépendance de l'ouvrier. Ceci une fois admis dans la loi, toutes les personnes occupées à

1. *Hausindustrie und Heimarbeit im Grossherzogtum Baden zu Anfang des 20^{ten} Jahrhunderts*, rapport de M. Bittmann, premier inspecteur industriel badois (1907).

domicile sont placées sous la protection du code industriel et des lois d'assurances.

« Si on ne veut pas accomplir une réforme aussi importante d'un seul trait de plume, ajoute-t-il, pour arriver au même résultat il faudrait abolir les dispositions du Code industriel et des décrets d'après lesquelles les personnes, travaillant dans les ateliers avec ou sans moteur où ne sont occupés que les membres de la famille, sont exclues de la protection; — étendre le paragraphe 114 du Code industriel relatif aux livrets de salaires, à toute l'industrie à domicile; — lui étendre les assurances-maladie, accidents, invalidité et vieillesse, ainsi que la compétence du tribunal industriel ».

Ces mesures ne sont pas toutes celles que demande M. Bittmann; ce sont celles qu'il serait possible d'obtenir immédiatement, soit par une loi modifiant le Code industriel, soit par une décision du Bundesrat étendant sa portée.

M. le professeur Francke dit de même (1) : « En regardant les choses de près il est clair que les définitions juridiques des mots « Hausgewerbetreibende » (Hausindustrielle) et « Heimarbeiter » ne correspondent pas aux faits industriels et sociaux et même souvent sont en contradiction avec eux.

« C'est un non-sens de mettre les « Hausgewerbetreibende », dont le sort est dans la main de l'employeur, sur le même pied que le propriétaire d'une fabrique ou qu'un chef d'atelier, sous prétexte qu'il est un entrepreneur indépendant, alors qu'en réalité il est moins indépendant que beaucoup

1. *Soziale Praxis*, mars 1905, n° 22, p. 563.

d'ouvriers travaillant hors de l'usine. Il faut modifier cette façon de voir, de manière à ce qu'elle soit conforme aux véritables conditions industrielles. »

M. Francke dit encore (1) : « Il faut débarrasser tout d'abord la législation, l'administration et le langage juridique de la fiction que l'industriel à domicile est indépendant. Le fait qu'il travaille dans ses propres ateliers — le plus souvent son logement — ne peut pas servir de critérium ; il travaille sur la commande et pour le compte d'autres industriels, de là découle sa dépendance économique et sociale, beaucoup plus grande que celle des ouvriers en fabrique et en atelier qui ne sont pas considérés comme indépendants. En modifiant le sens donné au mot « Hausgewerbetreibende » on mettrait fin aux subtiles distinctions qui actuellement sont très importantes dans la pratique administrative et la juridiction industrielle, mais qui dans la réalité ne correspondent à rien. »

M^{lle} Gertrude Dyrenfurth dit de même à propos de l'exclusion de l'assurance-maladie, après avoir examiné la situation respective des « Heimarbeiter » vis-à-vis de leurs patrons auxquels ils livrent tout leur travail et des « Hausgewerbetreibende » qui travaillent pour plusieurs patrons, « il ne serait pas juste de demander à un seul entrepreneur le paiement des cotisations pour les industriels à domicile, mais il serait certainement injustifié de ne pas faire supporter les charges sociales à la masse des entrepreneurs qui ont avantage à se

1. *Die Hausindustrie und Heimarbeit in D. und OE.* t. 4, p. 50 et suivantes.

servir de ce mode de travail, et d'ajouter aux inconvénients qu'il présente pour les ouvriers qui y sont occupés, celui qu'ils ne soient pas assurés. En pratique, d'ailleurs, la différence entre les « Heimarbeiter » et les « Hausindustrielle » (Haugewerbetreibende) est très difficile à voir (1). »

M. Wilbrandt dit également (2) qu'il faut demander par tous les moyens l'extension de la protection des travailleurs à tout le travail à domicile, c'est-à-dire demander l'application au travail à domicile des lois concernant les personnes, le temps de travail et les chambres de travail. Il ajoute que le premier pas dans ce sens a déjà été fait en Allemagne par la loi de 1903 sur le travail des enfants.

« La délimitation entre les deux (Heimarbeiter et Hausgewerbetreibende) est difficile à saisir », dit M. Koch (3). « La dépendance industrielle des seconds est au moins aussi grande que celle des premiers. »

M. A. Weber, M. Jaffé (4), M^{lle} Oda Olberg (5) demandent aussi l'extension de la réglementation.

Enfin, citons encore Schwiedland, qui s'exprime ainsi (6) : « On pourrait transformer les dispositions actuelles sur les fabriques et ateliers de façon qu'elles s'appliquent aussi à l'industrie à domicile. » Et il énumère les points sur lesquels peut porter cette extension. Il dit encore (7) : « Les lois

1. Gertrud Dyrenfurth. *Die hausindustriellen Arbeiterinnen*, p. 84.

2. *Arbeiter Hinnenschutz und Heimarbeit*, p. 86.

3. H. Koch, *die Hausindustrie in Deutschland*, p. 65.

4. *Hund.*, t. III, p. 175 et 334.

5. *Das Elend in der Konfektionshausindustrie*, p. 90 et suiv.

6. *Ziele und Wege einer Heimarbe Hitzgesetzgebung*, p. 145 et suiv.

7. *Eod loc.*, p. 157.

protectrices ne s'occupent que des travailleurs forts et laissent de côté les travailleurs à domicile. En étendant la réglementation, bien des misères seraient écartées d'un coup. »

En demandant l'extension de la réglementation protectrice à tous les ouvriers à domicile, les auteurs entendent naturellement qu'elle s'appliquerait aussi aux ateliers de famille. M. Francke dit expressément, dans l'article de la *Soziale Praxis* déjà cité (1) : « Nous condamnons particulièrement le paragraphe 154 du Code industriel qui exclut de la réglementation les ateliers de famille. » Signalons cependant que M. Jaffé semble ne pas aller aussi loin puisqu'il demande seulement « l'extension des dispositions relatives à la confection à tous les ateliers où, en dehors des membres de la famille, on emploie contre salaire même un seul ouvrier étranger, sans distinguer entre les ateliers où l'on travaille pour le compte de particuliers et ceux où l'on travaille pour des commerçants qui revendent la marchandise » (2).

Sans insister davantage sur la nécessité de faire disparaître cette « distinction subtile », comme dit M. Francke, il faut reconnaître que l'extension pure et simple de la législation protectrice aux ouvriers à domicile présente des difficultés d'application que signalent également tous les auteurs. Après avoir proclamé cette nécessité, ils sont d'accord pour déclarer que cette mesure très simple en apparence est impossi-

1. 1905 n° 22 p. 563.

2. H. und H. in. D. und OE. t. III, p. 175.

ble à prendre, ou du moins ne servirait à rien, si elle n'est pas complétée par un ensemble de dispositions compliquées, destinées à établir le contrôle et la responsabilité en cas d'infractions.

Il ne suffit pas en effet de proclamer dans un texte l'extension de la réglementation actuelle, il faut encore en assurer l'application par des mesures spéciales adaptées à la façon d'être du travail à domicile. « La protection des ouvriers à domicile comme celle des ouvriers en ateliers, est une question de contrôle », dit M. Jean Feig (1).

Sans ces mesures, non seulement l'extension n'aurait aucun effet pratique pour l'ouvrier à domicile qui pourrait facilement, volontairement ou sous la menace du patron, ne pas appliquer la loi ; mais encore elle ne remédierait pas à l'inconvénient qui résulte aujourd'hui du fait de la non-réglementation du travail à domicile. Avant comme après ce serait un refuge pour le patron qui trouverait dans son emploi le moyen d'échapper aux prescriptions protectrices des ouvriers des fabriques et ateliers. Qu'il ne soit pas protégé ou qu'il le soit sans contrôle et sans responsabilité, le résultat sera toujours le même.

Mais quel contrôle et quelle responsabilité établir ? C'est là le point le plus difficile du problème. M. Schwiedland dit (2) : « Il est presque impossible d'empêcher le travailleur à domicile de rattraper le soir le temps perdu dans la

1. H. et H. in *D. und OE.*, t. II, p. 407.

2. *Ziele und Wege*, p. 153.

journée en courses, en livraisons, etc. La réglementation de la journée de travail à domicile n'aurait la valeur que d'une expérience. »

Voyons cependant ce qui est proposé.

Le contrôle peut soit être établi par la loi, soit être exercé par les ouvriers eux-mêmes. Pour qu'il soit exercé par les ouvriers, M. Schwiedland fait remarquer (1) qu'« il faut que les règlements soient très simples et affichés dans chaque chambre de travail d'une façon lisible ». Il ajoute : « Si les ouvriers négligeaient leur devoir, on pourrait espérer que les organisations développées le feraient. » On pourrait espérer, oui ; mais nous avons déjà vu l'opinion des économistes en ce qui concerne l'organisation des ouvriers à domicile.

Pour ce qui est du contrôle légal, pour pouvoir l'établir il faut nécessairement savoir le nom et l'adresse des ouvriers. « L'enregistrement obligatoire de tous les travailleurs à domicile est nécessaire pour rendre possible l'inspection (2). »

M^{lle} Dyrenfurth dit que « pour rendre possible le contrôle, il faudrait exiger que l'employeur donnât la liste des noms et adresses de son personnel et que les ouvriers à domicile fussent assujettis à la déclaration (3) ». M. Franck dit de même (*Soziale Praxis*, 1906, n° 22, p. 563) que « la réglementation du travail à domicile doit commencer par l'enregistrement

1. *Soziale Praxis*, 1898, n° 134.

2. Rob. Pollatschek, *H. und H. in D. und OE.*, t. III, p. 436.

3. *Die hausindustriellen Arbeiterinnen in der Berliner Konfektion*, p. 120.

obligatoire. Le paragraphe 139 b du Code industriel oblige déjà le patron à faire la déclaration que le Bundesrat ou les autorités centrales veulent avoir sur la condition de ses ouvriers. Il n'y aurait qu'à étendre cette disposition. La déclaration que l'on demande au patron de fabrique ou d'atelier peut être exigée aussi de l'entrepreneur qui emploie des ouvriers à domicile ».

M. Francke dit encore ailleurs (1) : « Pour rendre possible aux autorités la découverte des coins les plus cachés, l'employeur et le propriétaire devraient être assujettis à la déclaration des travailleurs à domicile qu'ils emploient ou qu'ils logent. »

Sans parler pour le moment des autres avantages qui résulteraient de l'enregistrement obligatoire, on arriverait de la sorte à savoir qui travaille à domicile et à quel endroit. M. Bittmann, M. Jaffé le demandent aussi. M. Wilbrandt dit qu'il approuve la proposition de la déclaration obligatoire pour tous les ateliers de famille. Enfin, M. Koch (2) dit ceci : « En ce qui concerne l'extension de la protection des travailleurs, l'enregistrement des ouvriers à domicile serait très important. La liste devrait être établie par le « Verleger », leur employeur direct, comme dans l'Amérique du Nord et en Australie, et il devrait être tenu un registre officiel ; les renseignements ainsi recueillis pourraient être complétés et corrigés par les ouvriers eux-mêmes. Sans doute il serait difficile de tenir l'enregistrement à jour, à cause de

1. *H. und H. in D. und OE.*, t. 4, p. 50.

2. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 65 et s.

la mauvaise volonté des patrons, et aussi des ouvriers, et à cause des changements rapides et fréquents de demeure et d'occupation dans la population des ouvriers à domicile. Mais un enregistrement, même imparfait, serait un progrès bienfaisant ». M. Schwiedland examine aussi en détail les moyens à employer pour arriver à l'enregistrement (1). On retrouve chez lui les mêmes idées que celles exprimées par M. Koch. Afin d'établir un contrôle plus étendu il propose en outre que les registres puissent être communiqués à tout le monde et qu'on pourvoie les ateliers enregistrés d'une marque attestant la déclaration. Cette mesure est adoptée également par M. Francke qui demande qu'on fasse connaître par un signe extérieur les maisons où se trouvent des « repaires de sueur » (Schwitzhölen) (2). Mais pour qu'elle soit vraiment utile, il faudrait, ajoute M. Schwiedland (3), que les propriétaires fussent tenus de faire connaître dans les trois jours chaque changement de locataire. Autrement la marque pourrait servir à quelqu'un qui ne serait pas déclaré. Pas plus que M. Koch, il ne prétend arriver à un enregistrement parfait. « Il resterait, dit-il (4), encore beaucoup de petits artisans inconnus. Il faudrait aussi compter avec la méfiance et la mauvaise volonté de la population, d'autant plus qu'une surveillance des intéressés est impossible. Mais il faut l'établir dans la limite où cela se peut. »

1. Voir *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 74 et suiv.

2. *H. und H. in Deutschland und Oesterreich*, t. 4, p. 50.

3. *Ziele und Wege*, p. 79.

4. *Eod. loco*, p. 80.

Une fois donc l'enregistrement établi, le contrôle serait possible. Mais comment l'exercer ? La réponse la plus simple est naturellement : au moyen de l'inspection. Mais ici une objection se soulève. Cette objection repose sur une difficulté matérielle indéniable. Comment exercer une surveillance dans une quantité si considérable de locaux divers, sur une population si mobile ? On pourrait, afin de restreindre le nombre des visites, établir pour ainsi dire un contrôle préventif en obligeant l'ouvrier à domicile à obtenir, lorsqu'il s'établit, un certificat de l'inspecteur. Mais s'il n'obtient pas l'autorisation nécessaire, qui l'empêchera d'aller s'installer sans rien dire autre part ? Il faudra donc exercer quand même des visites ; en tout cas on est obligé d'en arriver là. Le contrôle domiciliaire nécessitera un nombre d'inspecteurs bien plus considérable que celui qui existe actuellement et la création d'inspectrices. « Même on pourrait, dit M. Koch, songer à faire des inspecteurs spéciaux pour l'industrie à domicile. » — « Les frais d'inspection, ajoute M. Jean Feig (1), devraient être supportés sous quelque forme que ce soit par ceux qui utiliseraient les travailleurs à domicile, les « Verleger ». Quoi qu'il en soit, c'est une mesure que beaucoup de personnes compétentes (M^{lle} Dyrenfurth, M. Bittmann, etc.) s'accordent à demander.

Mais alors se pose la question de la sanction, de la responsabilité en cas d'infraction. En admettant que les inspecteurs arrivent à exercer un contrôle sérieux, qui doit être

1. H. und H. in D. und OE., t. II, p. 407.

responsable ? Ce ne peut être l'ouvrier, d'abord parce que c'est lui, s'il y a intérêt, qui peut le plus facilement tourner la loi. Ensuite parce qu'il serait dur de rendre ces malheureux responsables d'infractions qu'il leur serait pour ainsi dire impossible de ne pas commettre étant donné ce qu'ils gagnent. Non, la responsabilité, comme le dit M. Pollatschek (1), doit retomber sur deux catégories de personnes, les employeurs et les propriétaires des maisons où sont logés les ouvriers à domicile.

M. Schwiedland dit (2) : « En Angleterre on a trouvé le point sensible : on punit de prison le patron qui emploie des ouvriers à domicile dans des endroits dangereux pour la santé... L'emprisonnement pourrait frapper ou le propriétaire, ou l'employeur, ou les deux. » Pour le premier, M^{lle} Dyrenfurth dit de même (3) : « On pourrait au besoin emprisonner le propriétaire. » — « L'inspecteur, ajoute M. Schwiedland, aurait la personne responsable sous la main, ce qui garantirait l'exécution des règlements. Ainsi, s'il était nécessaire à l'ouvrier d'avoir un certificat pour travailler, le propriétaire ne consentirait à lui louer que s'il le lui présentait. Sa responsabilité pourrait même s'étendre à toute la réglementation ; il ne tolérerait plus alors dans sa maison des infractions aux formalités et aux durées de travail. » Ailleurs il dit encore (4) : « L'emprisonnement du

1. *H. und H*, t. III, p. 436.

2. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 128 et suivantes.

3. *Die Hausindustriellen Arbeiterinnen*, p. 120.

4. *Soziale Praxis*, 1898, n° 6, p. 134.

propriétaire serait en tous cas nécessaire pour assurer l'exécution des prescriptions. » C'est l'avis général, mais pas unanime. M. Brentano, en 1899, dans la *Allgemeine Zeitung*, n° 79, dit que « le système qui fait retomber la responsabilité sur le propriétaire crée de nouveaux inconvénients sans écarter les anciens ». Cependant, il est certain que son emprisonnement serait d'une grande utilité, bien qu'il puisse paraître excessif de lui faire porter le poids de fautes qu'il lui serait parfois bien difficile d'empêcher : comment, par exemple, pourrait-il s'opposer à ce qu'un ouvrier travaille la nuit ?

Et l'employeur ? Il devrait naturellement être responsable aussi. « Pour que les dispositions protectrices soient utiles, dit M. Schwiedland, il faut établir la responsabilité de l'employeur de façon à ce qu'il s'intéresse à l'amélioration des conditions du travail (1). » Mais la difficulté est de l'atteindre. Les employeurs (Verleger) ne se considèrent pas, en effet, comme des producteurs en gros ni comme des entrepreneurs ayant un contrat de travail avec les ouvriers à domicile. Ils se considèrent plutôt comme des commerçants vis-à-vis de leurs intermédiaires (Zwischenmeister) qui seuls ont des rapports avec les ouvriers. « Aussi, dit M. A. Weber (2), feront-ils passer la responsabilité que la loi voudrait leur imposer sur les « Zwischenmeister » qui donneraient le travail à des ouvrières habitant les maisons des grandes villes où pourrait se développer une joyeuse contrebande. »

1. *Ziele und Wege*, p. 129.

2. *Schmollers Jahrbuch*, 1897, p. 286.

Donc, en pratique, il serait très difficile de faire peser la responsabilité sur l'employeur (Verleger).

M. Koch prétend cependant qu'il serait possible de l'atteindre d'une autre manière : « Il faudrait, dit-il (1), d'autant plus penser à établir un contrôle sévère des entrepreneurs, qu'il pourrait facilement avoir lieu à l'endroit où le travail est donné, au moyen de livrets de salaires et de feuilles de travail. Ceci suppose la création de différents groupes, les hommes, les femmes, parmi celles-ci celles qui ont un ménage à entretenir avec ou sans l'aide de quelqu'un, celles qui n'en ont pas, les ouvriers qui travaillent seuls et ceux qui sont aidés par leur famille, etc. A chaque catégorie correspondrait un temps maximum de travail. Il faudrait créer des inspecteurs particuliers, anciens ouvriers du métier ayant de l'expérience, qui auraient à apprécier si la quantité de travail à fournir dans un certain temps par une personne déterminée rentrant dans une des catégories ne l'oblige pas à travailler ou à faire travailler les siens un nombre d'heures trop grand. » M. Koch dit plus loin, parlant de l'interdiction du travail de nuit et du travail du dimanche : « Ici encore, le meilleur moyen serait de limiter la remise du travail à faire à domicile, car on ne peut pas admettre les visites policières en tout temps. D'ailleurs souvent elles ne serviraient à rien, car on pourrait rapidement cacher le travail. Dans un cas seulement le contrôle est facile, si on emploie la force électrique. Autrement il n'y a qu'à limiter la quantité de travail à emporter. »

1. *Die H. in D.*, pp. 75 et s.

Dans le même ordre d'idées, M. Robert Pollatschek cite et approuve (1) le passage suivant de M. Richard Schuller : « Il faudrait prescrire au chef d'atelier de ne pas donner au travailleur à domicile à faire une plus grande quantité de paires de chaussures qu'il n'en peut fabriquer en onze heures. Ce moyen est plus pratique qu'il ne semble d'abord, car au bout d'un jour ou deux de travail à l'atelier on voit ce qu'un ouvrier peut faire dans un temps déterminé. Il faudrait que les autorités eussent le droit de voir en tout temps le livret de l'ouvrier afin de s'assurer de l'exécution du règlement. »

On retrouve cette idée chez M. Schwiedland (2) qui demande que le patron ne puisse pas donner pour plus de soixante heures de travail par semaine. Mais il fait remarquer qu'on ne pourrait pas l'emprisonner si l'ouvrier accepte du travail de plusieurs patrons. M. Koch prévoit d'ailleurs l'objection : « Il pourra bien, dit-il, y avoir des fraudes, mais cela ne suffit pas à rendre une mesure légale superflue ».

Il serait donc possible de rendre l'employeur responsable pour l'exécution de toutes les prescriptions aussi bien que le propriétaire. Aussi propose-t-on parfois de les rendre responsables tous les deux. C'est l'avis de M. Pollatschek (3) et M. Schwiedland pense également « qu'en tous cas l'emprisonnement du propriétaire et du patron, joint au

1. *H. und H. in und OE.*, t. III, p. 436, *die Schuhmachergewerbe in Trebitsch*.

2. *Ziele und Wege*, p. 152.

3. *H. und H. in D. und OE.*, t. III, p. 436.

zèle des inspecteurs et de la police serait d'une grande utilité (1). »

Ils pourraient d'ailleurs avoir des obligations distinctes : ainsi celle des propriétaires serait de faire enregistrer les locaux qu'ils louent, celles des employeurs de faire enregistrer leur personnel (2). Mais il n'en reste pas moins, semble-t-il, que l'un et l'autre devraient pouvoir être emprisonnés en cas de contravention aux règlements de travail.

On voit, par l'exposé précédent, que le système qui consiste à étendre les prescriptions du règlement général, demande, pour avoir des chances de produire des résultats, un ensemble de mesures complémentaires. Il n'a donc pas le mérite qu'il semble avoir tout d'abord, celui de la simplicité. Ne pourrait-on du moins commencer par étendre à tous les ouvriers à domicile le bénéfice de l'assurance ? Si on craint de leur appliquer d'un coup toute la réglementation protectrice existante, ne conviendrait-il pas de tenter l'expérience dans un domaine particulier où les difficultés d'application seraient peut-être moins nombreuses ? Sans toucher encore au Code industriel ce serait un premier pas de fait vers l'égalité de traitement de tous les ouvriers. D'ailleurs, la mesure en elle-même serait d'une grande importance. « Les alternances de travail exagéré et de morte-saison, dit M. Koch (3), les faibles salaires et tous les inconvénients du travail à domicile rendent pressante l'exten-

1. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 162.

2. *Eod. loc.*, p. 81.

3. *Die Hausindustrie in Deutschland*, pp. 65 et s.

sion de l'assurance à ceux qui y sont assujettis. Il ne faudrait faire aucune différence entre les « Hausgewerbetreibende » indépendants et les « Heimarbeiter » non indépendants. S'il doit y avoir des exceptions, ce ne serait tout au plus que pour ceux dont le revenu atteindrait un chiffre déterminé, et pour ceux aussi qui ne trouveraient dans l'industrie à domicile qu'une occupation supplémentaire et qui gagneraient de ce chef moins qu'une certaine somme. (C'est ainsi que le règlement local de Berlin qui soumet les « Hausgewerbetreibende » à l'assurance maladie, exclut tous ceux qui gagnent plus de 1.500 marks par an.) Quant à la cotisation, le mieux serait de la faire payer moitié par l'employeur (Verleger), moitié par l'employé (Hausindustrielle). Ce fut, ajoute M. Koch, l'avis du comte Posadowky au Reichstag. »

M. Schwiedland étudie aussi comment en pratique l'assurance pourrait être étendue à tous les trayailleurs à domicile ; comme M. Koch cependant il admet qu'on pourrait en exclure les personnes pour qui « le travail à domicile est une occupation supplémentaire quand il ne leur rapporterait pas plus d'un certain chiffre par tête. (1) » Il prévoit bien quelques difficultés, mais il pense qu'elles ne sont pas insolubles : « Quand l'ouvrier travaillera pour plusieurs entrepreneurs, dit-il (2), il faudra proportionner la contribution de chacun aux salaires payés par lui ; ceux-ci seront inscrits sur le livre de paie qu'il sera forcé de tenir et de

1. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 94.

2. *Eod. loco.*, p. 92.

donner à l'ouvrier. La caisse d'assurance, à la fin de chaque mois, fera le calcul de ce que chaque entrepreneur aura payé et ce qu'il devra verser. Sans doute il y aura quelques difficultés au cas où le matériel sera fourni en compte au travailleur, ou si celui-ci ne travaille pas seul, mais le comité de la caisse comprendra des membres compétents ayant une grande pratique et qui pourront facilement, avec le concours des municipalités, juger la situation en prenant pour base les salaires locaux. » Pour le paiement de la cotisation, l'employeur la retiendra sur les salaires de l'ouvrier. « Il faudrait en outre inscrire sur le livre de paie quelles personnes de la famille ou quels aides l'ouvrier emploie et dans quelle mesure ils participent au travail. »

Dans l'assurance obligatoire de tous les ouvriers à domicile, M. Schwiedland voit non seulement un moyen d'améliorer leur sort, mais aussi un avantage plus général (1). « Ce serait un progrès, dit-il, d'allier l'enregistrement avec l'assurance obligatoire contre les maladies. Les employeurs devraient dans ce cas faire connaître leurs ouvriers à domicile à la caisse d'assurance, et il n'y aurait pas besoin d'une autre déclaration officielle. Les intéressés s'efforceraient de remplir les lacunes, et les déclarations personnelles des assurés pourraient servir de contrôle ». Puis il ajoute (2) : « L'assurance obligatoire serait un bienfait pour l'humanité et pour les travailleurs à domicile. Le docteur Ziegler a déjà

1. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 81.

2. *Ziele und Wege*, p. 82 et s.

défendu chaudement l'assurance contre les accidents des travailleurs à domicile (*die sozialpolitischen Aufgaben auf dem Gebiete der Hausindustrie*). L'assurance-invalidité et vieillesse serait elle aussi d'une grande utilité. Jusqu'à présent, cette assurance en Allemagne n'a été étendue qu'à l'industrie du tabac et à l'industrie textile. Il faut espérer que c'est le premier pas. L'assurance-maladie se recommande par ceci qu'elle est réalisable sans perturbation de l'état actuel. Elle est encore plus utile pour les travailleurs à domicile que pour les autres, à cause des bas salaires, du peu de succès parmi eux de l'assurance volontaire, de l'excès de travail alternant avec le manque d'occupation, des locaux malsains, des prédispositions aux maladies. »

M. Francke fait aussi un rapprochement entre l'enregistrement et l'assurance-maladie de tous les « Hausgewerbetreibende », mais pour lui l'assurance n'est pas un moyen commode d'arriver à l'enregistrement ; il voit au contraire dans l'enregistrement la base nécessaire à l'assurance. Et il ajoute (1), ce qui est le plus important : « Cette extension est souhaitée par tous les travailleurs à domicile et par beaucoup d'entrepreneurs ; le Reichstag et le gouvernement sont d'accord en principe. Quant à l'assurance invalidité et vieillesse, elle est, elle aussi, en principe décidée et même partiellement réalisée. On ne comprend pas pourquoi les ouvriers à domicile de l'industrie textile et du tabac y sont seuls soumis et pas les autres. Pour l'assurance-accident,

1. *Soz. Prax.*, mars 1906, n° 22, p. 563.

devraient y être soumis tous les ouvriers à domicile à qui elle s'appliquerait s'ils travaillaient à l'usine ou à l'atelier. »

M. Jaffé demande aussi qu'on impose aux fabricants l'obligation d'assurer tous leurs ouvriers à domicile (1). A propos des assurances existant dans l'industrie du tabac il signale des inégalités de traitement entre les ouvriers en fabrique et les ouvriers à domicile : « Pour l'assurance-invalidité, dit-il, la charge du patron est la même pour le travailleur à domicile que pour le travailleur en fabrique, mais l'assurance-maladie est entièrement à la charge du premier s'il veut en profiter, tandis qu'elle n'est qu'en partie à la charge du second. »

L'assurance obligatoire est réclamée aussi par M^{lle} Dyrenfurth et par le Comité de la Confection (2).

M. Hugo Roehl constate (3) que les ouvriers commencent à comprendre les bienfaits de l'assurance-maladie et souhaitent son extension, mais que les fabricants s'opposent à son développement. Aussi les assurances volontaires sont-elles rares, et il dit : « Tant que l'assurance ne sera pas obligatoire, l'efficacité de ces exceptions est problématique. C'est principalement par l'assurance obligatoire qu'il faut chercher à améliorer le sort des travailleurs à domicile. »

M. Jean Feig fait remarquer que l'extension de l'assurance ouvrière à l'industrie à domicile est une mesure moins rigoureuse que les autres et qu'elle rencontrerait par conséquent

1. H. und H. in *D. und OE.*, t. III, pp. 175 et 330.

2. *Die Hausindustriellen Arbeiterinnen in der Berliner Konfektion.*

3. H. und H. in *D. und OE.*, t. 2, p. 497.

une moins grande résistance. « C'est l'intérêt des fabricants comme des ouvriers à domicile, dit-il (1), de supprimer le privilège injuste qu'offre l'industrie à domicile sur la fabrique par le fait qu'elle n'est pas soumise à l'assurance. Ce serait aussi le premier pas vers d'autres progrès, l'organisation, l'apprentissage à une action commune, l'existence de listes d'ouvriers à domicile, et par conséquent la possibilité du contrôle. » M. Feig voit dans l'assurance-maladie un moyen d'améliorer les conditions hygiéniques, en faisant payer la cotisation non seulement par l'employeur (Verleger), mais aussi par le propriétaire de la maison, « ce qui l'engagerait à soumettre à un contrôle sévère les principales causes de maladie : l'atelier malsain et le temps de travail exagéré. »

Enfin, citons encore M. Meerwarth qui s'exprime ainsi (2) : « Ce qu'il faut établir, c'est l'assurance obligatoire contre la maladie dans toute l'industrie à domicile. Va-t-on encore faire longtemps cette distinction casuistique entre les « Hausindustrielle » et les « Heimarbeiter » ? Des situations comme celle qui existe dans la fabrication des fleurs ne peuvent plus durer longtemps : les ouvrières à domicile assurées à Munich et pas en Saxe. De plus, avec l'assurance-maladie on aurait la base de l'enregistrement des travailleurs à domicile. »

Cette extension des lois d'assurance est donc, de l'avis général, une des premières mesures à demander. Cependant,

1. *H. und H.* t. II, p. 407.

2. *Untersuchung über die Hausind. in D.*, p. 72.

il ne faut pas en exagérer l'importance. « Même si l'ouvrier à domicile était assuré contre la maladie, les accidents et l'invalidité, il ne serait pas encore tiré d'affaire », dit M. Schwiedland (p. 112). Et on peut ajouter qu'il ne le serait pas non plus avec l'extension du Code industriel.

Certes, si on obtenait ce résultat un grand pas serait fait, mais la route qui resterait à parcourir serait encore longue ! D'abord certains auteurs signalent des situations où ni le Code industriel ni les lois d'assurance ne pourraient servir à rien. C'est ainsi que M. Arthur Dix, dans l'étude qu'il a faite du travail à domicile des femmes à Dantzig, dit (1) : « L'extension de la protection légale et de l'assurance ne peut pas compter ici, à mon avis. Par l'excès d'offre de travail, le manque d'organisation, la mauvaise volonté et la méfiance des ouvrières elles-mêmes contre toute intervention, les patrons trouveront toujours moyen de tourner la loi. » Ces causes d'insuccès ne sont malheureusement pas particulières à l'industrie à domicile de Dantzig. Peut-être seulement s'y font-elles plus fortement sentir. En tous cas, il est certain, comme nous l'avons vu, qu'on rencontrerait de grandes difficultés. Et même si ces difficultés étaient vaincues, plusieurs auteurs, même parmi ceux qui réclament l'extension, n'y voient qu'un moyen pour ainsi dire secondaire, qui ne serait certes pas à dédaigner, mais incapable d'apporter un remède efficace à la plupart des maux qui accompagnent aujourd'hui le travail à domicile.

1. *H. und H. in D., und OE.*, t. II, p. 610.

« L'extension des lois de fabrique au travail, à domicile, dit M. Wilbrandt (1), doit être réclamée, mais elle n'assure qu'une faible protection aux plus malheureux des malheureux. Les lois de fabrique sont faites pour les fabriques et non pour tous les travailleurs. C'est pourquoi par l'extension de ces lois, on ne peut pas résoudre le double problème de protéger les ouvriers à domicile et les ouvriers en fabrique contre les résultats du travail à domicile ». M. Wilbrandt dit encore (2) : « Comment l'inspecteur pourrait-il savoir depuis combien de temps travaille l'ouvrier à domicile (3) ? Il faudrait des milliers d'inspecteurs pouvant pénétrer la nuit dans les maisons. Comment pourraient-ils savoir si l'ouvrier a travaillé la nuit ou le dimanche ? Sans doute il arriverait bien qu'on constatât des infractions, dont l'employeur supporterait les conséquences, et cela suffit à justifier la demande d'extension des dispositions protectrices au travail à domicile. Mais cette extension ne l'amènerait pas au niveau du travail en fabrique et n'arriverait pas à empêcher de tourner la loi ».

M. A. Weber exprime la même pensée. (*Soz. Prax.*, 1899, n° 27, p. 721).

M. Francke dit de même (4) : « Une réglementation sé-

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 95.

2. *Eod. loc.*, p. 91.

3. Signalons que le propriétaire d'une grande maison de confection pour enfants, M. Adolphe Lévin, à Berlin, a imaginé un appareil enregistrant le nombre des points cousus à la machine, le temps employé au travail et les heures où le travail a été fait. (*V. Soz. Prax.*, du 4 juil. 1907, p. 1061.) Mais même si cet appareil ingénieux se répandait, il ne pourrait être utilisé que pour un nombre restreint de travaux.

4. *H. und H., in D. und OE.*, t. IV, p. 50.

rieuse du temps de travail pour les femmes, les adolescents et les enfants, même avec un contrôle sévère, ne peut pas être atteinte dans l'industrie à domicile. »

« L'extension pure et simple des lois-ouvrières au travail à domicile, dit M. Schwiedland (1), ne servirait à rien parce qu'il n'est pas possible de soumettre toute la petite industrie à une obligation réelle par l'organe de l'inspection. Déjà les lois protectrices concernant les petits ateliers en Europe sont mal appliquées ». Et plus loin : « Le travail à domicile est dans une situation particulière à laquelle ne peut pas s'appliquer toujours la législation générale. On peut prendre pour base la législation des fabriques, mais il faut des lois particulières. »

M. Brentano, dans le supplément de l'*Allgemeine Zeitung* (1899, n° 79), dit d'autre part : « Certainement M^{lle} Dyrenfurth a raison, ce n'est pas par un seul moyen, mais par un système de mesures que peut être amélioré le sort des ouvriers à domicile. Il ne faut pas se contenter de modifier le Code industriel. »

Enfin, M. Koch écrit (2) : « Si le moyen le plus simple semble être de demander l'extension des règlements applicables au travail en fabrique, il soulève des difficultés d'exécution et de contrôle, sans compter que les conditions de travail dans l'industrie à domicile sont bien différentes de celles pour lesquelles sont faites les lois existantes. Ce qu'on peut

1. *Ziele und Wege einer Heimarbeitsgesetzgebung*, p. 127.

2. *Die Hausind. in Deutschland*, p. 76.

demander c'est une adaptation de la réglementation protectrice. Mais cela ne suffirait pas, des lois spéciales sont nécessaires. »

Ce sont donc maintenant ces mesures spéciales qu'il nous faut examiner en considérant d'abord, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, celles qui ont pour but principal, à côté de la protection des ouvriers à domicile, l'exécution des lois protectrices des ouvriers en fabrique.

*2^e Interdiction pour l'ouvrier en fabrique d'emporter
du travail chez lui*

Certains industriels ont imaginé un moyen simple et commode de tourner les dispositions du code industriel relatives à la durée du temps de travail dans les fabriques ils donnent à leurs ouvriers dont le temps de travail est réglementé, femmes ou adolescents, une fois la journée finie, du travail à faire chez eux. C'est une combinaison du travail en fabrique et du travail à domicile. Il importe, de l'avis général de mettre fin à cet abus dans l'intérêt des deux catégories de travailleurs, pour assurer l'exécution des prescriptions aux premiers et pour permettre l'établissement d'une réglementation pour les seconds. Pour y arriver, il faut d'abord établir une distinction très nette entre les uns et les autres. Afin que la séparation soit bien marquée, M. Weber propose de donner une carte d'identité à chaque ouvrier à

domicile « Cette carte, dit-il (1), devrait être renouvelée tous les ans aux frais de l'entrepreneur, et il suffirait qu'une personne emportant du travail ne pût pas la présenter, pour que le patron fût punissable. Pour lui ôter l'envie de donner des cartes aux ouvriers d'atelier, il faudrait qu'elles fussent assez chères. L'argent ainsi obtenu servirait à créer des inspectrices. »

Une fois cette distinction établie, il faudrait interdire aux patrons d'employer comme ouvriers à domicile les ouvriers qu'ils emploient à la fabrique. M. Jaffé (2), M. Francke (3), M. Bittmann (4) le demandent. Mais comment atteindre ce résultat? L'interdiction doit-elle être absolue, ou seulement conditionnelle, c'est-à-dire doit-on autoriser à compléter à la maison le temps de travail si celui-ci n'atteint pas le maximum permis à la fabrique?

M. Koch répond à ceci (5) : « Il faudrait réglementer le fait de donner aux ouvriers et ouvrières de fabrique ou d'atelier du travail à emporter chez eux, surtout que cette façon d'agir se développe à chaque nouvelle loi protectrice générale. Pour que les lois sur les ateliers et fabriques et celles sur le travail à domicile soient appliquées, il faut interdire absolument cette pratique. Une interdiction relative ne servirait à rien (si on l'autorisait quand le maximum du temps

1. *Soz. Praxis*, 1899, n° 27, p. 721.

2. *H. und H. in D. und OE.*, t. III, p. 175.

3. *Soz. Praxis*, 1906, n° 15, p. 371

4. *Soz. Praxis*, 1907, no 17, p. 427.

5. *Die Hausind. in Deutschland*, p. 74.

de travail n'est pas atteint à l'atelier) car le contrôle serait très difficile, et les fraudes par contre très faciles. » C'est aussi ce que pense M. Francke (1). C'est l'avis également de M. Wilbrandt qui fait remarquer en outre que les ouvrières se prêtent à la fraude pour augmenter leur salaire insuffisant. Mais il ajoute que l'interdiction de donner du travail à emporter serait utile malgré les infractions, car elle empêcherait dans une certaine mesure l'extension du travail à domicile à chaque progrès de la législation protectrice comme cela s'est produit notamment en France, lors de la loi de 1900 qui a diminué, même pour les adultes, le temps de travail dans les fabriques et ateliers, et comme cela se produirait en Allemagne si on le réglementait aussi (2).

Citons encore M. Schwiedland (3). Il examine les moyens de réglementer le travail à domicile et il dit : « On peut prendre pour base la législation des fabriques ; il faut d'abord défendre d'une façon absolue ou conditionnelle que les travailleurs en fabrique prennent du travail à domicile. L'interdiction absolue existe en Nouvelle-Zélande et en Suisse, l'interdiction conditionnelle en Angleterre. En Angleterre, si les femmes et les adolescents n'ont pas travaillé le maximum de temps à l'usine, ils peuvent travailler à domicile, ce qui permet de tourner l'interdiction. D'ailleurs le contrôle est difficile. Il faut ou une absolue défense ou une absolue liberté. » M. Schwiedland signale ensuite que malgré les

1. *H. und H. in D. und OE.*, t. IV, p. 54.

2. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 81 et suiv.

3. *Ziele und Wege*, p. 138 et suiv.

fraudes possibles consenties par les ouvriers eux-mêmes, la commission allemande pour la statistique des travailleurs fut d'avis que l'interdiction d'emporter du travail à domicile était la condition de toute réglementation. Il cite également un inspecteur badois, M. Wærishoffer, partisan de l'interdiction, sauf si l'ouvrier est occupé peu de temps à l'usine. « Mais, ajoute-t-il, comme il y aurait certainement des abus, il vaut encore mieux, si on ne peut pas faire autrement, interdire de donner du travail à emporter ». M. Jean Feig dit également (1). « Le fait d'emporter du travail à la maison par les ouvriers en atelier ou en fabrique devrait être absolument défendu ». M. Schwiedland continue : « En mars 1899, on proposa au Reichstag d'interdire d'emporter du travail à domicile aux femmes et aux enfants les jours où ils auraient travaillé la journée pleine, et de leur permettre d'en prendre les autres jours, mais seulement la quantité qu'ils pourraient faire pendant le temps que, d'après le livre de paie et la feuille de travail, il leur resterait encore à travailler pour atteindre le maximum de la journée légale. La loi du 30 juin 1900 ne contient aucune disposition sur ce point : l'interdiction relative parut insuffisante et on n'osa pas aller jusqu'à l'interdiction absolue ».

M. Weber (2) parle d'une proposition faite précédemment (mai 1897) par le gouvernement et qui tendait à interdire de donner du travail à emporter lorsque les ouvriers auraient travaillé six heures. « Le patron, dit-il, aurait fait

1. *H. und H. in D. und OE.*, t. II, p. 407.

2. *Soz. Prax.*, 1899, n° 26, p. 691.

travailler cinq heures et demie et de la sorte il n'aurait été astreint à aucune limite. Parlant ensuite de la proposition à laquelle fait allusion M. Schwiedland, il dit que « la mesure proposée signifie que le maximum de temps de travail et le repos du dimanche doivent être étendus aux ouvrières à domicile ». « Il est surprenant, ajoute-t-il (M. Weber écrit en 1899), que le Bundesrat s'engage dans cette voie, car pourquoi ne pas étendre ces mesures à toutes les ouvrières à domicile (et pas seulement à celles qui travaillent en même temps à la fabrique) ? En réalité le gouvernement ne croit pas à la possibilité d'appliquer ses propositions ».

Mais une autre question se pose : l'interdiction n'aurait-elle pas des inconvénients ? « N'augmenterait-elle pas, se demande M. Schwiedland, le nombre des travailleurs à domicile au détriment des travailleurs en fabrique ? » M. Feig dit déjà que l'interdiction absolue n'aurait rien de trop rigoureux car les cas où les ouvrières passeraient peu de temps à l'atelier ou à la fabrique seraient rares. M. Bebel dit aussi que les employeurs, ou bien feront faire tout le travail à domicile ou bien feront faire le temps complet à l'usine aux ouvriers qui ne le faisaient pas auparavant.

M. Brentano (1) signale les mêmes inconvénients qui résulteraient d'une telle interdiction. Mais M. Schwiedland répond à ces objections que pour que ces résultats fâcheux ne se produisent pas, « il faut que l'interdiction d'emporter

1. Supplém. de l'*Allgemeine Zeitung*, 1899, n° 79. *Sozialpolitischer Dilettantismus*.

du travail à domicile après l'usine ne soit pas une mesure isolée, mais un complément à la protection des travailleurs » (1).

Voyons donc les autres mesures proposées.

3^e *Mesures d'hygiène. — Politique des habitations.*

Les propositions de cette catégorie rentrent dans celles qui visent principalement, outre l'amélioration de la condition des ouvriers à domicile, la protection des consommateurs. Il s'agit de protéger non seulement l'ouvrier à domicile contre les dangers d'une chambre de travail malsaine, mais aussi le consommateur contre la contagion, en cas de maladie dans la famille ouvrière. « Il faudrait donc, dit M. Schwiedland (2) faire un règlement de police concernant les maisons, les ateliers, les procédés de travail et les marchandises. » M. Max Kollenscher écrit (3) : « Une réglementation de la salubrité des lieux de travail est encore plus nécessaire dans le travail à domicile que dans le travail en fabrique, autant dans l'intérêt du public que dans celui des ouvriers ». Les dangers pour le consommateur sont naturellement plus grands lorsqu'il s'agit de produits de consommation ou d'usage personnel, comme le tabac ou la confection. Aussi c'est surtout dans ce domaine que les auteurs réclament une réglementation sévère (4).

1. *Ziele und Wege*, p. 142.

2. *Ziele und Wege*, p. 98.

3. Brochure. *Heimarbeit*, p. 18.

4. Il existe, comme nous l'avons vu, une réglementation spéciale pour le travail à domicile du cigare (v. p. 21).

Ainsi, M. Schwiedland, qui demande qu'une fréquente inspection soit établie dans tous les endroits où se trouvent à la fois une chambre de travail et une chambre d'habitation, demande plus spécialement qu'elle s'exerce sur les ateliers de linge et d'habits à cause de la contagion pour celui qui les porte (1). M. Francke dit (2) : « Ce qui, à notre avis, est le plus pressant et immédiatement réalisable, c'est la réglementation du travail à domicile des objets de nourriture et d'alimentation. La réglementation et l'élévation de l'impôt du tabac ont été les causes, sans aucun doute, du développement gigantesque de cette industrie à domicile. Il en est résulté de grands inconvénients et des dangers pour la santé de l'ouvrier et du public. » Et il ajoute : « Il faut que l'Etat intervienne énergiquement, même par une défense directe. » Cette dernière phrase est particulièrement intéressante sous la plume de M. Francke qui, comme nous le verrons plus tard, est hostile, en général, à la suppression du travail à domicile. Ici, il admet, si « l'intervention énergique » de l'Etat ne suffit pas, qu'il interdise le travail à domicile du tabac. Il dit encore ailleurs (3), examinant les propositions de M. Bittmann, inspecteur du Grand-Duché de Bade, parmi lesquelles figurent la fixation d'un cube d'air minimum par personne, l'interdiction de travailler dans les chambres à coucher ou cuisines, l'interdiction du travail à domicile des objets de nourriture et d'usage : « Ces demandes sont pour la

1. *Ziele und Wege*, p. 99.

2. *Soz. Prax.*, 1906, n° 22, p. 563.

3. *Soz. Prax.*, 1907, n° 17, p. 430.

plupart celles que nous avons faites. » Dans son étude sur l'industrie de la chaussure, il dit (1): « Tous les lieux de travail devraient être impitoyablement fermés, ou au moins assainis si c'est possible, si leur condition constitue un danger pour la santé de ceux qui y travaillent et pour celle de la collectivité. » Enfin, il demande dans un autre article (2) « l'interdiction de l'industrie à domicile malsaine et dégoûtante ». Mais l'interdiction qu'il souhaite n'est qu'un pis aller, et ce qu'il réclame pour l'industrie en général, c'est (3) « l'établissement d'une hygiène efficace des habitations » qui l'empêche d'être « malsaine et dégoûtante ».

C'est ce que demande également M. Koch (4): « Dans le travail à domicile, dit-il, la protection des ateliers, c'est la protection des demeures. Il faut donc avant tout demander l'application aux ouvriers à domicile des règlements de police concernant la quantité de lumière et d'air minima pour chaque habitant. En outre, il faudrait soumettre l'industrie à domicile à une autorisation administrative qui serait accordée soit par l'inspection des demeures, soit par l'inspection industrielle, après examen de la chambre. La responsabilité, pour ce qui est des conditions d'habitation, devrait frapper le propriétaire ou l'entrepreneur. Par ces mesures, on protégerait la santé de l'ouvrier et celle du consommateur. Mais si le salaire de l'ouvrier ne lui permet pas

1. *H. und H. in D. und OE*, t. IV, p. 50.

2. *Soz. Prax.*, 1906, n° 15, p. 371.

3. *Eod. loco*.

4. *Die Hausindustrie in Deutschland*, pp. 77 et suiv.

d'avoir un logement répondant aux conditions légales, il sera toujours sans travail, objectera-t-on, s'il ne peut pas aller à la fabrique, ou alors il travaillera en fraude ? Non, ce qu'il faut, c'est une politique sociale des habitations, encourager et organiser la construction de petits appartements. »

M^{lle} G. Dyrenfurth dit à ce sujet (1) : « Les ateliers des industriels à domicile doivent : 1^o ne pas mettre en danger la santé publique ; 2^o ni déprimer celle des travailleurs. Sur le premier point, il faut remarquer que le danger est d'autant plus grand que la clientèle porte plus immédiatement les étoffes contaminées, car les objets confectionnés pourraient perdre dans le commerce en gros et en détail beaucoup du danger qu'ils contiennent... Il faudrait exiger que la chambre de travail fût distincte de la chambre à coucher. » M. Jaffé fait remarquer (2) que les décrets du 9 mai 1888 et du 8 juillet 1893 qui prescrivent un minimum de hauteur et de cube d'air par personne dans les chambres de travail (du tabac) sont applicables aussi à l'industrie à domicile, mais pas aux ateliers de famille, et il ajoute : « Comme les ouvriers à domicile travaillent rarement avec des personnes étrangères, les règlements n'eurent presque pas d'application dans l'industrie à domicile, sauf à Hambourg où il existe beaucoup de petites exploitations qui répondent maintenant aux exi-

1. *Die Hausindustriellen Arbeiterinnen in der Berliner Konfektion*, p. 120.

2. *H. und H. in D. und OE*, t. III, p. 334. — *Hausindustrie und Fabrikbetrieb in der deutschen Cigarrenfabrikation*.

gences légales. Mais dans les autres districts, la réglementation a développé les ateliers de famille. Or, même dans des conditions hygiéniques le travail du tabac est malsain, combien plus dangereux est-il pour les ouvriers à domicile ! » Et il conclut : « Dans l'intérêt de l'ouvrier, du consommateur, de la collectivité, il faut établir de meilleures conditions de travail dans l'industrie à domicile ». Et dans l'énumération des réformes qu'il estime nécessaires, il met en premier lieu : l'adoption de mesures d'hygiène. Comme sanction à ces mesures, il faudrait, dit-il, « qu'il fût nécessaire d'avoir une autorisation de la police locale pour pouvoir exercer une industrie à domicile, défendre aux personnes atteintes de maladies contagieuses d'y travailler », et ailleurs il ajoute (1) : « Interdire de donner du travail à ceux dont l'habitation ne correspond pas aux exigences sanitaires les plus simples, spécialement interdire de travailler dans les chambres où on fait la cuisine, où on dort, où il y a un malade. »

M. J. Feig (2) tout en craignant que « si on ferme certains canaux d'écoulement, les travailleurs submergent ceux qui resteront libres », propose, comme M. Wèber, qu'on interdise le travail à domicile dans les branches où se trouvent les plus mauvaises conditions de travail. M. Grandke pense aussi qu'il faut s'inquiéter des conditions

1. *Eod. loc.*, t. III, p. 175, *die Westdeutsche Konfektionindustrie mit besonderer Berücksichtigung der Heimarbeit*.

2. *H. und H.*, in *D. und OE.*, t. II, p. 407, *die Betriebsformen und Arbeitsverhältnisse in der Berliner Wäscheindustrie*.

hygiéniques, et il dit qu'à ce point de vue il faut diminuer les loyers (1).

M. Meerwarth, à la fin de son enquête, demande qu'il soit fait une loi sur les habitations, et M. Arthur Dix est d'avis aussi « qu'il faut améliorer les logements » (2). Enfin, M. Robert Wilbrandt, dans l'étude qu'il fit de l'industrie du tabac, s'exprime ainsi (3) : « La poussière et les exhalaisons du tabac sont malsaines et propagent des maladies, la tuberculose notamment. Il faut donc que le travail du tabac ait lieu dans des chambres bien aérées. Pour arriver à ce résultat, il faut supprimer le travail à domicile du tabac, car sans cela les entrepreneurs transformeraient le travail en fabrique en travail à domicile », ce qui revient à dire qu'il considère comme impossible le travail à domicile du tabac dans des conditions hygiéniques. Il examine ensuite comment on pourrait réaliser cette suppression, il distingue différents groupes parmi les travailleurs et estime qu'il faut, d'une façon générale, leur interdire à tous cette sorte de travail à domicile ; s'il admet des cas où l'inspecteur pourrait accorder des autorisations exceptionnelles ce n'est qu'à la condition que « la chambre de travail réponde aux exigences minima de l'hygiène », et qu'on ne puisse faire que certains travaux. « Ainsi, ajoute-t-il, le travail à domicile du tabac se rétrécira à un reste inoffensif » (4). M. Wilbrandt dit encore (5) : « La législation sur l'habitation est d'une très

1. *H. und H., in D. und OE., t. II, p. 338, die Konfektion in Berlin.*

2. *H. und H., in D., und OE., t. II, p. 610.*

3. *Eod. loc., p. 78.*

4. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit, p. 71.*

5. *Eod. loc., p. 92.*

grande importance pour le travail à domicile. Mais la difficulté du problème est que la chambre de travail dépend non du patron, mais de l'ouvrier et que c'est l'ouvrier que les règlements atteindraient ». Nous avons vu que certains auteurs pensent cependant rendre le patron et même le propriétaire responsables de l'exécution des règlements.

Cette responsabilité pourrait les atteindre aussi bien en ce qui concerne les prescriptions hygiéniques que la réglementation du travail. Nous avons vu que c'était l'avis de M. Koch (1) ; c'est aussi celui de M. Pollatschek (2) et de M. Schwiedland (3), qui dit : « La responsabilité du propriétaire aurait l'avantage d'empêcher que les locaux insalubres abandonnés sur l'ordre de l'inspecteur fussent de nouveau loués comme lieu de travail. » Quant à l'employeur, il pourrait lui aussi être rendu responsable, même si les difficultés signalées par M. Weber existent (4), car il ne s'agit pas ici d'organisation du travail ni de rapports avec les ouvriers, mais seulement d'une constatation qu'il pourrait faire facilement. En ce qui le concerne, il faudrait, d'après M. Schwiedland, outre l'emprisonnement, le droit de confisquer les marchandises fabriquées dans des chambres où il y aurait des malades. Cela assurerait l'exécution des prescriptions et garantirait la santé du consommateur. Pour éviter que l'ouvrier fût tenté de dissimuler la maladie, il faudrait naturellement qu'il fût assuré. Et M. Schwiedland fait remarquer

1. Voir page 135.

2. *H. und H.*, in *H. und OE.* ; t. III, p. 436.

3. *Ziele und Wege*, p. 132.

4. Voir p. 116.

qu'avec une telle réglementation, l'intérêt de l'employeur, celui du consommateur et celui de l'ouvrier se touchent : l'un a intérêt à ce qu'on ne confisque pas sa marchandise, les deux autres à protéger leur santé (1). En tout cas, même si le poids des prescriptions sanitaires devait retomber, comme le prétend M. Wilbrandt, sur l'ouvrier, cela ne suffirait pas pour empêcher de prendre les mesures nécessaires. Il ajoute, en effet (2) : « Cependant, si les prescriptions, sans être trop lourdes, favorisent l'hygiène, elles sont utiles. Il est absolument indispensable de protéger la santé du peuple. » Il précise ensuite sa pensée (3) : « La loi dira les conditions que doit remplir une chambre pour pouvoir être chambre de travail. Celles qui ne rempliraient pas les conditions exigées par l'autorité compétente ne pourraient pas être louées comme telles. Il faudrait fixer le maximum de personnes qui pourraient s'y tenir. Les inspecteurs industriels ou des habitations dresseraient la liste des endroits où l'on travaille à domicile sur la déclaration des travailleurs et des patrons... Le travail à domicile serait ainsi peu à peu limité aux chambres sans objection au point de vue hygiénique. Il faudrait surtout interdire les travaux malsains dans les chambres d'habitation, chambres à coucher et cuisines. »

« On pourra, dit M. Francke (4), si on connaît les lieux où l'on travaille à domicile, faire des lois sur l'hygiène des

1. *Ziele und Wege*, p. 103.

2. *Arbeiter innenschutz und Heimarbeit*, p. 93.

3. *Eod. loco*, p. 94.

4. *Soz. Prax.*, 1906, n° 22, p. 563.

habitations », et il faut ajouter qu'elles ne pourraient sans cela avoir une influence pratique.

Signalons encore que M. Weber demande aussi qu'on ne puisse travailler que dans les chambres autorisées par la police, séparées des chambres d'habitation.

Enfin, en ce qui concerne plus spécialement la confection M. Francke demande, pour la protection du consommateur, qu'on désinfecte les habits fabriqués à domicile.

Toutes ces mesures d'hygiène, comme nous l'avons dit plus haut, sont nécessaires surtout pour les objets de consommation ou d'usage personnel. Cependant si pour les autres industries la santé des acheteurs est moins menacée elle n'est cependant pas à l'abri de tout danger ; et pour l'ouvrier, quoi qu'il fabrique, il est toujours exposé à la maladie s'il travaille dans des chambres sans air et sans jour, dans une atmosphère contaminée. Aussi, les mesures réclamées, sauf celles qui ont un caractère spécial, devront s'appliquer à toute l'industrie à domicile et c'est ainsi que l'entendent les auteurs, même lorsqu'ils formulent leurs idées au cours de l'étude d'une industrie particulière. M. Wilbrandt prend soin de nous le dire (1) et ce n'est certainement pas seulement pour le travail à domicile des chaussures que M. Francke parle, lorsqu'il dit (2) : « Ma ferme conviction est qu'il faut tout essayer pour empêcher le développement de la « Schwitzindustrie » qui ruine les travailleurs physi-

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 79.

2. *H. und H.*, t. IV, pp. 50 et s.

quement et moralement... livre à la consommation presque toujours de mauvaises marchandises et est un danger pour la santé publique. »

En résumé, les mesures que nous venons de signaler ont pour but d'assainir le travail à domicile en général. Mais ne pourrait-on arriver à ce résultat d'une autre manière ?

C'est ce que nous allons examiner.

4^e Création d'ateliers centraux

Cette mesure a ceci de particulier qu'elle changerait en quelque sorte le caractère du travail à domicile ; elle en ferait quelque chose d'intermédiaire entre le travail à domicile proprement dit et l'atelier du patron. M. Schwiedland nous fait connaître en quoi consiste la réforme (1) : « Pour éviter les inconvénients des chambres de travail isolées on pourrait créer, dit-il, des ateliers centraux, c'est-à-dire des ateliers réservés aux ouvriers à domicile. Chacun y travaillerait pour son compte, et tous supporteraient les frais en commun. Cela existe déjà pour les tailleurs à Genève, Lausanne, Zurich, et en Autriche, pour les travailleurs d'écume de mer. Les ateliers centraux, ajoute-t-il, rendent possible l'emploi de la force mécanique ». Et, ailleurs, il dit : (2) « L'établissement d'ateliers centraux serait très intéressant. » M. Francke range aussi « parmi les points principaux de

1. *Ziele und Wege*, p. 331-332.

2. *Eod. loc.*, p. 195.

l'œuvre si pressante d'assainissement » la création d'ateliers. Et les bienfaits qu'il en attend ne se feront pas sentir seulement au point de vue hygiénique, mais il pense que « l'industrie à domicile qui, par sa nature, s'oppose à la réglementation du temps de travail, aussitôt transportée dans des ateliers, pourra être facilement soumise à un contrôle de l'Etat sur ce point (1). »

M. Hans Grandke, dans son étude sur l'industrie de la confection à Berlin, reconnaît les avantages que les ateliers centraux pourraient avoir. Mais il tient à préciser ce qu'il faut entendre par là. Il admet, comme M. Francke, qu'ainsi serait rendue possible l'application des mesures hygiéniques et l'extension à l'industrie à domicile des lois protectrices ; il reconnaît aussi qu'on supprimerait une partie de la concurrence néfaste des femmes qui n'ont pas besoin de travailler chez elles pour vivre, qu'on rendrait les intermédiaires (*Zwischenmeister*) inutiles, ce qui permettrait d'améliorer la situation des ouvriers. « Mais les ouvrières, dit-il, ne veulent pas d'ateliers dans le sens de fabrique de confection ; elles ne veulent pas travailler dans les ateliers du confectionneur, qui seraient éloignés de chez elles et soumis à une discipline qui leur fait peur. Ce qu'elles accepteraient, parce que ces inconvénients se feraient moins sentir, c'est qu'on interdît le travail à domicile au sens étroit, c'est-à-dire dans les demeures mêmes. »

M. Kock signale aussi les avantages des ateliers centraux,

1. *H. und H.*, t. IV, p. 52.

mais il n'a pas beaucoup de confiance dans leur réussite. « Les expériences faites par l'Etat en Autriche et en Suisse, dit-il, (1) n'ont pas donné de beaux résultats. Les ouvrières ne trouvent pas là, les avantages du travail à domicile. De même un atelier créé et dirigé par une organisation ouvrière, une société de production comme celle fondée en 1894 par les tailleurs de Berlin, sous le nom de « Solidarité », aurait vraisemblablement à compter aussi avec les difficultés auxquelles se sont heurtés tous les essais semblables : le manque d'esprit d'association, de direction commerciale, de capital, d'où résulte l'incapacité de concurrence et la non réussite. »

Cette mesure, comme la précédente, intéresse directement les consommateurs, en tant qu'elle aurait pour résultat de leur livrer des produits fabriqués dans des locaux sains. Les autres effets qui en résulteraient, application possible de la législation protectrice, diminution de la concurrence de main-d'œuvre, etc..., ne bénéficieraient, au contraire, tout au moins d'une façon directe, qu'aux ouvriers à domicile eux-mêmes. Par là, elle se rattache donc aux mesures de la troisième catégorie, que nous allons étudier maintenant et qui, tout en ayant une influence considérable sur la situation des autres ouvriers et sur la sécurité des consommateurs n'ont comme objectif immédiat que l'amélioration des conditions d'existence de l'ouvrier à domicile.

1. *Die H. in Deutschland*, p. 97.

5° *Enregistrement des ouvriers à domicile*

Nous avons déjà vu l'importance de l'enregistrement comme mesure complémentaire. Il apparaît comme indispensable à l'exécution de toute réforme, au contrôle de toute disposition. Qu'il s'agisse de développer le sentiment de solidarité des ouvriers à domicile, d'étendre au travail à domicile les dispositions du Code industriel et des lois d'assurance, d'établir une distinction nette entre les ouvriers à domicile et les autres, de réglementer les conditions hygiéniques des lieux de travail, toujours la base nécessaire à ces réformes se trouve dans l'enregistrement. Mais l'enregistrement aurait, en outre, une importance très grande par lui-même. Il restreindrait à lui seul le nombre des ouvriers à domicile, il diminuerait par conséquent la concurrence qu'ils se font entre eux.

Toutes les femmes, qui, actuellement, travaillent à domicile et qui ne veulent pas qu'on le sache, qui n'ont pas besoin de ce travail pour vivre, qui ne cherchent dans le faible salaire qu'il leur procure qu'un supplément de revenu et qui, par conséquent, contribuent à faire baisser les salaires, non seulement en augmentant l'offre de travail, mais aussi en se contentant de très peu, toutes ces femmes préféreront très probablement renoncer à leur petite industrie plutôt que de l'exercer publiquement. Que l'enregistrement se traduise par l'inscription sur un registre officiel, par la délivrance d'une carte, par une marque sur la maison, peu

importe. Le fait principal c'est l'enregistrement lui-même, la déclaration elle-même. « Avec l'obligation d'obtenir une permission renouvelable tous les ans, a dit M. Bebel, toute la foule des femmes travaillant à domicile, nombreuses femmes ou filles de fonctionnaires ou de bourgeois, serait par cela seul exclue. Elles se garderaient bien de demander chaque année l'autorisation. Et la suppression de cette concurrence serait un grand progrès. » M. Schwiedland pense également que cette mesure chasserait de l'industrie à domicile une grande partie des ouvrières timides et honteuses (1), et M. Francke estime lui aussi que beaucoup d'ouvrières rougiraient de figurer sur les listes (2). C'est également l'avis de M^{lle} Dyrenfurth (3).

L'enregistrement aurait donc, à ce point de vue, à côté de son rôle complémentaire, une grande importance par lui-même. Ce n'est pas la seule mesure dans ce cas.

6° *Livrets de paie, feuilles de travail*

7° *Affichage des salaires et de la réglementation*

Les livrets de paie et les feuilles de travail obligatoires sur lesquels seraient portés la quantité de travail donnée et le salaire correspondant sont indispensables si l'on veut limiter

1. *Ziele und Wege*, p. 177.

2. *Soz. Prax.*, 1906, n° 22, p. 563.

3. *Die Hausindustriellen Arbeiterinnen in der Berliner Konfektion*, p. 120.

le temps de travail à domicile. Nous avons vu (1) que le contrôle direct des règlements dans le travail à domicile se heurte à des difficultés très grandes. Les livrets de paie et les feuilles de travail permettraient de l'exercer d'une façon indirecte (2). Nous verrons qu'ils seraient d'une grande utilité pour une autre mesure dont nous parlerons plus tard (3). Mais leur importance ne se borne pas là. Ils ont en eux-mêmes un grand intérêt, en ce qui concerne particulièrement l'industrie à domicile. M. Francke pense que les feuilles de travail et les livrets de salaire pourront empêcher des conflits ou aider à leur solution (4). Il demande « l'extension et le renforcement des prescriptions relatives aux livrets de salaire » (5), d'accord en cela avec M^{lle} Dyrenfurth et le comité de la confection. Mais, en outre, « il arrive, dit M. Brentano (6), que beaucoup d'ouvrières ne savent pas, en fait, combien elles recevront pour leur travail. Dans les livrets actuels il n'est inscrit, lors de la remise de l'ouvrage à faire, que le nombre des pièces emportées, et le numéro de la commission. Le salaire n'entre en jeu qu'au jour de la paie, et c'est alors seulement que le patron fait savoir le prix qu'il donne pour un nouveau modèle et même parfois les diminutions de salaire pour les anciens ».

1. V. p. 114.

2. Le Bundesrat a ordonné le 9 décembre 1902 l'établissement de livrets de paie et de feuilles de travail pour les ouvriers des ateliers de confection d'habits et de linge (v. p. 16).

3. Voir réglementation des salaires.

4. *H. und H.*, t. IV, p. 54.

5. *Soziale Praxis*, 1906, n° 15, p. 371.

6. Supplément de l'*Allgemeine Zeitung*, 1899, n° 78.

Aussi M. Brentano dit-il plus loin (1), avec un peu de pessimisme, il est vrai, à propos des mesures adoptées par le Reichstag pour les ateliers de la confection : « Parmi ces mesures une seule est bonne, celle qui doit remédier à l'incertitude des ouvriers concernant leur salaire, qui permet au Bundesrat de prescrire l'établissement de livrets de paie et de feuilles de travail où doivent être inscrits le mode et la quantité de travail, le salaire, les conditions auxquelles sont donnés les outils et la matière première. » De plus, d'après M. Jean Feig (2), « l'établissement obligatoire des livrets de salaire et de feuilles de travail peut avoir une petite mais bienfaisante influence sur les salaires eux-mêmes ». Certes, comme le dit M. Max Kollenscher (3), les ouvriers à domicile auront beau connaître leur triste sort, cela ne les tirera pas d'affaire, tant qu'ils n'auront pas le pouvoir d'obtenir une amélioration. Mais, comme l'a fait remarquer M. Weber lors du dépôt au Reichstag des propositions relatives aux livrets de paie et aux feuilles de travail dans les ateliers de la confection, ces mesures n'empêcheront pas seulement quelques lésions individuelles et quelques différends, elles contribueront à établir un niveau moyen dans toute cette branche en créant, jusqu'à un certain point, la publicité des salaires (4).

Cette publicité constituerait une garantie, pense

1 Supplément. *All. Zeitung* 1839, n° 79.

2. *H. und H.*, t. II, p. 407.

3. Brochure *Heimarbeit*, p. 15.

4. *Soz. Praz.*, 99, n° 26, p. 691.

M. Schwiedland (1), qui pour l'augmenter demande, en outre, que les prix payés soient affichés dans tous les endroits où l'on donne du travail. L'affichage des prescriptions légales est une mesure réclamée, en général, pour permettre aux ouvriers de se rendre compte d'une façon exacte de leurs droits et d'exercer un contrôle. Ici, il servirait à faire connaître à tous les prix payés, pour tel ou tel travail, il pourrait, de la sorte, assurer une certaine égalité de traitement entre les ouvriers, et avoir une influence sur le taux et la stabilité des salaires. Si donc l'affichage peut, ainsi que les livrets de paie et les feuilles de travail être d'une importance considérable comme mesure complémentaire, il peut aussi avoir, envisagé séparément, une certaine utilité.

8° *Construction de routes, de moyens de communication*

Ce moyen a pour but d'amener la création de fabriques où seraient employés un grand nombre d'ouvriers qui travaillent actuellement à domicile parce qu'ils ne trouvent pas à s'employer autrement. Il ne s'agit pas ici de la question du maintien ou de la suppression du travail à domicile. Le but est seulement de donner à tous les ouvriers le moyen de travailler à la fabrique. On travaille à domicile dans les villes, parce que l'affluence des ouvriers est si grande que les usines ne suffisent à les occuper tous. On travaille à domicile dans les campagnes, surtout dans les montagnes, parce

1, *Ziele und Wege*, p. 145.

que faute de moyens de communications, les fabriques ne peuvent s'y créer. « Eh bien, dit M. Alfred Weber(1), construisons des chemins de fer dans chaque vallée ; la locomotive apporte avec elle la fabrique comme le montre le développement qui s'est produit en Thuringe et en Silésie ; construisons de petits chemins de fer locaux aux portes des grandes villes ; les faubourgs se développeront et nous y trouverons la place nécessaire pour une foule de fabriques et d'ateliers, sans compter que, dans les villes mêmes, les loyers baisseront. Par là nous ne dessécherons pas le fleuve de l'industrie à domicile, nous détournerons seulement de lui des cours d'eau qui s'y jettent et nous l'empêcherons de menacer l'existence des générations futures ».

Ce point de vue qui est partagé par MM. Sombart, Wilbrandt, etc., a, dit M. Koch (2), quelque chose de sympathique. Il développe ainsi sa pensée : « On devrait tout tenter pour occuper d'une façon durable et à des salaires convenables la population dans les districts écartés et empêcher ainsi son émigration dans les grandes villes. La relation entre chemin de fer et fabrique apparaît clairement dans la petite ville de Ruhla, près Eisenach. Depuis qu'il y a un chemin de fer, des fabriques s'y sont créées une à une et l'industrie à domicile avec ses inconvénients a disparu en grande partie. Le même fait s'est produit dans le village de Brotterode, en Thuringe et en Silésie. Dans les grandes villes, si le capital privé est

1. *Die Volkswirtschaftliche Aufgabe der Hausindustrie.*

2. *Die Hausind. in Deutschland*, p. 65.

insuffisant, l'Etat doit acheter des terrains aux environs pendant qu'ils sont encore bon marché et les mettre ensuite, à des conditions avantageuses, à la disposition des entrepreneurs pour qu'ils y construisent des fabriques. Ainsi les fabriques pourront se substituer au travail à domicile. Mais il faut, en outre, que l'Etat et la commune assurent aux habitants de la ville des communications faciles et bon marché avec les lieux de travail extérieurs. Le terrain et les loyers baisseraient, il deviendrait possible de faire dans l'intérieur même de la ville de grands ateliers, à l'usage de ceux qui ne travailleraient pas en dehors, particulièrement des femmes. D'autre part, en retenant la population des campagnes chez elle, on couperait le mal dans sa racine, on endiguerait le flot d'immigration qui alimente le travail à domicile des grandes villes. »

M. Wilbrandt, de son côté s'exprime ainsi : (1) « Il faut encourager avant tout la création des fabriques dans les domaines propres à l'industrie à domicile, dans les grandes villes et les montagnes, par la construction de routes. C'est donc une bonne politique que préconise Alfred Weber, quand il demande qu'on construise des routes dans chaque vallée, et à la sortie de toutes les grandes villes. » Et il ajoute un souvenir personnel : « Je me rappelle un voyage dans les Erzgebirge, où j'ai pu constater l'influence des routes sur la création des fabriques. C'est la même chose en Thuringe, en Silésie et dans bien d'autres endroits. »

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 131.

Sans insister davantage sur ce point, signalons seulement encore l'article de M. A. Elster où il dit (1), parlant plus spécialement des paysans qui tissent à domicile : « Pour occuper les jeunes, il faut que l'industrie s'établisse dans les villages des tisserands, et cela ne peut se faire que par la construction de routes, comme Alfred Weber l'a recommandé. Le tissage en fabrique viendra aussitôt. » Il ajoute qu'il serait préférable d'introduire dans ces villages d'autres industries où les femmes peuvent moins facilement remplacer les hommes. Mais là n'est pas la question qui nous intéresse pour l'instant.

9° *Création d'écoles professionnelles*

L'école est un moyen général de soustraire l'enfant à une exploitation prématurée et exagérée de ses forces. M. de Berlepsch le préconisait en 1899 dans ce but et nous avons vu (2), lorsque nous avons parlé de la loi du 30 mars 1903 qui réglemente le travail des enfants que M. Wilbrandt estime que l'école est pour eux la meilleure protection. Il faut signaler cependant la réserve que fait M. Koch qui recommande aux maîtres de ne pas se rendre les parents hostiles en se faisant les organes de contrôle de la réglementation protectrice des enfants.

Mais lorsqu'on demande la création d'écoles professionnelles, on n'a pas en vue seulement la protection de l'enfant,

1. *Soz. Prax.*, 1906, n° 30, p. 774.

2. Voir p. 20.

mais aussi l'amélioration de sa condition future, du sort de l'ouvrier. En élevant le niveau de son instruction technique, d'une part on développe son goût pour le travail moderne perfectionné, d'autre part, on augmente sa valeur et celle de ses produits. « Les élèves, dit M. Schwiedland (1), abandonnent le travail à domicile pour l'atelier et la fabrique qu'ils modernisent et dans lesquels ils introduisent les derniers progrès. » — « Nous avons vu, dit de son côté M. Jean Feig (2), que les très bonnes ouvrières lingères étaient très recherchées et bien payées ; il serait donc possible d'élever au moins une partie des ouvriers à un degré plus élevé en leur donnant une culture professionnelle meilleure. »

Mais si ce moyen peut avoir une influence sur la situation de quelques-uns, il ne remédie pas à la misère de la grande masse. De plus, son effet serait non seulement restreint, mais il ne pourrait se faire sentir qu'à la longue, lorsque tous ceux qui sont dans l'âge où l'on n'apprend plus auront cédé la place aux jeunes générations.

10° *Interdiction du travail des femmes*

Comme le fait remarquer M. Bittmann dans son rapport sur le travail à domicile dans le Grand-Duché de Bade, ce sont surtout les femmes et les enfants qui donnent à ce genre de travail son caractère particulier. C'est généralement un métier supplémentaire (*Nebenerwerb*) exercé dans

1. *Ziele und Wege*, p. 244.

2. *H. und H.* t. II, p. 407.

les familles de paysans, d'ouvriers de fabrique, de journaliers, d'artisans, de petits fonctionnaires et de petits rentiers.

Nous avons vu comment la loi du 30 mars 1903 a tranché la question en ce qui concerne les enfants : en interdisant de les employer avant l'âge de douze ans, dix ou parfois neuf ans. Elle s'est conformée, en cela, bien que n'allant pas aussi loin qu'eux, à l'avis des économistes.

Pour ce qui est du travail des femmes à domicile, plusieurs demandent qu'on l'interdise lui aussi, d'une façon générale. Mais alors, il ne s'agit plus seulement de protéger les femmes contre les fatigues exagérées ; le but poursuivi est bien plutôt d'améliorer la situation des ouvriers à domicile en général en supprimant une grande partie, la plus grande, des offres de travail, ce qui ferait naturellement monter les salaires ; d'autant plus que le salaire des femmes est toujours inférieur à celui des hommes, surtout dans l'industrie à domicile où un grand nombre ne cherche qu'un salaire d'appoint. C'est à ce point de vue que se place M. Weber quand il écrit (1) : « Une bonne politique n'hésitera pas à faire disparaître d'abord le travail prolongé dans des ateliers malsains et à exclure en même temps les femmes qui font baisser les salaires » et quand, un peu plus loin, il approuve « la façon de voir du député Richter qui considère que la cause du mal, dans l'industrie de la confection, c'est la capacité de travail insuffisante des femmes. »

1. *Soz. Prax.*, 1899, n° 27, p. 711.

M. Brentano dit de même (1), en parlant des différentes propositions faites au Reichstag: « Tout cela c'est du dilettantisme, on n'ose pas prendre le mal à la racine, qui est l'offre illimitée de main-d'œuvre; si on ne la limite pas, toutes les mesures ne feront qu'augmenter les inconvénients au lieu de les écarter. »

M. Wilbrandt s'exprime ainsi (2): « La concurrence féminine fait baisser les salaires... Les organisations ouvrières demandent l'égalité du salaire des femmes et des hommes. Mais c'est celui des hommes qui descendra au niveau de celui des femmes et non celui des femmes qui s'élèvera au niveau de celui des hommes. »

M. Arthur Dix (3) constate que la concurrence que se font les grandes maisons limite par en haut les salaires en faisant baisser les prix, tandis qu'ils peuvent au contraire tomber toujours plus bas à cause de l'insuffisance de la demande par rapport aux offres de travail de toutes les ouvrières qui s'occupent à domicile sans avoir besoin de cela pour vivre.

L'interdiction du travail à domicile des femmes soulève cependant de grandes objections. C'est pour elle surtout, qu'il a, en effet, de l'utilité. On supprimerait par là, il est vrai, une grande partie des offres de travail, mais ce serait sacrifier le plus grand nombre au profit d'une petite mino-

1. Supplém. de l'*All. Zeitung*, 1899, n° 79.

2. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 73-75.

3. *H. und H. in D. und OE.*, t. II, p. 610, *die Hausindustrie der Frauen in Dantzig*.

rité ; ce serait, pour ainsi dire, abolir le travail à domicile lui-même. C'est une question que nous examinerons plus loin. Pour le moment, nous n'étudions que les moyens proposés pour améliorer le sort des ouvriers à domicile. Il ne semble pas que cette mesure conduise au résultat souhaité. Certes, les femmes qui travaillent chez elles sont très peu payées et contribuent à faire baisser ainsi le taux des salaires. « Mais il faut remarquer, dit M^{lle} Dyrenfurth (1), que le salaire de ces femmes ne serait pas si faible si le niveau du salaire féminin en général n'était pas si bas. Ce qu'il faudrait pour remédier au mal c'est restreindre la liberté du contrat du travail, c'est établir des minima de salaires. On diminuerait ainsi la concurrence que se font les travailleurs et les entrepreneurs entre eux. Souvent c'est la liberté qui opprime, c'est la loi qui affranchit ».

Ainsi se trouve posée la question de l'établissement de minima de salaires obligatoires. C'est elle maintenant que nous allons étudier.

11° *Fixation de tarifs et minima de salaires obligatoires*

La question des salaires est dans l'étude des solutions à apporter au problème du travail à domicile d'une importance toute particulière. M. Wilbrandt a dit (2) : « Si le travail à domicile comportait des salaires élevés une bonne

1. *Die hausindustriellen Arbeiterinnen in der Berliner Konfektion*, p. 120.

2. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 72.

nourriture, un temps de travail court, un long repos en plein air et de grandes chambres, il serait très sain, car l'isolement des ouvriers réduirait au minimum les dangers de contagion. »

Au fond, ces conditions idéales de travail peuvent se réduire à une seule : que les salaires soient suffisants et les autres transformations nécessaires s'en suivront naturellement ou seront, en tous cas, rendues plus faciles. M. Vilbrandt a dit lui-même (1) : « La misère (dans le travail à domicile) est inhérente aux bas salaires qui forcent l'ouvrier à pécher contre sa santé et celle de sa famille, que ce soit par l'emploi des enfants, la façon dont il est logé, le travail trop prolongé ou la faim. » — « Ce sont les salaires infimes du travail à domicile, dit M. Schwiedland (2), qui entraînent forcément un travail excessif dans des chambres malsaines. Voilà donc le nœud de la question. » — « La base des inconvénients du travail à domicile, dit M. Sombart (3), ce sont les faibles salaires ; ce sont eux la cause de la triste image qu'offre la plupart du temps ce genre de travail : le corps mal nourri, l'esprit estropié, l'âme gâtée, le sens moral empoisonné. » Et M. Brentano, après s'être demandé quelle est l'origine des circonstances désespérantes que l'on rencontre dans le travail à domicile répond (4) : « C'est simplement que le salaire que reçoit l'ouvrier ne lui permet

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 67.

2. *Ziele und Wege*, p. 152.

3. *Archiv für soziale Gesetzgebung*, 1891, t. IV, p. 104.

4. Supplém. de l'*All. Zeitung*, 1899, p. 78.

pas d'être mieux logé. » M. Koch écrit ceci (1) : « Cette mesure (l'interdiction d'emporter du travail à domicile après le temps de fabrique) me paraît le moyen le plus pratique, tant que l'élévation générale des salaires n'apparaîtra pas comme bientôt réalisable. » Et plus loin : « Solutionner la question des salaires, c'est solutionner tout le problème. » M^{lle} Else Lüders dit aussi (2) : « Le principal moyen d'améliorer la situation des travailleurs à domicile est, de l'avis général, la solution de la question des salaires. » C'est également l'avis de M. Grandke (3).

Nous avons déjà examiné certaines mesures ayant en vue ce résultat. Mais, selon l'expression de M. Francke, elles ne touchent au problème que d'une façon timide. L'établissement de tarifs minima obligatoires l'aborde au contraire d'une façon directe et radicale. Aussi cette mesure apparaît-elle dans la question des salaires, comme la réforme primordiale, à tel point que pour beaucoup d'auteurs toute la question des salaires se ramène à elle. Ainsi M. Wilbrandt, revenant encore sur l'idée que nous avons signalée plus haut, dit (4) : « Sans *tarification des salaires*, la misère du travail à domicile demeurera ; *des bas salaires* découlent le travail exagéré et la nourriture insuffisante, qui plus encore que les conditions d'habitation, ruinent la santé des travailleurs » ; et M. Koch (5) : « Ce point reste donc acquis, que la réforme

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 73.

2. *Soz. Prax.*, 1906, n° 52, p. 1358.

3. *H. und H. in D. und OE*, t. II, p. 338.

4. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 95.

5. *Die Hausind. in D.* p. 73,

la plus importante en ce qui concerne l'industrie à domicile c'est *la question des salaires* ; — cela ne signifie pas que les autres réglementations soient inutiles, car la *tarification générale* sera longue à obtenir, et puis il ne faut pas avoir en vue seulement le bien-être matériel, mais aussi, ajoute-t-il, la vie morale et religieuse. »

En résumé, étant donné, d'une part, l'importance de la question des salaires dans celle du travail à domicile, et, d'autre part, l'importance des tarifs minima obligatoires dans la question des salaires, cette mesure, qui consiste à obliger, dans chaque corps de métier, à fixer la limite au-dessous de laquelle le prix unité d'un travail quelconque ne pourra pas être abaissé, est, sans contredit, la plus importante et la plus efficace des réformes proposées pour faire disparaître du travail à domicile tous les maux qui y sont actuellement attachés.

Nous avons vu déjà que c'était bien l'avis de M. Wilbrandt pour qui tarification des salaires et amélioration des salaires ne font qu'une seule question ; nous pouvons citer de lui encore cette phrase (1) : « La tarification des salaires, c'est, dans le travail à domicile, la meilleure hygiène industrielle ». Et ailleurs il demande encore (2) « qu'il soit fait des tarifs qui empêchent que pour un même travail les salaires soient moindres pour les ouvriers à domicile, les femmes et les paysans que pour les autres travailleurs. » C'est égale-

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 93.

2. *Eod. loc.*, p. 79.

ment l'avis de M. Schwiedland qui ajoute, après avoir dénoncé les salaires infimes comme la source de tous les maux du travail à domicile : « C'est en tarifiant les salaires qu'on diminuera le temps de travail » (1). Pour M. Bittmann aussi, l'établissement de salaires aux pièces minima est la disposition la plus importante qu'il faille obtenir. M^{re} Dirrenfurth (2) écrit que « le nœud du problème est la question des salaires et que la meilleure solution consiste à établir un minimum par heure qui devrait être atteint en cas de travail aux pièces » M. Francke demande également « l'élaboration de tarifs avec un minimum » (3), et M. Weber s'exprime ainsi (4) : « Le moyen le plus efficace serait l'établissement forcé de tarifs affichés dans les ateliers et les endroits où l'on donne du travail ».

On peut considérer les avis comme unanimes sur ce point. Mais comment réaliser cette réforme, réglementer les salaires, c'est-à-dire établir des tarifs minima. Quelques auteurs, en petit nombre voudraient que l'Etat n'intervînt pas et qu'on laissât aux ouvriers le soin de les faire accepter. M. Jaffé, par exemple dit (5) : « La grande réforme, la fixation d'un minimum de salaires ne peut être obtenue que par l'action directe, c'est-à-dire par une meilleure orga-

1. *Ziele und Wege*, p. 152.

2. *Die Hausindustriellen Arbeiterinnen in der Berliner Konfektion*, p. 120.

3. *Soz. Prax.*, 1906, n° 15, p. 371.

4. *Eod. loc.*, 1899, n° 26, p. 691.

5. *H. und H.*, t. III, p. 175.

nisation des travailleurs ». Et M. Jean Feig (1) pense qu'une ingérence directe du législateur dans cette question est inadmissible ». Mais ce sont là des avis isolés, du moins actuellement. Si autrefois, ce point de vue était général il n'en est plus de même aujourd'hui. M. Koch dit bien (2) que « le moyen le plus simple d'arriver au but serait que des groupes d'entrepreneurs et d'ouvriers fissent des contrats collectifs établissant des salaires stables pour un temps déterminé », mais il ajoute : « L'établissement de tarifs dans l'industrie à domicile est très difficile. Aussi on demande que l'Etat intervienne pour rendre les tarifs obligatoires et les garantir ».

C'est, en effet, l'opinion presque générale. M. Francke demande que le législateur prenne en mains la question des salaires (3). M. Zwiedeneck-Südenhorst (4) dit que « l'Etat doit intervenir dans la question des salaires pour remplacer l'efficacité d'une société ouvrière organisée ». Il ajoute : « Cette dictature éventuelle de l'Etat doit être considérée comme un mal, mais c'est un mal nécessaire. » M. Meerwarth, après avoir réclamé une loi sur les habitations, donne à son enquête la conclusion suivante : « L'Etat doit s'appliquer à résoudre le problème le plus important et le plus difficile de l'industrie à domicile, la question des salaires. » (5). Enfin, pour résumer l'opinion dominante actuelle en Allema-

1. *H. und H.* t. II, p. 407.

2. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 78.

3. *Soz. Prax.*, 1906, n° 22, p. 563.

4. *Lohnpolitik und Lohntheorie*, p. 390.

5. *Untersuchung über die Hausindustrie in Deutschland*, p. 73.

gne sur ce point, il suffit de citer le passage suivant : « Ceci (l'intervention de l'Etat dans la question des salaires) est possible, écrit M. Koch (1) puisqu'elle existe en Australie. Il est vrai que la situation y est beaucoup plus simple et bien différente de celle des pays européens. L'ingérence de l'Etat dans les conditions de travail n'y a pas tant d'influence sur la capacité d'exportation et sur la situation dans le marché mondial. Mais il n'en est pas moins vrai que des économistes notables se sont prononcés pour l'établissement par l'Etat de minima de salaires dans l'industrie à domicile ; ainsi Brentano (supplément de l'*Allgemeine Zeitung*, 1898, n° 79), Zwiedeneck-Südenhorst (*Lohnpolitik und Lohntheorie*), Pohle (*Deutschland am Scheidewege*), Schwiedland (*Ziele und Wege*), Philippowich (*Schriften des Vereins für Sozialpolitik*), Wilbrandt (*die deutsche Frau im Berufe*). » Notons que ce dernier a constaté également l'accord que signale M. Kochen ces termes (2) : « Quand Schmoller, Alfred Weber, Brentano, Philippowich, Schwiedland, Zwiedeneck-Südenhorst, Gertrude Dyrenfurth, Alice Salomon et d'autres encore, se sont montrés favorables à l'intervention de l'Etat dans l'établissement de tarifs, on peut considérer que la majorité des économistes est de cet avis. Précisément dans ces derniers temps, les anciennes dissensions se sont effacées dans un accord et presque une unanimité significative. » Et il continue : « Après que Schwiedland

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 79.

2. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 133.

(qui lui-même signale l'accord des auteurs sur cette question) (1) a proposé en exemple la politique australienne des salaires (2), que Zwiedeneck-Südenhorst a fait un projet détaillé dans son livre *Lohnpolitik und Lohntheorie*, après la façon dont la *Neue Zeit* en a parlé, en combattant il est vrai, d'une façon soupçonneuse le minimum de salaires garanti par l'Etat, et non sans raison, mais en reconnaissant en même temps que c'est pour l'industrie à domicile le seul bon moyen à employer, le cercle des théoriciens qui s'est occupé de la question peut être considéré comme unanime à estimer que c'est la voie, non pas de la moindre difficulté, mais de la plus grande chance de réussite. Le professeur Alfred Weber a fait, il est vrai, d'autres propositions importantes, mais en dernier lieu il a placé cette mesure au premier plan et l'a donnée comme l'unique protection du travail à domicile. »

M. Wilbrandt dit d'ailleurs lui-même pour son compte (3) : « La protection des travailleurs ne peut être assurée qu'au moyen d'un tarif établi par l'Etat et protégé par lui. »

Etabli par l'Etat et protégé par lui ? C'est là justement que les divergences d'opinions se font jour. De quelle manière l'Etat doit-il intervenir ?

M. Schwiedland expose ainsi la question (4). « Il y a deux systèmes de fixation des salaires, tous deux employés en

1. *Ziele und Wege*, p. 220.

2. *Eod. loc.*, p. 201.

3. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 93.

4. *Ziele und Wege*, p. 198 et suivantes.

Australie ; dans les deux cas d'ailleurs les tarifs s'appliquent à toute l'industrie qu'ils concernent et pas seulement à l'industrie à domicile. A Victoria, ils sont établis par des commissions composées de patrons et d'ouvriers du métier ; en Nouvelle-Zélande, par un bureau de conciliation et un tribunal arbitral.

« Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, continue M. Schwiedland, décréta d'autorité les prix qui seraient payés pour les travaux publics.

« A Victoria chaque commission n'est compétente que pour une industrie déterminée. Le règlement qu'elle établit est applicable dans tous les endroits où il a été notifié. En Nouvelle-Zélande il y a sept bureaux de conciliation et un tribunal d'arbitrage. Les premiers ont pour mission d'établir un tarif accepté par les deux parties. S'ils ne peuvent y parvenir c'est le tribunal qui décide. Il peut rendre son jugement valable vis-à-vis de tous les ouvriers et patrons de l'industrie envisagée ou même des industries voisines, pour les conditions de travail et de salaires ; pour les salaires il peut en fixer le taux concret, réel, ou seulement le minimum » (1).

M. Wilbrandt en demandant que les tarifs soient établis

1. Il y a en effet deux façons de tarifer les salaires. Nous n'avons pas fait cette distinction parce que pour la question qui nous occupe le seul point important est celui-ci : que les salaires payés aux ouvriers ne soient pas des salaires de famine. Ces deux façons de procéder conduisent à ce résultat. Si nous avons à relever en passant les avantages et les inconvénients de l'une ou de l'autre, pour l'instant il suffit de signaler les deux systèmes sans entrer davantage dans le détail.

par l'Etat se rallie donc au système d'autorité de la Nouvelle-Zélande. Son système est exposé de la façon suivante par M. Koch (1) : « Etablissement de salaires minima par le conseil de prud'hommes (Gewerbegericht), qui, pour mener sa tâche à bien pourrait non seulement forcer les parties à comparaître devant lui, mais même établir par un arbitrage un tarif minimum de salaires aux pièces obligatoire et sanctionné par des peines sévères. »

M. Wilbrandt lui-même s'exprime ainsi(2) : « Sur la façon dont on devrait s'y prendre il n'y a pas à se creuser la tête, d'abord parce que nous avons des exemples pratiques à l'étranger, ensuite et surtout parce que en Allemagne nous avons des dispositions officielles ou privées qu'il suffit d'imiter pour qu'elles deviennent efficaces entre les mains de l'Etat.... Je crois pouvoir recommander, surtout pour l'industrie de la confection, la forme suivante : Pour guider le conseil de prud'hommes (Gewerbegericht), il serait créé des commissions, choisies par les patrons et les ouvriers dont la tâche serait d'établir des tarifs, d'une façon absolument analogue à celle qu'ont employée les organisations privées d'ouvriers, dès qu'elles ont été assez fortes pour contraindre les entrepreneurs à accepter une tarification comme cela se passa en 1896.

« Il y aurait pourtant deux différences : 1° Le pouvoir qui en 1896 arracha un tarif pour la confection au conseil des prud'hommes, c'était les travailleurs en grève ; ici ce

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 79.

2. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 111 et suiv.

serait l'Etat qui l'établirait ; 2° Les travailleurs ont bien pu établir le tarif, mais non en assurer l'exécution, tandis que l'Etat pourrait veiller au maintien du contrat, même pendant le temps où, par suite de la morte saison, l'influence de la force ouvrière sur les patrons diminue. Le tarif serait protégé par des peines et un contrôle sévères. Comme moyen de contrôle, on pourrait encore imiter celui qu'ont imaginé les organisations d'ouvriers et de patrons : chaque ouvrier possède un exemplaire du tarif et un tableau des peines. Celles-ci seraient des amendes et des peines infamantes élevées, de façon à ôter la tentation de violer le tarif, qui devrait, ainsi que le tableau des punitions, être affiché dans les ateliers ; il faudrait, en outre, qu'il y eût des livrets de salaires. Il y aurait différents tarifs, comme cela existe dans l'imprimerie, suivant les lieux et en rapport avec la cherté de la vie dans chaque endroit. Ils seraient établis pour toute l'Allemagne par un organe unique, mais préparés par les tribunaux locaux. Dans le cas où il serait impossible d'établir des salaires aux pièces, il faudrait fixer un minimum de salaire à la semaine ou une moyenne. De plus, il faudrait que le 1^e tarif fût remanié périodiquement par une commission permanente. Tous les différends devraient être portés devant des arbitres. Pour la préparation, l'élaboration et l'exécution du tarif on pourrait utiliser le concours des associations ouvrières existantes, qui, bien que faibles sont pleines d'intérêt. »

Et M. Wilbrandt conclut de la façon suivante : « Toutes ces mesures assureraient certainement au tarif une vie solide.

En tous cas, s'il n'était pas exécuté, il faut se dire qu'il s'agit du travail à domicile où l'on ne peut rien gâter ni empirer. La loi disparaîtrait d'elle-même au bout de quelques années ; au pis aller ce ne serait qu'une expérience manquée qui aurait du moins servi à montrer la nécessité d'une suppression totale du travail à domicile. »

Dans ce système le rôle des patrons et ouvriers intéressés est purement consultatif. Ce sont les conseils de prud'hommes qui établissent les tarifs qui sont eux-mêmes homologués par un organe central unique. L'Etat intervient donc à **trois** points de vue et sous trois formes différentes : par les législateurs il impose la création d'un tarif, par ses tribunaux de métier il l'établit ; par ses juridictions répressives il en assure l'exécution.

Sans entrer dans autant de détails que M. Wilbrandt, M. Zwiedeneck-Sudenhorst semble se rallier à ce système quand il dit (1) : « L'Etat devrait créer des organes permanents qui essaieraient d'amener à un niveau normal le taux des salaires dans chaque corps de métier. Il a le devoir de poser les bases d'un contrat de travail collectif qui empêcherait que les salaires fussent fixés par contrats individuels. Si les négociations des parties ne donnent pas de résultat, c'est lui qui doit solutionner la question d'une façon définitive. Il doit ensuite s'attacher à perpétuer les accords ainsi formés par son initiative. » M. Francke, de son côté, estime que l'Etat peut élever les salaires et développer peu à

1. *Lohnpolitik und Lohntheorie*, p. 391.

peu les ententes entre entrepreneurs et ouvriers avec l'aide d'organes officiels tels que tribunaux industriels, inspecteurs, etc. (1).

Mais beaucoup d'auteurs préconisent au contraire des systèmes du type adopté à Victoria. Ainsi M^{lle} Dyrenfurth dit (2): « Pour moi, la meilleure organisation c'est celle de Victoria où les tarifs sont établis par des commissions mixtes composées d'hommes compétents pour chaque industrie; cette forme a déjà été adoptée dans les arrangements particuliers. La nouveauté consisterait dans l'obligation où l'on serait de l'employer. »

Ici l'Etat n'interviendrait donc que pour obliger à établir un tarif, et probablement aussi, mais M^{lle} Dyrenfurth ne le dit pas, pour le sanctionner.

M. Schwiedland est également de cette opinion. Il dit (3): « La préparation devrait être abandonnée à l'initiative des intéressés... et l'exécution garantie par la puissance de l'Etat dans le domaine de la justice et de l'administration. »

Pour M. Koch, il est inutile de faire intervenir les ouvriers dans l'élaboration des tarifs. Ce qu'il demande (4), c'est que tous les entrepreneurs (Verleger) ou groupes d'entrepreneurs soient forcés d'établir un tarif de salaires aux pièces très détaillé pour tous leurs ouvriers et pour tous les travaux accomplis à domicile. Les prix payés aux « Zwischen-

1. *Soz. Prax.*, 1906, n° 22, p. 563.

2. Conférence.

3. *Ziele und Wege*, p. 32.

4. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 81.

meister » y seraient également fixés. Comme garantie le tarif devrait être soumis au conseil des prud'hommes (Gewerbe-gericht) qui pourrait ne pas l'accepter sur certains points. Il serait adjoint à celui-ci des représentants des patrons, des ouvriers, et, suivant le cas, des « Zwischenmeister », en nombre égal. Les tarifs seraient établis pour un temps déterminé ; ils devraient être révisés chaque fois qu'un certain nombre d'ouvriers à domicile le demanderaient. Les fraudes seraient en outre, punies sévèrement... « Ainsi, ajoute M. Koch, le tarif ne prend pas son origine, mais seulement sa force obligatoire dans un organe public. De la sorte on peut mieux spécialiser, et de plus il a plus de chance d'être appliqué par les entrepreneurs (Verleger) puisque ce sont eux qui l'auront fait. »

M. Weber dit, dans le même sens (1) : « Il ne s'agit pas d'une fixation par les autorités, mais d'une obligation pour le patron d'afficher dans son atelier ou à l'endroit où il distribue le travail le prix payé pour chaque travail et chaque modèle... Il faudrait naturellement maintenir les livrets de paie et feuilles de travail pour les ouvriers à domicile ; le patron aurait donc d'autant moins à écrire qu'il en emploierait moins. (M. Weber comptant sur la paresse des patrons, estime que ce serait un moyen de restreindre le travail à domicile).

En tous cas, quel que soit le système préférable, un point

1. *Soz. Prax.*, 1899, n° 26, p. 691.

semble acquis, à savoir que l'Etat doit imposer la création de tarifs.

Le fera-t-il bientôt ? c'est peu probable. Nous avons vu (1) que M. Koch pensait que « la tarification générale serait longue à obtenir ». M. Schwiedland le croit aussi à cause du partage de la force politique et du sentiment trop faible de solidarité des classes influentes (2). Et M^{lle} Else Lüders estime même que les organisations ouvrières, si peu développées qu'elles soient, agiront plus rapidement que les pouvoirs publics.

« Heureusement, dit-elle (3), des faits récents prouvent que même parmi les ouvriers à domicile un mouvement en faveur de la réglementation des salaires est possible et utile... Ces résultats sont une réponse au pessimisme de ceux qui ne croient pas à la possibilité d'une réglementation collective des salaires dans le travail à domicile. Quant à la législation, elle se refusera encore longtemps à établir des tarifs minima, d'autant plus que le gouvernement devrait se conformer aux propositions faites au Reichstag et confier à des organes déterminés le soin de faire aboutir les conclusions de conventions pour l'industrie à domicile et de veiller à leur application. »

Quoi qu'il en soit, cette mesure dont la place est si importante dans l'étude de la question du travail à domicile ne va pas cependant sans soulever certaines objections.

1. Voir, p. 159.

2. *Ziele und Wege*, p. 222.

3. *Soz. Prax.*, 1906, n° 52, p. 1358.

Sans parler des objections de principe, c'est d'abord la difficulté d'établir les tarifs eux-mêmes. Ce point est certain. Les auteurs en conviennent généralement, sauf M. Weber qui pense que le système qu'il propose est au contraire d'une application simple. Il est vrai que ce système consiste uniquement « dans l'obligation imposée aux patrons d'afficher les prix payés pour chaque travail et chaque modèle ». Mais il ne parle pas de la façon dont le tarif lui-même serait établi. Et c'est là justement que se trouve le point délicat. « L'établissement de tarifs dans l'industrie à domicile est difficile, dit M. Koch (1); car il s'agit ici de produits changeant rapidement et vieillissant vite (et l'on pourrait ajouter d'une variété énorme). Les tarifs devraient donc être élaborés très minutieusement et pouvoir s'adapter à tous les changements et à tous les progrès de la technique. Si difficile que cela paraisse, c'est cependant le but vers lequel il faut tendre et qu'il ne faut pas perdre de vue. » M. Schwiedland dit de même (2) : « Souvent les industries à domicile sont soumises à la mode. Chaque fois qu'il y a de nouveaux modèles il faut modifier le matériel, l'exécution, les formes, les couleurs, ce qui rend difficile la réglementation des salaires. Peut-être le principe serait-il celui-ci : mesurer le salaire sur ce qu'un ouvrier moyen avec un certain nombre d'aides peut faire dans un temps déterminé. Il faudrait naturellement envisager les industries une à une et faire des catégories de travailleurs. »

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 78.

2. *Ziele und Wege*, p. 231.

Ces difficultés tenant aux changements fréquents, à l'irrégularité du travail, à la multiplicité des modèles, se rencontrent surtout dans la confection ; cette branche si importante de l'industrie à domicile est aussi la plus soumise à la mode et à l'influence des saisons.

M^{lle} Dyrenfurth fait remarquer (conférence) que si l'établissement d'un tarif est toujours une chose difficile « des difficultés particulières se rencontrent dans les industries de mode et de saison, où pour beaucoup d'articles on ne pourrait pas établir de tarifs de salaires aux pièces ». Et M. Grandke dit (1) : « La possibilité de maintenir les avantages obtenus plus longtemps qu'une saison, se heurte à la grande diversité des travaux de confection, surtout celle pour dame ; car les mêmes salaires ne peuvent être maintenus que pour les mêmes travaux. »

Il pense que, si à la suite de la grève de la confection de 1896, on n'a pas pu établir un tarif détaillé, c'est en partie parce que les travaux sont si variés que cela parut impossible. Et ailleurs il dit encore : « Dans la confection, ce qui empêche de faire aboutir les revendications relatives aux salaires, ce sont les saisons, donc un fait tenant non pas à la forme d'exploitation mais au caractère de ce commerce ». Aussi ajoute-t il : « Il vaudrait donc mieux faire des essais dans d'autres industries. » C'est une conclusion naturelle à laquelle arrive également M. Francke qui demande que l'on applique les règlements relatifs à l'industrie à domicile

1. *H. und H in D. und OE.*, t. II, p. 336.

d'abord à d'autres métiers où la mode change moins souvent (1).

Il est vrai que dans d'autres branches, les difficultés tenant à la mode et aux saisons ne se rencontrent pas au même degré. Mais elles existent cependant. Et puis il reste toujours celles provenant de la grande diversité des travaux. Ici, nous remarquons qu'il serait plus simple évidemment d'établir seulement des minima de salaires, au lieu de tarifs exacts et détaillés. Il se soulève pourtant encore de graves objections techniques. « Le minimum, dit M. Koch (2) devra varier dans chaque endroit suivant le coût de la vie. » Et M. Schwiedland développe cette idée ainsi (3) : « Les salaires s'élèveraient dans les endroits où la vie est chère. Les marchandises fabriquées dans ces endroits ne trouveraient pas à s'écouler par suite de la concurrence de celles fabriquées ailleurs à meilleur compte. Pour éviter ce danger, il faudrait que le minimum fût le même partout, celui des grandes villes. Mais ce ne pourrait pas être le minimum le plus élevé ; il faut qu'il soit conforme au prix de la vie. Le mieux serait donc d'établir un minimum avec un appendice contenant quelques fixations de prix progressifs suivant les endroits. » M. Schwiedland ajoute (4) : « C'est ce qui se fait en Nouvelle-Zélande. A Victoria les commissions fixent les lieux où s'applique leur réglementation, qui est unique pour tous. La durée de validité n'en est pas déter-

1. *Soz. Prax.*, 1906, n° 22, p. 563.

2. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 80.

3. *Ziele und Wege*, p. 211.

4. *Ziele und Wege*, pp. 213-214.

minée, on la change quand c'est nécessaire. En Nouvelle-Zélande, elle est faite pour un temps, mais lorsque le tarif ne convient plus on peut revenir devant l'autorité compétente ».

Cette difficulté une fois écartée d'autres se soulèvent.

« Le minimum de salaires, dit M. Koch (1), présente deux dangers. Un pour les faibles, les vieillards, les moins productifs, et un autre pour tous les ouvriers en général. Les premiers sont délaissés par les entrepreneurs, et c'est d'autant plus grave que le travail à domicile procure de l'occupation à ceux qui, par suite de leur âge, de leur situation de famille ou de leur santé, ne peuvent pas travailler beaucoup. De plus, il y a un danger pour les bons ouvriers eux-mêmes, car l'entrepreneur est tenté de voir dans le tarif minimum le tarif normal et d'abaisser les salaires supérieurs. C'est d'autant plus à craindre dans l'industrie à domicile que les travailleurs n'y sont pas organisés ». Aussi M. Koch, comme nous l'avons vu (2), propose-t-il l'établissement d'un tarif complet et non d'un minimum. « De la sorte dit-il, il n'y a pas à redouter un abaissement des salaires ni l'abandon des ouvriers moins productifs. » M. Schwiedland signale aussi ces deux conséquences de la fixation d'un minimum de salaires. Mais il ajoute : (3) « Le minimum ne devrait être valable que pour les ouvriers inférieurs. Pour les autres on devrait établir un tarif moyen plus élevé. »

1. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 80.

2. *V.* p. 168.

3. *Ziele und Wege*, p. 209.

M. Wilbrandt répond comme il suit aux deux objections précédentes (1) : « Le minimum des salaires ne fait-il pas baisser les salaires plus élevés ? Ce qu'il y a de certain, c'est que jamais les ouvriers ne l'ont combattu, car s'il doit causer, par hasard, quelques résultats nuisibles, ces rares exceptions s'effacent devant les bienfaits qu'il apporte.

« On dit aussi que les travailleurs faibles et maladroits ne trouveraient plus d'occupation. Cela ne se produirait que si l'établissement du tarif minimum faisait disparaître le travail à domicile lui-même. Peu importe, en effet, au patron qu'un ouvrier à domicile travaille vite ou lentement, à gros frais ou d'une façon avantageuse ; ce n'est qu'à la fabrique qu'il y a une proportionnalité entre ce que coûte et ce que rapporte l'ouvrier. Ici les frais pèsent sur lui, le patron n'a d'intérêt à ce qu'il soit rapide que parce que dans ce cas son capital se transforme plus vite ; or, jusqu'à présent cet intérêt n'a pas fait abandonner ceux qui produisent moins et il n'y a pas de raison de supposer que de plus hauts salaires conduiraient à ce résultat. »

Mais en augmentant les salaires n'augmenterait-on pas aussi le prix des produits ? M. Schwiedland signale cet enchérissement comme une des conséquences probables (2). Mais M. Koch, après s'être placé au point de vue du commerce extérieur et avoir dit « qu'une exportation reposant sur des salaires indignes ne peut pas enrichir un pays »,

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 114.

2. *Ziele und Wege*, p. 203.

ajoute (1) : « D'ailleurs l'augmentation des salaires ne ferait monter les prix que d'une façon insignifiante », ce que M. Wilbrandt confirme par des chiffres (2).

D'autre part, M. Weber écrit (3) : « Si les frais de production et les prix augmentaient, ce ne serait pas un mal mais au contraire un avantage. Seules les mauvaises marchandises inférieures reposent sur le travail à domicile ; celles de bonne et de moyenne qualité dans toute l'industrie de la confection, sont aujourd'hui déjà, faites en atelier. L'élévation du prix ne se ferait donc sentir que sur les mauvaises marchandises et encore l'augmentation serait-elle à peine sensible pour les ouvriers consommateurs, tandis que le niveau des couches ouvrières inférieures, serait considérablement élevé. » Et après avoir remarqué que l'exportation, qui porte sur des objets de qualité moyenne, ne serait pas atteinte, il continue : « Seraient, au contraire, frappées à mort, les industries à vil prix, dégoûtantes, qui produisent, au moyen de la plus mauvaise main-d'œuvre trouvée à domicile, des marchandises de rebut. C'est-à-dire que la confection serait débarrassée de ces affaires malpropres qui la contaminent. »

Notons encore cette phrase de M. Sombart (4) : « La modicité des prix n'est qu'apparente. L'entrepreneur seul y trouve son compte, car ce n'est pas parce que le salaire est moins élevé que les marchandises sont moins chères. Si

1. *Die Hausind. in Deutschland*, p. 82.

2. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 69.

3. *Soz. Prax.*, 1899, n° 27, p. 721.

4. *Archiv. für soziale Gesetzgebung*, 1891, t. IV, p. 108.

réellement le prix des produits travaillés à domicile est inférieur à celui des produits travaillés à la fabrique c'est qu'ils sont de plus mauvaise qualité, ce qui n'est pas un avantage social. »

Enfin, comment assurer l'exécution des tarifs, Nous avons vu qu'on demandait pour réprimer les fraudes des peines très sévères. En outre, à Victoria, dit M. Schwiedland (1), « la loi de 1900 a décidé que lorsque la fraude serait découverte l'ouvrier serait payé au tarif plein depuis le début de son travail, sans tenir compte de ce qu'il pourrait avoir touché déjà ». Mais cela ne suffit pas. Encore faut-il constater les contraventions pour pouvoir poursuivre. Les livrets de salaires et les feuilles de travail serviraient au contrôle. Mais bien des façons de tourner la loi s'offrent aux industriels. M. Schwiedland signale celle-ci (2) qui consiste « à transformer les salaires en prix de vente des marchandises. De la sorte les rapports entre les ouvriers et les « Verleger » sont masqués sous l'apparence d'achats. Aussi faudrait-il que les tarifs fussent faits pour les prix de vente et salaires ». « Les abus peuvent se cacher dit-il encore (3), sous le couvert de fournitures de matériel et d'amendes. Peut-être alors faudrait-il interdire les unes et les autres ou interdire au moins de faire des retenues sur les salaires. Il est vrai que l'employeur pourrait forcer l'ouvrier

1. *Ziele und Wege*, p. 205.

2. *Eod. loco*, p. 203 et 230.

3. *Eod. loco*, p. 154 et suiv.

à payer en le menaçant de ne plus lui donner de travail. Ce serait aux inspecteurs à veiller, »

Mais comment empêcher que les patrons et les ouvriers ne s'entendent pour tourner la loi et tromper l'inspecteur ?

Comment empêcher aussi que les ouvriers ne déclarent par fausse honte des salaires plus élevés que ceux qu'ils reçoivent réellement (1). Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il s'agit d'ouvriers à domicile habitués à ce genre de travail, n'ayant d'autre ambition que de se procurer le faible salaire qu'ils gagnent péniblement depuis si longtemps, essayant de prendre le travail de leur voisin en demandant moins que lui, incapables de comprendre leurs véritables intérêts, et ne cherchant, en grand nombre, dans le travail à la maison, qu'un salaire d'appoint. M. Brentano a dit (2) : « La concurrence que se font les ouvriers à domicile voilà ce qui rend inutile tout effort pour améliorer leur sort. » « Ceci prouve, conclut M. Schwiedland (3), qu'une forte organisation des travailleurs est nécessaire. » Mais devant toutes les difficultés que nous avons trouvées sur notre chemin, s'il faut en arriver à cette conclusion il est à craindre que les doutes soulevés par M. Sombart sur la possibilité de la politique des salaires ne soient fondés, et ce n'est pas sans inquiétude qu'on peut rappeler « la voix autorisée » de M. Adolphe Wagner qui disait en 1904, au Congrès évangélique de Breslau : « Je souhaiterais qu'on établît des

1. Voir Jaffé, *H. und H.*, t. III, p. 176.

2. Supplém. à l'*All. Zeitung*, 1899, n° 79.

3. *Ziele und Wege*, p. 204.

minima de salaires obligatoires dans le travail à domicile ; je voudrais aussi caresser la pensée que c'est possible. » (1)

1. Il convient de signaler certaines propositions qui n'ont pas trouvé leur place dans l'étude des mesures à prendre pour transformer l'aspect du travail à domicile. Ce sont, en effet, des moyens d'améliorer certains points particuliers de la situation actuelle, mais non des façons de solutionner le problème dans son ensemble.

Ainsi M. Skwiedland demande que les fournitures et dégradations du matériel soient à la charge des employeurs. (*Ziele und Wege*, p. 143 et suivantes).

Il demande aussi qu'on fixe d'une façon précise les délais dans lesquels leur place doit avoir lieu les réglemens de compte, les dédommagemens pour livraisons et attentes, les remboursements d'avance, etc. (*Eod. loco*, p. 158). On devrait encore d'après lui, interdire aux travailleurs à domicile d'employer des aides étrangers. Il n'y aurait plus alors que des ateliers de famille. Ou bien interdire aux ouvriers qui reçoivent un travail à faire de le donner à d'autres ouvriers, c'est-à-dire de faire un sous-contrat.

Cette mesure a été proposée également par le Dr Wœrishoffer à la Commission allemande pour la statistique des travailleurs. Il voulait, en interdisant aux petits patrons d'employer des ouvriers en dehors de chez eux, empêcher l'extension du travail à domicile et favoriser la concentration des travailleurs dans les ateliers des petits patrons. Les ouvriers occupés chez ces derniers auraient été en rapport direct avec l'entrepreneur. Cette proposition ne fut pas adoptée, car on fit remarquer qu'elle tendrait, au contraire, à augmenter le nombre des travailleurs à domicile sans améliorer leur sort.

M. Lujo Brentano voudrait que l'on réglât les conditions de prix et de livraison du travail, car, dit-il (*Supplément Allg. Zeitung*, 1899, n° 78), « lorsque les ouvriers à domicile prennent et rapportent directement l'ouvrage chez l'entrepreneur ils perdent chaque fois au moins deux ou trois heures, et cela plusieurs fois par semaine ».

Enfin, signalons encore que M. Koch demande que toutes les difficultés entre les ouvriers à domicile et leurs employeurs relatives au contrat de travail soient soumises au conseil de prud'hommes (*Gewerbegericht*) sans distinguer entre ceux qui reçoivent la matière première et ceux qui la fournissent eux-mêmes. (*Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 78 et suiv.) Voir aussi Kollenscher. Brochure *Heimarbeit*, p. 18.

SUPPRESSION DU TRAVAIL A DOMICILE

Toutes les mesures que nous avons examinées, en même temps qu'elles amélioreraient les conditions actuelles du travail à domicile, auraient pour résultat de mettre des charges nouvelles au compte des entrepreneurs et de diminuer par conséquent leur intérêt à employer ce genre de travail. Toute amélioration dans le sort des ouvriers à domicile aboutirait donc forcément à l'élimination d'un nombre plus ou moins grand d'entre eux.

« Par la tarification des salaires, écrit M. Wilbrandt (1), une grande partie du travail à domicile technique est transportée à la fabrique, de même qu'une législation sur les demeures empêcherait qu'il continuât à s'exercer dans des conditions malsaines. »

Il dit encore : « Toutes ces mesures, la politique des salaires, les listes, l'inspection, l'extension de la protection générale, diminuent le travail à domicile en faisant disparaître les bas salaires, le travail sans fin dans des chambres malsaines. »

M. Koch signale le fait à plusieurs reprises (2) : « Un moyen très efficace pour obliger l'industrie à domicile à se

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 94.

2. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 63.

transformer en grandes exploitations mécaniques, c'est l'augmentation des salaires. Si l'entrepreneur devait payer des salaires plus élevés, il serait forcé de recourir à une forme d'exploitation supérieure. » Plus loin il dit : « Les hauts salaires entraînent forcément le développement des machines, le passage à la fabrique de beaucoup de branches d'industries à domicile. »

M. Weber se demande (1) « ce que peut être une politique relative au travail à domicile, sinon un effort vers son élimination. » M. Jaffé dit qu' il est vraisemblable que ces mesures chasseraient les travailleurs des grandes villes, puisque déjà l'obligation d'avoir une chambre de travail spéciale serait prohibitive « (2). Il ajoute d'ailleurs : « Mais ce n'est pas une raison pour ne pas agir, d'autant plus que si ces mesures ne sont pas prises, une grande partie de l'industrie passera de la fabrique à la maison. »

M. Schwiedland pense qu'avec la réglementation des salaires l'industrie à domicile se transformerait en forme de production plus avantageuse (3).

Citons encore ce passage de M. Robert Pollatschek (4) : « Quelles seront les conséquences immédiates de ces différentes mesures ? Le travail à domicile ne pourra pas tenir plus longtemps en présence du développement des exploi-

1. *Soziale Praxis*, 1899, n° 26, p. 691.

2. *H. und H. in D. und OE.*, t. III, p. 334.

3. *Ziele und Wege*, p. 234.

4. *H. und H. in D. und OE.*, t. III, p. 436.

tations mécaniques. Les gros entrepreneurs transformeront leurs maisons, les petits les fermeront. »

Enfin, M. Max Kollenschcr, après avoir signalé le même fait, conclut : « Toute entreprise de la loi contre les maux du travail à domicile est en même temps une entreprise contre le travail à domicile lui-même. » (1).

Mais cela ne veut pas dire que le travail à domicile disparaîtra complètement. Il sera éliminé en grande partie, mais dans certains cas, les patrons auront encore avantage à le conserver. M. Uhlfelder dit par exemple ceci à propos du travail de l'étain à Nurenberg et à Fürth (2) : « On peut affirmer que le travail à domicile continuera à y être employé même si la main-d'œuvre devait y offrir des conditions moins avantageuses pour le fabricant que celles qui existent actuellement. Une amélioration due à un changement dans le mode de travail n'est donc pas à espérer, d'autant plus qu'aucune machine n'est nécessaire pour ces travaux... Les fabricants ne peuvent pas s'en passer (des ouvrières à domicile) et ne peuvent pas facilement les remplacer par des personnes ignorantes et inhabiles. D'autre part l'industrie peut supporter de payer de plus forts salaires. »

Et cette situation n'est pas exceptionnelle. M. Wilbrandt dit à ce sujet (3) : « L'élévation des salaires dans le travail à domicile ne le fera pas disparaître complètement ; lorsque le travail d'un ouvrier habile sera comparable pour la qua-

1. Brochure *Heimarbeit*, p. 18.

2. *H. und H. in D. und OE.*, t. I, p. 187.

3. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 125 et suiv.

lité et pour la quantité au produit de la fabrique, il n'y a aucune raison de supposer que l'élévation des salaires fera abandonner l'un pour l'autre. Spécialement l'industrie de la confection peut rester du domaine de l'industrie à domicile... L'entrepreneur y trouvera encore un avantage dans l'économie de certains frais de production qui sont à la charge du travailleur. De plus, pour les articles soignés, l'emploi de la machine n'a que des inconvénients, de sorte que dans ce cas le travail à domicile subsistera avec de hauts salaires. C'est ce qui se passera pour la couture à la main et pour tous les travaux de prix et toutes les marchandises de bonne qualité. L'élévation des salaires se traduira simplement par une augmentation du prix de vente. Enfin, continue M. Wilbrandt, la plus grande partie de la confection pour dames, n'ira pas à la fabrique, car les fabricants de rubans ou d'étoffes pour vêtements, estiment que le travail à domicile est un complément indispensable de la fabrique ; ils l'emploieront toujours aux moments de presse. A cette raison capitaliste s'ajoute une raison technique : dans la confection pour dames il faut beaucoup de types, de modèles, mais chacun en petite quantité. Donc on ne peut pas toujours employer la production mécanique. Par conséquent la hausse des salaires ne transportera pas à la fabrique tout le travail qui se fait actuellement à domicile. Cela ne se produira que pour les marchandises peu chères, fabriquées en grand nombre, qui ne peuvent pas supporter une augmentation de prix, et dans ce cas ce sera un avantage. C'est le travail à domicile le plus misérable qui sera mis de côté. »

Donc les réglementations relatives au travail à domicile ne le feront pas disparaître. C'est pourquoi M. Francke a écrit (1) : « Ces différentes réformes ne sont pas dirigées contre le travail à domicile, mais contre ses maux et ses dangers », et encore (2) : « Que l'industrie à domicile soit actuellement une forme de travail inférieure, c'est certain. Mais il ne faut pas détruire le juste et l'injuste... L'industrie à domicile saine dans la vie industrielle est un problème de l'avenir ».

On voit par ces mots que M. Francke non seulement considère comme possible de réglementer le travail à domicile sans pour cela le faire disparaître, mais encore qu'il ne songe nullement à le supprimer. Il a écrit d'ailleurs (3) : « Nous ne pensons pas à prononcer le mot d'interdiction du travail à domicile, nous croyons ce résultat impossible à atteindre. » Et il ne désire pas non plus qu'il soit atteint ainsi qu'il me le dit lui-même, considérant que cette forme de travail comportait de grands avantages.

Bien des auteurs, comme lui, s'efforcent d'améliorer sans vouloir détruire. Ainsi M. Jaffé dit : « que l'interdiction du travail à domicile ne serait pas à désirer, car il est entré trop profondément dans les conditions du travail d'un grand nombre de familles pauvres » (4). « L'industrie à domicile est tout à fait nécessaire à Berlin dans les conditions actuel-

1. *Soziale Praxis*, 1906, n° 22, p. 563.

2. *Eod. loc.*, 1907. n. 17, p. 427.

3. *Eod. loc.*, 1906, n° 22, p. 563.

4. *H. und H. in D. und OE.*, t. III, p. 334.

les pour une large couche sociale », a dit M. Grandke (1).

M^{lle} Behm, directrice du Syndicat des ouvrières chrétiennes à domicile, ne veut pas non plus sa suppression, pas plus que M^{lle} Else Lüders ou M^{lle} Dyrenfurth, qui dit dans la conférence dont nous avons déjà parlé : « Beaucoup proposent : supprimez le travail à domicile, mais nous qui y voyons des avantages certains, nous devons chercher d'autres moyens. »

Ces avantages, il est inutile d'y insister ; ce sont partout les mêmes et ils se comprennent facilement : commodité pour l'entrepreneur, liberté de l'ouvrier, vie de famille, facilités pour les femmes mariées de soigner leurs enfants, de s'occuper du ménage, tout en gagnant quelque chose de leur côté, occupation possible pour les malades et les vieillards qui ne peuvent pas aller à la fabrique, etc.... Mais suffisent-ils à rendre le travail à domicile indispensable, ou bien n'exagère-t-on pas leur importance et ne serait-il pas possible de trouver des compensations suffisantes s'ils étaient supprimés ? Voyons tout d'abord ce qu'en pense M. Wilbrandt (2) : « Le principal argument en faveur du travail à domicile, dit-il, c'est sa nécessité pour les mères. Mais, pour celles qui sont très occupées, ce n'est pas une forme de travail à souhaiter. Même à la maison, le travail industriel joint aux devoirs maternels et aux soins du ménage est une fatigue exagérée. Ainsi une mère de quatre enfants dit qu'elle n'a pas le temps de s'en occuper ; une

1. *H. und H. in D. und OE.*, t. II, p. 339.

2. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 128 et suiv.

repasseuse, que la vapeur a rendu son enfant malade ; une couturière, qu'elle ne peut pas surveiller les siens ; une veuve dut mettre ses trois enfants dans un orphelinat, « mais, dit-elle, mon cœur de mère ne put pas le supporter longtemps et je les ai retirés au bout de trois mois ; j'espère qu'ils pourront s'élever tout seuls, car moi je ne puis pas le faire ».

M. Wilbrandt continue : « Le travail à domicile n'est désirable que pour les mères qui y cherchent seulement un salaire d'appoint. Mais pour elles, comme pour toutes celles à qui leurs occupations ne permettent pas de rester chez elles (les vendeuses de magasins par exemple) il y a une compensation possible dans la demi-journée de travail et la création d'établissements où les enfants seraient gardés pendant qu'elles seraient occupées. »

La *Soziale Praxis* du 25 juillet 1907 (p. 1149) annonce qu'il a été créé à Brême pour les enfants des ouvrières des filatures de jute une maison où ils sont gardés pendant que les mères travaillent. En même temps qu'ils y sont soignés et fortifiés, on leur forme le caractère et pendant les vacances on les emploie à des travaux utiles et on les perfectionne.

« C'est même plus sain pour les enfants, poursuit M. Wilbrandt, que de rester accroupis à la maison. Ils pourraient jouer en commun dans des salles et des jardins sous le regard d'une surveillante. Les mères et les enfants ne pourraient qu'y gagner. Pour celles-là, la suppression du travail à domicile, non seulement trouvera sa compensation dans

l'établissement de la demi-journée de travail, mais encore, elle le rendra possible, car c'est l'existence du travail à domicile qui a empêché jusqu'à présent de le réaliser. »

Les hommes aptes au travail pourront, pense M. Wilbrandt, trouver d'autres occupations ; quant aux demi-invalides et aux gens âgés, si l'entrepreneur ne peut plus les faire travailler à domicile, il les emploiera vraisemblablement à la fabrique ; pour les vieillards et les malades, il suffirait d'établir une assurance suffisamment forte. S'il doit y avoir des exceptions, ce n'est que pour les filles qui ont leurs parents malades à soigner et pour les mères qui allaitent, car sur ce dernier point, malgré les faibles salaires actuels et les chambres de travail déplorables, la mortalité infantile est bien moindre parmi les ouvriers à domicile que parmi les autres. »

M. Sombart dit de son côté, après avoir signalé tous les avantages que M. Schoenberg trouve au travail à domicile (1) : « Roscher et Schmoller (Jahrbuch 1890) donnent aussi la vie de famille comme une de ses supériorités. Je ne suis pas de cet avis. On considère, quand on émet cette opinion, que le travail à domicile n'est qu'une occupation supplémentaire. Cela n'est pas en réalité. Tous les avantages signalés par M. Schoenberg sont imaginaires, quand ils ne sont pas nuisibles, ou bien ils ne sont pas spéciaux à l'industrie à domicile. » Et M. Sombart les réfute un à un. Il dit en particulier, à propos du travail en famille : « J'estime que

1. *Archiv für Soziale Gesetzgebung*, 1891, t. IV, p. 104.

loin d'être un bien, comme on le pense généralement, c'est un mal. C'est au contraire le poison qui détruit la vie de famille. Quand la maison paternelle n'apparaît aux enfants que comme un atelier, jamais l'image du foyer ne pourra prendre racine dans leur cœur. La maison doit être l'endroit où l'on se repose de la fatigue du jour, non le lieu du travail. »

Pour M. Weber (1) quand bien même le travail à domicile serait avantageux pour les femmes mariées, divorcées ou veuves ayant des enfants, ce ne serait pas une raison pour reculer. « Eliminer le travail à domicile dans la confection, dit-il, quand cent mille femmes et soixante mille hommes y sont occupés? Oui, et sans pour cela être un esprit corrompu (Schwarmgeist). »

Et plus loin il explique ainsi sa pensée (2) : « Il ne faut pas oublier que l'on envisage tranquillement depuis longtemps déjà l'exclusion des femmes mariées de la fabrique, ce qui frapperait un beaucoup plus grand nombre d'ouvrières. Et si l'on songe que l'interdiction d'employer des enfants à la fabrique d'après la loi de 1891 a retiré à beaucoup de familles l'occasion de gagner quelque chose, sans que cela ait eu le moindre inconvénient, on ne voit pas ce qu'a de fantastique la suppression du travail à domicile dans la confection ».

Cependant, M. Weber admet qu'il faudrait, dans certains

1. *Soziale Praxis*, 1899, n° 26, p. 691.

2. *Eod loc.*, 1899, n° 27, p. 721.

cas, agir avec précaution. « Le travail à domicile, dit-il (1), est nuisible même aux femmes qui pourraient difficilement s'occuper d'une autre façon. Cependant, il est avantageux quand c'est un salaire d'appoint. Mais si dans ce cas il demande des ménagements, ce n'est que s'il ne nuit qu'à celles qui l'exercent et s'il n'a pas de répercussion sur le sort des autres ouvriers. »

Enfin, M. Hermann Loth dit à propos de l'industrie horlogère dans la Forêt noire (2) : « Les conditions du travail à domicile y sont mauvaises. Les avantages qu'on y rencontre par exception pourraient être obtenus également avec le travail en fabrique. Celui-ci n'est pas incompatible avec la vie de famille. Il suffit de limiter le temps de travail. »

M. Jean Feig reconnaît, comme MM. Weber et Wilbrandt, que le travail à domicile est avantageux lorsqu'il procure à l'ouvrière un salaire d'appoint, mais tandis que l'un demande simplement qu'on agisse avec ménagement dans ce cas et que l'autre réclame seulement des compensations, il propose, lui, « d'interdire de travailler à domicile dans les branches d'industrie où les salaires sont abaissés par la demande des femmes cherchant un salaire d'appoint, à tous ceux qui y cherchent une occupation principale, c'est-à-dire aux femmes non mariées et sans enfants » (3).

Mais que deviendraient alors toutes celles, veuves, divorcées ou filles-mères qui n'ont d'autres ressources que ce

1. *Soziale Praxis*, 1899, n° 27, p. 721.

2. *H. und H. in D. und OE.*, t. I, p. 333.

3. *Eod. loc.*, t. II, p. 407.

qu'elles gagnent elles-mêmes, et qui ont pourtant des enfants à soigner ? Pour celles-là, il faudrait bien « agir avec ménagement » ou « leur donner des compensations. »

D'ailleurs cette mesure de faveur se justifierait-elle ? Ce sont précisément ces personnes pour qui le travail à domicile est avantageux mais pas nécessaire qui exercent l'influence la plus néfaste sur le sort des autres ouvriers. Nous avons vu que certains auteurs espéraient même, au moyen de l'enregistrement obligatoire, les faire renoncer à exercer leur métier (1). La proposition de M. Jean Feig contribuerait donc à perpétuer un état de choses déplorable que signale en particulier M. Jaffé dans *L'industrie de la confection dans l'Allemagne de l'Est* (2). Il dit : « On trouve des situations très mauvaises là où, comme à Essen, la couture n'est qu'une occupation supplémentaire, car il n'y a aucun rapport entre la production et le salaire. La situation est meilleure là où comme à Herford et dans les environs, le métier de tailleur est une occupation principale ».

Cependant, M. Jaffé ne veut pas qu'on interdise le travail à domicile pas plus dans un cas que dans l'autre. Et bien d'autres auteurs avec lui, qui veulent réglementer et restreindre cette forme de travail, estiment cependant qu'il présente des côtés utiles et qu'il convient de le conserver malgré les explications de ses adversaires qui tendent à prouver qu'il n'est à aucun point de vue nécessaire.

Mais ses partisans ne se contentent pas de le défendre.

1. V. p. 145.

2. *H. und H. in D. und OE.* t. III, p. 175.

Ils prennent à leur tour l'offensive et ils font ressortir que sa suppression non seulement ferait disparaître tous les avantages qui y sont attachés, mais encore serait la source de grandes difficultés et de graves dangers. M. Schwiedland s'exprime ainsi (1) :

« A part l'impossibilité d'abolir simplement par une loi le travail à domicile, que deviendraient les milliers de travailleurs que leur ancien patron ne voudrait pas employer à l'usine pour ne pas avoir à diriger d'ateliers ni à fournir d'instruments de travail ? Leur nombre gigantesque empêche de tenter l'interdiction... Elle équivaldrait à obliger tous les patrons à ouvrir tout-à-coup des ateliers et des fabriques. Beaucoup d'ouvriers ne trouveraient pas d'occupation et le chômage apparaîtrait de nouveau ».

M. Brentano dit dans le même ordre d'idées (2) : « Si on pouvait étouffer l'industrie à domicile, je ne pleurerais pas. Mais elle joue actuellement dans l'existence de centaines de mille d'ouvriers un tel rôle qu'on ne peut pas la supprimer sans les supprimer du coup. » Et M. Robert Pollatschek (3) : « Par la suppression du travail à domicile, beaucoup d'ouvriers se trouveront sans travail. Si l'on peut, par le développement de l'industrie mécanique regagner sur le marché mondial une partie du terrain perdu et employer, par suite de l'accroissement de la production, autant d'ouvriers que maintenant, le moment de transition sera pour-

1. *Ziele und Wege* p. 167 et suivantes.

2. Supplément de l'*All. Zeitung* 1899, n° 79.

3. *H. und H. in D. und OE.*, t. III, p. 436.

tant difficile. C'est ici qu'une intervention énergique de l'Etat sera nécessaire » (mais il ne dit pas comment elle devra se produire).

M. Hans Grandke soulève d'autres questions délicates (1) : « Les maisons de confection, dit-il, craignent que leurs modèles ne soient divulgués, et tiennent pour cela leurs ateliers très enchaînés. Les exemples de réels ateliers, c'est-à-dire d'endroits de travail servant à fabriquer des marchandises, suffisant à eux seuls à tous les besoins de la maison de confection sont rares, et n'ont pas duré longtemps. Ainsi la société fondée sous le nom de « Solidarité » ne vécut que d'avril 1894 au mois d'août 1895 ».

Après les objections faites en faveur des ouvriers, en voici donc une en faveur des patrons. En ce qui concerne les intermédiaires, M. Grandke continue : « Dans les fabriques de confection, les « Zwischenmeister » seraient des surveillants, des contremaîtres. Bien peu parmi eux seraient satisfaits de ce changement. Il faudrait de plus varier la production pour pouvoir employer le personnel toute l'année, et les « Zwischenmeister » ne sont pas faits pour cela. La fabrique de confection aurait pour résultat de priver de pain un grand nombre d'entre eux. »

Toutes ces objections, semble-t-il, se rapportent aux difficultés d'application et non pas au principe même de l'interdiction. Aussi, M. Weber y répond-il d'une façon bien simple (2) : « Il ne s'agit pas, bien entendu, d'abolir d'un trait

1. *H. und H. in D. und OE.*, t. II, p. 336 et suivantes.

2. *Soziale Praxis*, 1899, n° 27, p. 721.

de plume le travail à domicile ; ce qu'il faut, c'est l'éliminer peu à peu en ménageant les intérêts des ouvriers et en considérant la capacité d'adaptation de l'industrie. Par exemple, on pourrait ne permettre de donner du travail à domicile qu'aux ouvriers *actuels* et sur la présentation d'une carte personnelle prouvant qu'ils possèdent une chambre de travail inspectée par la police. Ainsi le travail à domicile s'éteindrait peu à peu, dans un espace de temps de vingt à vingt-cinq ans. Pendant ce délai, patrons et ouvriers pourraient prendre les mesures nécessaires. »

M. le Dr Schalhorn signale dans la *Soziale Praxis*, 1906, n° 26, p. 688, certains tarifs établis par le Conseil de prud'hommes de Berlin, entre autres pour la fabrication de ceintures, de coffres, etc., où il est précisément interdit d'employer à l'avenir d'autres ouvriers à domicile que ceux existant alors.

Il n'est pas nécessaire non plus, d'après M. Weber, d'abolir l'industrie à domicile dans tous les domaines à la fois. « La politique contre le travail à domicile, dit-il, peut n'être dirigée que contre certaines industries. Ce n'est que dans cette mesure, du moins pour le moment, qu'elle est justifiée. »

Mais parmi les industries par lesquelles il faut commencer il cite deux des plus importantes : la confection et le tabac. Et enfin, il admet que dans les branches qui ont un caractère saisonnier bien prononcé et nécessaire, on autorise pendant quelques semaines à donner du travail à domicile à des personnes qui ne sont pas, par ail-

leurs, occupées dans l'industrie, « aux purs ouvriers à domicile ».

M. Wilbrandt admet également qu'on établisse certaines exceptions et qu'on prenne des mesures transitoires. Mais tandis que les partisans du travail à domicile voudraient qu'on le laissât subsister en principe, quitte à l'interdire dans certains cas déterminés, M. Wilbrandt, au contraire, demande qu'il soit supprimé d'une façon générale, les cas où il subsisterait n'étant qu'isolés ou momentanés.

Il dit, en effet, et ceci non seulement pour l'industrie du tabac mais pour toutes celles où le travail à domicile est possible (1) : « Ce qu'il faudrait, c'est interdire à l'entrepreneur de donner du tabac à travailler à domicile, avec quelques exceptions pour des cas particuliers » (2). Et plus loin : « Ce qu'il faut c'est protéger l'ouvrier contre l'oppression de l'employeur et la seule protection pour cela, c'est d'interdire de faire travailler le tabac à domicile. »

M. Wilbrandt, cependant, ne se dissimule pas les difficultés que cette mesure soulève actuellement ni celles auxquelles elle se heurtera dans l'avenir, mais il ajoute (3) : « Ce n'est pas parce que la suppression totale du travail à domicile semble aujourd'hui impossible et sera toujours une chose difficile à réaliser que nous devons fermer les yeux devant l'ensemble du problème et ne considérer que les

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 79.

2. *Eod. loc.*, p. 67.

3. *Eod. loco*, p. 131.

exceptions ; sa suppression, voilà le but que nous devons nous efforcer d'atteindre. »

Mais pourquoi vouloir interdire le travail à domicile ? Quel intérêt y aurait-il à le faire disparaître puisque ses adversaires eux-mêmes reconnaissent qu'il est utile dans certains cas, qu'il faudrait agir avec précaution et chercher pour les ouvriers qui en seraient privés des compensations. C'est parce que, à côté de l'intérêt particulier de certains ouvriers à domicile, il y a l'intérêt général de l'industrie et de la classe ouvrière. Or, en ce qui concerne l'industrie, « l'industrie à domicile est et reste vis-à-vis de la fabrique une forme inférieure de l'entreprise privée capitaliste » (1). « Au point de vue économique, dit M. Wilbrandt (2), le travail à domicile est surtout un état de transition à vaincre le plus vite possible entre le travail à la main et la fabrique. Chaque fabrique qui prend la place du travail à domicile est une consolidation et une augmentation de la capacité de concurrence et d'exportation de notre industrie. » Suivant M. Pollatschek, c'est la loi même du progrès qui veut que l'industrie à domicile soit éliminée par la fabrique. « A mon avis, dit-il (3), la production se développera dans ce sens, sans qu'il soit nécessaire de faire des lois ; celles-ci auront seulement pour résultat d'accélérer le mouvement. La supériorité technique de la production mécanique est une force

1. Hermann Loth, *H. und H. in D. und OE.*, t. I, p. 334.

2. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, t. III, p. 130.

3. *H. und H. in D. und OE.*, t. III, p. 436.

plus forte que l'Etat et le patron, qui fera disparaître le travail à domicile ».

Pour ce qui est de l'influence du travail à domicile sur le sort de la classe ouvrière, M. Wilbrandt dit (1) : « Tant que l'industrie à domicile existe, il reste toujours la possibilité au fabricant de transformer en tout ou en partie le travail en fabrique en travail à domicile, comme cela se produit à chaque extension de la législation protectrice. » Et plus loin il s'exprime d'une façon plus explicite (2) : « Il reste une raison qui nous force à nous prononcer pour la plus grande élimination possible du travail à domicile : c'est la lutte, l'antagonisme inévitables, inéluctables, entre le capital et le travail. Dans cette lutte le travail à domicile est un bouclier et une épée en même temps pour le capital. Il divise le prolétariat, le rend sans force ; il rejette les risques sur les déshérités, favorise le chômage, rend inutile la protection résultant de la législation sur les fabriques, oblige à faire de nouvelles lois dont l'effet reste incertain, entrave l'organisation des travailleurs et arrête le développement économique. Faute de comprendre la situation du prolétariat on ne voit pas que le travail à domicile paralyse la classe ouvrière, et on penche trop facilement à en vouloir le maintien. » D'autre part, il répond à la *Suddeutsche Tabakzeitung* qui allègue contre l'interdiction du travail à domicile l'impossibilité pour les fabricants de cigares de payer des salaires

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 85.

2. *Eod. loc.*, p. 130.

plus élevés (1) : « L'organe des fabricants admet donc ouvertement qu'ils souhaitent le maintien du travail à domicile parce que lui seul rend possibles les infimes salaires payés actuellement... Cet argument, c'est précisément la condamnation du travail à domicile. Mais les gros fabricants se réjouissent de ces faibles salaires auxquels les ouvriers à domicile ne peuvent pas échapper dans l'impuissance de leur isolement. » Et il dit encore (2) : « La suppression du travail à domicile faciliterait non-seulement les progrès techniques mais aussi les progrès sociaux ; elle tirerait la grande masse de la profonde misère, elle serait la délivrance pour des milliers et des milliers d'enfants frustrés de leur enfance, et mettrait un terme à l'action réciproque et funeste du travail en fabrique et du travail à domicile. »

M. Weber dit dans le même ordre d'idées (3) : « C'est un non sens de vouloir ménager le travail à domicile quand il entraîne une grande quantité d'ouvriers à la misère. Le but d'une politique saine sera atteint si on délivre les ouvriers de leur plus terrible ennemi. » Et plus loin : « Je n'ose pas espérer une prochaine élimination du travail à domicile dans la confection. Et pourtant cela aurait bien des avantages ; on assurerait tout au moins l'exécution des règlements. »

Enfin, M. Sombart a écrit (4) : « Ce qui est pour le prolétariat le principal désavantage de l'industrie à domicile, c'est

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 68.

2. *Eod loc.*, p. 132.

3. *Soziale Praxis*, 1899, n° 27, p. 721.

4. *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, t. IV. p. 1140.

qu'elle empêche les ouvriers de fabrique d'obtenir, par la voie de la solidarité, l'amélioration de leurs conditions de travail. » Et ailleurs (1) : « Elle empêche l'amélioration des conditions d'existence des ouvriers industriels et retarde la transformation et la réorganisation de nos industries. Cette conséquence se fera de plus en plus sentir. L'entrepreneur se retire dans le domaine de la libre exploitation capitaliste. Les ouvriers de fabrique le savent bien et se prononcent contre l'industrie à domicile. Celle-ci est un atout pour le parti social-démocrate qui s'en sert. Tous les travailleurs à domicile dans les villes sont allés à lui. Ceux de la campagne suivront le courant. L'industrie à domicile n'entrave donc pas les progrès de la social-démocratie et elle empêche ceux l'organisation de ouvrière. »

M. Sombart conclut en résumant sa façon de voir : « L'industrie à domicile est donc nuisible aux autres travailleurs. Envisagée en elle-même elle est techniquement inférieure à l'industrie en fabrique, elle ne joue aucun rôle nécessaire au point de vue social, elle offre des dangers, elle regorge d'inconvénients, c'est un lieu d'incubation et de culture de misères pour le prolétariat. Elle est jugée. Le verdict doit être : coupable. »

M. Sombart est donc très net. Mais, à part de rares exceptions, telles que MM. Weber et Wilbrandt qui souhaitent également, tout au moins dans la mesure du possible, l'interdiction du travail à domicile, la plupart des économistes à

1. *Archiv für Soziale Gesetzgebung*, 1891, t. IV, p. 104.

tendances conservatrices ou libérales, dont nous avons vu les opinions, ne montrent pas à son égard une hostilité aussi marquée. Sans doute ils constatent qu'il apporte avec lui bien des inconvénients et veulent y remédier. M. Francke reconnaît que c'est une forme de travail inférieure : « Le perfectionnement de la fabrication mécanique, dit-il (1), conduira bien avec le temps à ce résultat que le marchand trouvera plus avantageux d'acheter de bonnes chaussures, d'un prix peu élevé à la fabrique, plutôt que des mauvaises faites à la maison ». Et M. Koch dit en toutes lettres que « ce qu'il faudrait souhaiter, plus encore que l'organisation des ouvriers à domicile et l'action énergique de l'Etat en leur faveur, c'est le passage de l'industrie à domicile à une forme d'exploitation supérieure (2) ». Mais M. Francke, M. Koch et les auteurs en général se contentent de vouloir régler sans abolir. Ils souhaitent la transformation du travail à domicile en travail en fabrique mais ne veulent pas l'imposer.

Nous allons examiner maintenant l'opinion des ouvriers et de leurs représentants et nous verrons qu'au contraire de ce côté, la majorité incline vers les solutions les plus radicales.

1. *H. und H. in D. und OE.*, t. IV, p. 54.

2. *Die Hausindustrie in Deutschland*, p. 101.

CHAPITRE II

LES OUVRIERS ET LEURS REPRÉSENTANTS

Il convient de remarquer que l'opinion des ouvriers ne signifie pas l'opinion de la classe ouvrière tout entière, mais seulement celle de la partie pensante, et agissante, qui représente en fait le prolétariat, qui parle et revendique en son nom. Les ouvriers qui la composent sont principalement des ouvriers de la grande industrie. Les ouvriers à domicile s'y rencontrent bien rarement, comme il est facile de le supposer, étant donné qu'ils sont, selon l'expression allemande, « les plus malheureux des malheureux ». Aussi les idées que nous allons essayer d'exposer ne sont pas d'une manière générale celles des ouvriers à domicile eux-mêmes. Beaucoup parmi eux, isolés et ignorants, ne demandent qu'à continuer à traîner la triste existence qu'ils mènent actuellement, et préfèrent, plutôt que de changer leurs habitudes, d'aller à l'usine ou à l'atelier et de devenir des ouvriers vraiment libres, rester dans la misère, satisfaits de leur titre vain d'ouvriers indépendants (*Selbständig*). Il y a aussi tous ceux et toutes celles qui rougiraient d'aller à la fabrique et qui, honteux de travailler, se cachent chez eux pour gagner les quelques sous dont ils sont heureux d'augmenter leur

budget. Il y a enfin des vieillards, des malades, des femmes qui voient dans le travail à domicile l'unique moyen de gagner leur vie, incapables d'imaginer une autre existence, reposant soit sur l'assurance, soit sur une organisation de travail appropriée à leurs besoins.

C'est en parlant de ces ouvriers que M. Schwiedland dit (1) : « Cette idée (l'interdiction du travail à domicile) n'est pas conforme au vœu des travailleurs. Un verrier de Bohême qui voulait faire travailler dans sa fabrique ses ouvriers à domicile dit qu'il rencontrait les plus grandes difficultés. La liberté d'allures leur tient plus à cœur que les avantages de l'atelier. A Hambourg, sur 608 tailleurs à domicile interrogés, 347 se prononcèrent pour la création d'ateliers et 261 contre. Ils aimaient mieux travailler seuls ou avec les membres de leur famille, par habitude. A Berlin, les ouvriers de la confection, surtout les femmes, s'ils acceptent de travailler dans l'atelier du petit entrepreneur, ne souhaitent pas le moins du monde le travail en fabrique. » Ces ouvriers, non seulement ne désirent pas de modification, mais ils s'opposent même aux efforts que l'on fait pour améliorer leur sort.

Mais tous ceux-là ne savent pas, ne comprennent pas. Ils redoutent la fabrique, il redoutent les autres ouvriers, même ceux à domicile, ils redoutent l'organisation, la réglementation, la loi ; ils ont peur de tout ; ils se cramponnent au travail à domicile par ignorance. Quoiqu'ils soient les prin-

1. *Ziele und Wege*, p. 167.

cipaux intéressés dans la question, leur opinion, s'ils en ont une, ne peut pas compter, pas plus qu'on ne peut tenir compte de l'avis du malade inconscient de sa folie, qui refuse de se soigner, et qui ne soupçonne même pas les dangers que son état fait courir à lui-même et aux autres. On a pu dire que les réformes sociales, si urgentes qu'elles soient, ne pourraient être réalisées que lorsque les générations actuelles écrasées en silence par la misère, auraient disparu.

Ce qu'il faut voir, c'est ce que pensent les ouvriers à domicile, conscients de leurs intérêts, car il y en a et nous en avons même trouvé, bien qu'encore en petit nombre, dans les organisations ouvrières, qui s'instruisent au contact de leurs camarades. C'est ce que pensent ces derniers et tous ceux dans la classe ouvrière qui comprennent, qui savent et qui veulent.

§ 1. — *Le travail à domicile au point de vue ouvrier*

Nous trouverons également parmi les ouvriers et leurs représentants un parti modéré et un parti plus audacieux. Mais tandis que, parmi les économistes, la fraction radicale, adversaire intransigeante du travail à domicile forme la minorité, ici la proportion est renversée, et l'ensemble de la classe ouvrière se prononce d'une manière générale pour sa suppression. Les exceptions sont rares et plus apparentes que réelles.

C'est ainsi que les membres du syndicat des ouvrières

chrétiennes à domicile ne songent pas à réclamer l'interdiction de ce genre de travail. Mais la cause en est que leur opinion à elles ne fait que refléter celle de leurs directrices qui leur font espérer et s'efforcent de leur faire obtenir de meilleurs conditions de travail, mais qui, comme nous l'avons vu, ne pensent pas à demander l'abolition du travail à domicile. D'autre part, un des administrateurs de la Caisse d'assurances maladie des tailleurs, à Hambourg, me dit, en son nom et au nom des ouvriers pour le compte de qui il administre la caisse, qu'il souhaitait seulement la disparition des abus du travail à domicile ; mais il ajouta : « Et le travail à domicile lui-même, partout où il est nuisible d'une façon quelconque. »

Or, ne l'est-il pas toujours, sinon aux ouvriers à domicile, du moins à la classe ouvrière dans son ensemble ? Cette restriction n'équivaut-elle pas à sa condamnation pure et simple ?

C'est précisément à cause du mal qu'il fait par sa seule influence que les ouvriers organisés en général lui en veulent à mort. Nous nous rappelons que c'est pour le même motif que M. Wilbrandt déclarait qu'il était obligé de se prononcer contre lui, et qu'il ajoutait que c'était faute d'envisager la question sous ce jour qu'on penchait trop facilement à en vouloir le maintien. Les ouvriers, eux, se placent presque exclusivement à ce point de vue. Ce n'est pas à dire qu'ils méconnaissent les avantages qu'on trouve généralement au travail à domicile, et ils les réfutent à l'occasion. On trouve les considérations suivantes dans la notice sur le

travail à domicile dans l'industrie lingère parue lors de l'Exposition du travail à domicile à Berlin : « Ce sont ces femmes exténuées et malades qui doivent par-dessus le marché avoir des enfants à surveiller. Quiconque réfléchit comprendra bien vite qu'elles ne peuvent le faire, et elles-mêmes instruites par l'expérience se rendent compte peu à peu qu'il ne suffit pas de rester à la maison pour surveiller des enfants... La vie de famille court bien plus de risques par le fait du travail à domicile, que par le travail réglementé à la fabrique. »

Dans la brochure *Die Heimarbeit in der Schneiderei und Konfektion* il est écrit : « Est-ce qu'on ne trouve des veuves ayant des enfants ou des femmes ayant un mari à soigner que dans la confection ? Certes non, et il y en a aussi dans les industries où l'on ne travaille pas à domicile. Et quand elles travaillent chez l'entrepreneur, elles élèvent tout aussi bien leurs enfants, et même elles peuvent les soigner davantage parce qu'elles ont des salaires plus élevés, parce que leur temps de travail est limité. Ce n'est pas par souci des malheureuses veuves que les entrepreneurs se refusent à établir des ateliers. C'est uniquement par intérêt qu'ils restent attachés à ce funeste système de production. »

Le syndicat des ouvriers et ouvrières en porcelaine dit ceci, dans la brochure *Heimarbeit in der Porzellanindustrie* : « Le travail à domicile est-il donc si nécessaire ? En aucune façon. Tout ce qu'on fait actuellement à la maison peut se faire, et même beaucoup mieux, à la fabrique. Quant à l'ouvrier lui-même, il n'a pas le plus petit intérêt au

maintien d'une institution dont il n'a qu'à se plaindre. »

Les ouvriers tiennent donc compte des arguments que l'on donne en faveur du travail à domicile, mais ils en désirent cependant presque unanimement la suppression parce qu'ils le considèrent surtout comme un obstacle aux progrès de la classe ouvrière.

C'est le point de vue du syndicat des tailleurs hommes et femmes et professions annexes (1), c'est celui des ouvriers cordonniers (2) ; celui également des forgerons (3) et des lithographes (4).

En 1899, à Nurenberg, une assemblée d'ouvriers et d'ouvrières de l'industrie des brosses et pinceaux adopta une résolution demandant l'interdiction complète du travail à domicile dans les industries dont il s'agit. Pour motiver cette résolution, on invoqua des considérations d'hygiène, les dangers de contagion, etc., et c'est en effet un terrain très solide pour combattre le travail à domicile. Mais la question de principe ne fut pas non plus étrangère à l'adoption de cet ordre du jour.

Dans une brochure publiée par le Syndicat des ouvriers selliers, on trouve cette phrase : « L'abolition du travail à

1. Voir les brochures : *Schutz den Heimarbeitern*. Introduction, p. 81 et suiv., 94, 124 et *Die Heimarbeit in der Schneiderei und Konfektion*, p. 4 et 8.

2. Voir la brochure *In Heimarbeit hergestellte Schuhwaren* (*Heimarbeitsausstellung*, Berlin).

3. Voir Brochure : *Heimarbeit im Schmiedegewerbe*.

4. Brochure : *die Heimarbeit im Lithographiegewerbe*.

domicile est une de nos revendications constantes. » Et dans une autre publiée par les porcelainiers, il est dit : « Nous avons toutes raisons pour nous déclarer les adversaires acharnés du travail à domicile. »

Ce ne sont que des exemples entre beaucoup d'autres.

Parmi les avis que j'ai pu recueillir moi-même, M. Hackelberg, président du syndicat des ouvriers du tabac de la région de Hambourg et ancien ouvrier à domicile, dont nous avons déjà parlé, répondit sans hésitation à ma question : « Souhaitez-vous la disparition du travail à domicile ? » — « C'est la seule chose à espérer. »

M. Hübsch, au siège du « Textiler Verband » à Berlin, me dit : « Si nous désirons l'abolition complète du travail à domicile dans notre métier ? Oh ! oui ! certainement. » Et son regard, rencontrant celui d'un camarade qui se trouvait là, semblait dire : « C'est notre but unique, c'est le seul remède dans lequel nous ayons confiance. »

Enfin, M. Sassenbach, membre du Comité directeur de la « Gewerkschaftshaus », au cours d'une conversation me dit en substance : « Oui, nous faisons des vœux pour la disparition complète du travail à domicile. Sans doute il y aura un moment pénible et certains ouvriers pourront regretter leur ancienne occupation. Mais toute réforme, si nécessaire et si utile soit-elle, n'entraîne-t-elle pas certaines douleurs au moins momentanées ? Au fond, c'est une question de proportion : le nombre des ouvriers qui auraient à souffrir de l'abolition du travail à domicile serait-il inférieur ou supérieur à celui des ouvriers qui aujourd'hui en sont les victimes ? Et

le dommage subi par les premiers serait-il si important qu'il dût faire renoncer aux avantages que les seconds retireraient de la mesure ? C'est ainsi que la question doit être posée, et, si on l'examine sous cette forme, la réponse ne peut faire de doute. »

Cependant, personne n'espère atteindre le résultat souhaité du premier coup. Aussi, bien que le but final soit la disparition du travail à domicile, les ouvriers ont-ils, pour la période transitoire, un programme actuel de réformes qu'ils considèrent comme un minimum⁽¹⁾ et qui sont d'après eux, immédiatement réalisables. Ces réformes ne diffèrent pas en principe de celles proposées par les économistes. Que peuvent-ils demander d'autre en effet ? S'ils sont beaucoup plus radicaux que la plupart de ceux-ci relativement au travail à domicile lui-même, ils ne peuvent guère aller plus loin qu'eux sur le terrain de la réglementation souhaitée. Tout au plus trouverons-nous quelques idées particulières sur les moyens à employer pour l'obtenir, sur la possibilité d'application de certaines mesures ou sur l'espoir qu'il est permis de fonder sur elles. Mais nous n'insisterons pas sur le caractère même des réformes et sur les difficultés qu'elles soulèvent. Ce serait revenir sur ce que nous avons déjà dit.

1. Voir brochure *Schutz den Heimarbeitern*, p. 124.

*
* *

§ 2. — *Les moyens d'obtenir les améliorations*

Des moyens que nous avons distingués dans le chapitre précédent, un seul possède la confiance de la classe ouvrière : l'organisation.

Les efforts tentés par les ouvriers pour détourner les consommateurs des produits fabriqués dans de mauvaises conditions de travail sont rares. Cependant les ouvriers en brosses et pinceaux formulèrent au congrès de Nurenberg en 1905 la demande qu'il fût collé à une place visible, sur les marchandises fabriquées à domicile, une étiquette portant le mot : « Heimarbeit » et qui ne devrait être enlevée que lorsque la marchandise serait arrivée entre les mains de l'acheteur définitif. Le congrès des tailleurs des 13-15 juillet 1896 à Eisenach demanda la même chose. Il existe en outre à Berlin une société coopérative de tailleurs pour hommes, dénommée « Hoffnung » qui se propose de prouver par son exemple la possibilité d'établir des ateliers pour les ouvriers à domicile, de limiter le temps de travail et de fixer des tarifs. Cette société, composée uniquement d'ouvriers, cherche non seulement à attirer à elle la clientèle ouvrière, ce qui se comprend, mais encore elle la met en garde contre les marchandises des maisons capitalistes. Ainsi, elle faisait distribuer dans les assemblées du 11 mars 1906 à Berlin des prospectus où on lisait ceci : « Le bénéfice des maisons, qui

s'agrandissent toujours davantage, leur éclat extérieur qui séduit la clientèle parmi laquelle malheureusement on compte beaucoup d'ouvriers, sont faits des faibles salaires, des travailleurs à domicile qui travaillent un temps exagérément prolongé et deviennent ainsi des concurrents acharnés de leurs propres camarades. Eh bien, si vous ne voulez pas que derrière ces palais et ces magasins resplendissants, continue à se cacher en silence la misère sans nom du travail à domicile, que les consommateurs s'entendent pour n'accorder leur confiance qu'aux maisons fondées et dirigées par des ouvriers ».

Mais de tels efforts auprès de la clientèle restent isolés. Encore celui-ci est-il provoqué par un mobile égoïste.

Les ouvriers demandent aussi parfois, mais rarement, aux administrations publiques de profiter des occasions qui leur sont offertes lorsqu'elles passent des marchés avec des entrepreneurs pour les forcer à accorder à leurs ouvriers de bonnes conditions de travail et écarter le travail à domicile.

Ainsi les « Deutsche Gewerkvereine » (Hirsch-Duncker) ont demandé dans le programme qu'ils ont élaboré que « lors des soumissions, les entrepreneurs dussent s'engager à payer aux ouvriers qu'ils emploieraient les tarifs généraux et les salaires moyens dans leur industrie, et à ne pas recevoir livraison des travaux par l'intermédiaire de « Zwischenmeister ». Le syndicat des tailleurs civils et militaires de Berlin adressa au gouvernement à plusieurs reprises des

vœux dans ce sens (1). Des congrès en firent autant (2). Mais ces vœux n'eurent aucun résultat. Si quelques villes, en petit nombre, ont établi des minima de salaires pour les ouvriers employés par elles, ces décisions sont dues en première ligne, suivant ces derniers, à l'action énergique de leurs représentants et à celle des ouvriers eux-mêmes. Ils conseillent donc à leurs camarades de prendre part au mouvement afin d'engager de force les fonctionnaires dans cette voie.

D'une manière générale les vœux adressés aux administrations publiques sont rares. Les ouvriers reconnaissent qu'elles pourraient d'une façon directe en tant que consommateurs faire quelque chose, mais, instruits par l'expérience, ils n'ont plus grande confiance en elles. Ils n'attendent d'elles que ce que par leur pression ils les obligeront à faire.

Il en est de même pour ce qui est de l'intervention de la loi. Ils comptent bien sur la loi pour faire aboutir les réformes nécessaires, mais là aussi beaucoup, lassés de les attendre en vain, n'espèrent plus de l'Etat que ce que par l'organisation ils seront capables d'en obtenir.

La brochure que les ouvriers selliers firent paraître lors de l'Exposition du travail à domicile, à Berlin, se termine par ces mots : « Pour aboutir à une protection légale du travail à domicile, le facteur le plus important, c'est l'action

1. Voir *Uniform Mass und Lieferungs Schneiderei*, p. 241 et suiv.

2. Voir la brochure *Schutz den Heimarbeitern*, p. 82 et 123.

de la classe ouvrière elle-même. C'est à cette action, qui repose sur l'organisation, que sont dus les succès que nous avons obtenus jusqu'à présent. C'est sur elle encore qu'il faut compter dans l'avenir pour obtenir l'intervention de la loi dans le domaine du travail à domicile. »

On trouve dans la notice sur le travail à domicile dans l'industrie du linge, la phrase suivante : « Les ouvrières à domicile seront exploitées par les entrepreneurs et les « *Zwischenmeister* » tant qu'elles seront isolées : elles ne pourront obtenir d'amélioration qu'en s'organisant. » La brochure *Die Heimarbeit in der Schneiderei und Konfektion* se termine par ces mots : « Nous avons le devoir d'éclairer la masse de nos camarades et de les amener à lutter avec nous dans ce combat qui ne peut être gagné que par l'organisation. Une fois la masse fortement organisée, nous saurons bien forcer le Gouvernement et le Parlement à nous écouter et à nous donner la législation protectrice du travail à domicile qu'on nous a refusée jusqu'à présent et qui obligera les patrons à satisfaire aux revendications de la classe ouvrière, relatives non seulement au travail à domicile mais à l'amélioration générale de son sort. Puissent tous nos camarades jusqu'au dernier prendre part résolument à ce combat qui est au vrai sens du mot un « *Kulturkampf* ».

La dernière phrase quelque peu pessimiste de la brochure : *Die Heimarbeit in der Handschuhindustrie* est la suivante : « Nous ne voyons aucun moyen de tirer pour l'instant le travail à domicile de sa misère : actuellement, l'organisation ne peut avancer d'un pas assuré et influencer les

conditions de travail que dans des circonstances particulièrement favorables. Et la législation ? La classe ouvrière ne croit plus en elle. »

Les porcelainiers de leur côté s'expriment ainsi : « Nous savons que pour mettre un terme à cette misère, pour faire disparaître toutes les infortunes du travail à domicile et le travail à domicile lui-même, nous ne devons pas compter trop fermement sur l'aide du législateur. Toutes les mesures protectrices ne sont que la reconnaissance sous forme de loi des résultats obtenus par les ouvriers organisés au moyen de leurs propres forces. Il en sera de même pour l'abolition du travail à domicile. Les ouvriers doivent s'efforcer de faire disparaître ce mode d'exploitation capitaliste et pour cela il faut qu'ils secouent et instruisent l'opinion publique et les ouvriers à domicile eux-mêmes. »

Enfin, dans la brochure des ouvriers lithographes on ne trouve pas même une allusion à l'intervention du législateur. Elle se termine en effet comme ceci : « Cela (empêcher que le travail à domicile ne ruine le métier) c'est l'affaire des ouvriers organisés. Les lithographes sont, de par leur organisation, puissants et forts. Ils connaissent leur devoir : ils sauront par leur propre force préparer à leur industrie, qu'on appelle une industrie d'art, un avenir meilleur. »

Quelques brochures parues à l'occasion de l'Exposition du travail à domicile à Berlin concluent bien à la nécessité d'une intervention légale. Mais la plupart sont des appels sans foi. Celle des ouvriers en portefeuille se termine ainsi : « Ces exemples devraient suffire à pousser le Gouvernement

à étendre sa politique sociale, plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, au travail à domicile. »

Celle du syndicat chrétien des ouvriers du cuir, après avoir dit que si c'était possible, le meilleur moyen d'améliorer le sort des ouvriers à domicile serait l'organisation, que, dans les cercles gouvernementaux, il semble qu'on ignore, ou plutôt qu'on veut ignorer leur véritable situation, ajoute : « Nous voulons espérer que (à la suite de l'Exposition du travail à domicile) la protection légale sera étendue aux ouvriers et ouvrières à domicile ».

Celle des ouvriers en linge et cravates dit : « L'Empire a le devoir de protéger les faibles par des mesures légales ; tout le monde en convient depuis longtemps ; il est grand temps qu'il le remplisse enfin. »

Les ouvriers envoient bien encore des vœux au Reichstag et au Bundesrat, mais ces vœux eux-mêmes ne sont souvent que de simples manifestations qui ressemblent à des ultimatums avant de recourir à l'agitation, à la grève. Dans la brochure *Schutz den Heimarbeitern* on trouve des phrases comme celle-ci (1) : « L'espoir s'affaiblit de plus en plus de voir la législation tenir la promesse faite en 1896. Une dernière fois on a groupé dans une pétition au Reichstag et au Bundesrat les revendications des ouvriers de la confection. Mais si leur attente est encore trompée, toute leur énergie se concentrera à préparer la lutte ».

Les ouvriers qui prirent part aux assemblées tenues à

1. Voir Brochure, p. 93 et 94.

Berlin le 11 décembre 1906 adressèrent bien au Bundesrat et au Reichstag un appel leur demandant de faire aboutir enfin les réformes depuis si longtemps promises. Mais l'ampleur même de la manifestation montre assez que ce n'était pas là une prière adressée aux législateurs, mais l'expression d'une volonté appuyée d'une force considérable (1).

En résumé, ils sont nombreux ceux qui n'ont plus confiance pour faire aboutir les réformes dans la seule sollicitude du Gouvernement et du législateur. La loi, pour eux, aura bien toujours un rôle important à jouer, mais elle ne sera que le moyen d'établir dans la pratique les mesures générales réclamées par les ouvriers organisés quand ils seront assez puissants pour faire entendre leurs volontés en haut lieu. L'organisation leur apparaît comme la condition indispensable du succès aussi bien pour ce qu'ils réclament du législateur que pour ce qu'ils comptent obtenir directement des patrons. M. Stürling m'a dit : « Ce qu'il faut, c'est organiser les ouvriers pour obtenir par leur pression une modification de la législation actuelle et pour que cette législation soit appliquée. »

Et M. Sassenbach : « Pour obtenir des résultats, l'organisation est nécessaire. »

Même ceux qui gardent encore quelque espoir dans la bonne volonté officielle ne négligent aucune occasion de manifester combien ils jugent l'organisation nécessaire.

1. Aux assemblées de novembre 1907, les ouvriers renouvelèrent leur appel, en insistant sur ce que les réformes réclamées n'étaient qu'un minimum nécessaire.

C'est un vœu que l'on retrouve souvent formulé par les ouvriers et leurs représentants, à quelque nuance politique ou confessionnelle qu'ils appartiennent, que celui de voir les ouvriers à domicile comprendre enfin la nécessité et le but du mouvement syndical.

La 53^e Assemblée générale des Catholiques d'Allemagne, qui se tint à Essen, adopta une résolution dans laquelle il était dit qu'elle considérait le rôle des associations ouvrières comme très important, et qu'elle recommandait à toutes les sociétés adhérentes, surtout aux sociétés catholiques de femmes, de les développer et de les soutenir. De même, la première conférence tenue à Berlin le 1^{er} et le 2 mars 1907 en vue de hâter les réformes ouvrières et à laquelle toutes les opinions étaient représentées, fut unanime à reconnaître la nécessité de l'organisation et à réclamer en particulier l'organisation industrielle et sociale des femmes.

Le Syndicat des Tailleurs d'Allemagne proclama à maintes occasions la nécessité de créer un mouvement parmi les ouvriers eux-mêmes et d'organiser la propagande en vue d'obtenir des réformes.

Nous avons vu d'ailleurs (1) les efforts tentés par les associations existantes et principalement par celles qu'on appelle en Allemagne les syndicats libres (*freie Gewerkschaften*), qui font partie de la *Gewerkschaftshaus*, pour amener à elles les ouvriers, à domicile. Rappelons seulement les nombreuses assemblées, qui se tinrent à Berlin dans ce but le

1. Première partie, chap. II

11 décembre 1906 auxquelles les ouvriers à domicile étaient particulièrement invités. Mais, à part ces grandes manifestations, il se fait d'une manière continue une propagande au moyen de réunions moins importantes, de brochures et de visites. Les ouvriers organisés ont rencontré dans cette tâche qu'ils se sont donnée bien des résistances ; ils se sont heurtés à une force d'inertie d'autant plus difficile à vaincre qu'elle repose non seulement sur la mauvaise volonté, mais aussi sur un sentiment d'hostilité et de crainte. Aussi se rendent-ils compte, aussi bien et mieux peut-être que les économistes, des difficultés qu'il faudra surmonter avant d'arriver au succès.

Cependant, ils conservent beaucoup plus que ces derniers l'espoir de vaincre et d'obtenir des résultats. Tous ont manifesté sur ce point un optimisme très grand, mais sincère. Seul, M. Hübsch (Textiler Verband) a paru montrer peu de confiance dans les progrès de l'organisation parmi les ouvriers à domicile. « Ils n'ont pas, me dit-il, le sentiment de la solidarité. Ils se regardent entre eux et ils regardent les ouvriers de fabrique comme des concurrents et non comme des camarades. Deux circonstances, en outre, les écartent de l'association. D'abord, tout groupement implique, de la part de ses membres, une cotisation, et les salaires des tisserands à domicile sont si faibles qu'ils ne veulent ni ne peuvent faire un sacrifice, si petit soit-il. De plus, ils sont arriérés comme leurs instruments de travail, ils sont trop profondément enfoncés dans la misère pour avoir le courage et la volonté d'entreprendre une action énergique. Ils

vivent en général au jour le jour et ne pensent pas à l'avenir. Ils sont fiers d'être des ouvriers indépendants. On trouve parmi eux, en plus grand nombre peut-être que dans les autres métiers, des vieillards et des malades. Les tisserands à domicile, conclut-il, sont réfractaires à l'association, bien plus encore que les ouvriers des autres branches. »

Je lui demandai alors si les instituteurs, les bourgmestres et les autorités locales ne pourraient pas employer leur influence à les amener peu à peu dans les groupements et les associations ? « C'est que, me répondit-il, ils ne sont pas comme en France ou en Suisse, ils s'occupent de leur métier exclusivement et pas du tout des questions sociales. Il faudrait, ajouta-t-il, d'abord les persuader eux-mêmes. On ne peut pas compter sur eux. »

Les raisons qui poussent M. Hubsch à envisager l'avenir de l'association parmi les tisserands arriérés d'une façon aussi noire, pourraient malheureusement être répétées pour tous les autres ouvriers à domicile. On trouverait peut être parmi eux plus d'exceptions, mais dans l'ensemble, ce qui est vrai pour les uns, l'est aussi pour les autres.

Et pourtant, je n'ai pas rencontré ailleurs ce pessimisme découragé. Au contraire, tous ceux qui, à part M. Hübsch, ont bien voulu me renseigner, se basant sur les avantages déjà obtenus malgré tous les obstacles, espèrent amener à eux, peu à peu et pas à pas, la grande masse des travailleurs à domicile. M. Hackelberg (président du syndicat des ouvriers du tabac de Hambourg) me dit que, grâce à l'organisation,

de grands progrès avaient déjà été accomplis et qu'il espérait bien qu'on en obtiendrait d'autres.

M. Stürling (Caisse de maladie des tailleurs à Hambourg) est également optimiste. Il se rend bien compte de la difficulté d'organiser les ouvriers à domicile, mais il a confiance dans l'efficacité de la propagande et dans les avantages que l'association apporte avec elle et qu'en retirent tous ceux qui y sont venus.

M. Sassenbach (Gewerkschaftshaus, Berlin) me dit de son côté : « Partout le nombre des ouvriers à domicile organisés augmente, même à la campagne. Il y a lieu d'être satisfait des progrès actuels relatifs à l'organisation. ».

Il nous faut voir maintenant quelles sont les mesures que la classe ouvrière réclame et qu'elle compte faire aboutir, lorsque, grâce à l'organisation elle en aura la puissance.

§ 3. — *Les mesures à prendre.*

Comme nous l'avons déjà dit, ces mesures sont, d'une manière générale, celles que demandent les économistes. Il nous suffira donc de mentionner quelques-unes des occasions où les ouvriers ont manifesté leurs desiderata et de signaler seulement au passage les particularités que nous avons remarquées.

Les ouvriers, comme les économistes, demandent l'extension à tous les ouvriers à domicile de la réglementation du travail, réservée actuellement aux seuls ouvriers en fabrique ou en atelier, et en même temps l'adoption des mesures des-

tinées à en assurer l'application. C'est ce que M. Schwiedland signale en ces termes (1) : « En Allemagne, les tailleurs organisés demandent l'application au travail à domicile de l'interdiction de travailler le dimanche et de faire travailler les enfants, de la limitation de la journée de travail des adolescents et des femmes, de l'obligation à la déclaration du lieu de travail et des dispositions sur l'inspection. Ils demandent en outre la création d'inspectrices (2). » Le « Bund Deutscher Frauenvereine » a adressé il y a quelques années une pétition au Reichstag pour lui demander d'étendre à l'industrie à domicile les règlements protecteurs des ouvriers, notamment en ce qui concerne les obligations hygiéniques des chambres de travail, l'inspection rendue possible par l'enregistrement de tous les ouvriers travaillant hors des locaux de l'entrepreneur, et l'obligation pour celui-ci de n'employer que des personnes ayant un certificat de l'inspecteur les autorisant à faire chez elles des travaux industriels et constatant qu'il n'y a aucun danger à cela pour elles ni pour les consommateurs. »

De même, le « Deutschertabakverein » a adressé en 1899 au secrétaire d'Etat de l'intérieur une pétition demandant que l'interdiction de faire travailler les enfants au-dessous de treize ou quatorze ans soit étendue à l'industrie à domicile, au moins en ce qui concerne les enfants étrangers. (Pour les

1. *Ziele und Wege*, p. 147.

2. Voir la brochure *Schutz den Heimarbeitern*. p. 79 et suivantes 89, 90, 92, 123.

enfants occupés par leurs parents à domicile, il se contentait d'une interdiction absolue de les employer au-dessous de dix ans).

La conférence tenue à Berlin en vue de hâter les réformes ouvrières (1-2 mars 1907) adopta à l'unanimité une résolution demandant entre autres la protection et le contrôle par l'inspection du travail de l'industrie à domicile.

Au congrès des ouvriers en brosses et pinceaux qui eut lieu à Nurenberg en 1905, on demanda qu'il fût fait une loi sur les bases suivantes : ... Soumission des chambres de travail à domicile au contrôle de l'inspection industrielle..., peines sévères en cas de contravention et responsabilité principale de l'entrepreneur..., interdiction de faire travailler les enfants au-dessous de quatorze ans.

Les « Deutsche Gewerkvereine » (Hirsch-Duncker), dans le programme élaboré en vue de l'assemblée de Hanovre, formulèrent leurs demandes comme il suit, au sujet de l'industrie à domicile : « ... Extension des lois protectrices à toute l'industrie à domicile. Inspection du travail à domicile ». Enfin, le prospectus invitant les ouvriers aux assemblées tenues à Berlin en décembre 1906 demandait également en termes énergiques l'extension des dispositions protectrices aux ouvriers à domicile. On y trouvait cette remarque : « L'entrepreneur qui fournit à ses ouvriers des ateliers, le chauffage, la lumière, et qui en outre les paye davantage doit-il en être puni en étant placé dans une situation moins avantageuse que l'exploiteur sans conscience ? Les lois protectrices doivent protéger tous les ouvriers et les charges

qui en résultent doivent peser sur tous les entrepreneurs.

Les ouvriers se bornent la plupart du temps à formuler leurs désirs sans examiner les difficultés qui se soulèvent et les moyens de les vaincre. C'est qu'ils expriment généralement leur opinion dans des discours ou dans des ordres du jour ; ils exposent leurs vues dans des brochures destinées à la propagande, ce qui ne leur permet pas d'envisager la question sous toutes ses faces comme on peut le faire dans un ouvrage d'économie politique. Mais ils ne méconnaissent pas ces difficultés et ils se préoccupent aussi des moyens de les surmonter.

On lit par exemple dans la brochure *Schutz den Heimarbeitern* : « Il va de soi que l'adoption de ces mesures n'aurait aucun intérêt s'il n'y a aucune garantie pour en assurer l'application. Ces garanties consistent dans l'inspection industrielle et dans l'inspection des demeures et surtout dans l'emprisonnement du propriétaire (tout au moins pour l'exécution des prescriptions sanitaires) ».

M. Sassenbach me dit comment à son avis on pourrait assurer l'application des règlements. Il faudrait, d'après lui, rendre responsables des infractions les propriétaires et les ouvriers eux-mêmes. On voit qu'il va plus loin que les économistes bourgeois qui redoutent de faire peser la responsabilité sur les ouvriers malheureux qu'il s'agit précisément de protéger. Mais lui ne craint pas de leur imposer cette charge, afin de les empêcher de se prêter aux violations de la loi. D'ailleurs il est persuadé que, la réglementation améliorant leur sort, ils seraient en état de payer les

amendes qu'ils encourraient. « Et s'ils ne les payaient pas, ajouta-t-il, ils seraient punis de prison. » Mais comment découvrir les ouvriers en faute ? M. Sassenbach compte pour cela sur la surveillance réciproque des ouvriers à domicile. De plus, dans certaines industries, chez les tisserands par exemple, le bruit des métiers dénoncerait tout de suite les contrevenants. Et puis les travailleurs organisés veilleraient à l'exécution de la loi. Enfin, si les noms et adresses des ouvriers étaient enregistrés, la police et l'inspection pourraient exercer un contrôle. Et il conclut sur cette assurance pleine de confiance : L'application des lois dans le travail à domicile sera sans doute plus difficile que dans le travail en abrique, mais on y arrivera bien quand même. »

Toutes les demandes d'extension de la protection à tous les ouvriers à domicile concernent non-seulement les dispositions du Code industriel, mais également celles des lois d'assurance. La conférence des 1-2 mars 1907 à Berlin, le Congrès de Nuremberg, les « Deutsche Gewerkvereine », le syndicat des ouvrières à domicile, les ouvriers social démocrates dans leur prospectus, tous réclament l'application des lois d'assurance aux ouvriers à domicile. Cependant un magistrat de l'Allemagne du Sud prétendit que ce n'était pas le vœu des ouvriers en se basant sur une enquête qu'il fit lui-même auprès d'eux. Mais voilà ce qu'on lit à ce sujet dans la *Soziale Praxis* (1) : Il interrogea deux entrepreneurs de confection et sept ouvriers à domicile et constata

1. 1906, n° 18, p. 463.

qu'il y avait huit voix contre l'assurance obligatoire et seulement une en sa faveur. Ce résultat fut communiqué au Gouvernement qui en prit acte pour refuser le bénéfice de l'assurance d'empire aux travailleurs à domicile. Or, sur les sept ouvriers interrogés, six étaient déjà membres d'une caisse d'assurance privée et la seule voix « pour » demandait l'assurance d'empire. Le fait que six ouvriers faisaient déjà partie d'une caisse d'assurance privée ne suffit pas à faire repousser l'assurance d'empire, car il faut remarquer que le magistrat s'est adressé aux travailleurs à domicile qu'il connaissait et il les connaissait précisément par la déclaration que doivent faire dans certains endroits les représentants de ces caisses. C'étaient six de ces représentants qu'il avait interrogés, donc six ouvriers ayant un intérêt personnel à leur existence, et qui ne peuvent en conséquence être considérés comme les défenseurs autorisés des intérêts des ouvriers à domicile. »

Donc les ouvriers demandent l'extension des dispositions du Code industriel et des lois d'assurances. Ce n'est pas tout. Ils réclament comme les économistes certaines mesures particulières.

Ainsi, la loi réclamée au Congrès de Nurenberg par les ouvriers en brosses et pinceaux devrait contenir cette disposition : défense de donner aux ouvriers et ouvrières d'atelier du travail à emporter chez eux. Cette mesure, demandée en termes identiques, se retrouve dans le programme des « Deutsche Gewerkvereine », dans les desiderata exprimés par les tailleurs au Congrès de Eisenach en 1896 et dans la

brochure *Heimarbeit im Schneidergewerbe*. Elle est d'autant plus réclamée d'une manière générale qu'elle a directement en vue l'application des lois protectrices existantes.

Les ouvriers demandent aussi qu'on prenne vis-à-vis du travail à domicile des mesures d'hygiène énergiques, autant dans l'intérêt du public que dans celui des travailleurs. Ainsi au Congrès de Nurenberg on réclamait des « règlements sévères sur les conditions des chambres de travail dans l'industrie à domicile, surtout qu'elles fussent claires, sèches, faciles à chauffer et à aérer, et qu'elles ne pussent servir ni de chambre d'habitation, ni de chambre à coucher, ni de cuisine. » On demandait également l'interdiction de travailler dans les maisons où se trouvent des personnes atteintes de maladies contagieuses. Les « Deutsche Gewerkvereine » veulent aussi qu'il soit fait des règlements sur les conditions et les dispositions des chambres de travail et qu'on établisse une inspection des demeures. Le syndicat des ouvrières à domicile d'Allemagne a pris une résolution demandant qu'on entreprit « une politique sociale des habitations, qu'on encourageât et qu'on organisât la construction de petits appartements ».

Parmi les propositions soumises par le « Deutscher Tabakverein » au secrétaire d'Etat de l'Intérieur, se trouve celle-ci : « Adoption de mesures sanitaires concernant les chambres de travail qui ne doivent pas servir de chambre à coucher ni de chambre de séchage. »

Au Congrès des tailleurs en 1894 à Erfurt, fut adoptée

cette résolution : « Considérant les dangers que les conditions de travail font courir à la santé des ouvriers et ouvrières, l'Assemblée juge nécessaire que la commission pour la statistique des travailleurs prenne des mesures relatives au temps de travail, aux dispositions des chambres de travail, etc... »

Les ouvriers tailleurs prirent plusieurs fois des résolutions analogues. Ils demandent expressément que les chambres de travail soient séparées des chambres d'habitation et que l'on fixe un cube d'air minimum par personne (1).

Les forgerons réclament également dans la brochure qu'ils firent pour l'Exposition de Berlin, l'interdiction de travailler dans les endroits dangereux pour la santé, et l'existence de chambres spéciales pour le travail.

Enfin les conversations que j'ai eues avec M. Sassenbach aussi bien que le contenu du prospectus social-démocrate, prouvent que dans le parti avancé les mesure d'hygiène et la politique des habitations sont au premier rang parmi les revendications.

M. Sassenbach estime qu'on doit poursuivre en même temps que la réglementation du travail celle des conditions sanitaires, et le prospectus fait ressortir combien il est urgent de protéger les ouvriers à domicile dont la santé est compromise et souvent à jamais détruite par un travail excessif dans des chambres malsaines.

1. Voir. *Schutz den Heimarbeitern*, p. 123, et *die Heimarbeit in der Schneiderei und Konfektion*, p. 5.

Nous avons vu qu'on pouvait remédier en partie aux dangers de l'industrie à domicile par la création d'ateliers centraux, qui auraient en outre l'avantage de rendre possible l'application des règlements protecteurs.

M. Grandke dit que cette mesure est souhaitée par les ouvriers et ouvrières de la confection qui la considèrent comme un moyen d'arriver à améliorer leur sort. Il faut cependant remarquer qu'ils n'entendent pas par là la création de fabriques de confection, mais seulement l'aménagement de locaux peu éloignés de chez eux où ils travailleraient en commun au lieu de travailler isolés dans leurs demeures (1).

D'autre part la *Soziale Praxis* (2) signale plusieurs assemblées de tailleurs à Breslau où les ouvriers « délibérèrent sur la tactique à suivre pour arriver à l'établissement d'ateliers, considérant que pour obtenir de meilleures conditions de travail cette mesure était indispensable. » A une assemblée à Halberstadt en 1890, ils se prononcèrent en sa faveur. Dans un autre Congrès tenu en 1895 à Berlin, une résolution dans ce sens fut également votée. En d'autres occasions encore les tailleurs en réclamèrent l'adoption (3).

Rappelons que ce fut là une des revendications lors de la grande grève de la confection à Berlin en 1896.

En ce qui concerne l'enregistrement obligatoire les

1. *Hausindustrie und Heimarbeit*, in *D. und OE.*, T. II, p. 336.

2. 1899, n° 11, p. 276.

3. V. Brochures *Schutz den Heimarbeitern*, p. 92. et *die Heimarbeit in der Schneiderei und Konfektion*, p. 2.

ouvriers ne méconnaissent pas son importance, soit comme mesure complémentaire, soit comme mesure considérée en elle-même. Ainsi le syndicat des ouvrières à domicile souhaite l'établissement de listes officielles où seraient inscrits tous les ouvriers à domicile. Il est persuadé, a-t-il dit dans une résolution, que cela ferait disparaître une grande partie de la misère et de la vilaine concurrence (*Schmutz-Konkurrenz*). « L'enregistrement de tous les travailleurs à domicile est le commencement de toute réforme, qu'il s'agisse de l'intervention de l'Etat ou de l'organisation ouvrière ».

Les « *Deutsche Gewerkvereine* » demandent également que les entrepreneurs et « *Zwischenmeister* » soient forcés de dresser pour l'inspection la liste de tous les ouvriers à domicile qu'ils emploient avec leur nom et leur adresse.

Dans la brochure *Heimarbeit im Schmiedegewerbe* on trouve une demande analogue. M. Sassenbach réclame aussi l'enregistrement obligatoire. Mais, étant de ceux qui n'ont qu'une médiocre confiance dans le législateur, il conseilla aux ouvriers, à l'assemblée du 11 décembre 1906 à laquelle il prit la parole, en attendant l'adoption de cette mesure officielle, de faire signer une feuille aux ouvriers et ouvrières à domicile lorsqu'ils viennent à la fabrique livrer leur travail. Ce serait un moyen de les connaître et de les grouper dont les ouvriers organisés peuvent facilement prendre l'initiative. Cette proposition recueillit l'approbation générale.

Quant aux autres réformes réclamées par les économistes, l'établissement de livrets de salaires et de feuilles de travail, l'affichage de la réglementation, la construction de routes et

de moyens de communication, la création d'écoles professionnelles, l'interdiction du travail des femmes, les ouvriers ne méconnaissent pas l'intérêt qui s'attache à leur adoption. Cependant si l'on trouve parfois exprimé par eux le vœu de voir établir des livrets de salaires et des feuilles de travail (1), comme le fit le syndicat des tailleurs de Berlin, ce n'est qu'exceptionnel et généralement, ces mesures ne trouvent pas leur place dans la liste de celles qu'ils réclament spécialement pour combattre les maux du travail à domicile, soit parce qu'ils estiment qu'elles ne se rapportent pas d'une façon particulière à la solution de cette question, soit parce qu'ils considèrent qu'elles n'abordent pas le problème assez directement (2).

Au contraire, pour eux comme pour les économistes, la

1. Voir par exemple Congrès des tailleurs du 15 juillet 1896 à Eisenach (Brochure : *Schulz den Heimarbeitern*, p. 89) et du 20-21 août 1900 à Halle (*eod. loc.*, p. 92).

2. Par contre on trouve formulées quelquefois des demandes visant à faire disparaître certaines pratiques désavantageuses aux ouvriers à domicile, mais dont l'adoption ne pourrait que supprimer certains abus sans apporter une solution générale, et que pour cette raison nous avons précédemment classées à part (voir p. 179). Ainsi, les tailleurs de Berlin réclamèrent dans une adresse aux maisons de confection d'hommes et d'enfants le paiement d'une indemnité pour le temps d'attente lors de la livraison des marchandises, et le paiement immédiat du travail. En 1895 ils formulèrent un programme de revendications qui comprenait la demande de création de commissions arbitrales pour solutionner les conflits et de bureaux de placement ouvriers. En 1896 à Eisenach ils demandèrent aussi qu'on ne pût pas pratiquer de retenues sur les salaires sans une décision du tribunal d'arbitrage et que le matériel de travail fourni par l'entrepreneur ou le « Zwischenmeister » ne fût pas compté à un prix supérieur au prix de revient.

réglementation des salaires, l'établissement de tarifs et de minima obligatoires est la mesure dont la réalisation aurait le plus d'importance. A leurs yeux elle apporterait avec elle, en même temps que l'amélioration matérielle du sort des ouvriers à domicile, une amélioration morale ; elle leur permettrait de travailler moins longtemps et dans des locaux plus hygiéniques.

Ainsi le syndicat des ouvrières à domicile déclara, dans une résolution, n'attendre l'assainissement des conditions du travail dans l'industrie à domicile que de tarifs fixant un minimum de salaires, établis d'un commun accord par les patrons et les ouvriers.

Lui-même est arrivé à conclure des ententes de cette sorte avec certaines maisons. Il adressa également des pétitions dans ce sens au Gouvernement.

Les tailleurs de Breslau ont, à plusieurs reprises réclamé la fixation de salaires au temps et de minima de salaires, et ceux de Berlin lors du mouvement qui éclata en 1907 demandèrent de nouveaux tarifs ; déjà ils avaient tenté par la grève de 1896 de faire aboutir leurs revendications sur ce point, et dans une conférence tenue à Berlin en 1895, ils avaient mis l'établissement de tarifs au premier rang parmi les mesures à réclamer, comme ils le firent aussi en 1896 à Eisenach, en 1900 à Halle et dans d'autres occasions.

Dans une brochure parue à Berlin en 1903 sous les auspices du syndicat des tailleurs hommes et femmes et professions annexes, on trouve ceci (1) : « La seule source de

1. *Die Uniform Mass. und Lieferungs Schneiderei*, p. 223.

revenus pour l'ouvrier c'est le produit de son travail, le salaire. Il va de soi, par conséquent, que toute mesure destinée à améliorer les salaires est pour lui d'une importance indiscutable et que c'est son intérêt vital qui l'oblige à user de tous les moyens qui s'offrent à lui pour obtenir une rémunération suffisante de son travail ».

Les ouvriers en brosses et pinceaux à Nurenberg ont placé parmi les dispositions fondamentales que devrait contenir la loi sur le travail à domicile qu'ils désirent, « l'établissement de salaires au moins égaux à ceux des ouvriers en fabrique ».

Le Syndicat des ouvriers en parapluie dans son assemblée tenue à Francfort-sur-Mein en 1906 se déclara favorable à la fixation d'un tarif minimum et chargea son comité directeur de présenter un projet à la prochaine réunion. Ce qu'il y a de remarquable dans ce corps de métier, et ce qui rend cette décision particulièrement intéressante, c'est que les trois quarts du travail se font à domicile.

Les différentes organisations à tendances diverses représentées à la conférence qui se tint à Berlin en vue de hâter les réformes ouvrières, les 1-2 mars 1907, se prononcèrent toutes en faveur des minima de salaires.

Enfin M. Sassenbach me déclara que le but poursuivi par les ouvriers organisés de la « Gewerkschaftshaus » était l'amélioration des salaires au moyen de fixation de tarifs minima. Mais, à son avis, il est très difficile d'obtenir cette fixation, et ici son point de vue présente un caractère particulier. Au lieu d'attendre de l'amélioration des salaires celle

des conditions de travail et d'habitation des ouvriers à domicile, il pense au contraire que le moyen d'arriver à l'établissement des tarifs, c'est de poursuivre tout d'abord la réglementation du travail et des conditions hygiéniques. « Partout, me dit-il, où les heures de travail ont été réduites, partout les salaires ont augmenté. »

Le fait en effet a été constaté à maintes reprises. Lorsque les ouvriers ne sont pas harassés par la fatigue et la maladie, il leur reste des loisirs pour s'instruire, et de l'énergie pour lutter. C'est ce qui fait que les ouvriers en fabrique ne montrent pas la même résignation que les ouvriers à domicile. Mais si cette façon de voir correspond à la réalité, elle n'enlève pas pour cela à la tarification des salaires l'importance qu'on lui accorde généralement. En fait, s'il est vrai que la réglementation du travail et des conditions hygiéniques faciliterait l'établissement de tarifs, il est certain également que les salaires une fois améliorés, il ne serait plus nécessaire pour les ouvriers de travailler nuit et jour pour gagner de quoi vivre, et qu'ils pourraient se loger dans des habitations répondant davantage aux nécessités de l'hygiène. M. Sassenbach, comme tout le monde, le reconnaît. D'ailleurs, que l'on envisage la question d'une façon ou d'une autre, il n'en reste pas moins que la réglementation des salaires, soit par l'établissement de tarifs fixes, soit par l'établissement de minima, est un résultat que tous les ouvriers désirent atteindre, une mesure dont ils attendent les plus grands bienfaits.

Nous nous rappelons que c'est également la façon de voir

des économistes. Pour toutes les réformes d'ailleurs, les uns et les autres expriment d'une manière générale les mêmes idées, les mêmes sentiments. C'est ce qui explique qu'ils ont pu élaborer en commun un programme des réformes désirées. Mais, s'ils se sont entendus facilement lorsqu'il s'est agi d'émettre un vœu, cela ne veut pas dire que leurs vues d'avenir relativement aux solutions de la question du travail à domicile soient les mêmes. Nous avons déjà signalé que ce qui est pour les uns le but final n'est considéré par les autres que comme une étape. Ceci a pour conséquence que les premiers se montrent généralement plus modérés, plus patients dans leurs réclamations immédiates que les seconds. Nous allons constater dans le chapitre suivant comment ce double phénomène s'est manifesté : d'une part l'accord en ce qui concerne le programme des mesures à prendre, d'autre part les différences de point de vue relativement aux lois à faire.

CHAPITRE III

LE CONGRÈS DE 1904. — LES PROPOSITIONS DE LOI

1. — *Le Congrès de Berlin de 1904*

Le Congrès qui s'est tenu à Berlin au commencement du mois de mars 1904 fut organisé par les syndicats libres (freie Gewerkschaften) qui précédemment avaient émis le vœu de voir interdire complètement le travail à domicile, ou tout au moins, à titre transitoire, établir un ensemble de règles destinées à le combattre, et qui avaient en même temps confié à la commission centrale le soin d'organiser un Congrès spécial pour la protection des travailleurs à domicile.

C'est le premier essai de ce genre, et à ce titre déjà il mérite une attention particulière.

Afin d'obtenir plus vite la réglementation souhaitée et donner à la manifestation un caractère plus général, les syndicats décidèrent d'inviter les économistes bourgeois à y prendre part. Ceux-ci acceptèrent en grand nombre, et cela se comprend puisque le Congrès ne devait avoir aucun caractère politique, et que, une fois la demande d'abolition du travail à domicile formulée pour le principe, il avait en

vue uniquement de rechercher les moyens de remédier aux dangers, aux inconvénients, aux misères qu'ils y trouvaient eux-mêmes.

Cette coopération des syndicats avancés et des économistes conservateurs ou libéraux est le second intérêt que présente le Congrès de 1904.

M. Wilbrandt s'exprime ainsi à son sujet (1) : « Bien que le Gouvernement n'y fût pas représenté officiellement, mais seulement d'une manière officieuse par de nombreux inspecteurs du travail, bien que les députés bourgeois, sauf un ou deux, se fussent abstenus d'y venir, bien que les syndicats chrétiens n'y eussent pas pris part, ce fut cependant un congrès général pour la protection légale des travailleurs à domicile. »

Le professeur Sommerfeld, le professeur Francke et d'autres encore, siégeaient à côté des représentants ouvriers, et dans cette assemblée organisée par les syndicats social-démocrates, le professeur Sombart put dire qu'il n'était pas besoin pour solutionner cette question de toucher le moins du monde à la société capitaliste, et que s'il était possible d'améliorer le sort des travailleurs sur un point spécial on ne pouvait pas abolir la misère humaine. »

C'était là le point de vue des économistes. Les tendances ouvrières se firent jour également. Leur confiance dans l'organisation et le peu de crédit qu'ils accordent à la sollicitude de l'Etat se manifesta lorsqu'ils demandèrent à celui-ci,

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 137.

non pas de les aider dans le « marais du travail à domicile » mais seulement de permettre à leurs efforts de s'exercer utilement en abolissant simplement le travail à domicile lui-même. Qu'il ne s'inquiète pas de ce qu'il en adviendra, qu'il les laisse ensuite se tirer d'affaire. Ils sauront bien alors faire appliquer les lois existantes sur les fabriques, qui ne servent à rien pour le moment. On dit encore à ce Congrès que l'Etat devrait *au moins* ne pas paraître favoriser le « Verlagsystem » et ses inconvénients économiques.

Cependant les ouvriers reconnurent qu'ils ne pouvaient pas obtenir tout de suite la suppression du travail à domicile et ils estimèrent qu'en attendant il fallait rendre aussi bons que possible les rapports entre le capital, le travail et les consommateurs.* Ils déclarèrent que pour y arriver, il n'y avait qu'un moyen : agir sur les salaires, et sur ce terrain l'accord se fit facilement. C'est l'idée qui conquist le congrès. M. Wilbrandt fait remarquer qu'on ne trouve pas de disposition spéciale concernant la nécessité de tarifier les salaires et qu'au cours de la discussion ce point semble avoir été relégué loin derrière les questions d'hygiène. « Mais dans la résolution finale, ajoute-t-il (1), l'abolition obligatoire des petits salaires aux pièces est réclamée comme la principale et même l'unique protection nécessaire du travail à domicile. »

Au reste voici cette résolution qui, tout en gardant l'empreinte de la collaboration des différents éléments du Con-

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 139.

grès, résume le désir commun à tous ceux qui veulent améliorer le plus vite possible les conditions du travail à domicile.

Après avoir émis le vœu qu'il soit interdit sans délai dans les industries particulièrement dangereuses, que l'on prenne des mesures pour élever la situation économique et sanitaire des ouvriers, et qu'il soit progressivement limité jusqu'à ce qu'il disparaisse tout à fait, on décida de réclamer le vote immédiat d'une loi sur les bases suivantes :

1^o Fixation par le conseil de prud'hommes pour son ressort, ou à défaut, par des commissions spéciales formées d'un nombre égal de représentants ouvriers et patronaux auxquels sera adjoint un délégué de l'inspection du travail, du taux des salaires en vigueur pendant un espace de temps déterminé pour chaque branche d'industrie particulière. Les salaires ainsi déterminés ne pourront pas être inférieurs à ceux payés dans les fabriques et ateliers, et ils auront, aussitôt après la publication, un caractère obligatoire ;

2^o Réglementation rigoureuse de la disposition des lieux de travail dans l'industrie à domicile (clairs, secs, faciles à chauffer et à aérer). Ils ne devront en aucun cas servir de chambres d'habitation. Défense de travailler dans des locaux immédiatement sous les toits ou en sous-sol ;

3^o Obligation pour toute personne d'avertir les autorités de son intention d'employer certains locaux pour le travail. L'autorisation devra mentionner le cube d'air du local et indiquer le nombre de personnes qui pourront s'y tenir ;

4° Interdiction de travailler dans les endroits où se trouvent des personnes atteintes de maladies contagieuses ;

5° Désinfection et même destruction des matières et marchandises déposées ou travaillées malgré la défense, dans les endroits où se trouvent des personnes atteintes de maladies contagieuses. Les pertes seront subies par l'entrepreneur pour qui le travail a été fait ;

6° Tous les lieux où l'on travaille à domicile devront être soumis au contrôle de l'inspection du travail dont les attributions seront déléguées à des agents spéciaux des deux sexes ayant pleins pouvoirs et recrutés en nombre suffisant parmi les ouvriers et ouvrières syndiqués.

7° Obligation pour les entrepreneurs de dresser une liste exacte des personnes qu'ils emploient, avec indication de leur adresse, de tenir cette liste constamment à jour, et de la produire, à toute réquisition, aux agents de l'inspection du travail ;

8° Apposition d'une marque distinctive à une place visible, sur toutes les marchandises fabriquées même partiellement à domicile. Cette marque ne devrait être enlevée que lorsque l'objet serait arrivé entre les mains de l'acheteur définitif ;

9° Extension à l'industrie à domicile des lois d'assurance contre la maladie, contre la vieillesse et l'invalidité et contre les accidents. Extension également des dispositions de la « Gewerbeordnung » concernant la durée du travail, le travail de nuit, le repos du dimanche, la protection des

femmes en couches, le travail des enfants et les règlements d'atelier ;

10° Compétence du conseil de prud'hommes pour les différends entre ouvriers à domicile (Heimarbeiter) ou même entre industriels à domicile (Hausindustrielle) et entrepreneurs pour ce qui touche aux conditions de travail ;

11° Etablissement de livrets de salaires mentionnant la nature et l'étendue du travail, ainsi que le taux du salaire fixé au moment de la commande ;

12° Défense de donner aux ouvriers et ouvrières occupés à l'atelier du travail à faire chez eux.

L'Empire, les divers Etats et les communes ne devront donner leurs commandes qu'aux entrepreneurs qui les font exécuter dans des ateliers à eux, et qui observent la réglementation des salaires et du travail établie dans les conventions ou par les organisations ouvrières ou par les commissions prévues au paragraphe 1.

Les entrepreneurs contrevenant aux présentes dispositions seront exclus des marchés de fourniture ;

13° Pénalités sévères en cas d'infraction aux prescriptions légales, frappant surtout les entrepreneurs et sous-traitants, dont la responsabilité est particulièrement engagée.

La résolution se termine par un vœu invitant le gouvernement allemand à prendre l'initiative d'une entente internationale sur cette matière.

§ 2. — *Les projets et propositions de loi*

Les économistes et les ouvriers qui se sont entendus pour dresser la liste des revendications qui précèdent, se sont séparés au contraire sur le terrain législatif, chacun demandant au fond les mêmes choses, mais avec son tempérament particulier et avec des vues différentes.

L'étude des projets et propositions de loi, des idées et des considérations qui les ont inspirés, doit nécessairement se diviser en deux parties dont l'une sera consacrée aux travaux des chambres d'empire, et l'autre aux travaux des chambres des Etats particuliers. La première sera naturellement la plus importante. C'est par elle que nous commencerons.

A. — *Les projets et propositions au Reichstag et au Bundesrat.* — Depuis plusieurs années les députés réclament et les hommes d'Etat promettent une réglementation du travail à domicile qui n'arrive pas. Déjà en 1896, le secrétaire d'Etat, M. von Boettischer disait au Reichstag : « Ce n'est pas seulement le devoir du Gouvernement et des représentants du peuple, mais aussi celui de tous les bons patriotes, de faire disparaître du monde les misères du travail à domicile. Si grandes que soient les difficultés, il faut les vaincre. »

Nous n'entrerons pas dans l'examen des débats et déclarations, des propositions des députés social-démocrates ou libéraux (proposition Heyl zu Herrnsheim), ni même des

projets de loi déposés par le Gouvernement, qui se sont succédé depuis la grève de la confection de 1896 et qui jusqu'à présent n'ont eu pour résultat que l'adoption de mesures timides mais intéressantes pourtant dont nous avons parlé dans la première partie (1). Il convient de remarquer cependant que si le mouvement d'opinion qui se produisit à ce moment n'eut pas de suite plus appréciable, la cause en est non seulement au peu d'empressement marqué par le Gouvernement, mais aussi au désaccord et à la lutte entre les partis.

Nous n'examinerons que les propositions et projets actuellement soumis au Reichstag ou au Bundesrat. Ils concernent certaines industries en particulier ou le travail à domicile en général.

Dans la *Soziale Praxis* du 24 janvier 1907 (n° 17, p. 427) on lit ceci : « L'exposition du travail à domicile avait éveillé dans le sein du Gouvernement et du Parlement la volonté de faire aboutir certaines réformes. Mais jusqu'à présent, rien n'a été fait. Les différentes propositions des partis au Reichstag n'ont pas été discutées, l'extension de l'assurance-maladie aux ouvriers à domicile est à l'ordre du jour, mais n'a pas encore abouti, la loi concernant l'industrie des cigares attend au Bundesrat ».

Depuis que ces lignes ont été écrites, un pas en avant a été

1. Voir pour le détail la brochure ; *Schutz den Heimarbeitern*, p. 99 et suiv,

Voir également première partie, chap, I et deuxième partie chap, I, p. 127.

fait en ce qui concerne le dernier point. Le 14 février 1907, en effet, le Bundesrat a adopté les propositions suivantes de sa quatrième Commission :

1^o Un projet de loi concernant la fabrication des cigares dans l'industrie à domicile ;

2^o Un projet de décret concernant l'extension des paragraphes 135, 139 b de la Gewerbeordnung aux ateliers de l'industrie du tabac ;

3^o Un projet réglant les conditions d'établissement et d'exploitation des locaux où l'on fabrique des cigares.

Nous nous rappelons que depuis 1893 il existe une protection particulière pour une partie des ouvriers de l'industrie du tabac. Mais elle ne vise que ceux d'entre eux qui sont employés à la fabrication des cigares, et encore seulement s'ils ne travaillent pas dans des locaux où ne sont employées que des personnes de la famille. Sont donc exclus tous ceux qui fabriquent des cigarettes, qui préparent le tabac à priser et à fumer et en général tous les ateliers de famille.

Les nouvelles dispositions ont donc pour objet : 1^o la révision de l'ordonnance de 1893 ; 2^o la réglementation légale de l'industrie à domicile du cigare ; 3^o l'extension de la protection générale des travailleurs (temps de travail des adolescents et des femmes, interdiction du travail de nuit, inspection, etc.) aux ateliers de l'industrie du tabac, alors que jusqu'à présent les fabriques y étaient seules soumises (1).

1. Le projet règle la disposition des locaux, le cube d'air, l'éclairage. Il interdit de travailler dans les chambres à coucher. Il n'autorise le tra-

Cependant, il semble qu'à l'avenir encore les ouvriers de l'industrie du cigare seuls bénéficieront d'une protection particulière. Mais il faut remarquer que la loi fiscale sur les cigarettes a établi depuis le 1^{er} juillet 1906 l'obligation de faire enregistrer les ouvriers à domicile et les locaux où les cigarettes sont fabriquées, et de tenir un registre spécial pour le travail à domicile mentionnant la remise du tabac et la livraison des produits achevés. Ces mesures, il est vrai, ont été prises dans un but fiscal, mais elles ont cependant un intérêt pour la protection des ouvriers qu'ils convient de signaler en passant.

La réglementation nouvelle, annoncée depuis longtemps, sera pour beaucoup une déception. On s'accorde, en effet, généralement pour reconnaître que dans l'industrie du tabac, l'interdiction absolue du travail à domicile pourrait seule remédier aux dangers qu'il fait courir à la santé des ouvriers et des consommateurs. On lit dans la *Soziale Praxis* (1) : « Le 5 mai, le parti socialdémocrate proposa au Reichstag d'interdire le travail à domicile dans ce domaine. La proposition fut repoussée. C'est regrettable, car s'il est une bran-

vail des enfants de l'ouvrier qu'à partir de douze ans et interdit complètement d'employer des enfants étrangers. Il défend que les enfants et adolescents au-dessous de seize ans travaillent la nuit. Il établit la responsabilité des patrons et des propriétaires, la déclaration des locaux où l'on travaille à domicile et l'enregistrement par les entrepreneurs des ouvriers qu'ils emploient en dehors de chez eux. Ces dispositions sont sanctionnées par des amendes élevées et même parfois par un emprisonnement. (Voir l'article de M. Francke dans la *Soziale Praxis* du 2 mai 1907, n° 31 p. 810).

1. Mai 1906, n° 32, p. 843.

che où pour remédier au travail à domicile il est nécessaire de l'interdire, c'est celle-ci, autant dans l'intérêt des ouvriers, qui nulle part ne peuvent plus facilement travailler à la fabrique, que dans l'intérêt du consommateur. »

Les projets adoptés par le Bundesrat méritent cependant d'attirer l'attention en ce qu'ils consacrent l'immixtion de la loi dans le domaine de l'industrie à domicile du cigare. La *Soziale Praxis* du 21 février 1907 (1) dit à ce sujet : « C'est un premier pas d'une grande importance, la première tentative de réglementation du travail à domicile des adultes des deux sexes, dans une branche où il est très développé. La loi du 30 mars 1903 a bien marqué la voie, mais elle ne concerne que le travail des enfants...

Si on commence par réglementer le travail à domicile du cigare, c'est à cause des dangers qu'il comporte, et parce que la tâche y est relativement aisée. L'exposition du travail à domicile, le conseil de l'Empire qui s'occupa de la question sous la présidence de l'Empereur lui-même, l'initiative du chancelier et du secrétaire d'Etat à l'Intérieur, enfin les diverses propositions au Reichstag ont remis sur le tapis les travaux préparatoires de la réglementation dans l'industrie du tabac. La décision que le Bundesrat a prise le 14 février est le premier résultat positif. »

Etant donné les dangers que le travail du tabac, surtout à domicile, fait courir aux ouvriers, il eût été naturel que le Gouvernement profitât de l'occasion pour leur étendre le

1. N° 21, p. 552.

bénéfice de l'assurance-maladie. C'est une mesure que le Reichstag aurait sans doute été disposé à adopter, et à laquelle le Gouvernement, et le comte Posadowsky en particulier, se sont déclarés favorables. Cependant, les projets n'en parlent pas. C'est que, d'après les déclarations du comte Posadowsky lui-même, on travaille en haut lieu à l'établissement d'une loi spéciale sur cette matière. Dès 1905, on en entreprit l'étude préparatoire. L'administration de l'Intérieur fut chargée de faire procéder à des enquêtes locales dans quelques circonscriptions particulièrement dignes d'intérêt, notamment dans les provinces rhénanes, en Westphalie, en Saxe. Plus récemment, le cadre de ces enquêtes fut élargi, de façon à les faire porter sur un nombre plus grand d'ouvriers, notamment dans l'Allemagne du Centre et du Sud. Cette loi, d'après le gouvernement, sera une loi d'assurance-maladie obligatoire et générale des « Hausgewerbetreibende ».

Il n'y a qu'à attendre et à espérer.

Quant à la réglementation du travail à domicile en général, s'il en est question dans les sphères gouvernementales, ce n'est encore qu'une promesse (1). Afin de hâter le dépôt

1. Un projet est actuellement soumis à une commission du Bundesrat. Il comporte une réglementation du travail à domicile s'appliquant même aux ateliers de famille et à ceux où travaillent une ou plusieurs personnes indépendantes. Le Bundesrat y est en outre autorisé à prendre des mesures protectrices particulières pour les industries dangereuses ou malsaines. Dans celles d'alimentation et de consommation, le travail doit être réglementé de façon à exclure tout danger pour la santé publique. L'interdiction du travail à domicile dans ces industries y est même prévue. La responsabilité pour l'observation des règlements y incombe à

d'un projet de loi officiel, les différents partis ont saisi le Reichstag de la question.

Les députés Hitz, Heyl zu Herrnsheim et vingt représentants du centre, nationaux-libéraux ou conservateurs, ont déposé en 1906 un projet de résolution demandant au Reichstag de décider que les Etats confédérés devront s'efforcer de lui présenter le plus tôt possible une proposition de loi réglementant les conditions du travail à domicile sur les bases suivantes :

1° Que, sur l'ordre du Bundesrat ou à défaut des fonctionnaires de l'Etat ou de la police, les industriels (parmi lesquels sont compris les « Zwischenmeister ») établissent un certificat donnant le nom, l'adresse, le lieu de travail, et, s'ils occupent des adolescents, l'âge des ouvriers qu'ils emploient en dehors de leurs ateliers ;

2° Que dans la mesure où le paragraphe 114 du Code industriel (livrets de salaires) s'applique au travail à domicile, il soit tenu par les industriels des registres où seraient mentionnées les quantités de travail données aux ouvriers. Ces registres devraient être communiqués aux autorités sur leur demande ;

3° Que le travail à domicile soit soumis à l'inspection et qu'il soit créé dans ce but des inspecteurs spéciaux et des inspectrices ;

l'employeur. L'enregistrement obligatoire y figure également. Le contrôle y est confié à l'inspection industrielle qui aurait à sa disposition des peines sévères. Le projet sera certainement modifié au cours des délibérations. On n'en peut donc rien dire encore.

4° Que sur la proposition de l'inspecteur la police soit autorisée à prendre des mesures pour la protection de la santé des ouvriers et des consommateurs, ou de la moralité dans les ateliers particuliers ; qu'elle puisse poser à l'occupation de certains locaux des conditions spéciales ou y interdire le travail pour un temps.

5° Que le Bundesrat, les fonctionnaires de l'Etat, la police soient autorisés à prendre des mesures générales ou particulières à certaines industries ou à certaines circonscriptions ;

6° Qu'il soit interdit aux femmes et aux adolescents de travailler le dimanche, les jours de fête et la nuit (entre 10 heures du soir et 6 heures du matin) lorsque la loi sur le travail des enfants de 1903 et les paragraphes 135-139 A et 154 du Code industriel ne les protègent pas ;

7° Que le Bundesrat soit autorisé pour les industries où la durée prolongée du travail est dangereuse pour la santé, à réglementer le temps de travail ; à en fixer le commencement et la fin, même pour les adultes ; qu'il puisse même interdire certains travaux dangereux ou ne les autoriser qu'à certaines conditions ;

8° Qu'il soit interdit aux patrons de tourner la loi sur la durée du travail à la fabrique en donnant de l'ouvrage à emporter à la maison ;

9° Qu'il soit créé dans les districts où l'industrie à domicile est particulièrement développée des comités de protection pour aider à la surveillance ;

10° Que, en cas de conflit, les conseils de prud'hommes

soient compétents, même si les « Hausgewerbetreibende » fournissent la matière première ;

11° Que, si on établit des chambres de travail (Arbeitskammer), il soit créé des sections spéciales pour l'industrie à domicile et en particulier pour la fixation de tarifs ;

12° Que les lois d'assurances maladie, invalidité et accidents soient étendues au travail à domicile, ainsi que les dispositions protectrices du Code industriel.

Les deux partis populaires (Freisinnige et Suddeutsche) ont dans le même ordre d'idées déposé un autre projet de résolution, demandant au Reichstag d'inviter le chancelier à ordonner une enquête sur le travail à domicile et à lui présenter aussitôt que possible une proposition destinée à remédier à ses inconvénients.

Les députés social-démocrates ont été plus loin : ils ont déposé conformément au mandat que leur avait donné le parti au Congrès de Breslau, une proposition de loi complète, précisant le sens de chaque terme, réglant les conditions de travail et d'hygiène et fixant les sanctions en même temps que les responsabilités. Quoiqu'un peu longue elle mérite d'être donnée en entier.

Proposition de loi pour la protection des ouvriers à domicile, déposée au Reichstag par le parti social-démocrate

§ 1. Définition

Heimarbeiter. — Sont « Heimarbeiter » les personnes qui

seules ou avec les membres de leur famille, dans leur propre demeure ou dans un atelier étranger (Platzarbeiter) sont occupées industriellement pour le compte et sur la commande d'entrepreneurs ou de « Hausgewerbetreibende », même s'ils fournissent la matière première ou à demi-fabriquée.

Hausarbeiter. — Sont « Hausarbeiter » les personnes occupées industriellement pour le compte et sur la commande des « Hausgewerbetreibende » chez ces derniers (dans leur habitation ou leurs ateliers) même s'ils fournissent les matières premières ou à demi-fabriquées.

Hausgewerbetreibende. — Sont « Hausgewerbetreibende » les personnes qui, pour le compte et sur la commande d'entrepreneurs ou même pour leur propre compte, emploient des « Hausarbeiter » ou des « Heimarbeiter » dans leur propre maison ou atelier ou dans une maison ou un atelier étranger.

§ 2

Les chambres où travaillent les « Hausarbeiter » ou les « Heimarbeiter » doivent être claires, sèches, chauffables, faciles à aérer et contenir au moins 12 mètres cubes d'air par personne employée. La disposition précédente ne fait pas obstacle aux dispositions des Etats qui sont plus exigeantes.

§ 3

Celui qui loue un local à des « Hausgewerbetreibende » ou à des « Heimarbeiter » doit en faire la déclaration dans les trois jours aux autorités compétentes.

§ 4

Les « Hausgewerbetreibende » et « Heimarbeiter » doivent remettre sans délai la description de la chambre de travail aux autorités. Celles-ci doivent dans les trois jours vérifier la déclaration, s'assurer si toutes les conditions sont remplies et établir un certificat en deux exemplaires sans frais. Le certificat doit mentionner le cube d'air et le nombre des personnes qui peuvent être occupées dans la chambre.

Si la chambre n'est pas dans les conditions prévues au paragraphe 2, le certificat doit être refusé.

§ 5

Les entrepreneurs et « Hausgewerbetreibende » ne doivent employer que les « Hausgewerbetreibende » et « Heimarbeiter » ayant obtenu le certificat. Ils doivent établir la liste des « Hausgewerbetreibende » et « Heimarbeiter » qu'ils emploient, avec l'indication de leur adresse, et la remettre aux autorités.

Les changements à cette liste doivent être communiqués aux autorités dans les trois jours.

§ 6

Les autorités compétentes doivent établir une liste générale des « Heimarbeiter » et des « Hausgewerbetreibende » de leur circonscription et en donner une copie à l'inspection du travail, et, sur leur demande, aux organisations professionnelles d'entrepreneurs et d'ouvriers.

§ 7

Les entrepreneurs ou « Hausgewerbetreibende » qui emploient des « Hausgewerbetreibende » ou « Heimarbeiter » doivent remettre à chacun d'eux, conformément aux dispositions du paragraphe 114 A du Code industriel, un livret de salaire qui reste entre les mains des « Hausgewerbetreibende » ou « Heimarbeiter ».

§ 8

La fabrication et le travail d'objets de consommation ou d'alimentation par les « Hausgewerbetreibende » ou « Heimarbeiter », sont interdits ; le Bundesrat peut interdire en outre la fabrication et le travail de certaines marchandises par les « Hausgewerbetreibende » ou « Heimarbeiter », si ce travail met en danger la santé de ceux qui le font ou celle du consommateur.

La décision du Bundesrat est rendue publique par la feuille légale de l'Empire et doit être soumise au Reichstag dans sa plus prochaine séance.

§ 9

Dans le « Heimarbeit » et le « Hausgewerbebetrieb » le travail ne doit avoir lieu qu'entre 6 heures du matin et 8 heures du soir ; le samedi et la veille des jours de fête, entre 6 heures et 5 heures 1/2. Les dimanches et jours de fête, tout travail est interdit, sauf en cas de force majeure et dans l'intérêt public.

§ 10

Les paragraphes 135 à 138 de la « Gewerbeordnung » (Code industriel) sur le travail des enfants, des adolescents et des femmes s'appliquent au travail à domicile et au « Hausgewerbebetrieb ».

§ 11

Les personnes occupées dans des fabriques ou dans des « Hausgewerbebetrieb » ne doivent pas emporter de travail chez elles.

§ 12

Les travaux de l'Empire, des Etats et des communes ne doivent être confiés qu'à des entrepreneurs qui les exécutent dans des ateliers à eux, sans recourir à aucun intermédiaire (Zwischenmeister), et qui s'engagent à appliquer les tarifs ou les conditions de travail et de salaire établis par l'organisation professionnelle des ouvriers.

§ 13

Dans tout « Hausgewerbebetrieb » où travaillent plus de cinq personnes, le travail doit être réglementé conformément aux paragraphes 134 A à 134 G de la « Gewerbeordnung » et un tableau contenant la réglementation doit y être affiché.

§ 14

Les « Hausgewerbetreibende », les « Heimarbeiter » et les

membres de leur famille sont soumis à l'assurance maladie, invalidité et accidents. Le Bundesrat est chargé de prendre des décisions établissant : que les entrepreneurs sont considérés comme les patrons des « Hausgewerbetreibende » qui travaillent pour leur compte et sur leur commande, soit directement, soit par intermédiaires ; — que les entrepreneurs doivent payer des cotisations d'assurance pour les « Heimarbeiter » et « Hausgewerbetreibende » qu'ils emploient, ainsi que pour les « Haus » et « Heimarbeiter » et les membres de leur famille qui travaillent chez les « Hausgewerbetreibende » ; — et qu'il les autorise à se faire restituer par les « Heimarbeiter » qu'ils occupent la quote-part qui est à leur charge et par les « Hausgewerbetreibende » la quote-part qui leur revient, ainsi que celle des « Haus » et « Heimarbeiter » employés par eux.

Les décisions du Bundesrath doivent être publiées dans la feuille légale de l'Empire et communiquées au Reichstag dans sa plus prochaine séance.

§ 15

Aussitôt qu'une maladie contagieuse se déclare dans un « Hausgewerbebetrieb », ou dans un endroit où l'on travaille à domicile, le propriétaire de la chambre doit en avvertir les autorités. Celles-ci doivent immédiatement examiner si les personnes malades sont en contact avec les matières et les objets de travail et s'il existe de ce fait un danger de transmission au dehors. Elles peuvent, le cas échéant, ordonner la désinfection des matières et des objets qui se trouvaient

dans la chambre. Si la désinfection est impossible ou trop chère par rapport à la valeur des objets, elles peuvent en ordonner la destruction.

C'est l'entrepreneur pour le compte duquel le travail était effectué qui doit supporter les frais de désinfection ou de destruction.

§ 16

L'inspection industrielle et des représentants élus à cet effet par les membres des associations professionnelles des patrons et des ouvriers dans un vote direct, égal pour tous et secret sont chargés de surveiller l'exécution de ces dispositions.

Les autorités locales fixent le nombre des représentants patronaux et ouvriers ; elles doivent faire en sorte que chaque atelier de « Hausgewerbe » et de « Heimarbeit » soit visité une fois par mois au moins.

Elles rédigent le règlement de vote après avoir entendu les patrons et les ouvriers des organisations intéressées.

§ 17

Dans chaque chambre ou atelier de travail à domicile et de « Hausgewerbebetrieb » le texte de la présente loi et un exemplaire du certificat dont il est parlé au paragraphe 4 doivent être affichés à une place visible de tous les ouvriers intéressés.

§ 18

Les entrepreneurs ou « Hausgewerbetreibende » qui for-

cent ou tentent de forcer les « Hausgewerbetreibende » et « Heimarbeiter » à faire partie de caisses d'assurance libres ou d'assurances privées, ou encore à se déclarer « Gewerbetreibende » indépendants pour échapper à l'assurance sont punis d'amendes de cent à trois cents marks et s'ils ne peuvent payer, de prison. Même peine pour ceux qui négligent de faire la déclaration qui leur incombe d'après le paragraphe 15, ou qui cachent les matières ou les objets pour en éviter la désinfection ou la destruction.

Toute infraction aux paragraphes 2 à 11 et aux paragraphes 13, 14, 17, sera punie d'amende de cent à deux mille marks et en cas d'impossibilité, d'un emprisonnement de trois mois au maximum.

§ 20

Pour la solution des différends entre « Heimarbeiter », « Hausarbeiter », « Hausgewerbetreibende » d'une part, et patrons de l'autre, ou entre « Heimarbeiter », « Hausarbeiter » et « Hausgewerbetreibende » du même patron, la compétence appartient aux conseils de prud'hommes (Gewerbegerichte). Le paragraphe 5 de la loi sur les conseils de prud'hommes qui exclut de leur compétence le travail à domicile est aboli.

§ 21

Le conseil de prud'hommes faisant fonction de tribunal d'arbitrage, fixe sur la demande des « Heimarbeiter », « Hausarbeiter » ou des « Hausgewerbetreibende », ou de leur organisation, le taux des salaires dans son ressort pour le

métier auquel appartiennent les ouvriers qui se sont adressés à lui. S'il n'y a pas de conseil de prud'hommes la fixation sera faite par des commissions formées à cet effet.

Le Bundesrat devra prendre les mesures nécessaires pour que ces commissions soient composées d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers et qu'elles fonctionnent sous la présidence d'un inspecteur.

Les dispositions adoptées par le Bundesrat devront être publiées dans le journal légal de l'Empire et soumises au Reichstag dans sa plus prochaine séance.

Les salaires établis ne devront pas être inférieurs à ceux payés dans les fabriques et ateliers pour des travaux correspondants. Ils devront être publiés par les soins du conseil de prud'hommes ou de la commission spéciale et auront force de loi au regard des patrons et ouvriers de l'industrie intéressée pendant tout le temps pour lequel ils auront été établis.

§ 22

La présente loi entre en vigueur un an après sa promulgation.

On voit, en comparant le projet de résolution des partis du centre et la proposition de loi des socialdémocrates, que les uns et les autres, tout en s'accordant ainsi que nous l'avons constaté, sur les mesures fondamentales à prendre, ont exprimé de deux manières différentes leurs réclamations communes, les premiers donnant à leurs désirs

la forme modérée d'un vœu, les seconds fixant leurs revendications dans le texte précis d'une loi. Cette proposition est, ainsi que me le fit remarquer M. Bebel, la première et la seule qui ait été déposée sur cette matière.

Le vœu du centre et la loi des socialdémocrates n'ont pas non plus été rédigés dans le même esprit. Celui-là s'adresse au gouvernement pour qu'il prenne des mesures en faveur du travail à domicile et il lui donne la liste de celles qu'il estime les plus urgentes ; il ne demande que ce qu'il croit réalisable, et, tout en souhaitant peut-être d'avantage, il s'arrête au point qu'il juge impossible de dépasser pour l'instant.

Voici, au contraire, ce que me dit M. Bebel au sujet de la proposition de loi qu'il a déposée au nom de son parti : « Je n'ai pas l'illusion de croire qu'elle sera votée. Nous l'avons présentée à l'ancien Reichstag, nous la représenterons au nouveau. (A ce moment le Reichstag venait d'être dissout et on préparait les élections.) Elle sera certainement examinée et discutée ; quand ? Je n'en sais rien, cela dépend du Gouvernement. Il nous faut attendre qu'il présente à son tour un projet. Il n'est pas besoin d'être prophète pour savoir que celui-ci ne nous satisfera pas. C'est pourquoi le parti socialdémocrate a formulé et déposé sa proposition non dans l'espoir de la voir adoptée telle quelle, mais pour bien faire connaître d'une façon précise ses desiderata. »

Au fond, ces deux manifestations législatives dénotent des points de vue différents et des tempéraments opposés, mais

1. Mars 1906, n° 25, p. 542.

elles visent l'une et l'autre un but unique : l'amélioration plus ou moins rapide, plus ou moins radicale des conditions du travail à domicile.

C'est l'opinion qui ressort d'un article de M. Francke dans la *Soziale Praxis* où il dit (1) : « Les deux partis demandent des mesures qui mettent fin aux mauvaises conditions du travail à domicile, mais aucun ne demande sa disparition. (Ce qui, rappelons-le en passant, constitue de la part des social-démocrates une concession momentanée, cette loi n'étant considérée que comme une étape vers la suppression complète, mais dans leurs revendications actuelles, ils sont en effet d'accord sur ce point avec les partis modérés.)

« Tous deux demandent la déclaration obligatoire et l'établissement de livrets de salaires ; mais cette dernière mesure, générale et obligatoire d'après les social-démocrates, n'est réclamée que suivant les circonstances par les partis bourgeois ; les exigences des premiers relatives aux chambres de travail sont beaucoup plus grandes que celles des seconds ; elles sont certainement justifiées, mais irréalisables pour le moment. De même, on avancera davantage en ce qui concerne l'interdiction d'exercer à domicile certaines industries dangereuses en procédant cas par cas, comme le demande le centre. Un contrôle est nécessaire : l'idée de créer non seulement de nouveaux inspecteurs et des inspectrices, mais aussi des commissions composées d'autres éléments, d'hommes et de femmes désignés par les intéressés, est très heureuse.

« La limitation du temps de travail peut souvent être obtenue

1. Mars 1906, n° 25, p. 542.

nue par la défense de donner de l'ouvrage à emporter. Les deux propositions s'accordent sur ce point, de même que sur l'extension de la compétence des prud'hommes à l'industrie à domicile. La question des salaires n'est visée que d'une façon hésitante par la proposition du centre. Les social-démocrates au contraire vont très loin. Nous ne pouvons que les approuver. Mais nous devons reconnaître que leurs exigences sont irréalisables pour le moment d'une manière générale. Cependant les partis du centre sont trop timides. Le moins qu'on puisse demander, c'est que l'Empire, les Etats et les communes, lorsqu'ils passent un marché, imposent certaines clauses relatives aux salaires en faveur des ouvriers à domicile. On pourrait aussi obliger les entrepreneurs à conclure des conventions de tarifs, tout en procédant sur ce point avec ménagement. L'apposition d'une affiche ou la publication dans une feuille légale donnerait au tarif une consécration officielle.

« Nous souhaitons que les social-démocrates et les partis du centre se mettent d'accord et que le Gouvernement ne cherche pas à se dérober. Qu'il active la réglementation du travail à domicile. La situation actuelle ne peut plus durer ».

La diversité des tendances et des points de vue, en même temps que la similitude des désirs et des aspirations qui se manifestent par la comparaison des deux textes soumis au Reichstag, se retrouvent aussi dans les avis exprimés à leur sujet par plusieurs groupements ; tout en motivant leurs résolutions de façons identiques, les uns accordent leur confiance au vœu des partis du centre, tandis que les autres,

plus impatients, plus absolus, plus exigeants, tournent leurs regards uniquement vers la proposition social-démocrate.

Par exemple, la 53^e assemblée des catholiques d'Allemagne, qui se tint en 1906 à Essen, prit la résolution suivante :

« Considérant la triste situation sociale et industrielle des ouvriers et ouvrières à domicile, dont l'Exposition de Berlin a donné une preuve nouvelle ; considérant en outre les dangers qui en résultent pour la santé publique, l'assemblée estime qu'une réforme des conditions de travail dans l'industrie à domicile est actuellement l'un des devoirs sociaux les plus pressants ; elle salue l'initiative des partis nationaux, libéraux et conservateurs au Reichstag dans le but d'obtenir une protection légale des travailleurs à domicile et espère qu'une loi prochaine, conforme à leurs vœux, consacra bientôt leurs efforts. »

D'autre part, au même moment, la 9^e Assemblée des tailleurs et professions annexes, siégeant à Berlin au « Gewerkschaftshaus » votait l'ordre du jour suivant :

« Vu la condition misérable des ouvriers à domicile, mise au jour par la grève de la confection en 1896, par le Congrès des 7-9 mars 1904 et par l'Exposition du travail à domicile, l'Assemblée estime que les dispositions actuelles du Code industriel et de la loi protectrice des enfants, ainsi que les mesures particulières adoptées par le Bundesrat sont tout à fait insuffisantes, et demande aux législateurs de l'Empire de voter dans le plus bref délai une loi en faveur des ouvriers à domicile, conforme à la proposition présentée au Reichstag par la fraction social-démocrate. »

Le prospectus invitant les ouvriers à assister aux réunions qui eurent lieu le 11 décembre 1906 à Berlin ne signalait que cette proposition, et les ordres du jour votés dans ces assemblées contenaient un appel aux députés social-démocrates, les invitant à faire aboutir la proposition de loi concernant le travail à domicile déposée par le parti (1).

Mais, vraisemblablement, ceux-ci n'y arriveront pas.

M. Bebel, lui-même, comme nous l'avons vu, ne se fait pas d'illusions. Tout ce que l'on peut souhaiter, c'est que le gouvernement se rende au vœu des plus modérés, prépare à son tour un projet de réglementation, et ait la volonté suffisante pour faire adopter dans le plus bref délai les mesures les plus urgentes qui permettront d'attendre avec moins d'anxiété des réformes plus audacieuses, des transformations plus complètes.

B. — *Les projets et propositions aux Chambres des différents Etats de l'Empire.* — Dans la séance du 13 décembre 1904, le Reichstag invitait les Etats confédérés à étudier avec le concours des commissions techniques et des associations professionnelles les moyens d'établir une assurance obligatoire, vieillesse et invalidité pour tous les ouvriers. Le Bundesrat ne donna pas suite à cette demande. Elle traçait cependant une voie où il est très regrettable qu'on ne se soit pas engagé. « Le concours des Etats confédérés dans le domaine du travail à domicile, a dit M. Francke (2), est

1. Un ordre du jour analogue fut voté dans les assemblées qui eurent lieu en novembre 1907.

2. *Soziale Praxis*, 1906, n° 25, p. 542.

essentiel. L'Empire a seulement le devoir de coordonner et de simplifier les efforts de chacun. C'est en cela, d'après le comte Posadowsky lui-même (Discours du 3 février 1906 au Reichstag) qu'une loi générale est nécessaire. »

Or, jusqu'à présent, les différents Etats ne se sont pas occupés beaucoup de la question. Dans quelques-uns seulement, des enquêtes sur les conditions du travail à domicile ont été ordonnées. Mais aucun projet, aucune proposition n'ont été déposés. L'exposition de Berlin qui provoqua la réunion du Conseil des ministres présidé par l'empereur où la question fut examinée, des discussions et des initiatives au Reichstag et dans la presse, ne parvint pas à les tirer de leur indifférence. Le gouvernement ne prit position, et encore d'une manière timide qu'en Saxe et en Bavière.

En Saxe, c'est le journal ministériel, la *Leipziger Zeitung*, qui exposa dans quelques articles les idées officielles (juin 1906). « L'extension de la réglementation générale aux ouvriers à domicile, dit-il, est impossible, sauf pour certaines branches : la confection, le tabac. La possibilité de se servir de petites forces motrices n'aura aucune influence, car les ouvriers ne peuvent pas supporter les risques inhérents à la possession de machines qui vieillissent rapidement. » Par contre il se déclare partisan de l'extension de l'assurance-maladie obligatoire aux travailleurs à domicile, de leur enregistrement, de l'établissement d'une police sanitaire et d'une inspection des demeures, de la création d'ateliers centraux avec le concours de l'Etat, et du développement des associations ouvrières.

En Bavière, le ministre von Padewils fit la déclaration suivante à la séance du Landtag du 15 février 1906 : « En ce qui concerne les travailleurs à domicile, le Gouvernement bavarois se préoccupe d'améliorer leur situation ; il s'efforcera d'abord d'établir une protection efficace des enfants ; ensuite il favorisera autant qu'il lui sera possible la création d'ateliers par les ouvriers associés eux-mêmes ; il projette également d'étendre l'inspection au travail à domicile et de nommer des inspectrices ». Ce ne sont comme on le voit que des promesses, et encore sont-elles très vagues.

Quant à l'initiative parlementaire, elle se borne à bien peu de chose. Dans le grand duché de Hesse, deux députés demandèrent au Gouvernement de faire procéder à une enquête officielle sur le travail à domicile, disant que la réglementation d'Empire de cette importante question devait être provoquée par les Etats confédérés.

A signaler aussi un vœu émis par la Chambre hessoise, sur l'initiative du député national-libéral Reinhardt, priant le Gouvernement d'user de son influence pour amener le Gouvernement impérial à déposer le plus tôt possible au Bundesrat un projet de loi sur le travail à domicile. Une motion dans le même sens fut adoptée au Landtag de Wurtemberg.

Mais des mesures à prendre, on n'en parle pas. Pourtant au Landtag bavarois, des faits plus importants sont à signaler.

Dans les séances des 3 et 4 juillet 1906, le député social-démocrate Trimm appela l'attention sur la situation des « Hausgewerbetreibende » relativement à l'assurance inva-

lidité, situation qui, à son avis, ne pouvait se prolonger plus longtemps. M. Goldschmidt, député libéral, déclara que c'était un devoir social que de l'établir. A cela le comte Feilitzsch, ministre de l'Intérieur, répondit que l'extension de l'assurance invalidité aux « Hausgewerbetreibende » n'était pas encore possible et qu'il fallait commencer par leur appliquer l'assurance maladie. Mais les manifestations les plus intéressantes furent d'abord la résolution votée en 1902 demandant au Gouvernement d'interdire à ses fournisseurs de faire travailler à domicile, à laquelle celui-ci répondit qu'il ferait son possible pour donner satisfaction à la Chambre (1), et le vote à une grande majorité du projet de résolution suivant du député Oswald (25 janvier 1906) :

Le Gouvernement royal est invité : 1° à charger le service de l'inspection de procéder, autant que possible pendant l'année 1906, à une enquête sur les salaires, les conditions et le temps de travail, les conditions d'habitation des ouvriers à domicile et d'en soumettre les résultats au Landtag ; 2° à favoriser la création de conseils de prud'hommes dans les régions où l'industrie à domicile est développée ; 3° à donner la préférence pour l'adjudication des travaux de l'Etat, toutes autres conditions étant égales, aux entrepreneurs pouvant prouver qu'ils font travailler et qu'ils payent leurs ouvriers suivant un tarif établi d'un commun accord ; 4° à n'admettre à soumissionner pour la livraison de matières premières destinées aux constructions de l'Etat que des

1. Voir p. 77.

entrepreneurs n'employant pas d'ouvriers étrangers.

Tous les partis dans cette séance s'entendirent pour reconnaître l'urgence qu'il y a à remédier à la misère de l'industrie à domicile qui épuise les forces du travailleur et menace la santé publique. Le Gouvernement répondit encore qu'il ferait dans ce sens ce qui lui serait possible. Il déclara que la première chose à faire était d'étendre l'assurance maladie aux ouvriers à domicile, qu'il souhaitait que la conclusion de tarifs se généralisât, mais qu'il était impossible d'imposer aux entrepreneurs l'exclusion d'ouvriers étrangers.

Dans le cours des débats le prince régent se montra partisan de la réglementation.

Mais tout cela n'aboutit à rien de précis. Ce sont des paroles, ou des vœux sans lendemain, qui même réalisés ne transformeraient en rien l'aspect général de la question. Les députés des Etats confédérés devraient montrer à ceux de l'Empire la voie à suivre. Les réformes leur seraient plus faciles à obtenir parce qu'elles seraient plus faciles à appliquer, le territoire et le nombre de ceux qu'elles atteindraient étant plus restreints. Cependant ce sont les députés du Reichstag qui leur donnent l'exemple; cela tient sans doute à ce qu'ils sont élus par des systèmes de votes différents.

CHAPITRE IV

LES PATRONS

Il nous reste à voir comment de leur côté les patrons envisagent la question du travail à domicile et ce qu'ils pensent des mesures réclamées par les économistes et les ouvriers.

De la suppression du travail à domicile, il n'en est pas question parmi eux. Un cas unique se produisit cependant à Halle en mai 1907 : dans une réunion professionnelle des maîtres cordonniers, le rapporteur, M. Belling, déclara que l'exposition du travail à domicile de Berlin avait démontré combien celui-ci était nuisible à leur métier et que par conséquent il fallait poursuivre par tous les moyens, avec la dernière énergie, son abolition. Mais une telle opinion est tout à fait exceptionnelle. S'ils ne désirent pas voir disparaître le travail à domicile les patrons reconnaissent en général qu'il faut faire quelque chose. Mais tandis que les uns souhaitent sincèrement de voir améliorer le sort des ouvriers, les autres semblent devoir s'opposer à tout ce qu'on voudrait faire en leur faveur et ne les plaindre que pour ne pas heurter l'opinion publique qui s'est rangée de leur côté lors de la grève de 1896 et qui s'est émue lors de l'exposition de 1906,

Les premiers, ce sont d'abord les petits patrons qui redoutent la concurrence des grands industriels à qui les faibles salaires du travail à domicile permettent de fabriquer meilleur marché qu'ils ne peuvent le faire eux-mêmes dans leurs petites exploitations. C'est ce que dit M. Wilbrandt en ces termes (1) : « Les petits fabricants qui vendent le cigare bon marché, se réjouiraient de l'interdiction du travail à domicile qui permet à quelques-uns de leur faire une concurrence malhonnête. »

Ce sont aussi des industriels bien intentionnés qui, comme le dit M. Francke (2), accorderaient volontiers aux travailleurs à domicile qu'ils emploient de meilleures conditions de travail, ou encore des industriels intelligents qui comprennent que l'ouvrier exténué et mal payé ne fait que du mauvais ouvrage (3), mais qui sont arrêtés dans leurs bonnes dispositions par la crainte du voisin peu scrupuleux cherchant au contraire à abaisser les salaires autant que possible. Dans ces conditions, non seulement ils ne peuvent sans se suicider payer davantage leurs ouvriers, mais encore ils sont obligés, de crainte de rencontrer un concurrent livrant à meilleur compte, de faire comme les autres et de réduire les salaires à chaque occasion.

Avec la fixation d'un minimum, au contraire, ils sauraient jusqu'à quel point les salaires sont susceptibles d'être abais-

1. *Arbeiterinnenschutz und Heimarbeit*, p. 69.

2. *Soziale Praxis*, 1906, n° 22, p. 563.

3. Voir Brochure *Die Heimarbeit im Lithographiegewerbe*, p. 5.

sés, Ils ne seraient plus dans l'incertitude où ils se trouvent actuellement, en sorte que la possibilité d'élever le sort des ouvriers à domicile, du point de vue où ils envisagent la question, se rattache et aboutit à la limitation de la libre concurrence.

C'est ce qu'a compris le syndicat des maîtres peintres du sud de l'Allemagne qui, dans une réunion tenue le 18 août 1907 à Darmstadt, a formulé l'opinion suivante : l'Assemblée considère la création de tarifs généraux et de conventions relatives aux salaires comme un moyen d'établir de meilleurs rapports entre patrons et ouvriers, d'enrayer les troubles et les dommages matériels qui en résultent, provoqués par les désaccords sur les salaires, de fixer des bases solides aux rapports des producteurs et des consommateurs en ce qui concerne l'évaluation des produits, d'entraver enfin la mauvaise concurrence (*Schmutzkonkurrenz*).

Signalons que certains industriels, convaincus de la nécessité de faire quelque chose, ne s'en sont pas tenus à une affirmation vague et à une bonne volonté imprécise, mais ont formulé un programme.

« Dans le cercle des fabricants, dit M. Jaffé (1), les réformes apparaissent aussi comme nécessaires. La Chambre de commerce de Minden a adressé au secrétaire d'Etat de l'Intérieur une pétition qu'elle a appuyée de propositions auxquelles se sont ralliées d'autres chambres de commerce.

1. *Hausindustrie und Heimarbeit in Deutschland und Oesterreich*, t. III, p. 335.

Ces propositions sont les suivantes : chambre de travail, 2 m. 50 de haut au moins, 40 mc. d'air par personne, aération facile, défense de faire sécher le tabac dans les chambres d'habitation. »

D'autre part, le « Deutscher Tabackverein » a fait une enquête dans toute l'Allemagne de laquelle il résulte que la majorité des maisons intéressées déclara être prête à accepter une réglementation de l'industrie à domicile.

Dans le royaume de Brunswick les fabricants de conserves alimentaires ont fait mieux encore. Ils ont non seulement adopté un programme, ils ont créé une commission de surveillance composée d'industriels et d'un membre de la Chambre de commerce, à laquelle ils doivent faire connaître les personnes qu'ils emploient. La commission exerce un contrôle sur les travailleurs à domicile, et principalement en ce qui concerne la propreté de leurs instruments de travail et de leurs locaux.

Certes, ce ne sont pas là des demandes très exigeantes ni des réglementations très sévères ; certes, elles ont trait à des industries (tabac et objets de consommation) où l'intervention de la loi est plus particulièrement réclamée, où d'ailleurs elle s'est davantage fait sentir, et dans lesquelles même l'interdiction complète est le plus unanimement réclamée. Aussi peut-on supposer que la bonne volonté des chambres de commerce et des industriels et les programmes restreints qu'ils ont élaborés sont pour eux des moyens de limiter le mal nécessaire qu'ils ne peuvent plus éviter plutôt que des encouragements aux pouvoirs publics à prendre des

mesures qu'ils jugent indispensables ; mais quoi qu'il en soit, sans rechercher les mobiles qui les font agir, il nous suffit de constater les résultats.

Nous n'avons également qu'à enregistrer sans en analyser les causes la résolution adoptée en 1899 à Regensburg, par les présidents des chambres de commerce de Bavière qui demandèrent que l'on n'admit pas à soumissionner les industriels qui ne satisferaient pas à certaines conditions, entre autres ceux qui paieraient leurs ouvriers à un taux inférieur au taux local courant. Signalons encore que c'était un industriel, M. Franz Brants qui présidait l'assemblée des catholiques allemands à Würzburg les 25-29 août 1907 où fut adoptée une résolution disant : « Considérant la triste situation industrielle et sociale de nombreux ouvriers et ouvrières à domicile ; considérant les dangers que les produits qu'ils fabriquent font courir à la santé des consommateurs, l'assemblée estime qu'une réforme dans les conditions du travail de l'industrie à domicile est un des devoirs les plus urgents. Elle regrette que la protection légale promise maintes fois par le Gouvernement n'ait pour ainsi dire pas encore été réalisée et espère que la loi attendue viendra bientôt remédier à la situation. Elle attend, en outre, les meilleurs résultats de l'action des ouvriers à domicile groupés en organisations professionnelles et recommande à tous ses membres de les encourager de tous leurs moyens. Enfin les efforts charitables en faveur des ouvriers à domicile lui paraissent pleins d'intérêt et elle ne peut qu'en recommander la pratique. »

A cette assemblée assistaient, à part plusieurs industriels, de nombreux députés du centre.

Il est regrettable que des manifestations de ce genre ne soient que des exceptions. La plupart des patrons, au contraire, et surtout les plus importants, sans contester les misères du travail à domicile que le grand public commence à connaître et qu'il a été mis à même de constater, se bornent à plaider le cas de force majeure, l'impossibilité pour les ouvriers et pour eux de changer quoi que ce soit à l'ordre de choses actuel. Ce sont ceux-ci surtout qui nous intéressent, parce que d'abord ils sont le nombre, parce que ensuite ils représentent un état d'esprit opposé à celui dont nous avons vu jusqu'ici les différentes expressions.

Les uns insistent sur le caractère spécial de leur industrie qui les oblige pour ainsi dire à avoir recours au travail à domicile : changements rapides de modes, crises, mortes saisons obligeant à modifier sans cesse le matériel et rendant très difficile la réglementation des salaires. D'autres, dans la confection surtout, invoquent la nécessité de faire des essais, des modèles nombreux en petite quantité, puis lorsque le modèle est adopté, de fabriquer rapidement et en secret. D'autres encore se retranchent derrière l'impossibilité où ils sont de supporter des prix de revient plus élevés.

A cet égard la circulaire adressée le 12 septembre 1902 par le syndicat des fabricants d'objets en or de Berlin aux « Zwischenmeister » mérite une mention spéciale. Elle disait : « L'agitation entreprise depuis quelque temps par le

syndicat des ouvrières et ouvriers doreurs d'Allemagne en vue de transformer le mode actuel de travail et d'établir des minima de salaires, oblige le syndicat des fabricants d'objets en or de Berlin à prendre position contre ces prétentions.

« Notre industrie à Berlin reposant sur l'exportation, chacun de nous doit savoir exactement le montant des salaires qu'il aura à payer pour une quantité de travail déterminée. Nous repoussons donc absolument toute transformation et en particulier tout minimum de salaires.

« Une augmentation du prix des marchandises qui serait le résultat nécessaire du système nouveau rendrait toute concurrence impossible avec les autres places où l'on fabrique des objets en or... Et ce n'est pas seulement avec les concurrents allemands que nous avons à compter mais aussi avec ceux de l'Amérique du Nord...

« Pour toutes ces raisons il nous paraît impossible de donner suite aux prétentions du syndicat des ouvrières et ouvriers doreurs d'Allemagne et nous prions tous les petits patrons de notre industrie, si de telles demandes leur sont adressées, de les refuser et d'en aviser aussitôt les signataires de la présente. Conformément à une décision prise nous les soutiendrons au moyen d'un fonds spécialement créé à cet effet ».

Dans une réunion de la Société nationale libérale de Plauen, en septembre 1907, un industriel, M. Koregel, dont les déclarations sont le reflet de l'opinion dominante parmi les fabricants de cette ville (*Soziale Praxis*, 1907, n° 2, p. 40) critiqua énergiquement la proposition Heyl déposée au

Reichstag. « L'enregistrement obligatoire serait, dit-il, une charge inadmissible imposée aux patrons ; quant aux livrets de salaire, ils ne doivent pas être soumis au contrôle de la police ». Il s'éleva également contre l'inspection des demeures et l'interdiction de donner du travail à emporter à la maison.

Le syndicat central des industriels allemands, dans une réunion tenue le 28 octobre 1907, à Berlin, se déclara l'adversaire de toute mesure concernant le travail à domicile, qui imposerait à l'industrie des charges susceptibles de restreindre sa capacité de concurrence mondiale.

Mais tous les patrons ne défendent pas aussi franchement leurs intérêts et il est permis de supposer que la trop grande sollicitude dont quelques-uns font preuve envers les ouvriers ne sert qu'à cacher leur mauvaise volonté.

On a vu en 1900 au sujet d'une proposition peu exigeante déposée par M. Heyl et d'autres députés du centre un grand nombre d'associations de patrons adresser au Bundesrat et au Reichstag une pétition, dans le but d'empêcher le vote des mesures proposées (1). On trouvait parmi les signataires : 1^o Le syndicat des fabricants de broderie et dentelles de Plauen ; 2^o Les fabricants berlinois d'habits de dames et d'enfants ; 3^o Le syndicat de la confection pour hommes et garçons de Berlin ; 4^o Le syndicat des fabricants de linge de Berlin ; 5^o Celui des fabricants de lingerie de

1. V. *Schutz den Heimarbeitern.*, p. 117 et suiv.

dames ; 6° de blouses, de costumes, et aussi ; 7° celui des tailleurs pour dames.

(1° Der Fabrikantenverein der Stickerei-und Spitzenindustrie zu Plauen, 2° die Berliner Damen-und Kindermäntelfabrikanten, 3°, der Verband der Berliner Herren-und Knabenkonfektion, 4° die Gesellschaft Berliner Wäschefabrikanten, 5° die Berliner Damen-Wäschekonfektion, 6°, die Berliner Blousen-und Kostümkonfektion, 7° der Verein der Berliner Schneidermeister für Damenkonfektion.)

Les motifs invoqués dans la pétition ne parlaient que de l'intérêt des ouvriers et de la loi elle-même, mais pas de l'intérêt des industriels, les seuls cependant que ceux-ci eussent réellement en vue. On trouvait entre autres les suivants : les ouvrières gagneraient moins si leur temps de travail était limité ; le contrôle du patron sur la durée du travail des ouvrières chez elles est impossible ; le patron leur donne un ouvrage à faire et le temps qui leur est nécessaire pour le terminer dépend d'elles seules d'autant plus que souvent les membres de leurs familles les aident pour les travaux les plus faciles ; la limitation du travail à domicile n'atteindrait pas seulement les ouvrières que la loi voudrait atteindre, mais aussi des milliers de personnes appartenant à leur famille qui font actuellement à la maison des travaux faciles et contribuent ainsi à l'entretien de tous, et qui ne pourraient plus exercer leur métier supplémentaire ; les ouvrières pourraient travailler chez elles pour des patrons dans les ateliers desquels elles n'auraient pas travaillé pendant le jour, la

loi serait ainsi facilement tournée. Toutes ces objections ont d'ailleurs été réfutées par les ouvriers (1). Nous avons vu aussi qu'elles n'ont pas arrêté les économistes.

Le 21 octobre 1907, dans une assemblée de « l'Union des industriels » tenue à Berlin, le secrétaire général, M. Wendlandt, crut devoir attirer l'attention sur les charges qu'une réglementation ferait peser sur la classe de la population la plus malheureuse, et conclut en disant qu'il fallait se garder, à cause de cela, de montrer à son égard une sollicitude exagérée.

On lit dans le prospectus *Heimarbeit in der Parzellanindustrie*, rédigé à l'occasion de l'exposition du travail à domicile : « Dans une conférence entre les ouvriers et les patrons, un fabricant déclara qu'il ne donnait du travail à faire à la maison aux veuves et aux orphelins que par compassion pour eux ; un autre que le travail à domicile lui était nuisible et ne lui rapportait rien. Mais deux entrepreneurs furent assez loyaux pour laisser voir dans leurs explications que ce n'était pas par pitié et par humanité qu'ils se faisaient les défenseurs du travail à domicile ».

La Chambre de commerce de Hambourg, consultée à propos de l'extension de l'assurance-maladie au travail à domicile, répondit de la façon suivante : « On ne peut subordonner l'obligation à l'assurance à une limite inférieure de revenus, parce que d'abord cette limite serait difficile à déterminer, parce qu'ensuite ce serait de nouveau

1. V. *Schutz den Heimarbeitern*, p. 119 et suiv.

exclure du bénéfice de l'assurance ceux qui en ont le plus besoin. Mais comment y faire participer la famille des « Hausgewerbetreibende » qui travaille avec eux ? C'est là un but très désirable, mais impossible à atteindre, car le contrôle manquerait pour savoir dans quelle mesure ils prennent part au travail. D'un autre côté on ne peut exempter certains groupes de « Hausgewerbetreibende » du paiement des cotisations, car ce serait établir en leur faveur un privilège injustifié et la protection tomberait bien au-dessous de la limite légale, en sorte que le résultat : préserver de la misère en cas de maladie, ne serait pas atteint. »

C'est dire, comme on le voit : l'assurance-maladie pour être juste et profitable, doit être générale, mais l'assurance-maladie générale est impossible à appliquer. Donc, on ne peut rien faire.

La Chambre de commerce de Berlin fit paraître en octobre 1906 un rapport très détaillé sur le travail à domicile, dans le but d'atténuer l'impression produite dans le public par l'Exposition de janvier-mars 1906. Là encore, sous les dehors d'un bon vouloir apparent, on retrouve la volonté de s'opposer à tout ce qu'on pourrait faire. Ce rapport a d'ailleurs été rédigé d'après les renseignements fournis par les entrepreneurs surtout, et les « Zwischenmeister ».

Aussi prend-on soin de dire dans l'introduction que, malgré cela, ce n'est pas une œuvre tendancieuse et que l'on n'a pas cherché à voiler de couleurs trop flatteuses l'image de la réalité. Nous verrons que c'est là un fait contesté. Mais nous, ce qui nous intéresse, c'est précisément cela,

que ce sont les patrons seuls qui en ont fourni les matériaux. Nous y trouverons d'une façon précise et détaillée leur état d'esprit propre; leur façon particulière d'envisager les mesures dont nous avons parlé.

Tout d'abord (p. 4) le rapport émet des vues générales sur la question. Il explique que si, jusqu'à présent, on n'a pas fait davantage pour le travail à domicile, cela tient aux difficultés que rencontre sa réglementation. Ces difficultés viennent non seulement de la complexité des conditions de travail, mais des ouvriers à domicile eux-mêmes, sur qui un nouvel état de choses ferait peser de nouvelles charges sans qu'on sache si leur capacité de production en serait développée. Puis il cherche immédiatement à jeter une sorte de discrédit sur l'ensemble du mouvement réformateur : « C'est aussi la façon dont est réclamée l'intervention de l'Etat qui oblige celui-ci à se tenir davantage sur la réserve. Même si on ne nourrit aucune sympathie pour le travail à domicile, on est obligé de condamner les exagérations de ceux qui en décrivent les mauvais côtés. » Et plus loin il fait ressortir que les ouvriers organisés réclament sa réglementation seulement parce qu'il les gêne dans leur lutte et non pas par intérêt pour les ouvriers qui y travaillent. « Mais, ajoute-t-il, quelque important que soit le rôle de l'organisation dans la question des salaires, on ne peut sacrifier une forme de travail, uniquement parce qu'elle y est réfractaire. »

D'autre part, au début de la partie du rapport consacrée spécialement aux réformes, nous trouvons cette phrase (p. 157) : « En général on peut dire que la plupart des propositions

ne sont pas arrivées à un degré de maturité suffisant pour pouvoir devenir des réalités légales. Si le gouvernement prend en main cette question, il ne pourra pas s'en inspirer. »

Les industriels qui ont rédigé le rapport déclarent donc nettement se séparer des économistes, aussi bien que des ouvriers.

Comment envisagent-ils donc le problème, eux qui tiennent tant à ménager les intérêts des ouvriers à domicile ? Ils répondent à cette question : « Nous ne voulons rien proposer, mais seulement examiner les propositions les plus courantes. »

Et de la sorte, sous le couvert de cette réserve prudente, ils pourront à l'aise poursuivre la route qu'ils s'étaient tracée : critiquer et rejeter toutes les réformes que l'on met en avant dont le moindre défaut, disent-ils, est de demander de grands sacrifices aux ouvriers à domicile eux-mêmes. « Qu'on les consulte, ajoutent-ils ; l'essentiel, avant de rien faire, c'est de connaître leur opinion. » On comprend facilement pourquoi ils y attachent tant d'importance.

Ils continuent en se demandant quel doit être le but de la politique sociale, ce qui, d'après eux, revient à se poser cette question : le travail à domicile est-il une forme d'exploitation arriérée ? Et ils y répondent comme il suit : « Même si c'était établi, et notre enquête (qui se fonde, rappelons-le, sur les renseignements donnés par les patrons) ne permet pas de l'admettre, il n'en resterait pas moins vrai que le point de vue d'après lequel l'Etat doit s'efforcer d'abolir les formes

de travail arriérées, se heurte à de très grandes difficultés.

« Que dans le cours des temps le travail à domicile se transforme en travail en fabrique, ce n'est pas douteux. Mais reconnaître ce fait, ce n'est pas juger le travail à domicile dans son ensemble. Il ne faut pas oublier que c'est précisément dans les grands centres, là où la loi du progrès économique gouverne en maîtresse, que le travail à domicile s'est surtout développé, et cette circonstance doit mettre en garde contre l'opinion érigée en dogme qu'il est suranné en soi. Certes il y a des formes de travail dont le caractère arriéré n'est contesté par personne, par exemple le travail des enfants, pour la réglementation duquel l'Etat doit intervenir avec raison. En le faisant il remplit son devoir de protéger les faibles. Mais ce n'est pas le cas en général du travail à domicile. C'est seulement dans la mesure où l'intervention de l'Etat à son sujet peut avoir cette signification qu'elle est nécessaire : quand le travail à domicile ne repose que sur des habitudes anciennes, le *statu quo* peut être détruit sans crainte, mais s'il s'agit de personnes ayant la responsabilité de leur action économique, ce qui existe doit être respecté. Une politique sociale à qui il suffirait de la vague expression de « forme d'exploitation arriérée » pour vouloir l'interdire s'engagerait dans l'inconnu ».

Après avoir ainsi défendu énergiquement le travail à domicile, le rapport continue :

« Personne ne s'opposera aux efforts de la législation ou de l'administration pour améliorer les conditions actuelles (les industriels ici encore ne nient pas qu'elles ne soient

mauvaises, mais voyons dans quelle mesure ils sont prêts à y remédier) ; mais chaque réforme doit tenir compte des faits si elle ne veut pas atteindre un résultat opposé à celui qu'elle se propose. Tout d'abord, il ne faut pas se préoccuper de savoir si les industries qui emploient le travail à domicile pourraient s'en passer. La législation n'a pas à prendre la responsabilité que comporte un pareil jugement. Ce qu'elle doit considérer, c'est si les ouvriers qui y sont occupés actuellement sont obligés d'y avoir recours pour vivre. Ce sont les intérêts de ces ouvriers que la politique sociale a le devoir absolu de ménager et de soutenir.

« Ainsi est strictement limité le cercle des personnes qui ont droit à la protection de l'Etat. La question ne doit pas être envisagée au point de vue des célibataires hommes ou femmes travaillant à domicile, mais surtout au point de vue des ouvrières mariées, retenues chez elles et qui ne peuvent travailler autrement, et aussi de tous ceux qui pour une raison quelconque (faiblesse, âge, invalidité, etc.) ne peuvent quitter leur maison. Voilà le terrain sur lequel il faut se placer pour réglementer le travail à domicile. »

C'est sous cet aspect en effet qu'il apparaît avec les couleurs les plus favorables. Mais quelque intéressants que soient ces ouvriers pour qui seuls les industriels marquent leur sollicitude, ils ne doivent pas cependant faire oublier la foule des autres travailleurs, à domicile et en fabrique.

Que l'on se préoccupe, comme l'ont fait les économistes et les ouvriers de ce que ceux-là deviendraient sous un régime nouveau, qu'on s'efforce de leur donner des compensations

en échange des sacrifices qu'une réglementation quelconque pourrait leur imposer, rien de plus naturel. Mais, ne songer qu'à eux, envisager de parti pris la question uniquement à leur point de vue, c'est ne considérer qu'un côté du problème, celui où il est possible de trouver au travail à domicile, en regard des misères qui l'accompagnent toujours, quelques avantages susceptibles de le faire bénéficier d'une certaine indulgence.

Mais, sans insister davantage sur cette façon peu impartiale de présenter la question, voyons comment les industriels et la Chambre de commerce de Berlin rejettent les unes après les autres les principales mesures qui ont été mises en avant.

« Pour endiguer le travail à domicile, disent-ils (p. 58) on croit parfois devoir recommander l'enregistrement obligatoire. Si cette mesure n'avait pour but que de faire connaître aux autorités le développement du travail à domicile, elle serait la base de toute réforme. Mais ses promoteurs ont en vue un autre but, c'est d'en écarter un grand nombre d'ouvrières, surtout les sœurs, femmes ou veuves de fonctionnaires. Il faut avouer que ce dessein est peu sympathique et ne peut être l'objet d'un progrès légal.

« On a proposé aussi de créer des ateliers, soit chez l'entrepreneur, soit hors de chez lui. Mais en cette matière, l'Etat n'a pas à intervenir, il faut laisser faire l'initiative privée qui choisira le moment opportun. Les ateliers répondant aux conditions légales ne pourraient être créés que par les maisons les plus considérables qui en profiteraient pour se déve-

lopper et écraser leurs concurrentes de moindre importance.

« On a pensé encore à faire dépendre le travail à domicile d'une autorisation accordée par les autorités et constatée par un certificat. Les autorités devraient la refuser à tous ceux qui n'y sont pas absolument réduits. Mais, sans nous arrêter sur ce qu'aurait d'inadmissible cette ingérence de la police dans les rapports privés, la proposition en elle-même ne peut pas être prise au sérieux. On ne peut obliger quelqu'un à aller à la fabrique ou à l'atelier que si on lui indique en même temps la fabrique ou l'atelier qui lui donnera du travail. Quant à faire dépendre la délivrance du certificat de la disposition de la chambre de travail, ceci est du domaine de la politique des habitations. En somme la difficulté principale consiste à donner une compensation à l'ouvrier qui se voit interdire la forme d'occupation qu'il préfère.

« On a encore préconisé un autre moyen : jeter le discrédit sur le travail à domicile. Dans ce but, on demande l'adoption d'une mesure légale qui obligerait, comme cela se fait en Amérique et en Australie, à marquer d'un signe spécial toutes les marchandises faites à la maison. Ce qu'on en attend est exorbitant : ce n'est rien moins que d'entraver la vente de ces produits. De plus, si on arrivait à jeter le discrédit sur eux, on atteindrait le travail à domicile en bloc, ce qui serait injuste et nuisible aux ouvriers eux-mêmes.

« Enfin on demande aussi qu'on interdise le travail à domicile dans certains métiers. Sans abandonner le principe fondamental que le travail à domicile doit être respecté dans la

mesure où l'ouvrier est obligé d'y avoir recours, on peut admettre des exceptions lorsque des considérations plus élevées les réclament.

« Parmi celles-ci se trouvent en première ligne les considérations hygiéniques. Lorsque la santé des ouvriers et celle des consommateurs sont en jeu, l'Etat doit, suivant le degré du danger, ou bien exercer un contrôle diligent, ou bien aller jusqu'à l'interdiction complète. »

Nous trouvons donc enfin un cas où le rapport admet que l'Etat intervienne, et même d'une façon énergique. Il n'y a pas lieu cependant de trop s'en étonner. Il fallait bien faire la part du feu pour donner satisfaction à l'opinion. Or, si celle-ci s'est émue, c'est non seulement par pitié pour les ouvriers, c'est aussi, et peut-être surtout, par crainte des dangers que le travail à domicile fait courir à tout le monde. Les industriels berlinois ont voulu rassurer le public et s'attirer ses bonnes grâces.

D'ailleurs le rapport ajoute : « Comme les conditions ne sont pas les mêmes dans chaque industrie, il faut prendre une décision particulière pour chacune. C'est principalement pour celles qui fabriquent des objets de consommation et d'alimentation qu'il faut examiner si l'on doit les soumettre au contrôle ou les interdire. »

Or, il convient de remarquer, comme me le dit M. Sassenbach, que les industries d'objets de consommation ou d'alimentation sont peu nombreuses à Berlin. Est-ce pour cela que les industriels de la Chambre de commerce les ont sacrifiées ?

Le rapport examine ensuite la question de l'assurance des ouvriers à domicile. Il ne s'y oppose pas en principe, mais il fait ressortir les difficultés que cette mesure soulève : « Qu'ils trouvent un avantage à recevoir un secours en cas de maladie, à toucher une rente en cas d'invalidité et dans leur vieillesse, cela va de soi : l'égalité entre eux et les autres ouvriers aura de bons résultats dans bien des cas. Mais faudrait-il que l'assurance s'appliquât même à ceux qui ne travaillent qu'accidentellement à domicile ? Sans doute devra-t-on limiter son champ d'application. Sans doute aussi, faudra-t-il établir des dérogations au système actuel en ce qui concerne la perception des cotisations et la répartition des charges. Sur le premier point on a proposé d'obliger l'entrepreneur à verser à la caisse un tant pour cent des salaires qu'il paye, soit directement, soit par l'intermédiaire des « Zwischenmeister ». Mais il y a encore bien des obstacles à surmonter. Pour ce qui est de la répartition des charges, on demande souvent que la quote-part de l'ouvrier à domicile soit inférieure à celle qu'établissent les lois existantes. »

Après ce rapide exposé des difficultés que soulève l'extension des lois d'assurance, le rapport arrive à la question de la réglementation du travail à domicile. Il la solutionne d'ailleurs très brièvement : « La durée du travail, des repos, etc., y est fixée par la décision toute puissante de l'ouvrier. Il n'y a donc pas place pour une réglementation administrative ».

Quant à l'interdiction de donner aux ouvriers des fabri-

ques et ateliers du travail à emporter chez eux, elle serait, d'après le rapport, sans portée, car, dit-il, « d'après les renseignements que nous avons recueillis de différents côtés, cette pratique est très rare ».

Il écarte donc *a priori* toute réglementation dans le travail à domicile, sans même en discuter les avantages et les inconvénients.

Voyons enfin l'attitude des industriels vis-à-vis de la question des salaires. Ils ne sont pas partisans de l'établissement de salaires minima ; c'est une mesure, à leur avis, qui ne va loin qu'en apparence et qui d'ailleurs serait sans effet. « Même si on arrivait, expliquent-ils, à fixer les salaires à un taux normal dans chaque métier et pour chaque objet, le salaire réel de l'ouvrier à domicile dépendrait encore du temps qu'il mettrait à faire chaque pièce. Comme il est impossible de les douer également d'une capacité moyenne, les minima de salaires ne serviraient à rien.

« A Victoria, une disposition caractéristique à ce point de vue dit : « Autant que cela est légitime et opportun, des salaires spéciaux peuvent être établis pour les ouvriers lents, âgés ou invalides ». Si ces salaires sont inférieurs au minimum ordinaire, celui-ci perd son intérêt, s'ils sont plus élevés, les ouvriers à capacité restreinte chercheront en vain du travail.

« Mais, dit-on, c'est le salaire payé à l'ouvrier à domicile pour une semaine qui ne doit pas tomber au-dessous d'un certain taux. Eh bien, pour apprécier à sa juste valeur l'importance du minimum de salaire entendu de la sorte, il

suffit de s'en rapporter encore à la législation australienne qui fixe à au moins deux shillings 6 pences par semaine le salaire d'un ouvrier quelconque.

« Est-il besoin de faire remarquer qu'aucun ouvrier berlinois n'aurait avantage à la fixation d'un minimum de 2 marks 1/2 par semaine. »

Vraiment l'argumentation contre l'établissement de salaires minima est bien faible. Cette question, que le rapport qualifie lui-même de « clef de voûte des efforts socialpolitiques », aurait dû, semble-t-il, provoquer des objections plus sérieuses et moins faciles à réfuter. Peut-être n'a-t-on pas pu en trouver, et n'y a-t-il au fond qu'un mauvais vouloir intéressé.

Ce n'est pas à dire que les industriels ne veulent rien faire. Ils désirent élever le niveau des ouvriers à domicile : « Ils sont généralement, disent-ils, inexpérimentés et inhabiles, ce qui est un obstacle à la conclusion d'accords relatifs aux salaires entre eux et leurs patrons, accords possibles seulement si les deux parties contractantes s'entendent sur les bases du calcul et connaissent le prix du travail. » Et pour arriver à ce but ils proposent deux moyens :

a) Donner à la situation des salaires une grande publicité.

« En général, font-ils remarquer, les tarifs d'après lesquels les ouvriers à domicile sont employés peuvent être considérés comme suffisamment stables ; parfois ils sont même consignés dans des conventions. Si donc les prix payés étaient affichés chez l'entrepreneur, l'ouvrier pourrait exercer un contrôle. Il y aurait seulement quelques difficultés

dans certaines branches : ainsi dans la confection pour dames, manteaux, blouses et jupons, où la multiplicité des modèles est très grande et la qualité du travail très variable. Pour éclaircir encore la situation des salaires, on pourrait aussi faire le compte à part des frais nécessités par certains travaux (surtout le fil pour la couture) et qui sont à la charge de l'ouvrier à domicile. » (Il ne faudrait pas oublier non plus les dépenses de chauffage et d'éclairage qui pèsent toujours sur lui).

Cette mesure ne serait pas inutile en effet ; nous avons vu que les économistes la demandaient aussi (1). Mais si intéressante qu'elle soit, ce n'est qu'une mesure timide et qui ne peut avoir qu'indirectement une petite influence sur les salaires.

b) Le second moyen d'élever la condition des ouvriers à domicile, d'après le rapport, « c'est de favoriser la création de bureaux de placement et de renseignements où ils trouveront les informations que l'organisation procure aux ouvriers en fabrique, car tous les efforts que l'on tentera pour les organiser se heurteront à de grands obstacles. Les bureaux pourront servir aussi de cadres à des institutions destinées à les perfectionner. »

Ce n'est pas non plus, comme on le voit, une mesure susceptible de transformer leur situation sociale. Quant à l'extension de certaines dispositions des lois protectrices actuelles, inspection, contrôle des logements, etc., le rapport se borne à dire qu'on rencontrerait des difficultés d'exécution.

1. V. p. 149.

Nous n'avons pas à parler de l'exposé que fait le rapport des conditions de travail des ouvriers à domicile. Bien qu'elles n'y soient pas très satisfaisantes, elles sont présentées cependant avec indulgence. Mais il n'est pas besoin d'en tenir compte pour comprendre, après les passages cités plus haut, les raisons qui ont fait généralement considérer ce rapport comme tendancieux. Le syndicat des tailleurs adopta à son sujet le 26 novembre 1906 la résolution suivante : « Les tailleurs hommes et femmes protestent contre la partialité des considérations sur le travail à domicile contenues dans le rapport de la Chambre de commerce de Berlin. Ils le qualifient « d'écrit tendancieux » dirigé contre la protection des ouvriers à domicile et estiment que les renseignements relatifs aux salaires et au temps de travail, bien qu'exposés sous un jour adouci, confirment cependant les données ouvrières. Aussi les ouvriers réunis s'en tiennent-ils avant comme après à leurs revendications en vue d'arriver à une protection légale et à l'établissement d'ateliers. Ils s'engagent à lutter dans ce but par tous les moyens à leur disposition. »

La commission centrale du « Gewerkschaftshaus » d'ailleurs prépare une réponse aux dires des patrons. Mais ce n'est pas seulement dans les milieux socialdémocrates que le rapport est jugé sévèrement. Ainsi le syndicat des ouvrières chrétiennes à domicile dans une séance de comité tenue en janvier 1907 reconnut que « les considérations sur les conditions de travail ne pouvaient inspirer qu'une estime limitée, surtout si l'on considère la façon partielle de rassembler les

matériaux et de calculer le salaire moyen ». Quant aux réformes, si le Comité s'est trouvé d'accord avec la Chambre de commerce sur les inconvénients de l'abolition complète du travail à domicile, il pense que « par l'extension de l'assurance aux « Hausgewerbetreibende, » par l'amélioration des salaires au moyen de tarifs minima, le travail à domicile peut devenir une forme limitée mais saine de l'activité industrielle ».

De même M^{lle} Else Lüders (1), tout en approuvant le passage du rapport favorable à la conclusion de tarifs particuliers, à la création de bureaux de placement, au perfectionnement des ouvriers, et celui où la politique des habitations est représentée comme étroitement unie à la question du travail à domicile, le critique dans son ensemble, le taxe même de partialité, et reste persuadée par exemple de la nécessité qu'il y a de créer des ateliers, quitte à les faire en dehors des grandes villes si le terrain est trop cher dans l'intérieur.

Il convient de remarquer que le point de vue patronal opposé aux réformes, ne trouve au fond de défenseurs que parmi les patrons eux-mêmes. Le point de vue ouvrier au contraire est, au moins dans son principe et dans ses ambitions actuelles, celui des tiers impartiaux, des économistes. Il semble donc, qu'une chose en tous cas soit certaine, c'est que la cause ouvrière a de son côté l'intérêt général en même temps que la force du progrès. Aussi est-il probable que

1. *Soziale Praxis*, 1906. n° 8, p. 204-208.

malgré les résistances elle finira par triompher. Ce jour là, des charges nouvelles pèseront sur les patrons. Les frais, les risques que le travail à domicile leur épargne actuellement seront alors à leur compte, la main-d'œuvre à vil prix qu'il leur procure maintenant n'existera plus. C'est là, sans qu'ils l'avouent, la vraie raison pour laquelle ils s'opposent à toute intervention énergique et profitable de l'Etat. Leur attitude d'ailleurs s'explique et est, il faut en convenir, assez naturelle.

Ce n'est pas à dire que les réformes en elles-mêmes soient d'une application facile. Celle-ci soulève, au contraire, bien des difficultés incontestables que nous avons eu l'occasion de signaler.

Mais aucune n'est insurmontable. Ce ne sont pas les affirmations ni les raisons contenues dans le rapport de la Chambre de commerce de Berlin qui établissent le contraire. En abordant la question avec la ferme intention de la résoudre, il n'est pas douteux qu'on n'y réussisse. Il faut se rappeler l'adage : « Vouloir c'est pouvoir », qu'un ministre allemand, parlant justement des obstacles que rencontrait la réglementation du travail à domicile, exprimait ainsi : « Là où il y a de la volonté, il y a toujours aussi un chemin » (wo ist ein Wille, da liegt auch ein Weg).



Si les misères du travail à domicile en Europe sont, comme l'a dit M^{lle} Gertrude Dyrenfurth, un mal international, la question se présente aussi dans tous les pays d'une façon analogue. Les dispositions adoptées en Angleterre sont de celles que nous avons vues réclamées en Allemagne, les autres réformes qu'on y propose, celles qu'on demande en France, en Autriche et ailleurs sont celles aussi dont nous avons parlé, et les objections, les difficultés qu'elles soulèvent se retrouvent également partout les mêmes.

Partout il y a ceux qui souffrent de la situation actuelle, et ceux qui en profitent ; partout aussi, ceux qui n'appartiennent ni à l'une ni à l'autre de ces catégories voudraient, dans l'intérêt général, voir adopter des mesures plus ou moins radicales, capables de remédier aux maux que personne ne conteste en ménageant autant qu'il est possible les intérêts de quelques-uns.

Le problème que soulève la question du travail à domicile est unique à ce point de vue. Les questions économiques présentent généralement dans chaque pays des caractères particuliers. Les journées, les conditions de travail diffèrent et correspondent à des habitudes, à des coutumes ; et les lois, en les réglementant, ont fixé davantage les différences. Les salaires varient également et leur taux dépend d'un ensemble de circonstances complexes.

Ici, au contraire, rien de semblable. L'Angleterre seule a commencé à faire quelque chose. Ailleurs, à peine trouve-

t-on quelques réglementations embryonnaires. Aucune limitation du temps de travail : les ouvriers à domicile travaillent en fait jour et nuit. Quant aux salaires, ils sont fixés partout par une seule puissance, la loi de l'offre et de la demande. Ces circonstances ont jusqu'à présent fait du travail à domicile une terre féconde de misères livrée à l'exploitation capitaliste. Ne pourraient-elles pas, au contraire, faciliter l'avènement d'un avenir meilleur, et cela non-seulement dans un pays, mais dans tous à la fois ?

L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs avait mis la question du travail à domicile à l'ordre du jour de l'assemblée qu'elle tint à Genève en septembre 1906. Mais elle ne crut pas devoir réclamer pour l'instant la conclusion d'un accord international sur cette matière. Elle se borna à tracer aux sections nationales la voie dans laquelle elles devaient s'efforcer de conduire leurs gouvernements respectifs, mais une proposition de M. Koch, « invitant le bureau à étudier dans quelles industries à domicile travaillant pour l'exportation une entente internationale devait être conclue » souleva des objections de la part de quelques membres du congrès et fut finalement retirée par son auteur. Cependant cette proposition ne décidait rien d'une façon précise et n'avait en soi que la valeur d'un vœu. Elle ne visait en outre que les industries d'exportation. Néanmoins, on ne lui donna aucune suite, parce que, pensait-on, une convention internationale avait peu de chance d'aboutir actuellement.

Pourtant rappelons que si on a pu appliquer déjà en Aus-

tralie et dans l'Amérique du Nord les réformes que l'on s'efforce en vain d'accomplir en Europe, c'est que la lutte économique que se livrent en aveugles sur le marché mondial les nations européennes attardées par leur passé ne se dresse pas là-bas, dans les pays neufs, comme un obstacle insurmontable devant tous les progrès.

Eh bien ! qu'on s'entende ici au lieu de se combattre et du coup tombera l'objection, triomphante jusqu'à présent, derrière laquelle s'abritent toutes les mauvaises volontés. Dans d'autres domaines déjà on s'efforce de substituer à l'individualisme égoïste des nations qui leur impose des charges sous lesquelles elles succombent, un état de chose nouveau où toutes, instruites enfin des liens de solidarité et des intérêts communs qui les unissent, marcheront la main dans la main vers un même but.

Mais là, des sentiments, un long passé, les inégalités mêmes du présent, l'amour-propre sont autant d'entraves à la réalisation des efforts. Ici, au contraire, pour qu'une convention internationale intervienne, il n'y a rien à abandonner, rien à sacrifier. Il n'y a qu'à construire, à poser les bases d'un édifice nouveau. Pourquoi, puisqu'il en est ainsi, le travail à domicile, dont le nom seul éveille actuellement dans tous les pays l'idée de misères et d'exploitations, ne deviendrait-il pas, en même temps qu'un champ largement ouvert aux réformes sociales, un instrument de progrès universel ?

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

Etat actuel de la question et les solutions acquises.

CHAPITRE I. — Réglementation légale du travail à domicile.....	11
§ 1. — Le travail à domicile dans la loi.....	12
§ 2. — Importance pratique des dispositions légales.....	28
CHAPITRE II. — Organisation des ouvriers à domicile.	
— Les résultats.....	40
§ 1. — Mouvement d'organisation des ouvriers à domicile.....	41
§ 2. — Les résultats.....	55

DEUXIÈME PARTIE

Les solutions proposées.

CHAPITRE I. — Economistes, professeurs, philanthropes.....	71
§ 1. — Influence des consommateurs.....	73
§ 2. — Organisations des ouvriers à domicile....	79
§ 3. — La loi.....	91
1 ^o Extension des dispositions du Code industriel et des lois d'assurance.....	104
2 ^o Interdiction pour l'ouvrier en fabrique d'emporter du travail chez lui.....	128
3 ^o Mesures d'hygiène. — Politique des habitations.....	133

4 ^o Création d'ateliers centraux.....	142
5 ^o Enregistrement.....	145
6 ^o Livres de paie, feuilles de travail.....	146
7 ^o Affichage des salaires et de la réglementation.	146
8 ^o Construction de routes, de moyens de commu- nication.....	149
9 ^o Création d'écoles professionnelles.....	152
10 ^o Interdiction du travail des femmes.....	153
11 ^o Fixation de tarifs et minima des salaires obligatoires.....	156
Suppression du travail à domicile.....	180
CHAPITRE II. — Les ouvriers et leurs représentants...	200
§ 1. — Le travail à domicile au point de vue ouvrier.....	202
§ 2. — Les moyens d'obtenir les améliorations..	208
§ 3. — Les mesures à prendre.....	218
CHAPITRE III. — Le congrès de 1904. — Les proposi- tions de loi.....	233
§ 1. — Le congrès de Berlin de 1904.....	233
§ 2. — Les projets et propositions de loi.....	239
CHAPITRE IV. — Les patrons.....	265

Vu : le président de la thèse

JAY

Vu : le Doyen,

CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

